

France Forum

3^e Trimestre
1997

40 ans de France-Forum

ANALYSES

RÉFLEXIONS

DÉBAT

TÉMOIGNAGES

ARTS ET LETTRES

NOTES DE LECTURE

41^{ème} année



N° 317 30 F

40^e anniversaire	p. 3
par Henri BOURBON et Jean AUBRY	
Libres propos	p. 5
par Jacques MALLET	
A la recherche de la pierre philosophale : comment civiliser l'économie ?	p. 9
par Charles DELAMARE	
Comment meurent les Républiques ?	p. 15
par François BAZIN	
Le sphinx, la culture et l'homme	p. 19
par Joseph MACE-SCARON	
Anniversaire et actualité	p. 24
1957-1967 - Genèse d'un engagement au service d'une certaine idée de la démocratie	p. 26
par Frédéric THEULÉ	
1968-1977 - Cette quête du vrai qui est notre principale raison d'être	p. 32
par François AZAR	
1978-1987 - Années de crise	p. 39
par François de MAZIÈRES	
1988-1997 - Changements de décor et remises en question	p. 49
par Valérie BROS	
Quarante années qui ont changé la France	p. 61
Débat avec Maurice BLIN, Michel CROZIER, Jean-Marie DOMENACH, Michel DRANCOURT et René RÉMOND,	
Témoignages	p. 78
Pierre PFLIMLIN - Raymond BARRE - René MONORY - Maurice SCHUMANN - François BAYROU - Cardinal Paul POUPARD - Evelyne SULLEROT - Pierre AVRIL - Michel ALBERT - Pierre BAUCHET - Jean BOISSONNAT - Jean CLUZEL - Jean-Marie DOMENACH - Jean-Dominique DURAND - Jacques FAUVET - François FEJTŐ - Jean- Marie MAYEUR - Jean ONIMUS - Jean-Marie PELT - Emile POULAT - René PUCHEU - René RÉMOND - Philippe SAINT MARC - Robert TOULEMON - Georges VEDEL.	
Présence d'Étienne Borne	p. 92
Débats et colloques (1957-1997)	p. 107

ARTS ET LETTRES

- La Vie littéraire** p. 116
par Philippe SÉNART
- Tout pour la musique** - Interview de François GAUTIER p. 125
par Françoise COLIN-BERTIN
- Disques** p. 127
par Marc DARMON

NOTES DE LECTURE

- Hector de Jacqueline de Romilly** p. 129
par Christian SAVÈS
- Mémoires. Le voleur dans la maison vide de Jean-François Revel** p. 130
par François FEJTÖ
- Le tombeau de Machiavel (De la corruption intellectuelle de la politique) de Nicolas Tenzer** p. 133
par Christian SAVÈS
- L'Europe en vers au Moyen-Âge de Pierre Jonin** p. 135
par Jean CHÉLINI
- Semaines sociales de France 1996 :**
Entre mondialisation et nations quelle Europe ? p. 136
par Jean AUBRY
- Les malfaçons, un mal français ? - Revue d'A (D'Architectures)** p. 138
par François AZAR

40^e anniversaire

Faut-il s'en moquer comme de l'an Quarante ? Ou se laisser impressionner par un chiffre qui apparaît lourd de symboles et doté, pour une raison mystérieuse, de singuliers pouvoirs ? La semaine de « quarante heures », rêve longtemps caressé, fut la conquête sociale mythique du Front populaire, la « quarantaine », pendant des siècles, demeura le seul mais fragile barrage opposé à l'invasion constamment menaçante d'épidémies dévastatrices, les « quarante jours de jeûne » ou « de désert » ont valeur de purification, les « quarante siècles » des pyramides donnent la mesure des profondeurs de l'histoire... L'énumération pourrait se poursuivre.

France-Forum n'a pas de raison d'ajouter foi à une prétendue magie des nombres. Tout de même, la traversée de quarante années, ce n'est pas rien. Un regard en arrière s'impose pour mesurer le chemin parcouru, discerner les permanences, les changements et les ruptures de la société et du monde au long de ce presque demi-siècle, s'interroger sur ce que fut et pourrait continuer à être l'utilité d'une revue telle que la nôtre. Le présent numéro s'y emploie en faisant appel aux réflexions, analyses et témoignages de beaucoup de ceux qui ont collaboré à notre revue ou participé à ses forums pendant tout ou partie de ces quarante années, mais aussi au regard neuf d'éléments plus jeunes qui ont découvert *France-Forum* en étudiant, décennie par décennie, ses centres d'intérêt, ses colloques, ses prises de position...

Mais un anniversaire - pourquoi le dissimuler ? - c'est aussi un moment d'émotion - pourquoi la réprimer ? - riche, joie et tristesse confondues, des souvenirs évoqués, chargé, au seuil d'un avenir inconnu, d'incertitudes et d'espoirs.

Or, *France-Forum*, ce fut, tout au long de son existence, un lieu et un réseau d'amitiés exceptionnels - plusieurs des témoignages rassemblés dans ce numéro le confirment -, particulièrement stimulant pour la recherche et la réflexion, offrant à des personnalités qui pouvaient être d'opinions très dissemblables - sur l'Algérie, l'Europe, les institutions, la politique, l'économie, l'art... - des conditions exceptionnellement favorables d'écoute et de discussions constructives.

Les disparitions, inévitables au cours d'une si longue période - mais certaines furent cruellement prématurées -, ont été d'autant plus durement ressenties. On ne saurait toutes les évoquer, mais comment passer sous silence celles de fondateurs de la revue - Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet, Jean Lecanuet - ou, pour la génération suivante, d'un grand universitaire comme Jean-Claude Lamberti dont, malgré le peu d'années qui lui fut hélas ! accordé, la collaboration fut si bénéfique.

De même, personne n'aurait compris qu'Etienne Borne, fondateur et jusqu'à son dernier souffle, inspirateur, éditorialiste de notre revue et à qui on doit, pour une bonne part, la qualité de nos forums, soit absent de ce numéro anniversaire.

Enfin, nul n'aurait pu prévoir que les pages de ce même numéro dues à un autre philosophe, ami fidèle, Jean-Marie Domenach, qui a beaucoup compté en ce demi-siècle à travers ses livres, son enseignement, la revue *Esprit* qu'il a longtemps dirigée, et qui a été, lui aussi, depuis de nombreuses années, très présent à *France-Forum*, figureraient parmi ses tout derniers messages.

Ce devoir légitime accompli, et par fidélité précisément à la mémoire de tant d'amis qui furent des piliers de *France-Forum*, il reste à l'occasion de ce 40^e anniversaire à repréciser les objectifs généraux de notre revue. Pour le dire en peu de mots, ils sont toujours de donner chair aux valeurs et aux principes qui sont aux sources de notre inspiration, afin qu'ils irriguent, transforment, - et, pour tout dire, civilisent - la politique, l'économie, la vie sociale, notre pratique et notre compréhension de l'art

et de la culture... Vaste programme qui suppose un incessant va-et-vient entre la pointe la plus extrême de notre visée - de notre «utopie» - et les réalités dont il faut, à force d'attention et d'analyse, assumer la prose, les techniques, les résistances, les pesanteurs.

Un laïque humaniste et démocrate qui voudrait définir ce qui constitue le plus haut et le plus profond de son idéal devrait pouvoir sans grand problème adopter cette formule du cardinal Paul Poupard, assez fulgurante dans sa brièveté, qui servait de conclusion à un article récent consacré à mère Teresa : «Seul l'amour est digne de foi. Notre foi en l'amour est notre espérance». Aux philosophes et aux intellectuels, ensuite, de découvrir et se donner les moyens de mettre cet idéal en pratique, à travers une réflexion sur les fondements philosophiques de la dignité humaine, sur le caractère unique de chaque personne («ô toi, Nathanaël, le plus irremplaçable des êtres»), sur sa responsabilité, chaque individu étant par nature étroitement solidaire des autres, sur la liberté,...

Aux politiques, aux techniciens et hommes de terrain enfin, aux prises avec des phénomènes aussi divers, complexes et perturbateurs que la mondialisation, le mal des banlieues, le chômage, les conflits internationaux, la pollution..., de ne pas perdre de vue dans leurs analyses et leur recherche de solutions et de remèdes cet arrière-plan et cette dimension humaniste et philosophique.

Une revue digne de ce nom est là pour apporter sa contribution à cette difficile «gymnastique». Elle devra combattre aussi bien les tentations millénaristes, la naïveté, l'étroitesse de vues ou le sectarisme des idéologues que la myopie ou, pire, le machiavélisme des purs gestionnaires. Elle devra sans relâche aider à élargir et approfondir les débats, sans se laisser intimider par les modes et sans céder, sous la pression des médias, à des réflexes pavloviens en un temps où les nouvelles «tombent» en avalanche à la vitesse de l'éclair. Elle participera activement en tous domaines à la quête du «sens» profond des choses, dont le besoin est si fortement ressenti aujourd'hui. Tout en cultivant les vertus de prudence et de discernement car, si certains sont tentés de céder aux séductions des philosophies nihilistes, d'autres manquent singulièrement du «sens de l'histoire» - comme d'autres, dépourvus du «sens de la montagne», s'exposent aux pires dangers par manque d'attention, de vigilance ou par excès de précipitation et de confiance. Si, après tant d'enfers traversés, l'on se laisse aujourd'hui moins qu'hier abuser par ceux qui promettaient le «paradis sur terre», il en est encore qui croient toucher à «la fin de l'histoire». Dans «Comprendre la Révolution ?», Etienne Borne reprochait aux «religions révolutionnaires», mais elles ne sont pas les seules à mériter cette réprimande, de «contredire les patiences jumelles de Dieu et de l'histoire».

Bref, nous convions tous ceux qui ne veulent pas se contenter d'être «spectateurs» de leur siècle à participer à cet immense effort d'analyse, de réflexion et de dialogue, à ce travail si nécessaire de déchiffrement, de maîtrise, de civilisation d'un monde en pleine crise de mutation.

Henri BOURBON - Jean AUBRY

Libres propos

par Jacques MALLET

Faire en quelques pages la synthèse de quarante années de la vie d'une revue comme *France-Forum*, c'est une tâche impossible et je ne m'y hasarderai pas. En tant que témoin et modeste acteur de cette histoire, qui me laisse des souvenirs un peu nostalgiques, des impressions fortes, et des convictions durables, j'aurais beaucoup à dire. Il me semble préférable de me limiter à quelques propos à bâtons rompus et à quelques réflexions personnelles.

Dès l'origine ce qui m'a frappé dans cette aventure sans précédent, me semble-t-il, c'est qu'elle reposait d'abord sur une amitié. Une petite équipe autour d'Etienne Borne et d'Henri Bourbon, puis de Jean Aubry, se réunissait chaque semaine pour examiner les articles à paraître ou à préparer, les initiatives à prendre, les contacts à prévoir. C'était simple, cordial et très gai. Dans l'équipe des rédacteurs les plus fidèles il y avait diverses catégories sociales -, intellectuels, hauts fonctionnaires, politiques, responsables professionnels - plusieurs familles d'esprit et plusieurs sensibilités politiques. Mais tous partageaient une certaine idée de l'homme et de la société, ce que l'on désigne généralement sous le nom d'humanisme démocratique et que les philosophes préfèrent appeler le personnalisme. Ils croyaient tout simplement à la primauté de l'humain sur le politique et l'économique. Pour eux la société devait être au service de l'homme et non l'inverse.

C'est à partir de là, une amitié et une même attitude d'esprit, proche de la Résistance, que s'est construite l'action de la revue. Bien sûr l'équipe fondatrice - Jean Lecanuet, Joseph Fontanet, Maurice-René Simonnet, Etienne Borne et Henri Bourbon - était composée de

démocrates d'inspiration chrétienne. Mais il n'y avait dans l'équipe aucun esprit partisan. L'essence même de *France-Forum* interdisait tout esprit de chapelle. La méthode qui était la sienne définissait en même temps le contenu et la finalité de son action : le dialogue et les échanges entre des hommes et des femmes aux choix et aux engagements différents, dans l'ordre philosophique, politique ou social, constituaient à ses yeux la condition nécessaire sinon suffisante de toute vie démocratique.

C'est cette méthode qui a fait et fait encore la fécondité de *France-Forum*. C'est elle qui lui a permis d'organiser sur des sujets fondamentaux et très actuels des colloques prestigieux (1). D'abord par la qualité des grands intellectuels qui y participaient : Raymond Aron, Georges Vedel, René Rémond, Jean-Marie Domenach, Pierre-Avril, et bien sûr Etienne Borne dont les «Propos du temps» publiés sur la dernière page de chaque numéro nous ont nourris et éclairés pendant près de quarante ans. Remarquables aussi par le haut niveau et le large pluralisme ; l'éventail allait du socialisme humaniste d'André Philip et de Jacques Delors aux gaullistes tel Edmond Michelet, il comportait des responsables politiques, des journalistes, des universitaires, ainsi que des dirigeants d'organisations professionnelles et syndicales - tels que Michel Debatisse ou Gabriel Ventejol - qui acceptaient d'y intervenir et d'y débattre, sans sectarisme, mais aussi sans angélisme ni recherche à tout prix du consensus. L'important n'est-il pas que le dialogue s'engage pour confronter les vues et les solutions des uns et des autres à partir d'une analyse objective des

(1) En outre, les conférences et les débats des clubs France-Forum, en particulier du club France-Forum de Paris, ont contribué utilement à l'«alimentation» de la revue.

problèmes et pour transformer, comme aimait à le dire Etienne Borne, les oppositions irréductibles en «tensions» créatrices de complémentarités ? La liste de ces colloques est impressionnante et celle des participants l'est plus encore. L'un des plus riches de substance a été le tout premier organisé à Saint-Germain-en-Laye les 27 et 28 janvier 1962 sur le thème «La démocratie à refaire». Mais tous étaient intéressants : «Pour une économie démocratique», «La Planification, pourquoi ? comment ? vers quoi ?», «La crise de l'Europe, comment en sortir ?», «Au-delà de la crise», «Culture et démocratie» (avec une conclusion de Raymond Barre), et j'en passe...

Des rencontres aussi œcuméniques et substantielles, quelle revue pourrait aujourd'hui les organiser ? Aucune je crois. C'est un signe des temps. Dès 1975, dans son introduction au colloque «Au-delà de la crise» - où Raymond Barre déjà avait fait le discours de clôture - Henri Bourbon, qui est l'âme de toute cette aventure intellectuelle et humaine, exprimait des inquiétudes : «La raison d'être de notre revue et de nos colloques est de demeurer dans la société française un vrai «forum» où l'on débat librement et où l'on s'affronte dans le respect des opinions d'autrui. Encore - et le nombre de nos amis de longue tradition qui se sont excusés nous en inspire-t-il l'inquiétude - est-il incertain que ce rôle puisse être longtemps tenu. Nous en faisons l'aveu : nous avons rêvé d'un échange plus large. La bipolarisation s'étendra-t-elle bientôt du combat politique à la recherche non partisane ? On peut le craindre. Le dialogue ne se déroulera-t-il désormais qu'à l'intérieur de chacun des camps en présence et la volonté de confrontation loyale se brisera-t-elle aux frontières des partis pris et des exclusives ? Crise économique, crise monétaire, crise sociale, crise des «valeurs»... faut-il ajouter à cette énumération une crise de la tolérance ?»

«L'environnement» de la revue a, en effet, beaucoup changé au fil du temps. La revue a été créée à la fin de la IV^e République pour renouer le dialogue avec les intellectuels séduits par le mendésisme et surtout attirés par le marxisme. N'étant pas organiquement liée au Mouvement

Républicain Populaire, elle lui a survécu et a même connu un regain de vitalité au début de la Ve République. Le bipolarisme, résultant de l'élection du Président de la République au suffrage universel, a profondément modifié la géographie politique et culturelle. A partir du début des années 70 la crise économique et sociale a commencé à mobiliser toute l'attention. Mais c'est avec l'arrivée de la gauche au pouvoir que les oppositions idéologiques se sont durcies, rendant plus difficile le dialogue de part et d'autre de la ligne de démarcation entre la droite et la gauche qui coupe la France en son milieu. Division détestable aux yeux de *France-Forum*, qui constituait une des passerelles entre les deux moitiés de la nation. Et division de plus en plus artificielle car, sur les problèmes de l'avenir - par exemple l'unification européenne et la politique économique dans la compétition mondiale -, les clivages réels passent à l'intérieur des deux camps. D'autres clivages se sont au moins partiellement effacés avec la disparition du communisme stalinien et de la menace soviétique.

Je n'évoquerai pas les analyses de la crise et les réponses à la crise avancées notamment par Jean Boissonnat, Robert Toulemon, Thierry de Montbrial et Michel Albert. Elles ont été rappelées dans ce numéro par Charles Delamare, l'un des premiers dans la revue à avoir mis l'accent sur l'importance croissante du phénomène irréversible de la mondialisation. Mais je ne voudrais pas quitter le chapitre de l'économie sans exprimer un regret : c'est que les responsables politiques proches de *France-Forum* n'aient pas prêté une oreille plus attentive aux réflexions qu'y ont formulées les deux penseurs les plus sérieux du courant écologique : Jean-Marie Pelt et Philippe Saint Marc. On a ainsi livré l'écologie à des démagogues ou à des farfelus.

Un mot sur l'Europe. La construction de l'Europe est, avec la quête du Graal démocratique, l'un des fils conducteurs jamais rompus de *France-Forum*. Je confesse y avoir un peu contribué. Les fondateurs de la revue et la plupart de ses amis politiques s'inscrivaient dans la tradition de Robert Schuman et de Jean Monnet. Ils étaient convaincus qu'après avoir réalisé la réconciliation franco-allemande et ainsi assuré

la paix entre les ennemis d'hier, la construction d'une Europe communautaire, fondée sur le partage de la souveraineté, était nécessaire au développement économique et à l'affirmation d'une Europe puissante, capable de défendre ses intérêts communs et les valeurs d'une civilisation commune. Ils croyaient certes, comme les «pères de l'Europe», qu'il fallait commencer l'Union européenne par la voie de l'économie. C'est ainsi que le rêve des sages est devenu une

L'un des déjeuners de France-Forum. Au fond,
De g. à d. : E. Borne, A. Philip, P. Pflimlin.

réalité concrète. Mais ils pensaient aussi que la finalité de l'entreprise était une Europe politique. Ces convictions n'étaient pas partagées par toute l'équipe de *France-Forum* mais reflétaient celles de la majorité de ses membres.

Puis-je rappeler que, dès 1962, au colloque de Saint-Germain-en-Laye j'avais personnellement dénoncé le déficit démocratique et le risque d'une dérive technocratique ? Il faut ajouter que nous avons tous été déçus par la faiblesse des progrès vers l'Europe politique. A *France-Forum* on a toujours plaidé pour une Europe de la défense en soulignant à juste titre qu'elle ne pouvait se bâtir qu'au sein de l'alliance atlantique. Cette défense commune reste un objectif à moyen ou à long terme. Charles Delamare a justement fait valoir que l'Union européenne, et en particulier la monnaie unique, constituera la seule réponse efficace aux défis de la mondialisation et de la globalisation des marchés financiers : «Loin de restreindre l'indépendance des nations, comme le proclamaient ses contradicteurs nationalistes, ce rassemblement des forces du continent apparaît comme la dernière possibilité de maintenir son autonomie vis-à-vis du

reste du monde», bref, de recouvrer une souveraineté réelle, «sinon, dit Charles Delamare, le capitalisme sera le genre humain. Un capitalisme revenu, par le recrutement des masses asiatiques, à sa violence d'origine, créatrice et destructrice à la fois».

Encore un mot : en 1995 - le message reste très actuel - Michel Albert a analysé les propositions de la CDU d'un caractère exceptionnel visant à réformer les institutions européennes par la constitution «d'un noyau dur» autour de la France et de l'Allemagne et souhaité qu'elles reçoivent un accueil favorable en France. Cette «coopération renforcée» serait sans doute le meilleur moyen d'éviter la dilution de l'Union européenne dans une grande zone de libre-échange de 20 ou 25 pays.

J'aurais souhaité parler des pages culturelles de la revue, notamment de l'excellente rubrique littéraire de Philippe Sénart, des articles sur l'urbanisme et l'architecture d'Yvan Christ ainsi que des critiques de peinture d'Henri Bourbon, sensibles et d'un goût très sûr, et surtout du grand colloque sur la politique culturelle de 1985. Mais, pour ne pas être trop long, je terminerai ces libres propos par quelques remarques au sujet de ce qui est au cœur de *France-Forum* : la défense et l'illustration de la démocratie, la réflexion et la recherche sur la démocratie, toujours inachevée, toujours à faire, ou à refaire, et aujourd'hui à repenser en fonction des conditions nouvelles créées par les médias, le développement de l'Union européenne et de la mondialisation.

Cette longue méditation se fait sous les auspices des trois pères de l'Eglise démocratique que sont au XX^e siècle Marc Sangnier, Jacques Maritain et Emmanuel Mounier, auxquels il faut joindre Alexis de Tocqueville, dont Jean-Claude Lamberti et Jacques Nantet ont été dans *France-Forum* les fidèles interprètes. Dès 1959 la revue avait consacré ses réflexions à la définition de la démocratie par Marc Sangnier. Définition exigeante qu'il faut sans cesse rappeler : «la démocratie est l'organisation sociale qui tend à porter au maximum la conscience et la responsabilité civique de chacun». Pour bien comprendre ce qu'elle signifie pour Marc Sangnier il faut la

compléter par cette autre citation : «Avant de transformer la société il faut transformer les hommes. La Révolution ne peut se faire qu'après avoir été préparée par l'éducation du prolétariat. Elle ne peut être accomplie sans l'aide des forces morales qui inspirent le dévouement de l'individu à l'intérêt général», «et surtout, disait Marc Sangnier, celles de la foi». En 1973 *France-Forum* consacre encore de longs articles à Marc Sangnier à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Enfin, en avril-juin 1995, la revue a célébré le centenaire de la revue «Le Sillon». La vision quelque peu prophétique de la démocratie qu'avait Marc Sangnier, en rupture totale avec le pseudo-réalisme de Charles Maurras et de Machiavel, est à rapprocher de celle de Georges Burdeau citée par Henri Bourbon : «le seul régime à proposer, pour assise à l'ordre politique, la dignité de l'homme libre», et surtout de celle qu'en donnait Emmanuel Mounier, citée dans «La démocratie à refaire» : «Appelons démocratie avec tous les qualificatifs et superlatifs qu'il faudra, pour ne pas la confondre avec ses minuscules contrefaçons, le régime qui repose sur la responsabilité et l'organisation fonctionnelle de toutes les personnes constituant la communauté sociale. Ajoutons que... cette démocratie-là n'a jamais été réalisée dans les faits, qu'elle l'est à peine dans les esprits».

«*La démocratie à refaire*», cet ouvrage rendant compte du colloque de Saint-Germain-en-Laye, et publié aux *Editions Ouvrières*, mérite d'être relu. L'analyse par René Rémond de la dépolitisation de l'opinion publique n'a hélas pas beaucoup vieilli. La situation s'est aggravée depuis 1962. Les débats introduits par Georges Vedel sur «Rapports des pouvoirs et démocratie» avaient donné lieu à une confrontation entre les partisans d'un régime parlementaire, rationalisé grâce à un contrat de législation, et ceux d'un régime présidentieliste. Les événements ont tranché mais l'expérience a montré que le système qui a prévalu a, lui aussi, ses faiblesses et ses incohérences. Le rapport de Jacques Fauvet sur «Les moyens d'expression de la volonté populaire» et le débat qui l'a suivi ont posé un problème toujours non résolu, celui de l'association des forces vives de la société aux

décisions politiques et des rapports des dirigeants syndicaux avec la politique.

La belle méditation finale d'Etienne Borne sur la philosophie de la démocratie pourrait servir de conclusion à mes propos : «Une certaine politique se meurt, une autre politique est en train de naître et nous voulons ensemble que la nouvelle politique ne soit pas moins mais plus démocratique que l'ancienne. Or c'est le contraire qui paraît d'abord le plus vraisemblable. La démocratie se perd dans des caricatures et des simplifications qui n'en réalisent la lettre que pour mieux en contredire l'esprit. La conjoncture deviendrait dramatique si la pratique démocratique de l'attention à autrui, de la délibération, du dialogue, ne se montrait que dans l'étroitesse d'un colloque, cependant que les hommes dans la plus large cité succumbent à l'habitude du conformisme, perdent le sens de la réflexion politique et prendraient le goût des réflexes conditionnés par de prestigieux symboles. La démocratie ne saurait sans se suicider émigrer à l'intérieur d'un petit nombre de consciences exilées du reste de la nation. Un tel colloque ne vaut que par un au-delà du colloque».

Aujourd'hui n'est-ce pas vrai également pour notre revue ? Son effort de réflexion est aussi de l'action. Elle peut, si elle étend son champ d'influence, contribuer à un renouveau des institutions, à un renouvellement des élites politiques et, plus profondément, à une mutation des esprits correspondant aux mutations du monde. On connaît la formule du père Teilhard de Chardin : «Tout ce qui monte converge». Mais l'homme politique doit inlassablement monter et descendre son échelle de Jacob, monter pour voir mieux l'essentiel, puis redescendre dans la vallée où vivent les hommes. S'il reste en haut il ne peut agir. S'il reste en bas son action se réduit à la gestion des affaires courantes. Puisse *France-Forum* continuer à jouer pleinement son rôle : celui d'une vigie sur les hauteurs et d'un réservoir d'oxygène, celui d'offrir un «moyen d'évangélisation civique» ! C'est ce qu'elle a été et reste pour beaucoup d'entre nous. Nous l'en remercions.

Jacques MALLET

A la recherche de la pierre philosophale : comment civiliser l'économie ?

par Charles DELAMARE

L'économie n'a jamais été au cœur des réflexions à *France Forum*, même si elle y occupe une place importante. Elle figurait certes dans son numéro 1 sous la plume de Jean Aubry qui expliquait que la politique économique, comme la politique tout court, ne peut être l'affaire des seuls techniciens. L'économie, affirmait ce premier numéro, «est l'affaire de tous». Est-ce vérifié par l'expérience ?

La revue attache plus de prix à d'autres influences, là où pour elle se situe le vrai débat, celui de l'homme.

La doctrine personnaliste, qui inspire largement son équipe rédactionnelle, se veut une mise en pratique de l'Incarnation dans la société moderne ; c'est dans cette perspective que l'économie ne reste pas en dehors du champ de la revue.

Du fait de la prééminence d'autres centres d'intérêt, l'approche des problèmes économiques s'est effectuée le plus souvent en réaction à l'égard de la conjoncture beaucoup plus que sous la forme d'une doctrine spécifique, exception faite du thème de l'unification européenne. «Le marché commun est une nécessité économique» affirmait René Perrin dans le n° 2.

Les quatre décennies de *France Forum*, dans ce domaine, accompagnent l'évolution de la société française plus qu'elles ne la précèdent.

La première pourrait être intitulée : de la résistance (idéalisée) à la révolution (pour rire) (1957-1968). La seconde se résumerait en la prise de conscience de la première crise mondiale, en même temps que de l'impuissance à la surmonter (1969-1978). La troisième est dominée par le débat théorique et pratique entre

socialisme et libéralisme (1978-1988). La quatrième laisse apparaître peu à peu la réalité de la mondialisation, à partir de l'effondrement du communisme (1989-1997) : le retour du capitalisme dans sa pureté, dans sa dureté, dans sa redoutable efficacité.

De la résistance (idéalisée) à la révolution (pour rire) - (1957-1968)

La façon d'aborder l'économie s'est inspirée d'une Résistance qui devenait de plus en plus héroïque, unanime et efficace, dans les esprits, à mesure que les années passaient. La leçon que l'on en a retirée, dans ce domaine, à *France Forum* (n° 58 - «Un rendez-vous : la Résistance») est qu'il n'existe pas de fatalité, de même qu'après 1940 les combattants de l'ombre croyaient qu'il n'y avait pas de défaite définitive à laquelle il eût fallu se résigner. L'économie est le support du politique (*France Forum* - n° 6), celui-ci est le cavalier. Il lui faut savoir diriger son cheval. «Comment forcer les portes de l'avenir ?» s'interrogeait André Bonpierre dans le n° 8.

C'est pourquoi les mesures mises en œuvre après la Libération, avant la fondation de la revue, recueillaient son agrément sur deux points principaux. D'abord la construction de l'unité européenne dont la figure emblématique, Robert Schuman (*France Forum* - n° 5 - «Hommage à Robert Schuman») était régulièrement encensée, de manière assez discrète si l'on se souvient que l'homme d'Etat lorrain était un des piliers du mouvement démocrate-chrétien. *France Forum* luttait contre les «euro-sceptiques» nombreux dans les rangs gaullistes, et contre les communistes détracteurs de l'Europe de Charlemagne à laquelle ils auraient apparem-

ment préféré celle d'Ivan le Terrible. A la fin de la première décennie de *France Forum*, la bataille initiale paraissait gagnée. Déjà, en 1960, Jacques Mallet (*France Forum* - n° 23) se disait encouragé par les résultats que le Marché Commun avait obtenus en trois ans... Même si Alain Poher voyait l'Europe en grand danger, craignant qu'elle ne reste qu'une tentative de coopération économique (*France Forum* - n° 24). En septembre 1987, Pierre Millet osait proclamer «l'indépendance économique européenne» (*France Forum* - n° 82).

Forum d'économistes.

De g. à d. : J.-P. Lévy, M. Byé, L. Douroux

Ces progrès avaient été réalisés en utilisant la formule magique de la «planification démocratique», grâce à laquelle la France pouvait se faufiler entre les rugosités du capitalisme libéral et les brutalités de la planification soviétique. La revue a essayé maintes fois, au cours de discussions à plusieurs voix, au long d'interviews approfondies, de préciser ce qu'était cette fameuse formule, par exemple dans le colloque de 1959 (*France Forum* - n° 21) sur la planification en France. Maurice Byé (*France Forum* - n° 14) recherchait «la solution d'une économie orientée, à long terme, qui a sa finalité propre et ses moyens propres». En tout cas, *France Forum* ne voulait pas se convertir au libéralisme, comme le disait Pierre Decamps (Jean Aubry) (*France Forum* - n° 20). Jacques Delors dénonçait même (*France Forum* - n° 34) «une effroyable confusion entre Occident et capitalisme».

Le concept de la planification souple «à la française» ou indicative ne sortait pas renforcé, ni même très éclairci par ces multiples interrogations. On pouvait en retenir que l'Etat (c'est-à-dire la démocratie, c'est-à-dire le peuple) prenait les partenaires sociaux par le cou et les obligeait à se parler pour convenir d'un minimum d'intérêt communs que l'on rassemblait dans un plan pour les transmuter en «intérêt général». Chacun rentrait chez soi converti et faisait ce qu'il voulait ou plutôt ce qu'il pouvait. L'œil du plan était dans les salles de conseil et regardait le monde aller cahin caha. Une telle conception convenait parfaitement à la rédaction de *France Forum* pétrie d'humanisme chrétien et de générosité démocratique. Il suffisait de constater que ce système fonctionnait, et il le faisait admirablement. L'expansion nourrissait la justice sociale dont les exigences prenaient une part croissante du gâteau, c'est-à-dire du Produit Intérieur Brut, notion devenue presque populaire durant cette période. Le seul problème qui poignait les observateurs pendant ces vingt glorieuses années fut celui de l'inflation. Le Quatrième plan est apparu comme la réalisation la plus achevée de l'harmonisation économique (*France Forum* n° 40 - «Valeur et portée du Quatrième plan»), quoique la manière de pratiquer cette méthode soit toujours sujette à interrogation (*France Forum* - n° 49 - «Planification et décision» par G. Lavau). Et, en octobre 1967 : «Le plan est-il possible, le plan est-il utile?».

On ne se préoccupait de l'inflation de manière rituelle que lorsque celle-ci s'emballait trop vivement. On se doutait tout de même qu'elle avait partie liée avec l'expansion, le plein emploi et les redistributions par des canaux multiples aux familles, aux agriculteurs, aux vieux ou au corps médical. Qui sérieusement se souciait, sauf Joseph Fontanet (*France Forum* - n° 13), de réconcilier «la monnaie et le socialisme» ?

C'est alors, au milieu de cette prospérité satisfaite, qu'éclata la révolution, enfin la révolution en tant que spectacle. Aucune idée parmi toutes celles qui furent agitées dans un maelström de mots en mai 1968 ne se hasarda sur le terrain de l'économie. Il n'en résulta guère qu'une certaine propension à inclure l'utilisation des ressources naturelles dans le calcul du coût des fac-

teurs. Mais le mérite de cette remise en situation de l'activité humaine revient au Club de Rome, dont les travaux furent réinterprétés dans *France Forum* sous la plume de Jean-Marie Pelt («L'environnement : mode passagère ou science du bonheur» - *France Forum* - n° 118). Quant à Etienne Borne, il constate à propos de mai 1968 que «l'homme possédé de la passion de vivre devient cruel envers lui-même, et joue avec autrui la comédie d'une guerre fictive en compensation des agressions qui lui sont refusées par le bonheur des temps» («Jeunesse et violence» - *France Forum* - n° 102 et 103).

Mais la mécanique de la croissance mise en marche après 1945 ne semble avoir vraiment connu ses premiers ratés que lorsque le Shah d'Iran décida une hausse vertigineuse du prix du pétrole en 1973. Une autre ère s'ouvrait.

La prise de conscience de la crise mondiale : 1969-1980

La deuxième décennie de *France Forum* avait pourtant commencé dans une certaine euphorie. La «révolution» de 1968 avait été digérée avec l'aisance habituelle que déployait la IV^e République avant 1958, en ajustant la monnaie par une dévaluation. Le général de Gaulle, qui s'opposait à cette commode pratique, étant retourné à Colombey, on s'empressa de régler ainsi la facture des accords de Grenelle en août 1969. Après avoir donné satisfaction aux travailleurs sur leurs feuilles de paie, on reprenait aux ménagères, par les prix, le pouvoir d'achat distribué en excès.

L'Europe avançait tranquillement et sûrement, comme le constate *France Forum* dans son n° 105-106, projetant les succès de l'Europe 1970 sur l'Europe 1980, balisant pour Pierre Fauchon la voie vers l'union politique. Quant à la planification, elle commençait à susciter des doutes (*France Forum* - n° 110-111) : Jean-Jacques Bonnaud et Maurice Blin en montraient toutes les insuffisances.

A la fin de l'ère Pompidou ce système commença à se détraquer en raison du choc pétrolier. *France Forum* fit ressortir ce que ce dernier avait d'incongru. Dès janvier 1974, Dominique Baudis expliquait que l'on était en train de pas-

ser de la société de consommation à la société de pénurie (*France Forum* - n° 129-130) - avec un point d'interrogation selon la bonne technique de la revue. Quant à Charles Delamare, dans le même numéro, il prévoyait une augmentation rapide du chômage et déplorait le manque de solidarité européenne qu'il faudrait combattre par l'union monétaire. Ce qui ne serait pas facile, soulignait Jean-Claude Morel (*France Forum* - n° 132-133) à moins de faire passer dans les faits une volonté politique bien hésitante. Etienne Borne rappelait que l'économie était en quête de philosophie, dans la droite ligne du Comité de direction qu'il animait (*France Forum* - n° 138-139).

Les médications diverses déployées en 1975 par le nouveau Premier Ministre, Jacques Chirac, renouaient, sans grande imagination, avec les pratiques de la IV^e République. La distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire relançait mécaniquement l'inflation.

C'est alors que Barre vint. Il fut le premier à tenter d'expliquer que la France et même l'Europe n'étaient plus seules dans l'univers de l'économie et de la finance. Avant d'être Premier Ministre, il avait participé, à côté d'autres personnalités, à un colloque organisé (en 1975) par *France Forum* dont le thème était «Au-delà de la crise». D'emblée, il accusait la grande vague inflationniste d'être responsable de la crise, bien plus que la hausse du prix du pétrole. «Nous sommes en train d'assister, disait-il, à un début d'intégration d'espaces qui, jusque-là, s'ignoraient ou étaient simplement juxtaposés» («Au-delà de la crise» - *France Forum* - n° 141-142).

D'autres intervenants comme Michel Albert, Jean Boissonnat, Joseph Fontanet ou Thierry de Montbrial, apportèrent à ce débat des contributions, dont la richesse est toujours actuelle. C'est ainsi que Jean-Claude Casanova remarqua avec vigueur au cours du colloque que le partage du travail, pour lutter contre le chômage, avait abouti dans le passé et aboutirait dans l'avenir à une croissance du chômage. Les rigueurs retrouvées en raison de l'élévation du coût du pétrole ramenaient à une expérience millénaire : «Il convient de se défier de l'euphorie qu'inspire aux laudateurs inconditionnels de la croissance l'irrésistible montée du pouvoir

d'achat» écrivait Maurice Blin en publiant dans *France Forum* (n° 145-146) des bonnes feuilles de son remarquable livre : «*Le travail et les dieux*» (Aubier). Dans le même fascicule, Yves Laulan dans un article intitulé «*Ordre économique international : l'impossible réforme*» expliquait «qu'aucun schéma de développement ne permettra à 7 milliards d'individus de s'asseoir autour de la même table», par allusion au banquet de l'économie qu'avaient exalté les classiques.

La majorité de l'époque serait jugée dès 1983 (terme alors prévu de la législature qui prit fin en réalité à la dissolution de 1981) sur la manière dont elle aurait répondu au problème du chômage prévoyait-on avec lucidité dès novembre 1978. Le deuxième choc pétrolier précipita sa chute. Le prix du baril augmenta en un mois de 60 %, ce qui retira au gouvernement Barre 1,5 % de la production nationale et plusieurs millions de voix. Et pourtant y aurait-il eu une autre politique possible ?

«Nous allons vivre dans le barrisme institutionnalisé, ou si nous ne le faisons pas, nous vivrons gérés par le F.M.I., comme la Turquie, le Portugal, le Zaïre» déclarait Jean Boissonnat (La France des années 1980 - *France Forum* - n° 175-176 - novembre-décembre 1979).

C'est bien en ces termes que s'est posé le problème de l'économie, dès l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981.

Le débat entre socialisme et libéralisme (1978/1988)

France Forum n'accueillit l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République ni avec répulsion ni avec enthousiasme. Fidèle à sa vocation la revue ne s'affirma pas comme une opposante à la reprise du pouvoir par la Gauche. Celle-ci, à bien des égards, appliquait des idées qui avaient toujours trouvé un accueil favorable à *France Forum*, y compris en la personne d'hommes comme André Philip ou comme Jacques Delors qui s'y étaient exprimés.

Dans un autre sens, *France Forum* commença à cerner dès 1985 les évolutions qu'un changement de majorité législative allait apporter,

notamment à propos des nationalisations dont l'échec doctrinal était devenu évident. «Nous n'avons pas hérité du modèle russe, suédois ou autrichien mais du modèle S.N.C.F.», ne se privait-on pas de commenter. Dès avant les élections du 16 mars 1986 qui vit le retour de la Droite au pouvoir, Henri Bourbon rassembla des textes qui prenaient leurs distances à l'égard des lieux communs sur libéralisme et socialisme (*France Forum* - n° 225/226), Jean Boissonnat commentait dans chaque numéro les erreurs de manœuvre des gouvernements successifs. «Alerte aux prix !» s'écriait-il en juin 1986. La seule vraie richesse de la France, répétait-il à longueur de pages, c'est notre travail. Comment le valoriser et le libérer ? Jacques Lesourne apportait une réponse en définissant le rôle de l'entreprise de demain : «c'est une entreprise qui a un volume de personnel plus restreint, une entreprise dans laquelle l'investissement est pour une bonne part un investissement immatériel, une entreprise qui conçoit d'emblée ses produits pour le marché international, une entreprise dans laquelle la décentralisation des structures est plus forte, une entreprise plus mobile dans son organisation, une entreprise qui attache plus d'importance à la formation...» (*France Forum* - n° 229/230). Une entreprise beaucoup plus libre de ses mouvements, soulignait Edmond Alphandéry en se penchant sur «la déréglementation à la française, c'est-à-dire un système dans lequel on devrait introduire plus de marché et moins de réglementations, progressivement et à petites doses» (*France Forum* - n° 229-230). «La majorité des Français ne se sont pas laissés entraîner par les discours flamboyants des leaders socialistes sur le front de classe et «la lumière qui succédait à la nuit», constatait dans le même numéro Jean-Marie Domenach : «On est d'accord sur la nécessité d'être d'accord pour survivre».

La planification restait-elle l'instrument de consensus dont on avait besoin ? On commençait à en douter fortement, comme le faisait remarquer Jean Aubry («Faut-il réinventer une planification pour notre temps ?» *France Forum* - n° 235-236). Elle ne pouvait plus, de toutes façons, se concevoir à l'échelle d'un seul pays. Mais comment alors «civiliser la chose économique ?» se demandait René Pucheu à la suite de Bertrand de Jouvenel dans le même numéro.

En juin 1987, la dérégulation, jugée positive, faisait d'autant plus ressentir le besoin de règles. A propos du témoignage de Pierre-Henri Teitgen sur la Résistance, Etienne Borne rappelait justement la règle qui inspire la revue et tous ses amis : «résister à la tentation des pentes qui se disent irremontables, maintenir qu'un grand souvenir requiert un grand avenir» (*France Forum* - n° 246). Comment traduire cette volonté dans le domaine économique ? Cette inquiétude perçait à la fin de cette troisième décennie de *France Forum*. D'où un retour à François Perroux : «François Perroux : l'économie comme science morale et politique» par Bertrand Rossert (*France Forum* - n° 247). D'où le rappel par Pierre Pflimlin des idées de Robert

grande pauvreté sur tout son territoire ? «Lorsque la situation et les aspirations d'un groupe de population sont ignorées des décisions publiques, lorsque sa manière d'être et de réagir reste en dehors des références culturelles, lorsque des citoyens sont ainsi mis à l'écart de leur propre communauté, il y a violation des droits de l'homme» proclamait Joseph Wresinski en septembre 1987 (*France Forum* - n° 237-238) au moment où l'on se préparait à célébrer le bicentenaire de la Révolution française.

France Forum marquait clairement la nécessité de dépasser la querelle du socialisme et du libéralisme et poursuivait son inlassable quête d'un monde plus humain.

Comment civiliser l'économie ?

De g. à d. : R. Aron, A. Philip, J. Lecanuet

Schuman (*France Forum* - n° 229-230). «Je souhaite, écrivait-il, qu'en méditant l'exemple de Robert Schuman les responsables d'aujourd'hui, absorbés par leurs querelles financières et techniques, découvrent que le premier impératif est de donner à l'Europe une âme». Celle-ci existerait-elle si elle ne savait pas mettre fin à la

La mondialisation : 1989-1997

L'effondrement du communisme, la disparition de la menace totalitaire en Europe mit fin à une tension qui, depuis 1945, se répercutait sourdement à tous les niveaux de la vie et de la pensée publiques. Mais dès avant l'ouverture du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, d'autres

problèmes avaient surgi qui annonçaient un changement d'orientation et faisaient pressentir de nouvelles difficultés. L'atténuation des conflits idéologiques fit ressortir d'autant plus vivement la complexité et l'acuité des transformations économiques, la modification des équilibres dans le développement. C'est au début de la quatrième décennie de *France Forum* que fut abandonné l'espoir d'un retour au plein emploi. Ces problèmes furent débattus sous la présidence de Jacques Barrot, relate *France Forum* (n° 250-251) de mars 1989. Comme l'annonçait Marcel Pochard : «Les années à venir vont être les plus difficiles que nous ayons à connaître». Le vrai problème pour Gérard Adam était celui du partage des revenus. La chute du Mur de Berlin et ses conséquences attira l'attention sur la fin des communisimes en tant que système économique (*France Forum* - n° 258-259). Jean Boissonnat remarquait que «le capitalisme n'est peut-être pas une meilleure doctrine que le communisme, sauf que ce n'est pas une doctrine». C'est la société marchande qui forgera l'avenir de l'Europe, nous en sommes sûrs désormais, expliquait Paul Camous (*France Forum* - n° 261-262). C'est avec elle que nous mettons le cap sur l'an 2000 (Henri Bourbon - *France Forum* - n° 265-266), Smith ayant pris sa revanche sur Marx. Mais quelle société se prépare donc pour l'an 2000 demandait Evelyne Sullerot (*France Forum* - n° 273-274), une société d'individus déconnectés ou bien des familles redevenues à la mode ? Non. Nous changeons de civilisation, affirmait Charles Delamare dans le même numéro. L'interrogation se déplaçait vers le libéralisme. Dans un de ses derniers articles, Etienne Borne écrivait (*France Forum* n° 279-280) : «Le libéralisme a une conception pessimiste de l'homme, considéré comme égoïste et intéressé par nature, et une idée optimiste de l'économie, capable par son jeu propre, de faire du mal le moyen et le chemin du bien». *France Forum* n'accepte pas une telle vision, ce qui ne change pas pour autant le fait que le globe devient libéral, capitaliste, matérialiste. Rappelant l'action de Jean Lecanuet qui venait de mourir, la revue (n° 303-304) souligne son attachement à la liberté et au sens des responsabilités. François Bayrou y note l'enracinement de cet Européen convaincu : «Jean Lecanuet, l'homme d'Etat qui

s'est sans cesse identifié à la cause européenne, aimait la France d'amour. Ce n'est pas un paradoxe. C'est au contraire un rapport rigoureux de cause à effet». Mais que reste-t-il de l'identité française ? s'interroge Tristan Lecoq (*France Forum* - n° 305-306). Devant les progrès du mondialisme, la culture européenne (si elle existe) sera-t-elle maintenue ? Sera-t-elle la sauvegarde d'une société matérialiste ?

On peut en douter lorsqu'on explore dans le même numéro «la démocratie des gnomes». Les pouvoirs qui relevaient du gouvernement national et du Plan sont évidemment passés entre les mains des acteurs du marché des capitaux. Le contrepoids possible, mais non certain, à ce transfert de souveraineté se trouve pour *France Forum* dans l'accélération de l'Union Européenne, grâce à la mise en œuvre de la monnaie unique. Loin de restreindre l'indépendance des nations, comme le proclamaient ses contradicteurs nationalistes, ce rassemblement des forces du continent apparaît comme la dernière possibilité de maintenir son autonomie vis-à-vis du reste du monde. Sinon, le capitalisme sera le genre humain. Un capitalisme, revenu par le recrutement des masses asiatiques à sa violence d'origine, créatrice et destructrice à la fois.

France Forum voit se rejoindre dans la même problématique son souci du social, son exigence de justice, son espérance de paix et sa volonté de domestiquer l'économie. La globalisation s'impose à tous ses lecteurs et à tous ses collaborateurs de manière écrasante comme le défi principal du XXI^e siècle.

La civilisation existera-t-elle encore dès que le seuil de l'an 2000 aura été franchi ? Le capitalisme n'apportera pas la réponse à cette question, qui ne le concerne pas. Au moins en apparence.

Il y a beaucoup de travail en vue pour les groupes de réflexion qui s'expriment dans *France Forum*. C'est à eux (parmi d'autres) de trouver la réponse à la misère sociale, intellectuelle, spirituelle, culturelle que suscite le développement de la richesse des nations.

Charles DELAMARE

Comment meurent les Républiques ?

par François BAZIN

Nos anciens - acteurs ou témoins - ont raconté la lente agonie de la Quatrième. Jeux et impuissance. Tétanie devant l'immense défi de la décolonisation. Incapacité à faire comprendre la cohérence - pourtant réelle - d'un travail de reconstruction et de modernisation. Coup de grâce, enfin, œuvre des généraux pour le compte d'un Général. C'était il y a bientôt quarante ans.

Dans toute crise politique, il existe une phase de rémission qui, à sa manière, annonce déjà la suite. Le bref intermède mendésiste mérite mieux que le culte dont il est désormais l'objet et que célèbrent avec ostentation les derniers héritiers d'une synarchie qui, pour être née en lisant *Esprit*, trouva sa maturité en fréquentant le club *Jean Moulin*. Mendès n'annonçait pas de Gaulle et le mendésisme n'a jamais été ce gaullisme qui s'ignore, imaginé par certains. En revanche, il y a eu sans conteste, dans la manière de gouverner qui fut celle de PMF, des éléments ou des intuitions qui préfiguraient le style de la Cinquième.

Comment meurent les Républiques ? Pour la Quatrième, on sait et on a même repéré comment, au cœur de la crise, le neuf perçait déjà sous le vieux. Le drame de nos contemporains - acteurs ou témoins - est d'avoir compris que la Cinquième était atteinte dans ses centres vitaux sans avoir encore réussi à percevoir quels étaient les éléments d'une future régénération. C'est en ce sens que les dérèglements que chacun constate aujourd'hui alimentent une crise qui est celle non pas seulement d'un système politique mais de toute la démocratie.

Les gaullistes, les pontes de la rue Saint-Guillaume et les éditorialistes du *Monde* - pour une fois sur la même longueur d'onde - l'avaient

clamé sur tous les toits et ancré dans toutes les têtes : en s'acclimant aux institutions de la Cinquième République (modèle 1958 révisé 1962), la France avait réussi l'exploit de renouer avec sa tradition tout en entrant dans l'ère de la rationalité.

Autorité, efficacité, bipolarisation : derrière les envolées baroques du fondateur de la France libre et de ses thuriféraires se mettait en place - du moins, assurait-on - l'architecture d'une démocratie apaisée. L'heure était au binaire. Au point de départ : deux candidats au second tour de la présidentielle. A l'arrivée : un grand parti de centre droit face à un grand parti de centre gauche. Ce devait être la recette de l'alternance sans drame avec, tout au bout de la chaîne, cette normalisation que certains appelèrent «la fin de l'exception française».

On le sait désormais avec certitude : l'opération a raté. A qui la faute ? Les ressorts électoraux de la Cinquième République visent à la rationalité mais, en pratique, ils produisent des phénomènes d'une rare complexité. Vieux problème de la cohérence des scrutins législatif et présidentiel. Le premier à avoir expérimenté cette difficulté s'appelle Valéry Giscard d'Estaing.

En 1974, il paye le prix fort de son élection en choisissant de ne pas dissoudre une Assemblée nationale en place depuis un an et dominée par l'UDR. Le parti du président cesse d'être le parti dominant. Jacques Chirac devient Premier ministre. Cette première cohabitation durera deux ans. Déjà !

En 1978, à la veille d'une élection législative pour laquelle la gauche du *Programme commun* est donnée gagnante, VGE annonce qu'il restera

à l'Élysée, quoi qu'il arrive. La seconde cohabitation est annoncée et peu importe qu'elle ait été finalement évitée de justesse. Les habitudes sont prises. On le constatera en 1986, en 1993 puis en 1997. Au plus haut niveau de l'État, les mécanismes essentiels de la Cinquième sont, en fait, source de confusion.

par le goût de servir et de se servir.

Seconde règle qui découle de la première : prendre, au plus vite, le contrôle d'un grand parti. On appelle ça «faire un *Epinay*», référence au congrès d'unification du PS en 1971. Le parti du présidentiable a, dans cette optique,

Réflexion à France-Forum sur l'histoire et la politique.
De g. à d. : M. Duverger, R. Rémond, H. Bourbon

D'autant qu'aux théorisations giscardiennes succédèrent, sans vraie rupture, les pratiques miterrandistes. On n'a pas suffisamment mesuré à quel point le Président défunt a servi - et sert d'ailleurs encore - de modèle à toute une génération politique. Oublier Mitterrand ? C'est, à gauche comme à droite, le mot d'ordre de tous ceux qui entendent le copier.

Ce petit catéchisme de l'ambition présidentielle repose sur quelques règles. *D'abord*, fonder une Convention des Institutions républicaines. D'autres, plus tard, parleront de «bande». Le nom, en fait, n'a aucune importance. L'essentiel, pour le «présidentiable», est d'avoir autour de lui un groupe de fidèles unis

plus d'importance que le parti du Président. Son contrôle exclusif est un gage de survie et de longévité. Sa plasticité idéologique est un gage de succès.

Troisième règle : considérer que tout échec est le signe que la stratégie choisie est la bonne. Avant d'être élu, un présidentiable doit s'y prendre à deux fois. D'abord il témoigne (modèle 1965). Puis il perd de justesse (modèle 1974). Enfin il triomphe (modèle 1981). Autant dire que quiconque ne bâtit pas des plans de carrière sur deux décennies commet ce qu'il convient d'appeler une faute professionnelle.

La quatrième et dernière règle veut qu'une fois installé à l'Élysée, l'heureux élu n'ait plus

qu'un seul objectif : durer. Pour cela, il faut compter sur la longueur du mandat (sept ans) et sur les mécanismes institutionnels qui assurent la prééminence du Président, quels que soient les revers politiques que ce dernier puisse subir. Elu en 1981, Mitterrand avait échoué dès 1983. Il a pourtant fallu attendre douze ans avant qu'il ne quitte le pouvoir.

Chirac, de ce point de vue, est, à l'Elysée, l'enfant naturel de Giscard et de Mitterrand. Les difficultés qu'il rencontre aujourd'hui sont la résultante logique de pratiques élaborées pour servir l'ambition et non l'autorité présidentielle. Vu la nature de la construction institutionnelle de la Cinquième République, c'est là un facteur de crise de première grandeur.

Dans l'esprit de son fondateur, cette construction avait également pour objectif de faciliter l'expression de la volonté populaire en établissant un contact direct entre ceux d'en bas et celui d'en haut. La Cinquième n'a jamais aimé les corps intermédiaires considérés comme autant de filtres déformants aux services des intérêts particuliers.

L'Assemblée nationale ? C'est depuis longtemps un théâtre d'ombres. Pas de carrière de haut vol sans un mandat de député, certes. Mais pas non plus de vrai destin politique pour quiconque investirait l'essentiel de son énergie dans le travail parlementaire. Ceux qui s'y vouent appartiennent à une sorte de confrérie, avec ses rites et ses règles, mais sans véritable impact dans le système politique.

Les «grands», eux, ne font que passer. Ils savent que le palais Bourbon n'est même plus une tribune. La «rationalisation» du travail parlementaire a été l'occasion de son abaissement. Quand on est dans la majorité, on a le droit de grogner mais pas celui de désobéir. Quand on est dans l'opposition, on a le droit de contester mais jamais celui d'être écouté.

Dans ce système qui tourne à vide, le seul lieu d'influence est celui de la présidence de l'Assemblée. Hier, on y casait les caciques méritants et fatigués. Aujourd'hui on y installe les jeunes caïmans en réserve de la République et qui trouvent là les moyens de calmer leur ennui et de tromper leurs impatiences.

La Cinquième n'aime pas les parlementaires. Elle n'a guère plus de tendresse pour les partis politiques. Curieuse légende qui veut qu'en France, ils aient été longtemps trop puissants. Les partis qu'on a voulu mater étaient en fait des comités qu'on a fini par renforcer. Les grosses boutiques de la vie partisane sont bâties en trompe-l'œil. Même les plus centralisées (PC, RPR) sont désormais structurées en tendances ou en courants. Mieux vaudrait d'ailleurs parler d'écuries destinées à promouvoir les intérêts des futurs présidentiables.

Du coup, l'essentiel de la vie partisane est réduit à des jeux de pouvoir. Elaborer un programme, former des militants, relayer les aspirations, incarner des espoirs : ce sont autant de tâches que les partis politiques incarnent encore moins sous la Cinquième que sous les Républiques précédentes.

Pour ceux qui ne rêvent que d'accéder au pouvoir suprême - élyséen, forcément élyséen - cet affaiblissement des corps politiques intermédiaires n'est pas perçu comme un handicap. Bien au contraire. Puisqu'il faut faire vite, autant supprimer les filtres et réduire le nombre des haies. Puisqu'il faut faire au plus simple, autant étouffer les débats et brider les lieux de délibération collective.

En bonne logique, les seuls instruments de pilotage tolérés dans ce système sont les médias et les sondages. Autrement dit, tout ce qui donne l'illusion de comprendre et de se faire comprendre, en direct, sans intermédiaires. Les «gens» constituent «l'opinion», laquelle se réduit aux «téléspectateurs» que l'on sonde grâce à des «échantillons». Représentatifs, cela va sans dire.

Rempporter le grand prix du Président de la République quand on maîtrise ces boussoles est un exercice qui exige de la patience, de la finesse, de la volonté, un peu de chance aussi, mais finalement guère d'imagination. Gouverner et réformer une société en crise, avec ces seuls instruments, est, en revanche, un exercice de haute voltige.

Le seul à s'en être aperçu, et à avoir surtout tiré les conclusions qui s'imposaient, s'appelle Jacques Delors. On pourra toujours reprocher à l'ancien président de la Commission européen-

ne de ne pas avoir été très pédagogue dans son refus d'être candidat à l'élection présidentielle. On pourra toujours dire qu'il aurait mieux valu qu'il explique franchement, fin 1994, les raisons de son renoncement. Mais, au-delà des coquetteries et des petits mensonges, quelle lucidité !

Personnaliste dans l'âme et social-démocrate de cœur, Delors ne concevait pas qu'on puisse mettre une société en mouvement sans l'appui des corps intermédiaires. Or la mécanique de l'élection du Président de la République au suffrage universel contribue, on l'a vu, à l'éclatement des partis en autant de chapelles rivales, à l'infantilisation des assemblées parlementaires et à la marginalisation du mouvement syndical et associatif.

Le paradoxe de ce mécanisme clé des institutions de la Cinquième est qu'il brise, durant la campagne, les relais dont le nouvel élu - pourvu qu'il soit un tant soit peu réformateur - aura besoin pour mettre en œuvre son programme ailleurs que dans les colonnes du Journal officiel. Dans ce face-à-face entre un homme et un peuple - selon la formule consacrée - il n'y avait pas et il n'y a toujours pas la place pour le «grand débat» tel que le rêvait Delors et tel que le souhaitent les Français avec une impatience croissante.

La Cinquième est en crise parce qu'elle produit des monarques à qui l'on demande tout alors qu'ils ne peuvent rien. Pour préserver leur pouvoir, les intéressés cherchent à maintenir l'illusion de leur toute-puissance sans voir que l'entretien de cette fiction est une des causes essentielles de leur perte de crédibilité.

Ce système sans filtre ni espace de négociation est étonnamment fruste. Tout remonte vers le haut. A l'état brut. Faute d'amortisseur, ceux qui siègent au sommet de l'Etat encaissent de plein fouet le moindre coup de sang du corps social. C'est ainsi que, sous Mitterrand, on a vu des lycéens en colère terminer leurs manifs dans le bureau du Président de la République ou des camionneurs en grève ne lever leurs barrages qu'après avoir déchargé leurs angoisses à l'Hôtel Matignon.

Quant aux élections, elles tournent désormais, avec régularité, à la jacquerie dans les urnes. Jacques Chirac et Alain Juppé viennent d'en faire l'expérience. Peu importe le bulletin de vote pourvu qu'on «sorte le sortant». Le slogan a déjà servi. C'était celui de Le Pen et des poujadistes. C'était il y a quarante ans... et une République était sur le point de mourir.

François BAZIN

Le sphinx, la culture et l'homme

par Joseph MACÉ-SCARON

«Le sphinx multiforme des cultures ne dissimule aucun secret décourageant pour qui a compris que le mot de l'énigme est, comme dans la fable antique, l'homme et l'humanité.»

Etienne Borne

«Ne demande pas ton chemin à quelqu'un qui le connaît, car tu ne pourrais pas t'égarer.»

Rabbi Nahman de Braslav

«Les fins de siècle se ressemblent» dit Durtal, le héros de *Là-bas*. Et il poursuit : «Toutes vacillent et sont troubles. Alors que le matérialisme sévit, la magie se lève. Pour ne pas remonter plus haut, vois le déclin du siècle dernier. A côté des rationalistes et des athées, tu trouves Saint-Germain, Cagliostro, Cazotte, les sociétés des Rose-Croix, les cercles infernaux, comme maintenant !...» (LB, ch. XVIII, p. 238).

Huysmans, par l'intermédiaire de son personnage-écrivain, définit ainsi deux caractéristiques de la culture «fin de siècle» : sur la toile de fond d'un matérialisme omnipotent, s'inscrit insidieusement la recherche d'une spiritualité de pacotille : au positivisme des uns répond chez les autres la tentation de l'occulte.

Quoi de plus normal, répliquerait, aujourd'hui, Etienne Borne. Les épigones des basses époques ne savent ni croire en Dieu, ni regarder en face les atomes et le vide. Ils sont, comme ces Romains incapables de comprendre les Évangiles ou Lucrèce, obligés de se tourner vers des bibelots intellectuels de quatre sous mais prétentieux et sophistiqués. C'est ainsi que l'on voit les rationalistes d'hier demander du réconfort au surnaturel de baraque de foire. Le mystère de la politique mais aussi de la vie, de la

mort, de la destinée, de la transcendance, de la présence au monde, bref, de la culture, se confond pour eux avec celui de la femme sciée en deux dans une caisse devant le public, et qui, à la fin, bondit de la caisse et salue le public.

Chaque civilisation se croit la première capable de regarder en face sa propre décadence. Depuis un siècle, Nietzsche, Burckhardt, Spengler, Valéry, Cioran nous ont dépeint, non sans délire, la trahison des clercs, la perversion du goût et l'aliénation des masses. Tous, à des degrés divers, ont transformé le procès de ces fins de siècle en procès de l'humanisme et de toute culture qui n'est réservée à une aristocratie de l'intelligence.

Face à ces attaques constantes, la revue *France-Forum* a fait figure de thébaïde. C'est que, très vite, Borne a compris l'enjeu : «Comment ne pas interroger cette notion de culture qui occupe une si vaste place dans la pensée contemporaine, au point même que l'obsession du culturel pourrait bien être l'un des traits caractéristiques de notre modernité ?». Aucune revue, durant ces quarante dernières années, ne mêle avec autant de succès réflexion politique et interrogation culturelle. Par le style, même, les tribunes de Borne révèlent ce souci constant de tenir toujours les deux bouts de la chaîne.

Le mérite est d'autant plus grand que ces décennies voient fleurir les discours les plus délirants. La mort de Dieu, puis de l'homme autorisent toutes les hérésies, qui n'ont rien à envier aux errements gnostiques de l'Alexandrie du II^e siècle. Sans doute est-ce pour cela que les colères de Borne ne sont pas parfois sans ressembler à celles des Pères de l'Église. L'auteur du *Problème du mal* est tout sauf un tiède.

A ceux qui cultivent la mémoire courte, il convient de rappeler, par exemple, la bonne fortune du structuralisme au cœur des années soixante qui aura correspondu d'abord à un mirage. Celui de l'unification des savoirs. Un instant, on aura pu croire euphoriquement que les grandes nouveautés disciplinaires de la connaissance de l'homme du XX^e siècle telles que la linguistique, la psychanalyse, l'ethnologie étaient en train de converger et de se fondre au sein d'une science unique.

Les disciplines les plus traditionnelles comme l'histoire, les études littéraires ou la critique artistique paraissaient emportées par la même force d'attraction. Un pas de plus encore, camarade, et la science fondamentale des sociétés, le matérialisme historique, grâce à l'habile refonte althusserienne, allait apporter à ce massif intellectuel le principe de sa jonction avec le mouvement révolutionnaire des masses et le parti du prolétariat.

Quel lettré pouvait résister au rêve d'élever son bagage traditionnel aux dignités neuves de la «scientificité» ? On vénérât Lévi-Strauss, Dérída, Lacan, Foucault, Barthes, Althusser. On avait le choix entre le chic éclectique de *Critique*, le parisianisme esthète de *Tel Quel* ou l'arrogance normalienne des *Cahiers pour l'analyse*... La vogue et la fascination structuralistes étaient faites de ce fantasme d'une impossible synthèse qui promettait une issue providentielle aux préoccupations et aux passions traditionnelles des intellectuels français.

La colère des assoupis

Sans jamais céder aux sirènes d'une culture contre-révolutionnaire, *France-Forum* a ferrailé contre ces constructions stériles avec un maître-mot : Résistance. Bien souvent, la revue est devenue un refuge pour tous ceux qui étaient épouvantés de ce terrorisme intellectuel qui se sentait d'autant plus fort qu'il méprisait la politique. Sans cesse, elle a provoqué à l'insécurité, en s'exposant forcément à la colère des assoupis réveillés sans précaution de leurs sommeils dogmatiques.

De même, il convient de souligner ici, même brièvement, la part prise par *France-Forum* dans

le débat culturel qui a agité le catholicisme français. Puisqu'il était proclamé que la philosophie pouvait se passer de christianisme, bon nombre d'intellectuels catholiques ont considéré, à leur tour, que le christianisme pouvait se passer de philosophie. Funeste tentation.

Elle était certes tentante la position qui ne voulait d'autre apport que la foi seule, vive, vigilante et pure. Elle évoquait l'unique nécessaire des moines si chers au bibliothécaire du *Nom de la Rose*, elle rappelait que, si «la science enfle, la charité seule construit», que le mot philosophie n'était cité qu'une fois dans le Nouveau Testament, par Saint Paul et en mauvaise part ; elle mettait en avant l'attitude de Saint Bernard face à Abélard ou, plus radicalement, celle de Luther à l'égard de la scolastique et d'Aristote. Elle voyait juste, cette position, quand elle insistait sur l'humilité de l'esprit, quand elle disait avec tous les Pères que l'intelligence, elle aussi, devait être purifiée et rachetée dans le Christ, que le *noûs* du philosophe n'était pas dispensé de *metanoia*.

Pour autant, *France-Forum* s'est employée à ne jamais baisser la garde. Sans doute, parce que la revue était la preuve vivante de ce mariage fructueux. Constamment, les articles ont défendu l'idée que le christianisme ne pouvait se passer de philosophie, dès lors qu'il voulait se dire de façon cohérente et raisonnable. Lui interdire la philosophie ou ne lui en permettre qu'une variante pieuse de décalque de la spiritualité, c'était lui interdire de se confronter à la logique des autres, c'était lui faire courir le risque de l'enfermement.

Surtout une telle attitude ne faisait-elle pas peu de cas de la liberté de l'homme, de l'intelligence, de la raison, qui doivent tout autant que le cœur être considérées comme un don de Dieu - bien plus, comme l'image de Dieu en l'homme -, sa participation consciente au pouvoir créateur ?

Encore une fois, il est difficile de mesurer, aujourd'hui, combien il était difficile de rester sur cette ligne de crête. S'appuyer oui mais sur quoi ? On ne peut nier que, durant ces quarante peu glorieuses, la disparition d'une tradition solidement ancrée ait mis en péril toute la dimension du passé. Nous étions - nous sommes

toujours - en danger d'oubli, et un tel oubli - abstraction faite des richesses qu'il nous ferait perdre - signifierait humainement que nous nous priverions d'une dimension : la dimension de la profondeur de l'existence humaine. Car la mémoire et la profondeur sont la même chose. «A bas les citations !» hurlaient en 1968 les étudiants de Francfort.

le producteur authentique des objets que chaque civilisation laisse derrière elle comme la quintessence et le témoignage durable de l'esprit qui l'anime. Mais, dans le même temps, *France-Forum* s'engage résolument dans la défense d'une politique culturelle qui trouvera son apogée sous le magister de Jacques Duhamel.

H. Bourbon et Et. Borne

Où étaient les repères traditionnels ? Il fallait cesser de croire que nous nous étions éloignés du droit chemin par accident et que nous étions libres de le retrouver n'importe quand. Partout où la crise culturelle avait éclaté dans le monde moderne, nous ne pouvions nous contenter de continuer, ni même simplement de retourner en arrière. Un tel retour en arrière n'aurait jamais fait, d'ailleurs, que nous ramener à cette même situation d'où justement avait surgi la crise. Le mérite de *France-Forum* est d'avoir compris très vite que la société de masse allait demeurer nôtre dans l'avenir. Et que la culture de masse allait continuer de prospérer.

L'atrophie de la mémoire

Aussi, la revue s'est-elle battue sur deux fronts. On voit bien que l'intérêt que la revue porte à l'Artiste, par exemple à travers les analyses qu'Henri Bourbon consacre à tel ou tel peintre, n'est pas tant axé sur son individualisme subjectif que sur ce fait qu'il est, après tout,

Nous savons bien qu'au cours des quatre dernières décennies, les valeurs culturelles ont subi le traitement de toutes les autres valeurs : finir en valeurs d'échange. Et qu'en passant de main en main, elles se sont usées comme de vieilles pièces. Nous savons qu'elles ont perdu ainsi le pouvoir originellement spécifique de toute chose culturelle : le pouvoir d'arrêter notre attention et de nous émouvoir. Mais ce que nous savons moins, c'est qu'avec la culture de masse, nous sommes passés non pas à un autre stade mais à quelque chose d'autre.

C'est que la société de masse ne veut pas de la culture, mais des loisirs, et que les articles offerts par l'industrie des loisirs sont bel et bien consommés comme tous les autres objets de consommation.

Les conséquences de cet état de fait sont multiples. L'industrie des loisirs est confrontée à des appétits gargantuesques, et, puisque la consommation fait disparaître ces marchandises, elle doit sans cesse fournir de nouveaux articles. Dans cette situation, ceux qui produi-

sent pour les mass media pillent le domaine entier de la culture passée et présente, dans l'espoir de trouver un matériau approprié. Ce matériau, qui, plus est, ne peut-être présenté tel quel : il faut le modifier pour qu'il devienne loisir, il faut le préparer pour qu'il soit facile à consommer.

Tant que les livres ou les reproductions sont jetés à bas prix sur le marché, cela n'atteint pas la nature des objets en question. Mais leur essence est atteinte quand ces objets eux-mêmes sont modifiés - réécrits, condensés, digérés, réduits à l'état de pacotille pour la reproduction ou la mise en images. Cela ne veut pas dire, contrairement aux propos lénifiants des autorités politiques, droite ou gauche confondues, que la culture se répande dans les masses ou se «démocratise» mais que la culture se trouve détruite pour s'apparenter au loisir.

Ainsi, bien des grands auteurs importants de ce siècle ont survécu à des années d'oubli et d'abandon, mais c'est encore une question pendante de savoir s'ils seront capables de survivre à une version divertissante de ce qu'ils «ont à dire».

Dans un long article intitulé «Libre culture», Jacques Rigaud s'interroge : «Quand on examine les pratiques culturelles des Français, aujourd'hui, est-on assuré que les œuvres capitales de l'humanité leur aient été rendues accessibles ?». S'agissant de la personne qui a le plus réfléchi à la notion même de politique culturelle, l'interrogation fait sens. Il faut lire et relire ce texte qui, initialement, avait été prononcé dans le cadre d'une conférence, donnée le 12 février 1991, au *Club France-Forum* de Paris. Tout y est analysé avec beaucoup d'acuité. Les acteurs de ce débat sont toujours présents, six ans plus tard. L'académique Marc Fumaroli qui est, notamment, à l'origine actuellement de cette question si typiquement franco-française qui ressemble à un test d'été du *Nouvel-Observateur* : «Êtes-vous pour ou contre l'art contemporain ?». Et Georges Steiner, salué comme il se doit, par Jean Rigaud. Steiner qui vient de publier «Passions impunies», manifeste brillant contre «l'atrophie de la mémoire, ce trait dominant de l'éducation et de la culture dans la seconde moitié du XX^e siècle».

Tout est affaire de goût

Qu'est-ce donc que la culture ? «La culture ne peut avoir contenu et sens autrement que par l'homme et pour l'homme» nous enseigne Borne. Par le moyen d'une culture, faite d'œuvres et de signes, l'homme parle à l'homme de l'homme et du monde et aussi d'un ailleurs qui, irréel ou transcendant, n'est ni le monde, ni l'homme. Par la grâce de cette définition, nous nous trouvons loin du philistinisme culturel d'un Fumaroli, mais aussi, loin du *tout-est-culturel* qui a fleuri dans les années Lang. La culture n'est ni un savoir, ni un loisir. Ce que ne cesse de proclamer *France-Forum*, c'est que la culture est, d'abord et avant tout, affaire d'humanité(s).

Rien n'est plus éloigné de la vérité absolue et contraignante que la fameuse phrase de Cicéron : *Errare me Hercule malo cum Platone quam cum istis vera sentire* - «Je préfère au nom du ciel m'égarer avec Platon plutôt que de voir juste avec ses adversaires». Mal interprétée, cette phrase a fini par donner l'axiome ridicule dont s'est gargarisée toute une intellocratie française : «Je préfère avoir tort avec Sartre que raison avec Aron». Borne a parfaitement remis le débat sur ses pieds. Ce que dit Cicéron en fait, c'est que, pour le véritable humaniste, ni les vérités du scientifique, ni la vérité du philosophe, ni la beauté de l'artiste, ne peuvent être absolues. L'humaniste, parce qu'il n'est ni un philistin ni un spécialiste, exerce une faculté de jugement et de goût qui est au-delà de la contrainte que chaque spécialité fait peser sur nous.

Tout est affaire de goût comme l'a si bien développé Hannah Arendt dans *Crise de la culture*. Activité d'un esprit vraiment cultivé - *cultura animi* -, le goût introduit dans le domaine culturel le facteur personnel, c'est-à-dire, lui donne un sens humaniste.

En toute occasion, nous devons nous souvenir de ce que, pour les Romains - le premier peuple à prendre la culture au sérieux - une personne cultivée devait être : quelqu'un qui sait choisir ses compagnons parmi les hommes, les objets, les pensées, dans le présent comme dans le passé. Bref, l'humanisme est, d'abord, une affaire d'amitiés. Et c'est, sans doute, en cela

que *France-Forum* n'a jamais dérogé au bon goût.

Borne rappelle que Valéry, peu de temps avant sa mort, découvrit qu'il était, à l'œuvre dans ce monde, un mal plus profond que la bêtise. Dans les dernières lignes écrites par l'auteur de *L'ébauche d'un serpent*, on lit : «Toutes les chances d'erreur. Pire encore, toutes les chances de mauvais goût, de facilité vulgaire, sont avec celui qui hait». «Démenti ultime de Valéry à Valéry, écrit Borne, car le contraire de la haine n'est pas l'intelligence».

Le goût ne contraint jamais. Il partage avec l'opinion publique son caractère de persuasion. La personne qui juge peut seulement courtiser le consentement de l'autre. Cette cour, cette persuasion, règle le rapport des citoyens, parce

qu'elle exclut la violence physique, mais elle se distingue aussi d'une autre forme de coercition, la coercition par la vérité.

Voilà pourquoi, tout au long des quarante années de cette revue, la culture et la politique se sont ici entr'appartenues et s'entr'appartiennent encore, parce que ce n'est pas le savoir ou la vérité qui est en jeu, mais bien plutôt le jugement et la décision, l'échange judicieux d'opinions portant sur la sphère de la vie publique et le monde commun. Voilà pourquoi, cette expression, «carrefour de l'humanisme démocratique», inscrite au fronton de *France-Forum*, demeure, aujourd'hui encore, le plus beau des mots d'ordre.

Joseph MACÉ-SCARON

Les livres de nos collaborateurs et amis

Evelyne SULLEROT

«Le grand remue-ménage»

La crise de la famille

Ed. Fayard

Jean-Marie MAYEUR

«La question laïque»

XIX^e-XX^e siècle

Ed. Fayard L'espace du politique

Jean-Marie DOMENACH

«Regarder la France»

Essai sur le malaise français

Ed. Perrin

Jean ONIMUS

«Quand le travail disparaît»

Ed. Desclée de Brouwer

Anniversaire et actualité

L'événement majeur du 3^e trimestre 1997 - et même de l'année - aura été l'ampleur et le retentissement imprévus des Journées mondiales de la jeunesse à Paris du 22 au 24 août. Sans prétendre vouloir à chaud et prématurément mesurer toute la dimension et la signification d'une telle manifestation, *France-Forum* ne pouvait, sous prétexte de célébration de son 40^e anniversaire, passer sous silence une actualité aussi considérable - dont deux moments ont eu, pour notre revue, une résonance particulière.

La béatification à Notre Dame par Jean-Paul II de Frédéric Ozanam a remis en lumière cette personnalité d'exception de la première moitié du 19^e siècle, qui ne fut pas seulement le fondateur de la Société de Saint-Vincent-de-Paul mais est aussi, notamment pour avoir créé en 1848 avec Lacordaire le journal *L'Ere nouvelle*, l'un des «pères» de la tradition démocrate d'inspiration chrétienne. Pierre Dhers l'avait rappelé dans son article d'octobre-novembre 1994 (*France-Forum*, n° 297-298), comme Jean-Dominique Durand dans son étude sur *La mémoire de la Démocratie chrétienne en 1945. Antécédents, expériences et combats*, que publiera notre prochain numéro (4^e trimestre 1997).

L'autre épisode, très émouvant, fut celui où, en présence de Mme Geneviève Anthonioz-De Gaulle, présidente de l'Association «Aide à Toute Détresse-quart monde», le pape, sur l'esplanade du Palais de Chaillot, rendit hommage au Père Wresinski, fondateur de l'Association. En janvier-mars 1988 (n° 242-243), au lendemain de son décès, *France-Forum* avait consacré au «Père Joseph», sous la signature d'Henri Bourbon, l'article reproduit ci-après.

LE PÈRE JOSEPH, LE QUART-MONDE, LES DROITS DE L'HOMME

Au moment où nous mettons ce numéro sous presse, nous apprenons le décès du Père Joseph Wresinski, fondateur de l'Association Aide à Toute Détresse - Quart monde.

France-Forum s'honore d'avoir compté parmi ses amis et collaborateurs celui que l'on appelait avec affection «le Père Joseph» et qui pendant trente ans, inlassablement, a lutté contre la misère et la grande pauvreté sous toutes ses formes - inlassablement et efficacement. En effet, avec le dynamisme chaleureux et obstiné qui le caractérisait, il réussit à mobiliser, non seulement en France mais dans le monde, des

milliers de militants et de sympathisants pour combattre en faveur de ceux qui sont exclus du bénéfice des Droits de l'Homme, sous-prolétaires qui se sont donnés un nom «le Quart monde». L'homme du quart monde non seulement ne connaît pas ses droits, mais souvent ignore qu'il a des droits en tant qu'être humain.

Joseph Wresinski écrivait en mai 1981 dans *France-Forum* : «Dans le Mouvement ATD Quart-Monde, nous sommes témoins, peut-être plus que d'autres, que l'exclusion infligée aux plus pauvres est la pire des souffrances. Ce sont les exclus qui nous disent et nous demandent de le répéter : ce n'est pas d'avoir faim ou soif ou de ne pas savoir lire, ce n'est pas de ne pas avoir

de quoi faire vivre ou s'épanouir sa famille, ce n'est pas de ne pas avoir de travail, qui est le pire des malheurs de l'homme. Le pire des malheurs, c'est de s'en savoir privé par le mépris, de se savoir tenu à l'écart du partage, littéralement traité comme un «hors la loi», parce qu'on ne reconnaît pas en vous un être humain, sujet de droits, digne de partage et de participation.

L'homme dont les droits et libertés sont bafoués, mais qui peut se dire qu'il est victime d'une injustice, qu'il est un homme malgré tout, n'a pas touché le fond de la souffrance.

L'homme du Quart Monde touche le fond.»

Toute l'action du Père Joseph est fondée sur la conscience de l'éminente dignité de la personne humaine, cette dignité qui exclut l'aumône et qui repousse l'idée que c'est en tendant sa gamelle que l'homme sortira de sa misère. Cette dignité implique le droit à l'existence, le droit à l'instruction, le droit au logement, le droit à la formation. Le Père Joseph s'est penché sur le sort des sans abri, des sous-alimentés, des illettrés, des «paumés» ; il s'est attaché avec une immense tendresse à la situation des enfants de ces familles qui sont privées du minimum vital.

Ancien Jociste (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), ouvrier pâtissier, puis mineur, Joseph Wresinski entre en 1940 au Séminaire de Soissons, il est ordonné prêtre en 1946. En 1956 il devient aumônier du Camp des sans logis de Noisy-le-Grand. C'est dans cette banlieue ouvrière de Paris que le Père Joseph, qui avait lui-même connu la misère dans son enfance, décide de s'engager de toutes ses forces et de toute son âme au service des exclus et des plus démunis, et en 1957 il fonde son mouvement. Les deux axes de sa vie : l'Évangile et les Droits de l'Homme.

Avant de disparaître, le Père Joseph avait pu constater les fruits de son action contre la marginalité sociale : des volontaires permanents et des militants dévoués qui constituent de nombreux réseaux d'intervention en France et dans dix-huit pays ; le rayonnement de son mouvement reconnu par les plus hautes autorités civiles. En février 1987, il faisait adopter par le Conseil Economique et Social, dont il était membre, un rapport sur «la grande pauvreté et la précarité économique et sociale», rapport qui eut un grand retentissement tant par sa description des phénomènes que par les propositions de solutions avancées. Il en a présenté les grandes lignes dans *France-Forum* en septembre 1987. Les pouvoirs publics n'ont pas été insensibles à son cri d'alarme. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales, Adrien Zeller, vient de désigner douze départements pilotes où seront expérimentées des actions exemplaires de lutte contre la grande pauvreté. Premières applications concrètes officielles des propositions du Père Joseph, premiers aboutissements importants de la démarche commencée en 1956 dans un bidonville de la région parisienne. Il appartient désormais à ses amis, à ses disciples, de maintenir le souvenir de son message et de veiller à la mise en œuvre de l'essentiel des mesures qu'il préconisait. La voie tracée par le père Joseph est celle-là même qui rend inutile le recours à la violence pour régler les problèmes douloureux des laissés-pour-compte, de ceux qui subissent les handicaps sociaux sans bénéficier des systèmes de protection sociale. Père Joseph, vous avez fait œuvre de justice, œuvre de solidarité, œuvre de paix, avec un sourire que nous n'oublierons pas.

Henri BOURBON

1957-1967

Genèse d'un engagement au service d'une certaine idée de la démocratie

par Frédéric THEULÉ

En février 1957, le premier numéro de *France-Forum* fait déjà état des préoccupations qui ne cesseront d'animer la revue jusqu'aux événements de mai 68. Esprit démocratique, tradition européenne, coopération avec les peuples d'Afrique, questions constitutionnelles : autant de thèmes que l'on retrouve régulièrement traités par les collaborateurs de la revue, et qui témoignent d'une certaine idée de l'engagement pour la démocratie.

A parcourir le premier numéro de *France-Forum* aujourd'hui, on ne peut s'empêcher de déceler en lui les grandes lignes de son existence. «Neutralisme pas mort !» (Jean Lecanuet), «Qui dirige l'économie française ?» (Jean Aubry), «Un esprit libre : Albert Camus» (Henri Bourbon), «Trahison ou démission des clercs» (Yvon Brès)... Les thèmes abordés tout au long des 34 pages de ce premier numéro se signalent par leur grande diversité. Ils sont également symboliques des axes forts qui seront constamment développés par l'équipe rédactionnelle jusqu'à la crise de mai 68, mais aussi de ce que l'on pourrait appeler «l'esprit» de «*France-Forum*».

Car, en amont, ceux qui font *France-Forum* affichent un projet ambitieux. Loin des batailles d'idéologie, la revue, marquée par la pensée personaliste d'Etienne Borne, se veut un carrefour d'échanges et de confrontation d'idées. Mieux encore : elle entend proposer une véritable réflexion sur la démocratie, ses fondements et ses freins, ses implications et ses conséquences. L'éditorial du premier numéro, intitulé «Nos refus et notre engagement», est à ce sujet très éloquent. A lui seul, il permet de cerner l'âme du *France-Forum* première période, dont la direction est conjointement assumée

par Etienne Borne, Joseph Fontanet et Jean Lecanuet. Grâce à lui, l'on pourrait presque faire le portrait-type du journaliste de *France-Forum*, tout à la fois français, européen, acquis à l'idée de résistance comme à celle de démocratie, et surtout pleinement inscrit dans son siècle.

Cet esprit se retrouvera à de nombreuses reprises au cours de la première décennie de *France-Forum*. Nous le percevons déjà au cœur même du numéro 1, et plus particulièrement dans les pages intitulées «Notre étude». Quel destin pour le monde, de l'O.N.U. à l'Eurafric ? Tel est l'ambitieux thème du premier dossier de *France-Forum*, illustré en couverture par un enfant regardant, par delà un cours d'eau, une ville occidentale moderne. La solution passe-t-elle par une adhésion sans concessions à l'Union Européenne ? La France et les pays européens peuvent-ils créer, entre les peuples des deux continents, une coopération active pour le développement d'un ensemble eurafricain ? D'emblée, ces deux problématiques - l'Europe et les relations avec l'Afrique - se détachent, pour rester d'actualité tout au long de la première décennie de *France-Forum* (1). Elles seront bientôt complétées par d'autres, dictées celles-là par l'évolution d'un monde en perpétuel changement. Ce sont précisément ces problématiques que nous nous attacherons à décrire dans un second temps, après avoir tenté de cerner le projet de société sur lequel repose *France-Forum*.

(1) Il s'agit bien sûr de problématiques au sens large. La question africaine, par exemple, comprend des sous-problématiques aussi diverses que la crise algérienne (très régulièrement traitée à partir du n° 2), les liens économiques avec les anciennes colonies (n° 13, 54 et 55), l'Afrique noire et sa jeune communauté (n° 26), le sous-développement (n° 41) ou l'unité du monde arabe (n° 48). Quant à l'Europe, elle embrasse des questions liées à l'unification du droit (n° 47), les tentations scissionnistes de certaines nations (n° 49) ou encore le face à face américano-européen (n° 51).

Des valeurs universelles : dialogue et réflexion

Car la première des questions, abordée à bras-le-corps par l'équipe fondatrice de la revue (2), c'est sans doute celle des valeurs. Dès le premier numéro, l'éditorial se fait très largement l'écho de l'ambition des rédacteurs. «*Un forum n'est pas un carrefour comme les autres*», peut-on lire. «*Place publique dédiée aux grands débats civiques, aux combats d'esprit, le forum*

Populaire (MRP) pour toucher à des valeurs plus universelles.

Car c'est bien l'idée démocratique au sens large que les collaborateurs de *France-Forum* entendent promouvoir. «*Nous manquons d'une justification en profondeur de la démocratie, exposée plus dangereusement que jamais aux assauts de ses adversaires, et qui doit, pour développer toutes les conséquences civilisatrices qu'elle renferme, surmonter et résoudre*

De g. à d. : F. Bloch-Lainé, P. Pflimlin, A. Philip, L. Armand, H. Bourbon, M. Drancourt

des cités antiques s'ouvrirait au peuple tout entier (...); un forum fait donc une passable allégorie pour une civilisation de la parole, du dialogue, de la liberté, celle-là même qui, si menacée qu'elle soit aujourd'hui, porte seule, nous assumons le pari, une espérance historique de progrès humain.»

Dialoguer, échanger, et ceci afin de faire progresser la liberté. Ces thèmes, bien entendu, sont à replacer dans la droite lignée d'un courant démocrate-chrétien qui occupe alors une place importante sur l'échiquier politique français. «*Nous n'avons pas à inventer et il nous est impossible de rejeter les valeurs de la France (...), d'une civilisation chrétienne qui porte au-delà de l'Europe et dont on s'apercevra de plus en plus qu'elle est la civilisation des civilisations*», concède l'équipe autour d'Etienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet et Henri Bourbon. Pour autant, dès ce premier éditorial, *France-Forum* dépasse le cadre particulier que l'on peut lier au Mouvement Républicain

ses propres contradictions», clament-ils. Ils auront tout loisir de le répéter plus tard, notamment lors du très intéressant colloque de Saint-Germain-en-Laye (3). Intitulé «*La démocratie à refaire*», ce colloque comportant des rapports de Georges Vedel, René Rémond, Jacques Fauvet et Etienne Borne, illustre parfaitement les pro-

(2) Paru au mois de février 1957, le premier numéro de *France-Forum* fait état d'une co-direction assumée par Joseph FONTANET, Jean LECANUET et Etienne BORNE, la rédaction en chef étant assurée conjointement par Joseph FONTANET et Henri BOURBON. En février 1959, (*France-Forum* n° 14), Joseph FONTANET étant devenu ministre, le trio est réduit à Etienne BORNE et Jean LECANUET, cependant que la rédaction en chef est prise en charge par Henri BOURBON. Ce dernier entre en mars 1961 au comité de direction (*France-Forum* n° 31), alors que Jean LECANUET ayant été élu Président National du MRP le quitte en juillet-août 1963 (*France-Forum* n° 60). Etienne BORNE et Henri BOURBON resteront dès lors co-directeurs jusqu'à la fin de notre période - et bien au-delà. Chaque numéro de *France-Forum* comporte en fin de cahier des «Propos du temps» d'Etienne BORNE sur les événements, les idées et les hommes.

(3) Organisé les 27 et 28 janvier 1962, ce colloque a réuni sous l'égide de *France-Forum* plusieurs responsables politiques de diverses tendances, des syndicalistes, des écrivains, des journalistes, des hauts fonctionnaires, des professeurs. Les propos qui y ont été tenus ont été rapportés dans le *France-Forum* de mars 1962 (n° 39), pp. 3-15 et intégralement publiés aux *Ed. Ouvrières*, avec une préface de Maurice DUVERGER.

pos tenus dans le premier numéro de *France-Forum*. Mettant face-à-face des politiques, des universitaires, des syndicalistes et des journalistes, il montre l'extraordinaire et enrichissante diversité des esprits. Mieux : la revue, en permettant, en 1960, dans un forum sur l'Algérie, à des opinions aussi opposées que celles d'Alain de Lacoste-Lareymondie et Jean Amrouche de s'exprimer, reconnaît la valeur du débat public. En 1963, Maurice Schumann, Jean Lacouture, Edouard Sablier confrontent leurs points de vue sur les problèmes du monde arabe. Les questions que pose la situation du communisme et du marxisme ne sont pas étrangères aux analyses de *France-Forum*. Par exemple Pierre Fougeyrollas, Étienne Borne, Jean Bonnel, Jean Conilh s'interrogent : «les décennies à venir seront-elles celles de l'apothéose ou du déclin du marxisme ?». La réponse ne manque pas d'avoir des conséquences sur l'avenir des démocraties et de la situation internationale.

Cet engagement n'est pas gratuit. Il suffit, pour s'en convaincre, de se replonger au cœur des années cinquante et soixante, où les questionnements sur le destin du monde foisonnent. Progressive décomposition intellectuelle du marxisme, crise doctrinale du socialisme, genèse européenne, bégaïement des institutions de la Quatrième République, Guerre froide, hésitations - et bientôt impuissances - dans le domaine de la politique coloniale... Chaque citoyen peut, à la fin des années cinquante et au début de la décennie soixante, sentir que ces interrogations nationales et internationales sont susceptibles d'entraîner un repli sur soi, une phobie, que les animateurs de *France-Forum* récusent au profit du dialogue et de la réflexion commune. Loin de n'être qu'un simple organe informatif, la revue oriente délibérément le lecteur vers l'analyse et la compréhension.

La question de l'Europe

C'est très perceptible sur la question de l'Europe. Cette dernière, nous l'avons signalé plus haut, occupe une place de choix parmi les thématiques abordées. Dès le premier numéro, en février 1957, on peut ainsi lire une longue interview de Robert Schuman par Kenneth Vignes (4). «*L'esprit qui anime la Commission Economique de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe nous semble beaucoup plus*

averti des vraies conditions d'une coopération européenne en Afrique», explique le Président Schuman. L'Europe comme outil de coopération entre les peuples européens et africains, telle est l'idée développée. Quelques semaines plus tard, Jacques Mallet consacre son éditorial à l'effort national et la construction européenne (5). La France doit-elle mettre de l'ordre dans ses affaires internes avant même de s'engager sur la voie de l'Europe unie ? Faut-il dresser «*l'une face à l'autre pour un dialogue sans fin la solution nationaliste et la solution fédéraliste*» ? Pour l'éditorialiste, la réponse ne fait bien entendu aucun doute : non seulement la France doit sans tarder s'engager sur la voie de l'économie mondiale, mais en plus elle doit se lancer dans une réforme profonde de l'Etat et de la discipline civique. Encore une fois, nous trouvons dans ce discours le rejet de l'isolement et de la passivité, principes clairement exposés dans la «profession de foi» du premier numéro.

Nécessité de l'engagement européen. Confiance affirmée dans ce que l'on nomme encore le «marché commun». Pendant les dix premières années de son existence, la rédaction de *France-Forum* traite de la question européenne avec constance. On ne compte plus les exemples : «Dix-huit mois de cure avant le Marché commun» (6), «L'Europe en question» (7), «Chances et perspectives d'une «planification» européenne» (8), «L'Europe, multiple élan» (9), «1950-1960 : bilan et perspectives de la construction européenne» (10)... La thématique européenne traverse transversalement toute la première décennie d'existence de *France-Forum* sans doute avec autant de force qu'une autre question, tout aussi complexe celle-là : les rapports avec les peuples d'Afrique noire et d'Afrique du Nord.

Quelle Afrique ? Un engagement humaniste

Sur ce point encore, le premier numéro - et plus particulièrement l'interview de Robert Schuman - peut nous servir de référence. Il est loin d'être le seul. «Impasse en Algérie ?»

(4) «Perspectives eurafricaines», pages 21 à 23.

(5) *France-Forum* n° 4, juillet 1957, p. 3.

(6) *France-Forum* n° 5, août-septembre 1957, pp. 8-13.

(7) *France-Forum* n° 18, juillet-août 1959, pp. 6-15.

(8) *France-Forum* n° 45, décembre 1962-janvier 1963, pp. 26-29.

(9) *France-Forum* n° 67, octobre 1965, pp. 2-15.

(10) *France-Forum* n° 82, septembre 1967, pp. 3-31.

(n° 2), «L'Afrique dans l'orbite américaine» (n° 5), «L'Algérie à l'heure des lois cadre» (n° 6), «Ce que veulent les Africains» (n° 7), «L'Afrique et la défense occidentale» (n° 8), «Les Africains et l'Europe» (n° 9)... Dès les premiers mois, on sent une mobilisation très forte des plumes autour de l'attitude à adopter face aux nouvelles souverainetés nationales africaines. Sur la question des pays d'Afrique noire, le discours tenu est sans équivoque : il faut absolument développer des relations économiques durables avec les pays de l'autre continent, et rendre ces liens compatibles avec les aspirations à l'indépendance des peuples concernés. Ancien ministre de la France d'Outre-Mer, Pierre-Henri Teitgen n'hésite pas à affirmer, au cours d'un échange de vues avec Léopold Sedar Senghor dans l'un des premiers numéros que «*le système de la loi-cadre, qui n'est à présent qu'un système de décentralisation (...), doit aboutir à reconnaître aux Conseils de gouvernement et aux Assemblées territoriales (...) la souveraineté*» (11). Pendant toute la période 1957-1967, il sera suivi sur cette voie par nombre de chroniqueurs et d'éditorialistes qui, à l'image de Maurice-René Simonnet, préconisent une solidarité communautaire entre la France et les pays d'Afrique (12).

Bien entendu, cet engagement humaniste est également très présent sur la question algérienne. Là pourtant, le ton est différent. Dès les premiers numéros, les débats sont en effet tout à la fois plus contradictoires et plus engagés - et la spécificité de la colonie clairement énoncée. «*Ouvrons le dossier de l'Algérie, le vrai, celui de la terre algérienne et de ses hommes. Un mot en résumera toutes les pages : celui de complexité*», prévient avec lucidité Georges Le Brun-Kéris dès 1957 (13). L'avenir lui donnera raison. La rébellion algérienne est-elle locale ou inspirée de l'extérieur ? Les revendications nationalistes sont-elles réellement le moteur du soulèvement ? Les populations algériennes sont-elles aussi unanimes qu'on le dit ? L'indépendance est-elle adaptée au pays ? La complexité humaine et la misère économique algériennes peuvent-elles supporter un désengagement de la part de la France ? Ces questions ne cessent, jusqu'au dénouement de la crise, d'être posées. Et même lorsque *France-Forum*

s'oppose à ceux qui au nom de l'Algérie française (14) se dressent contre le pouvoir légal du général de Gaulle, on trouve toujours une idée récurrente : avant d'être une question d'ordre politique, l'Algérie est une problématique humaine. Pour la première fois peut-être, cet engagement humaniste voulu par les fondateurs est clamé et non pas énoncé, fermement affirmé au lieu d'être seulement argumenté, passionnément commenté et non plus seulement analysé.

La V^e République : pour une démocratie politique

L'engagement humaniste plus fort que les autres laissera-t-il des traces ?

Dès 1957, Raymond Aron, André Philip, Jean Lecanuet débattaient sur le thème : «Réformer, se réformer... ou périr». Toujours est-il qu'au début des années 60 le ton de *France-Forum* paraît plus affirmé. Après le rappel du général de Gaulle en juin 1958, les interrogations liées à la fin de la IV^e République et au vote de la V^e permettent à l'équipe rédactionnelle de réaffirmer sa conception de la démocratie politique et du partage des pouvoirs. Le bilan de l'ancienne République est-il aussi néfaste qu'on le dit ? A l'aube des années 60, Jacques Fauvet, Pierre-Henri Teitgen et René Rémond analysent la chute de l'ancienne Marianne (15). Effacement de la France du concert des nations à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, nécessité d'institutions autoritaires dans un pays connaissant de lourdes difficultés sociales et économiques, opinion publique divisée, personnel politique qualifié mais parfois dépassé... Les causes du déclin de la IV^e République sont multiples, et la crainte d'une technocratie par trop cynique clairement évoquée. «*En Amérique, en Angleterre, les*

(11) *France-Forum* n° 7, rubrique «Au Forum», interview croisée de P.-H. TEITGEN et Léopold SENGHOR, pp. 6-10.

(12) *France-Forum* n° 26, août-septembre 1960, p. 11. «*La France saura résister à ces tentations «isolationnistes», à la séduction du repli sur soi. Entre ces deux communautés des liens s'établiront ; certains Etats d'Afrique les demandent déjà. La France (...) a ici un rôle irremplaçable à jouer.*»

(13) *France-Forum* n° 2, avril 1957. «Impasse en Algérie», pp. 14-21.

(14) Les «*propres du temps*» d'Etienne BORNE de janvier 1962 ne laissent aucune ambiguïté là-dessus. Dans cet article intitulé «Un homme à la mer» et consacré à Georges BIDAULT, il condamne l'appui apporté par l'ancien Président du Conseil National de la Résistance aux extrémistes de l'Algérie française qui se comportent en adversaires de la démocratie.

(15) *France-Forum* n° 22, février 1960, rubrique «Au Forum», pp. 4-12.

hommes qui sont au pouvoir sont des politiques et des démocrates», tempête l'ancien ministre Pierre-Henri Teitgen. «L'idée accréditée dans les esprits que les affaires publiques doivent être gérées par des non-politiques (...) rejoint ce sentiment général d'indifférence à l'égard de la chose publique, de dégageant à l'égard des responsabilités», approuve René Rémond. *France-Forum* n'hésite pas à faire connaître sa différence. Les rapports entre la démocratie et la technocratie font l'objet la même année d'une réflexion dialoguée entre Pierre Pflimlin, André Philip, François Bloch-Lainé, Louis Armand et Michel Drancourt.

Un colloque ayant pour rapporteurs Raymond Barre, Georges Lavau, Théo Braun, Hubert Brochier, Alain Barrère est consacré en 1964 à une recherche sur «une économie à construire» et il tend à compléter au niveau économique le travail de réflexion mené au niveau politique, par exemple lors du colloque «la démocratie à refaire».

Une démocratie politique à construire : tel est donc le sens que sous-tendent, pendant toute la décennie 1960, les nombreux articles relatifs à la Constitution. «Comment démocratiser la République ?» (16), «Les Français vivent-ils en démocratie ?» (17), «Faut-il réviser la Constitution afin de mieux dialoguer avec les minorités de notre pays ?» (18). Le phénomène des clubs, expression d'une volonté de dialogue et de libre recherche, en dehors des structures de partis, est analysé par Georges Suffert, René Pucheu et Henri Bourbon qui s'interrogent en 1966 : «Les clubs ont-ils encore un avenir ?». La planification en démocratie est discutée dans plusieurs entretiens où interviennent Jacques Delors, Joseph Fontanet, Pierre Bauchet, Jean Ripert, Louis Vallon, Georges Levard et Michel Debatisse. Nous retrouvons dans ces articles et ces débats une conception démocratique basée sur le pluralisme et le dialogue, ainsi que l'affirmation conjointement Etienne Borne et Henri Bourbon dans l'éditorial du n° 78 de *France-Forum*, qui célèbre (déjà) la dixième année d'existence de la revue. «L'idée démocratique est intransigeante, parce qu'elle est à la fois affirmation et refus, parce qu'elle possède, liées, une force d'attraction et une puissance d'exclusion. De même (...) que les exigences de

liberté et justice prennent d'abord la forme d'une contestation des servitudes, des aliénations, des iniquités, de même nous savons tout ce qui dans le monde d'aujourd'hui contredit ou menace la démocratie.»

L'évolution sociologique

Question européenne, décolonisation, problématique constitutionnelle liée à l'engagement démocratique : ainsi ces trois thématiques traversent avec force la première décennie d'existence de *France-Forum*. Elles ne sont, bien entendu, pas les seules. De la Guerre froide à l'émergence de la Chine, des mouvements politiques en Amérique Latine à l'aménagement du territoire français... Même si la revue est très nettement centrée sur la France, l'Europe et l'Afrique, elle fait la part belle à l'actualité internationale. Un colloque est consacré en 1965 à l'évolution des relations internationales.

Dans la seconde partie des années soixante, *France-Forum* élargit même nettement son champ d'analyse, s'investissant de plus en plus dans les domaines de la sociologie, des arts et des lettres. A partir de 1965, plusieurs dossiers manifestent un intérêt certain pour les faits de société. L'équipe désormais menée par le duo Borne/Bourbon s'intéresse tout de go à «Brigitte Bardot aux deux visages» (19), «James Bond, phénomène de notre temps» (20), «Les drogues hallucinogènes» (21), «La chanson : miroir de l'époque et expression de la société» (22) ou encore «Un million trois cent mille résidences secondaires» (23)... Peu à peu, *France Forum* diversifie l'éventail des problématiques abordées, tout en restant fidèle à l'esprit de son premier numéro.

(16) *France-Forum* n° 33, juillet 1961.

(17) *France-Forum* n° 37, décembre 1961, pp. 4-14.

(18) *France-Forum* n° 53, décembre 1963, pp. 3-10.

(19) *France-Forum* n° 71, mars-avril 1966, pp. 23-26.

(20) *France-Forum* n° 74, septembre 1966, pp. 2-8. Le dossier est animé par Violette MORIN, Henri BOURBON et Cécile DELANGHE.

(21) *France-Forum* n° 75, octobre 1966, pp. 11-15. Article de Jean-Marie PELT, Professeur à la Faculté de Pharmacie de Nancy.

(22) *France-Forum* n° 76, novembre 1966, pp. 2-13. Le débat est animé par Claude SARRAUTE, Christian HERMELIN, Lucien RIOUX et Henri BOURBON.

(23) *France-Forum* n° 81, juillet-août 1967, pp. 14-18.

L'esprit de résistance

De la guerre d'Algérie à la Guerre froide, de l'Europe à de Gaulle, la revue traverse donc les années 1957-1967 en restant fidèle aux orientations démocratiques et humanistes énoncées dans le premier numéro. Aujourd'hui, on ne

lencés, rien n'est plus mortifiant que de rencontrer, barrant un chemin jusque-là prosaïque et sans histoire, une alternative qui ne tolère pas l'indifférence et que, bon gré mal gré, il faut trancher par l'absolu d'une réponse positive ou négative» (25).

Echange de vues sur les U.S.A.

De g. à d. : C. Alphandéry, J.-M. Domenach, G. Suffert, M. Schumann

peut s'empêcher de voir de l'esprit de résistance dans la mission que se sont donnée Etienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet et Henri Bourbon. Actifs contre le nazisme et le fascisme pendant la seconde guerre mondiale, ces hommes vont s'attacher plus tard à combattre toutes les formes de totalitarisme. Entre 57 et 67, chacun d'entre eux s'engage clairement, loin du scepticisme et de la passivité. Quelques mois avant de consacrer un numéro entier à la Résistance (24) avec notamment des pages de Jean-Marie Domenach sur l'action de Gilbert Dru, jeune résistant, démocrate et chrétien, fusillé par les nazis en 1944 à Lyon, le philosophe Etienne Borne ne rappelle-t-il pas dans un article intitulé «Commodités de l'abstention» : «A l'homme quelconque, qui s'édifie en chacun d'entre-nous à force d'habitudes et de somno-

On l'aura compris : dans ce combat, la revue n'est qu'un outil, un «moyen d'évangélisation civique» (26). Avec constance, *France-Forum* informe ses lecteurs, certes pour donner à voir, mais surtout pour donner à comprendre, et donc à se déterminer. Et c'est ici peut être que se situe le défi réussi par la revue entre 1957 et 1967 : faire surgir devant les hommes les enjeux du monde qui les entoure et dans lequel ils vivent, afin que ceux-ci quittent les oripeaux d'une abstention d'où naissent toutes les défaites.

Frédéric THEULÉ

(24) *France-Forum* n° 58, juillet-août 1964.

(25) *France-Forum* n° 29, janvier 1961, p. 34, «Commodités de l'abstention».

(26) Cf. *France-Forum 1957-1965 ou l'évangélisation civique*, mémoire de maîtrise rédigé par François HOURMANT sous la direction de Jacqueline SAINCLIVIER, Université de Haute-Bretagne, Rennes, 1986.

1968-1977

«...cette quête du vrai qui est notre principale raison d'être.»

Hubert Beuve-Méry, cité par Etienne Borne (in *France-Forum* n° 100 - février 1970)

par François AZAR

Comment rendre compte en peu de lignes de dix années dans la vie de *France-Forum* ? Dès l'ouverture, cette période-là, 1968-1978, semblait sonner comme un anachronisme. A la lecture, qui de l'époque ou de la revue démoderait l'autre ? Car aucune conciliation *a priori* ne paraissait possible entre le gauchisme, cette «idéologie du bonheur», et l'effort de discipline intérieure illustré par Emmanuel Mounier. Pourtant, la révolution refluant en désordre, la question de l'homme et de sa singularité, allait ressurgir de façon inattendue.

Mai 68 est avant tout une fête, un «sacre du printemps» plutôt qu'une révolution, comme l'écrit René Pascal. Mais derrière le masque de l'improvisation, la révolution a trouvé sa philosophie, celle de Marcuse en particulier, qui est une revendication absolue du «moi» contre les utilitarismes. «Marcuse ne dit jamais quand et comment (la Révolution) réussira, ni quelle sorte de société elle substituera à la société de consommation, écrit Etienne Borne en octobre 1968 : se laisser aller en effet à faire le plan de la société future, ce serait pour un révolutionnaire être dupe de cette rationalité calculatrice, utilitaire, organisatrice qui triomphe dans la société de consommation, sacrifier à ce Logos sans Eros (...).»

Ainsi, mai 68 fait irrémédiablement éclater les cadres de la pensée marxiste : malgré les malentendus, au plus profond, les manifestants de Prague et de Paris se retrouvent solidaires. Et l'attitude plus que conservatrice du Parti communiste est autant le signe de sa lucidité que de son impuissance. Livrée à une pure passion de la négativité, la révolution s'emballe, s'épuise et s'effondre, rattrapée par le «vague des pas-

sions» et les élections. Né de l'ennui, luttant contre lui avec un curieux appareillage de poésie et de politique, le mouvement de mai 68 est rendu à l'ennui. Il n'est plus qu'un moment critique, vite résorbé dans le grand tout, infiniment accueillant et souple, que forme la société libérale.

En février 1977, André Le Gall, peut tirer ce bilan peu réjouissant : «progressivement, l'étudiant agressif et mal habillé laisse place au jeune cadre dynamique et cravaté qui, le soir après le dîner, se souvient encore de ses opinions mais qui durant la journée s'applique à résoudre d'obscurs et délicats problèmes techniques, financiers et sociaux. (...) Salaire, carrière, hiérarchie, pouvoir : la mécanique sociale a su happer les marcheurs de mai 1968.» Dès lors, s'il faut parler de mutation dans les années soixante-dix, il convient d'évoquer l'uniformisation de plus en plus grande des vies, le développement de l'informatique, la solitude et la dépendance des individus : «ce grand enfermement des hommes en vue du progrès et au moyen d'instruments issus du progrès» dont parle justement André Le Gall (1) («La société de contestation ou les chevaliers de la table rase», n° 153-154).

De la même façon, s'ouvre après 1968 une «après-guerre» intellectuelle et politique. Les institutions de la Ve République apparaissent consolidées et *France-Forum*, au travers notamment des articles de Pierre Avril et de Georges Vedel, retrace cette évolution. Le départ du Général de Gaulle signe la fin d'un style, d'un

(1) *France-Forum* consacre un numéro en 1976 à la «théorie des systèmes» qui s'ouvre sur des textes de Joseph FONTANET et Jacques LESOURNE.

prestige, d'une gloire qui rend la politique à la prose, à l'humain, à la démocratie. Ceci expliquerait peut-être aussi le mouvement de mai 1968 : le rejet par une société renouvelée dans ses comportements d'une forme de gouvernement perçue comme archaïque.

Mais *France-Forum*, revue philosophique, revue critique, est également ce lieu où s'exprime, en réaction aux discours productivistes des milieux dirigeants, une critique radicale de la société d'expansion. En mettant en cause la croyance en un progrès matériel illimité qui ne tiendrait pas compte des désirs des hommes, de leur besoin d'authenticité et donc de mémoire, Philippe Saint Marc et Jean-Marie Pelt inventent un lien inédit entre le personnalisme et l'un des héritages de mai 68, l'écologie politique.

«Le présent est toujours cette nuit où tous les malentendus sont possibles» écrit Etienne Borne en évoquant l'incompréhension de Péguy devant l'œuvre de Sangnier. Et il ajoute qu'il faut du temps pour que justice et vérité fassent leur œuvre réconciliatrice. C'est ainsi que, pour écrire la chronique de son temps, il faut sans doute y vivre en exil, et si *France-Forum* représente une mémoire vivante de son époque, c'est par la grâce de ce paradoxe : elle en réalise la critique lucide plutôt qu'elle n'en épouse les enthousiasmes.

Les amitiés

Cette revue est d'abord une amitié. Il serait difficile autrement de comprendre ce qui rapproche une étude consacrée à «la planification, pourquoi, comment, vers quoi ?» (n° 110-111) du regard amoureux qu'Etienne Borne jette sur la poésie de Saint-John Perse dans «Respirer avec l'Univers» (n° 143-144). Contredisant le sombre adage de Roger Nimier on pourrait dire que rien de ce qui est humain n'est étranger à *France Forum*.

L'esprit de normalité des fonctionnaires allié à l'esprit de liberté des résistants : ce qui paraît aujourd'hui un voisinage incongru était encore possible à la Libération quand les vocations se cherchaient. Ce souvenir lumineux conjugué au regret de la division qui s'en est suivie, on en trouve témoignage au fil des articles consacrés aux années d'occupation, à l'aventure d'*Esprit*

ou à celle du fondateur du *Sillon*, Marc Sangnier.

L'essentiel, c'est cette fidélité obstinée à des pensées qui parce qu'elles sont marginales dans leur époque (et elles le sont toujours) ont besoin d'être reprises. «Dans la vie, la grande défaite en tout c'est d'oublier» : cette sentence du premier Céline est l'une des obsessions de la revue. Peur d'oublier l'homme dans une société qui privilégie par son urbanisme la loi des grands ensembles («Du changement et du contre-changement considérés dans leurs rapports avec l'urbanisme» par Yvan Christ, n° 136-137) ou qui dans le domaine intellectuel accorde tout son crédit aux «maîtres du soupçon» et aux philosophies totalisantes («Le système et la liberté» par Etienne Borne, n° 150-153).

La maîtrise et la liberté, l'une par l'autre et jamais l'une sans l'autre semblent dire les chroniques d'Etienne Borne. Pas de maîtrise sans maître, bien sûr, et ce rappel évident sonne déjà comme une provocation à la date où il est prononcé. Dans les années soixante-dix il est de bon ton de «penser contre les maîtres», voire contre la pensée tout court perçue comme une mutilation. C'est contre cette entreprise démythifiante que *France-Forum* résiste, au nom d'une certaine idée de l'homme, de sa liberté, surtout, mais qui n'existe pas sans appui. Les rédacteurs de *France-Forum* persistent à croire au tragique dans une époque qui prétend en libérer l'homme.

Par le haut tout d'abord et c'est cette «politique du bonheur» qu'Etienne Borne dénonce dans sa chronique parce que tout simplement le bonheur comme absolu n'est pas de ce monde ; son idéalisation comme projet politique relève de la démagogie et du césarisme. Par le bas ensuite, et ce sont toutes les philosophies, d'Hegel à Michel Foucault, où l'homme n'est rien et où l'histoire et le système, même pluriels, sont tout, expliquent tout. Loin du naturalisme, du matérialisme, du structuralisme, il y a place pour une pensée de la vie intérieure, comme celle de ce Marcel Proust, «perdu et retrouvé», auquel Etienne Borne consacre l'un de ses plus beaux textes (n° 110-111). (2)

(2) Le texte en est reproduit ci-après dans *Présence d'Etienne BORNE*

Mais ce sens du tragique est aussi une affaire de fidélité : à quoi bon, sinon, le sacrifice des justes dans la Résistance, et, pour n'en citer qu'un, celui de Gilbert Dru ?

C'est parce que la pensée du tragique est également une pensée de la lucidité qu'elle rend l'amour possible. Pitié, piété s'appliquent à cet amour que les utopies individualistes de la gauche et les désillusions qu'elles sèment ont dépouillé de son prestige. «Les vrais, les grands, les authentiques hommes de gauche, fussent-ils religieux et irréligieux - et qui s'appelaient Hugo, Michelet, Breton, - croyaient à l'amour, avaient la religion de l'amour. Et si on veut à toutes forces que l'amour soit réactionnaire, on prépare de longs et beaux jours à la réaction...» (Etienne Borne : «Mort de l'amour», n° 114-115).

Les mœurs licencieuses s'accompagnent aussi d'un mensonge sur l'amour et sur l'érotisme dont on refuse les sacrifices. Dans «érotisme et société de consommation» (juillet-août 1968), René Pucheu décrit l'érotisme banalisé de l'imagerie publicitaire qu'il oppose à l'érotisme authentique, «beauté et grâce, ardeur et pudeur, pouvoir sur l'objet du désir, et accomplissement...». En écho, Etienne Borne rendant compte d'*Histoire d'O*, restitue à la relation érotique son essence : «ce que veut O ?, en l'occurrence la mort. (...) Violence et érotisme font signe à la mort qu'ils masquent de leur frénésie» («Sexe, violence, mort» n° 141-142). Le débordement d'érotisme n'est peut-être que le reflet d'une solitude et d'une impuissance accrue dont seule la foi - «et il n'y a de salut du couple que par la foi» - pourrait délivrer l'homme.

Les résistances

Répondre à l'actuel par l'inactuel, à la voix du scandale par celle de la pensée, prendre au mot l'adversaire pour désarmer ses concepts, faire œuvre de mémoire contre l'époque ingrate et tout ceci par un travail d'écriture jusqu'à forger un style. Chez Etienne Borne, ou encore chez ce nouveau venu dans l'équipe et qui y prend d'emblée toute sa place, Philippe Sénart, on éprouve d'abord un bonheur d'écriture reflet d'un art d'aimer l'écriture.

La Résistance, c'est d'abord le rappel du visage de la France résistante, Jean Moulin dont

Jean-Pierre Lévy, ancien chef national du mouvement «Franc-Tireur», retrace le portrait dans le numéro d'avril-mai 1972 : «Pendant tout ce temps de l'ombre et du combat, il ne fut pas le seul, mais il fut le plus grand» (Georges Bidault). Ou bien encore dans ce numéro de mai-juin 1976 où Henri Bourbon s'entretient avec Henri Frenay, fondateur du mouvement «Combat», et s'attarde sur les causes de l'échec du projet politique de la Résistance.

Un échec lié à la restauration des divisions que représenta la IV^e République si on la compare à l'idéal de refondation et de fraternité qui animait les résistants. Plus profondément lié, peut-être, à une incapacité à se mouvoir en politique, dans un lieu où les vérités sont trop souvent de pures convenances. Un échec de l'idéalisme contre le réalisme qui fait écho au portrait de Lamartine en politique dressé par Etienne Borne («poésie et politique», n° 112-113) : «Sans doute Lamartine ne savait-il ni calculer, ni compter et il y avait en lui une incapacité invincible à haïr : on n'en conclura à une inaptitude politique que si l'on se fait de la politique une certaine idée, encore une fois assez basse».

Mais des résistances il faut ensuite parler au pluriel ; il y a la résistance fondatrice celle des trois maîtres que sont à leur façon Mounier, Maritain et Sangnier et dont les noms et les pensées donnent encore aujourd'hui son actualité à *France-Forum*. Pour ne citer qu'un texte, au milieu de tout ceux qui suscitent le désir de lecture et de discussion, on reprendra celui que Jean-Marie Domenach consacre en janvier 1972 aux dernières années d'Emmanuel Mounier, celles où plus que jamais sa vie et son travail se confondent avec l'histoire du personnalisme. «Cette ambiguïté est le reflet d'un geste fondateur dans lequel, en effet, il est impossible de distinguer le philosophe de sa philosophie : Mounier est au centre du «mouvement», de la même manière que la personne est placée par lui au centre du monde transfiguré».

Des résistances plus secrètes se lisent encore, comme cet esprit méridional et frondeur dont on trouve trace chez Henri Bourbon, Etienne Borne, Philippe Sénart, Michel Zink ou Jean Chélini. Volem viure ! disent-ils, mais pas sans la France. C'est en ce sens qu'Henri Bourbon et Philippe Sénart rendent compte de l'ouvrage de

Robert Laffont, *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan* dans le numéro de février-mars 1975. «Il n'y a de patrie, petite ou grande, concrète et vraie, qu'impure, c'est-à-dire ouverte aux proches et lointaines influences. Vouloir faire une Occitanie qui ne serait que repliée sur elle-même, c'est cultiver une abstraction qui n'est pas incompatible avec une agressivité passionnelle. L'Occitanie n'a de chances que si elle est plus que l'Occitanie c'est-à-dire occidentale, méditerranéenne et - pourquoi pas ? - un peu française» (Henri Bourbon).

Résistance encore que l'écologie qu'illustrent chacun dans son style, et par une longue série d'articles, Jean-Marie Pelt et Philippe Saint Marc. En janvier 1972, Philippe Saint Marc appelle de ses vœux la création d'une police internationale contre les risques de pollution qui désormais, rappelle-t-il, n'ont plus de frontières.

La défense de l'environnement va d'ailleurs de pair avec la défense et l'illustration de l'architecture urbaine. Les idées défendues dans *France-Forum* par Yvan Christ contre l'absence de mémoire des urbanistes, contre le «tout automobile», contre la «bureautecture» sont ainsi devenues les valeurs de progrès d'aujourd'hui, récupérées par la gauche et la droite éclairée, aussitôt traduites dans la mode - un brin nécrophile - des faubourgs et le triomphe du «tout réhabilitation» contre le «tout reconstruction».

Mais dans les années 70, c'était faire œuvre de culture que de défendre le caractère architectural du XIX^e siècle, même si cela conduit parfois à dénoncer «la grosse machine à introspection culturelle - le «musée Pompidou» - qui, demain, fonctionnera bruyamment entre Saint Eustache et Marais, corps étranger s'il en est, en pareil lieu, et dont le patient ne se délivrera, un jour ou l'autre, que par le biais du phénomène de rejet...» (Yvan Christ, n° 136-137).

L'originalité et la fécondité de *France-Forum* résident aussi dans sa capacité à abriter un courant plus moderniste, tel celui des aménageurs (comme Maurice Doublet, préfet de la Région parisienne dans le n° 102-103) ou d'un philosophe espérant une réconciliation de l'art avec l'industrie (Maurice Blin : «art et industrie», n° 107).

L'Europe, la crise et l'histoire

Une chronique des années soixante-dix ne pouvait ignorer le désordre économique. Désorganisation progressive du système des changes, «choc pétrolier», inflation et chômage apparaissent successivement à la «une» de *France-Forum* prenant le relais des interrogations sur «La crise de la pensée occidentale à l'aube de l'ère post-industrielle» (Jean-Marie Pelt en octobre-novembre 1974) ou encore la controverse sur la croissance zéro, à la suite de la lettre de M. Mansholt (3) que Raymond Barre a analysée en juillet 1972.

En avril 1975, *France-Forum* organise un colloque sur l'«au-delà de la crise ?» dont la revue rendra intégralement compte (Thierry de Montbrial, Michel Albert, Jean Boissonnat). On relèvera également l'intelligence éclairée d'un article de novembre 1975 intitulé «en deçà de la crise» signé par Yves Laulan, et dont les perspectives paraissent prémonitoires. L'insuffisance du modèle keynésien pour comprendre la crise (et donc la combattre) y est soulignée ainsi que la baisse structurelle de l'efficacité marginale du capital et du travail. D'où un diagnostic sombre : le chômage va s'accroître et s'installer durablement si l'on s'en tient aux remèdes habituels.

Succédant à ces travaux d'experts, Etienne Borne situe l'inflation au principe même de la société industrielle, société du déséquilibre et de l'excès dont la loi d'accumulation et de compétition ne peut que produire du désordre. «Et sans doute est-ce parce qu'elle répugne à se voir telle qu'elle est que cette société fait de l'inflation un processus aberrant à traiter à force de thérapeutiques et mêmes d'exorcismes.»

Mais, plus que d'une révolution, c'est d'une réforme philosophique dont l'économie a

(3) M. SICO MANSHOLT, vice-président de la Commission Européenne, fut l'auteur en 1968 d'un plan destiné à réformer les subventions agricoles européennes afin de réduire le volume des productions excédentaires. Il proposait de rapprocher les prix versés aux producteurs des cours du marché et de consacrer plus d'aides à la restructuration des exploitations. Ce plan, abandonné faute d'accord entre les Etats, inspirera vingt ans plus tard, la nouvelle Politique Agricole Commune. En 1972, M. MANSHOLT, devenu Président de la Commission Européenne, préconisa un arrêt progressif de la croissance pour préserver l'équilibre écologique. Ce regard très malthusien sur l'évolution du monde souleva un certain nombre de réserves notamment de la part de Raymond ARON et de Raymond BARRE qui préféraient évoquer la nécessité d'une croissance maîtrisée de l'économie.

besoin ; celle qui lui permettrait d'exister non plus comme sphère livrée à elle-même, mais comme moyen du développement humain. Plus tard, Etienne Borne rappellera que l'invention libérale demeure quoiqu'on en dise le seul exemple de révolution réussie dans l'histoire de l'Occident.

La crise économique est également une crise de l'Europe. Celle de l'Europe déjà construite par Robert Schuman et Jean Monnet, auxquels *France-Forum* rend hommage à l'occasion du vingtième anniversaire de la déclaration du 9

commune», dans laquelle, précise-t-il, la Livre sterling serait englobée. («L'Europe se dotera-t-elle d'une monnaie commune ?» novembre 1971)

La crise monétaire de mai 1971 et les conditions dans lesquelles est négociée l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté en juin 1971 inquiètent pourtant le vice-président de la Commission, Raymond Barre, auteur la même année d'un premier «Plan Barre» qui recommande la création d'un organisme d'intervention communautaire sur le marché des changes.

De g. à d. : G. Ventejol, A. Poher, A. Grosser, Th. de Montbrial, R. Barre

mai 1950 ou encore dans un numéro spécial en octobre 1970, riche en promesse de construction continuée.

La décennie avait pourtant bien commencé. Dès 1970, le «comité Werner» chargé d'examiner les conditions de l'unité monétaire européenne préconise la création, au sein de la Communauté européenne, d'un «centre de décision pour la politique économique» et d'un «système communautaire de banques centrales».

L'idée n'est pas nouvelle, rappelle Charles Melchior de Molènes, et l'un de ses premiers avocats n'est autre que le chancelier de l'Echiquier travailliste James Callaghan. Le 28 septembre 1967, il signe un long article en première page du *Monde* titré : «Une Communauté européenne élargie pourrait créer une monnaie

Dès le milieu des années soixante-dix, les principales étapes de l'unification économique européenne sont donc élaborées. L'harmonisation du Marché Commun fait l'objet d'une analyse de Robert Toulemon, haut fonctionnaire à la Commission européenne, où il propose d'harmoniser les normes et réglementations, d'ouvrir les marchés publics, d'unifier le cadre juridique, fiscal et financier, et de regrouper les entreprises à travers les frontières. «L'achèvement du Marché commun comporte non seulement l'élimination des derniers obstacles aux échanges, mais la réalisation complète du droit d'établissement, l'harmonisation des fiscalités, amorcée par l'adoption généralisée de la taxe à la valeur ajoutée, et l'ouverture du Marché commun des capitaux, elle-même liée aux progrès vers l'union monétaire» («Où en est la politique industrielle dans la Communauté Européenne ?», novembre 1972).

L'article de Robert Toulemon a ceci d'un peu effrayant qu'il paraît absolument prémonitoire si l'on considère l'Europe telle qu'elle se fera dix ou vingt ans plus tard. Aucun chapitre n'y fait défaut (si ce n'est la politique régionale, abordée par ailleurs par Jacques Mallet et André Colin), mais on peut le déplorer tant l'Europe déjà construite paraît aujourd'hui manquer de séduction.

C'est un regret que l'abondance des articles consacrés à l'Europe fasse si peu de place au débat sur le choix de l'Europe à construire. Comme si le modèle économique libéral avait (déjà !) remporté une victoire discrète mais décisive.

Or, l'Europe, qui est devenue «la communauté des problèmes», a plutôt tendance à piétiner à partir de 1971 et se heurte à des solidarités introuvables en matière d'énergie ou de monnaie.

La logique (magique) de l'économie n'empêche ni le retour des égoïsmes, ni l'enlisement dans les premiers «marathons» agricoles. Les difficultés de l'Union Economique et Monétaire ont fait du dollar la monnaie commune de l'Europe rappelle Jean-Claude Morel en juillet 1974.

«L'Europe économique et sociale était le deuxième étage d'une fusée dont le premier étage avait été lancé en 1951. Son carburant est en voie d'épuisement. Il nous faut maintenant procéder au lancement du troisième étage, l'étape politique, qui permettra la mise sur orbite de l'Europe.» conclut Roger Partrat (*France-Forum*, février 1977).

Au cours de ces dix années, *France-Forum* n'a jamais cessé de réfléchir aux théories de l'histoire et du politique. En mai 1975, un numéro exceptionnel consacré à «Machiavel, signe de contradiction» s'ouvre sur un article de Julien Freund dont les «propos sur le politique» ont déjà fait l'objet d'une publication en avril 1972. Jacques Nantet signe en février 1976 une introduction à la lecture de Tocqueville que Jean-Claude Lamberti développera dans des articles ultérieurs.

Le choix de Machiavel demeure toutefois le plus fécond. Son œuvre, qui est avant tout une

rigoureuse entreprise de lucidité, accomplit la première révolution des temps modernes en fondant une théorie *du* politique et non, comme l'auraient conçu Platon ou Aristote, une nouvelle représentation de la cité idéale. Cette science du politique s'appuie selon Julien Freund sur une anthropologie de l'homme, une analyse de la nature humaine alors qu'Etienne Borne y voit la fin de la vérité de l'homme : «Machiavel ne parle jamais de l'homme, mais des hommes tels qu'ils sont.» S'il y a une énigme de l'homme, la pensée de Machiavel reste tragiquement sans énigme : «la politique n'y renvoie à rien d'autre qu'elle même, elle est, cette pensée, ontologie contre les ontologies, philosophie contre les philosophies, et la politique y devient, l'absolument profane qui proclame la mort du sacré».

Considérer Machiavel dans toute son amplitude troublante, c'est considérer sa récusation de toute métaphysique. «Si le monde et la politique ne sont que leurs propres apparences, alors Machiavel a pleinement et totalement raison. Qu'on ne condamne pas «le Prince» ou les «Discours» comme scandaleux ; le seul scandale est la figure même du monde et de l'histoire qui est une provocation invincible à l'impiété dès que l'on ose la regarder face-à-face comme l'a fait Machiavel et non dans les faux miroirs complaisants des mythologies et des idéologies. (...) La seule façon d'échapper à la puissance de Machiavel qui rend ses personnages et ses lecteurs «captifs des éléments du monde», c'est de redécouvrir une puissance plus puissante encore, celle d'un absolu par rapport auquel la politique pourra être, pour le salut des hommes, apprivoisée, domptée ou, si l'on veut, «dénaturée».

Cette question de la politique et des malheurs qu'elle sème, inévitables pour certains, insupportables pour d'autres, l'histoire en fournit l'illustration dans un autre numéro. On relèvera en premier lieu d'échange contradictoire entre le général Jacques Pâris de la Bollardière et Raoul Girardet autour de «morale militaire, torture, violence». Un maître débat sur les aspects les plus sombres de la guerre d'Algérie d'où émerge une forme de vérité (elle est celle d'un soldat et vaut pour tous) : «La montée du nazisme, c'est la défaite de l'homme. L'emploi offi-

cialisé de la torture, c'est aussi la défaite de l'homme. Toute civilisation qui s'engage dans un tel processus perd sa signification même. (...) La vérité de l'homme c'est la paix, ce n'est pas la guerre. Et le propos même de l'humanité, c'est d'arriver à se construire et à se développer en fonction d'une négation de la guerre et de la violence.» (n° 118).

La chronique de l'actualité internationale relève quelques années plus tôt la «normalisation» en Tchécoslovaquie dont François Fejtö fait le bilan (on y lit les affinités électives qui relient *France-Forum* à l'histoire tragique de ce pays). En 1973, le Général Pinochet s'empare du pouvoir au Chili et Etienne Borne écrit dans «Une démocratie assassinée» que l'intolérable vient de se produire. Plus sercines, les «impressions d'Israël» (un entretien entre Henri Bourbon et Jacques Nantet paru en février 1975) alors que la paix avec l'Egypte s'approche.

Témoin d'un souci de l'universalité de l'homme, *France-Forum* multiplie ainsi les regards sur l'étranger proche «Le nationalisme basque en Espagne» de Pierre Letamendia, en avril 1971 ; ou lointain «L'Afrique en famine» en 1973 ; «La nouvelle Russie» de Jacques Nantet, en novembre 1977 ; «L'Amérique, mythe et modèle» d'Etienne Borne, en juillet 1976 ou encore le retour de Régis Debray sur sa romanesque aventure dans un entretien avec François Fejtö (février 1976).

On s'attardera sur un portrait de Soljenitsyne écrit au moment où le pouvoir soviétique vient de le bannir («Soljenitsyne et les sociétés idéologiquement parfaites» en octobre 1974). Jacques Nantet constate déjà la distance qui sépare le communisme de la Russie «réelle» : «une faille profonde s'est peu à peu creusée, dont le sillon, non encore très apparent, traverse cependant le pays». Un réveil spirituel semble se dessiner, «une spiritualité créatrice, seule capable de changer la vie parce qu'elle change le sens de la mort» comme l'écrit Olivier Clément. Et cette dissidence, avant tout morale, trouve un renfort au cœur même du régime,

chez les scientifiques et les intellectuels, comme l'atteste la résistance, laïque mais souveraine, d'Andreï Sakarov. Portée par la vérité irréfutable d'une œuvre de littérature, une lueur apparaîtrait enfin dans un pays où le rappelle Jacques Nantet, seul Dieu n'était pas mort.

Clôturent cette chronique des années soixante-dix, il faut ajouter un mot sur l'une des originalités de *France-Forum* qui n'est pas le signe d'un éclectisme.

Paysage de légende, d'énigme, de prodige, la vie politique est affaire d'imaginaire surtout s'il est empreint de manipulation. L'étude qu'Etienne Borne consacre à Bonaparte dans le numéro de février 1970 en est la minutieuse et édifiante démonstration. Mais cet imaginaire, fût-il impérial, s'appuie sur et se magnifie par une œuvre de culture qui le précède et le suit. Il n'est donc pas de chronique de la vie publique qui puisse se dispenser d'une chronique de l'invention des formes, tant il est vrai qu'un art est plus qu'un art, communique une vérité de l'âme dont la politique s'empare et qu'elle s'emploie très vite à dénaturer.

Pendant toutes ces années, la revue a multiplié les digressions dans l'ordre de la culture, sans entretenir cependant plus d'illusions qu'il n'en faut sur ses vertus. Henri Bourbon cite d'ailleurs à propos l'observation de Barbey d'Aureville : «les crimes de l'extrême civilisation sont plus atroces que les crimes de l'extrême barbarie». C'est plutôt le «goût de la beauté» et la poursuite du bonheur qui semblent dicter les textes consacrés au «Palais Farnèse, Palais de France» (Isabelle Quin en juillet 1972), à l'«Exercice de la peinture» (Jean Bazaine en avril 1973), à Pierre Emmanuel (François-Régis Bastide en mars 1974), à R.M. Rilke (Anne-Marie Lavauden en mai 1976), ou encore à l'art de vivre allié à la pratique de l'art («L'impressionnisme : une révolution esthétique et une éthique» par Germain Bazin en octobre 1974). On ne peut que souhaiter une chose à *France-Forum* : c'est de conserver longtemps cette soif et ce bonheur d'aimer.

François AZAR

1978-1987

Années de crises

par François de MAZIÈRES

L'année 1977, la revue *France-Forum* fêtait son vingtième anniversaire. On dit fréquemment que les années s'écoulent entre vingt et trente ans sont des années d'enthousiasme, où la sagesse d'une jeune expérience ne résiste pas encore à la force de la volonté de changement.

L'histoire aura fait grandir la revue *France-Forum* plus vite que le rythme biologique de l'homme. A travers les trente-cinq numéros, dont il faut rendre compte maintenant, le sentiment qui domine est celui d'une confrontation, pas toujours facile, de la famille démocrate-chrétienne et de la pensée personnaliste avec un monde mouvant, dominé par l'idée de crise, notamment en début de période.

Ce sentiment d'inquiétude, ou au minimum de prévention vis-à-vis de certaines évolutions, est particulièrement sensible dans la première moitié de la période, c'est-à-dire les années 1978-1983, et s'atténue peu à peu au milieu des années 80, les problématiques devenant moins claires et plus incertaines.

Il est alors frappant de constater combien le pessimisme des analyses se trouve quasi en porte-à-faux avec la pensée des intervenants dans les colonnes de *France-Forum*, pensée empreinte de confiance en l'homme et d'un attachement manifeste à l'idée de transcendance.

Cette inquiétude ambiante dans les années 80 est tous azimuts :

- **économique**, tout d'abord : la fin des années 70 comme le début des années quatre-vingt portent profondément les marques des deux chocs pétroliers des années 70.

L'approvisionnement en énergie apparaît ainsi comme la première des préoccupations et le facteur essentiel dont dépend toute l'activité. La question de la répartition de la richesse dans le monde est également alors un thème majeur

de la réflexion. Le sentiment que ces inégalités ne peuvent plus durer est affirmé avec force. Illustration parfaite de cette inquiétude, le colloque de l'année 1979 porte sur le thème « crise économique et consensus social ».

- **internationale** : l'avenir de la construction européenne, thème majeur de réflexion de la revue, apparaît menacé : les réticences de l'Angleterre, la question du financement des institutions, le positionnement entre elles de ces dernières, tout laisse à penser que l'Europe est enlisée. L'une des deux tables rondes du colloque de 1980 consacré à l'avenir de la Communauté Européenne ne porte-t-elle pas le titre évocateur de : « la Crise et l'Europe, comment en sortir ? ». A l'échelle mondiale, la ligne de force de la période est la détente entre les deux blocs : une détente encore très incertaine, qui ne permet absolument pas de soupçonner encore le bouleversement de la chute du mur de Berlin, mais qui suscite certaines inquiétudes de par la disparition d'une logique de confrontation qui avait pour la compréhension des enjeux internationaux le mérite de fournir une clef de lecture relativement simple.

- **politique** : *France-Forum* n'a pas vécu et surtout pas voulu vivre l'arrivée de la gauche au pouvoir comme un traumatisme. La ligne de conduite de la revue rappelée dans l'éditorial de Henri Bourbon du numéro d'avril-mai 1981 est de ne « jamais prendre parti dans la compétition ». Ce postulat posé, force est de reconnaître que les interrogations soulevées par nombre d'articles sont autant de témoignages de malaise - allant jusqu'à l'article clairement engagé de Jean-Marie Domenach du numéro de novembre-décembre 1982, dans lequel celui-ci exprime ses nombreux griefs face au nouveau pouvoir. Il est cependant au moins un domaine dans lequel le courant de pensée dominant de la revue accueille favorablement les réformes mises en place par le président Mitterrand : la décentralisation, thème souvent abordé, et sur

lequel les vœux les plus ambitieuses exprimées en début de période sont dépassées par la grande réforme de 1982 et 1983.

- **culturelle** enfin : tout au long de la décennie, *France-Forum* accorde une large place à la culture, que ce soit pour témoigner de la vie culturelle du moment ou pour aborder des questions plus générales à caractère philosophique, avec notamment le souci de traiter la question religieuse et la vie de l'Église catholique. Là encore, la culture de l'époque inquiète, et la référence au passé rassure. Le compte rendu du colloque *France-Forum* paru dans le numéro des mois d'avril-juin 1985 cite dans l'article introductif cette phrase sans appel de Jacques Thuillier, à propos de la politique culturelle : «On constate en ce moment une sorte de vide. Tout continue, mais sans conviction et sans effet, comme par la force du mouvement acquis».

Il n'est bien entendu pas dans notre propos de rendre compte dans ces quelques colonnes de la totalité des opinions émises autour de ces différents thèmes, tant celles-ci sont diverses. Nous procéderons donc par quelques coups de projecteur sur des articles qui nous ont semblé significatifs de cet esprit de la décennie 78-fin 87 ou, au contraire, particulièrement novateurs.

L'ÉCONOMIE : LA RECHERCHE D'UNE TROISIÈME VOIE POUR MIEUX GÉRER LA CRISE

Trois éléments essentiels se retrouvent dans la période.

L'omniprésence de la problématique de crise (1978-1982)

Par la régularité de ses contributions à *France-Forum*, Jean Boissonnat aura été la principale plume économique de cette période. La retranscription de ses points de vue présentés à Europe n° 1 permet ainsi en plus d'avoir une vision de l'évolution de la problématique économique sur ces dix ans. Dans la revue du mois de novembre 1979, il plante en quelque sorte le décor pour les années 80.

«En ce qui concerne la situation du monde dans les années 80, les constats élémentaires

que l'on peut faire se ramènent, à mon sens, à trois ou quatre. Le premier constat, massif, certain, c'est que nous allons vivre pendant vingt ans dans l'angoisse de la crise de l'énergie. Nous sommes totalement piégés par le pétrole... Le deuxième constat concernant cette période des années 80, c'est l'apparition d'une nouvelle catégorie de pays industriels, celle que Jacques Lesourne dans son rapport Inter futur qualifie de «classe moyenne industrielle au niveau mondial»... Troisième caractéristique de cette période, qui découle des deux premières : le ralentissement de la croissance dans les pays de tradition industrielle... Enfin, dernier phénomène dont on sait à coup sûr qu'il dominera la période, c'est le phénomène de développement des systèmes d'informatique.

Ce sentiment de devoir faire face à une nouvelle donne économique considérablement plus difficile que par le passé se retrouve partout avec certaines nuances :

Dans le numéro de juillet-août 1979, consacré au compte-rendu du colloque consacré au thème «crise économique et consensus social», Michel Drancourt écrit : «nous sommes aujourd'hui dans quelque chose qu'on appelle la crise et qui est très différent de ce que nous avons vécu précédemment. L'objectif collectif, on nous le dit souvent et nous ne l'entendons pas assez, il est banalement, fondamentalement, de survivre.»

Pour Jacques Méraud, dans le numéro de février 1980, la lutte contre l'inflation et le chômage sont prioritaires : «la bataille pour la stabilisation ou plutôt pour le ralentissement de la hausse des prix est chronologiquement la première préoccupation. Quant à l'action pour l'emploi, elle est depuis plusieurs années la priorité permanente, et elle va le rester longtemps».

Jean-Marie Domenach écrit pour sa part dans le numéro d'avril 1983 : «Chômage et inflation : c'est ce qui, pour l'opinion résume la crise» et reprend les trois causes de la crise identifiées par Raymond Barre : 1/ le dérèglement monétaire international, 2/ les hausses du prix du pétrole, 3/ la concurrence internationale.

Face à cette crise, il apparaît clairement que plus personne ne croit en un remède miracle. Dans son article de novembre 1979, Jean

Boissonnat écrit ainsi à propos des exemples fournis par les économies étrangères «Le premier élément dont nous soyons sûrs, c'est que nous n'avons plus de modèle (sous-entendu, américain ou japonais)... ni d'anti-modèle (les économies de l'Est)».

Victoire de la gauche et relance du vieux débat entre keynésiens et libéraux (1978-1982)

Jean Boissonnat titre son article publié au mois de juillet 1982 «sommes-nous condamnés au reaganisme ou au socialisme ?», et écrit à propos du reaganisme «tout cela pourrait se résumer par le slogan : moins d'Etat, moins d'impôts, moins de sécurité».

Les mesures nouvelles initiées par le gouvernement socialiste font soudain passer au second plan la crise de l'énergie ainsi que la division du travail entre pays riches et pays pauvres ou la naissance des nouveaux pays industriels : l'aménagement du temps de travail devient un thème essentiel (article de Jean-Pierre Rousseau, numéro d'avril 1981), de même que les nationalisations, l'impôt sur la fortune ou l'«augmentation de l'inflation» (numéro de juillet 1982, articles de Jean Boissonnat et interview de Roger Partrat).

La prise de conscience du poids excessif de l'Etat sur l'économie se renforce : Edmond Alphandéry prend position dans le numéro de février 1982 sur le danger que représente l'augmentation des dépenses publiques. Il observe parallèlement que cette hausse de la dépense publique a eu pour corollaire une aggravation de la pression fiscale et parafiscale, l'augmentation de l'endettement public et une importante création monétaire.

Les prises de position contre les déficits budgétaires vont se multiplier. Sous le titre «Barre attaque», Jean Boissonnat relate dans une de ses chroniques de presse la prise de position de Barre contre le projet de budget 1985. Le problème de la gestion de la dépense publique s'est désormais substitué, par l'importance qu'il prend dans les comptes-rendus sur la vie économique de Jean Boissonnat comme dans les articles de fond, à la question de la crise. Celui-ci constate qu'«aujourd'hui, la dette de l'Etat dépasse 1.000 milliards et (que) les caisses sont vides».

Après les nationalisations des socialistes vient le temps des privatisations menées par le ministre des finances du gouvernement Chirac, Edouard Balladur, qui donnent une petite souplesse supplémentaire au budget 87. Jean Boissonnat écrit alors sur le futur Premier ministre : «le ministre de l'économie est, toutefois, un homme suffisamment prudent pour ne pas en rajouter» (sous-entendu, dans le triomphalisme). *France-Forum*, ou du moins ses différents rédacteurs, accueillent avec un intérêt bienveillant ces privatisations. Dans le numéro d'octobre-novembre 1985, Charles Delamare écrit : «il importe de redonner de la souplesse à ces grands corps (il parle alors des entreprises du secteur industriel et bancaire) qui s'engourdissent et se figent sous le poids de l'étatisme, mais qui en plus se mettent à vivre au rythme des élections nationales au lieu de la concurrence mondiale».

Permanence de la recherche d'une troisième voie : l'économie sociale

Si l'on cherchait à définir en quelque sorte une ligne éditoriale à *France-Forum* en matière économique ce serait par ce constant souci de recherche d'une troisième voie, sorte de mixage d'éléments de libéralisme et de gestion sociale de l'économie. Dans les années 78-81, le souci des rédacteurs est ainsi de s'adapter à l'économie de crise sans perdre le contenu social du message d'inspiration chrétienne et personaliste. Par la suite les mesures prises par le premier gouvernement Mauroy inquiètent (nationalisations, augmentation des déficits) et le souci de l'économie devient plus fort dans un moment où la dimension sociale devient, au moins en apparence, essentielle dans l'action du gouvernement (réduction du temps de travail, recrutements dans le secteur public...)

C'est le moment où François Bayrou apporte dans le numéro de décembre 1982 sa contribution à la réflexion par un article d'économie et de philosophie politiques. Son article porte le titre évocateur de «Libéralisme et démocratie : différences et convergences». Après avoir montré que le libéralisme était «un optimisme», c'est-à-dire reposait sur la conviction que «la liberté accordée à l'homme le conduira vers le bien», François Bayrou rappelle l'attachement fondamental des démocrates personalistes à la

personne. Cette «personne» n'agit pas nécessairement pour le bien de la communauté, ce qui justifie que la volonté politique puisse s'imposer, même au marché. François Bayrou concluait son article sur la nécessité de renforcer le dialogue entre les «démocrates-personnalistes» et les libéraux, un dialogue débouchant sur un compromis efficace.

Ce compromis trouve à s'exprimer avec encore plus de facilité vers 1985 et surtout 1986 avec le retour en force des idées libérales : l'assouplissement des contraintes (premières privatisations, déréglementation) est salué avec satisfaction mais, comme en témoignent les articles de Charles Delamare sur les privatisations ou d'Edmond Alphandéry sur la déréglementation, la prudence est systématiquement conseillée.

LA VIE INTERNATIONALE

Deux questions dominent la réflexion : l'Europe, cheval de bataille de la revue, et la détente sous ses multiples formes (Est-Ouest, Proche et Moyen-Orient).

Crise de l'Europe, France-Forum s'inquiète

S'il est un domaine, où les articles de France-Forum font l'objet d'une grande identité de vues au moins dans l'objectif, si ce n'est dans les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir, c'est celui de la construction européenne. Le colloque du 25 janvier 1980 organisé par la revue rend bien compte de ce point de vue. Dans son rapport introductif, Robert Toulemon rappelle les données de la crise de l'Europe :

«- l'épuisement des recettes propres, le plafond de la part de la TVA susceptible d'être affecté à la Communauté étant près d'être atteint,

- la croissance démesurée des dépenses agricoles relatives à un seul produit, le lait (40 % des dépenses agricoles, qui représentent elles-mêmes 70 % des dépenses totales de la Communauté),

- le refus britannique de subir les conséquences financières du système des recettes propres»...

Pour sortir de cette crise, Robert Toulemon recommande des solutions «de courage et de

progrès» : la réforme de la politique agricole commune et non un simple replâtrage, la création de recettes nouvelles destinées à servir de support au développement d'actions communes dans les secteurs prioritaires. A relire ce rapport et les débats qui vont s'en suivre, on mesure a posteriori le bond en avant que provoque le projet de construction d'une monnaie unique, mais aussi les terribles obstacles qu'opposent les contraintes budgétaires (qui paiera la note, celle notamment de la politique agricole commune ?) à la volonté de construire l'Europe.

Malgré la hauteur de vue des intervenants, les débats sont courts, la chape de plomb du réalisme brisant alors les élans de la pensée : Jean-Pierre Fourcade essaie d'ouvrir les horizons, de donner une nouvelle frontière à l'Europe en posant comme essentiels les rapports avec les pays du Tiers-monde (l'inégalité de la distribution des richesses sur la planète est alors obsédante). Dans son intervention, Jean Lecanuet confirme : «L'Europe doit faire progresser le dialogue Nord-Sud».

Quant aux institutions de la Communauté, le dosage de pouvoirs et de compétences entre Conseil des Ministres, Commission, Parlement... est une des questions les plus controversées, liée d'ailleurs au problème de la dimension à donner à la Communauté européenne. Jacques Delors se veut à cet égard pragmatique : il préconise «l'Europe à géométrie variable». «Si le système monétaire européen fonctionne bien, pourquoi fermeriez-vous la porte aux Suédois ou aux Suisses demain, alors que ce serait une contribution supplémentaire contre le désordre monétaire mondial ?

S'il n'y a que quatre pays qui s'intéressent à l'aéronautique, pourquoi voulez-vous que les cinq autres soient absolument dans l'aéronautique pour que cela marche ?

Donc une Europe à géométrie variable ne me choque pas, à condition qu'il y ait des règles communes de jeu et aussi un cœur qui lutte».

Simone Veil souligne le rôle essentiel du Parlement européen.

D'autre part, comme si l'on ne savait quel contenu réel donner à l'Europe, les questions abordées dans le débat demeurent théoriques : la

position de l'Europe face aux deux blocs constitués autour de l'URSS et des Etats-Unis, la construction d'une défense commune. La plupart des intervenants voudraient faire de celle-ci l'objectif essentiel de l'Europe des années 80. Tant que l'Europe fuira le problème de sa défense, disons de son propre concours à sa propre sécurité, elle flottera entre la subordination aux Etats-Unis d'Amérique et la tentation, qu'elle ne s'avoue pas, d'une illusoire neutralité ou d'une dangereuse «neutralisation». Qui n'a pas de politique de défense n'a pas de politique.

Grosser à la fin d'une de ses interventions, comme s'il ne voulait pas s'engager sur un terrain qui le ferait traiter d'utopiste par ses amis «On peut avoir une monnaie commune sans avoir une défense commune». Alfred Grosser faisait preuve d'une audace alors exemplaire, peut-être liée à sa connaissance personnelle et intime de l'Allemagne, où la monnaie a toujours joué un rôle décisif, que ce soit dans la construction de l'Etat fédéral, la montée terrifiante du nazisme, ou la reconstruction à marche forcée de l'après-seconde guerre mondiale.

De g. à d. : M.-R. Simonnet, J. Delors, Mme S. Veil, J.-P. Jacqué, P.-H. Teitgen, C.-F. Nothomb.

Cette focalisation sur la politique de défense commune (thème du club France-Forum, 7 février 1984), nous apparaît, plus de douze ans plus tard, parfaitement étonnante, quand tout l'effort européen se cristallise aujourd'hui autour de la construction d'une monnaie commune.

On a le curieux sentiment que tout le monde cherchait la voie, mais que personne ne la trouvait, ou plus exactement, n'osait encore la formuler, tant la construction d'une monnaie commune serait apparue comme un objectif démesurément ambitieux. Il y a seulement, dans le débat du colloque sur l'avenir de la communauté européenne, cette phrase rapide d'Alfred

L'un des plus ardents et passionnés défenseur de la cause européenne, Jacques Mallet, dans un article intitulé «Comment sortir l'Europe de l'ornière» (numéro de janvier-mars 1984) cherchait les voies d'un nouvel élan. Même dans cet article, il n'est pas encore question de monnaie unique.

Au regard des débats de cette période, il est important de constater combien la construction de la monnaie unique va, dans les années 90, faire rentrer l'Europe dans une nouvelle phase (1).

(1) Notons aujourd'hui que Maurice SCHUMANN exprime des réserves sur l'opportunité de la création de l'euro et demande un référendum sur cette mesure.

La détente fascine et l'on ne mesure absolument pas encore que bientôt tout sera bouleversé par la chute du mur de Berlin

La période s'ouvre par un article de Dominique Baudis (janvier-février 1978) sur le processus de paix au Proche-Orient. Après un exposé introductif qui récapitule la situation, la revue publie les principaux commentaires présentés à TF1 par Dominique Baudis au cours du mois de décembre 1977, au moment de la conférence du Caire entre Sadate et Begin. Il y a dans le caractère synthétique de ces billets la tension de l'histoire, chaque information journalière amenant son lot de progrès et d'interrogations.

Mais le processus de paix au Moyen-Orient n'est qu'une des facettes de la détente entre les deux blocs en marche depuis la fin de la guerre froide. Dans un important article, André Fontaine livre son analyse sur le processus global de la détente (avril-mai 1982 : «La détente, mythe ou réalité ?»). Les réconciliations depuis le sommet de la crise, au début des années 50, sont spectaculaires (URSS-Allemagne, Chine-Etats-Unis, Egypte-Israël). Parallèlement des tensions demeurent en ce tout début des années 80 : la course aux armements plus folle que jamais, et surtout, plus préoccupants encore, l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique et le coup de force en Pologne. Personne ne peut encore prédire ce qui va se passer dans ce dernier pays où le général Jaruzelski vient, fin 1981, de prendre tous les pouvoirs.

Alors que personne ne soupçonne encore l'éclatement du bloc soviétique qui va remodeler totalement la face des relations internationales, le constat prémonitoire d'André Fontaine sur le processus de détente permet de mieux comprendre la stupéfiante rapidité de l'effondrement des pays de l'Est, véritable château de cartes qui va tomber en quelques mois.

Cinq ans plus tard, à la fin de 1986, malgré l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, ce grand espoir paraît toujours aussi inaccessible. Dans le numéro de *France-Forum* d'octobre-décembre 1986, Serge Michel écrit en conclusion d'un article intitulé «la modernité de Gorbatchev» : «On ne doit pas, évidemment, exclure toute éventualité et peut-être l'avenir nous réserve une divine surprise. En attendant, nous ne trouvons guère

d'arguments importants justifiant l'espoir de libéralisation que certains semblent placer en Gorbatchev».

LA VIE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

France-Forum s'est toujours gardé durant cette période, conformément à ses principes fondateurs, de s'engager dans la bataille électorale en France. Il n'empêche que la revue ne reste pas indifférente, tant s'en faut, aux grands moments de la vie politique de cette décennie. Ceux-ci sont essentiellement deux : l'élection présidentielle de mai 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, les législatives de mars 1986 et la victoire de la droite et du centre. Si *France-Forum* ne s'engage pas directement, ses signataires n'hésitent pas à se prononcer, parfois sévèrement, car ce qu'ils souhaitent préserver avant toute chose c'est le maintien des réflexes démocratiques.

France-Forum parie pour la démocratie

«Parier pour la démocratie» est le titre de l'éditorial d'Henri Bourbon du numéro de novembre-décembre 1981.

1981 : La radicalisation du discours politique entre gauche et droite va à l'encontre de la philosophie de *France-Forum*, pour laquelle une idée n'est pas bonne ou mauvaise parce qu'elle est de gauche ou de droite, ou inversement.

Pour Henri Bourbon : «Les hommes et les femmes qui se réfèrent au personnalisme, comme philosophie, et à la démocratie d'inspiration chrétienne, comme histoire, s'inscrivent dans une plus large diaspora de sympathie que celle d'un parti et ont en commun cette idée fondamentale que la société est au service de l'homme et non l'homme, l'instrument de la société. Pour recourir à une autre formule, je dirais que le personnalisme démocratique, dont nous nous réclamons, affirme la primauté de l'humain sur le politique et l'économique». La crainte ressentie en 1981, qui ne va réellement disparaître des colonnes de la revue que vers 1983-1984, c'est celle posée clairement en introduction de l'éditorial précité : «L'année 1981 sera-t-elle, dans l'histoire de la Ve République, une année de rupture ou une année de transition ? Marquera-t-elle la naissance d'un

nouveau régime aux couleurs du socialisme et du marxisme, ou constituera-t-elle une étape dans l'évolution de notre société ?».

La réalisation de la première branche de l'alternative aurait très certainement rencontré l'opposition de France-Forum.

1986, année d'élections législatives, relance le débat : signe de cette volonté de s'élever une nouvelle fois au dessus du débat politique, l'éditorial d'Henri Bourbon prend, avant même que l'élection du 16 mars se soit déroulée, le parti de ne considérer que l'après 16 mars, période où les polémiques de campagne se seront dissipées.

Etienne Borne plaide pour un «engagement réconciliateur» et manifeste sa préférence pour cette pensée du «centre» issue du MRP qu'il voudrait voir triompher :

«Donner aux termes de droite et de gauche leur véritable sens, ce serait reconnaître que dans la conjoncture actuelle la droite n'est vraiment la droite qu'au Front National et la gauche intégralement gauche qu'au parti communiste»... «Le mal est dans ce que les anciens appelaient «ubris», cette démesure par laquelle un mortel orgueilleux croit posséder en lui seul les ressources qui le feront plus fort que le destin. Le président Mitterrand croit visiblement que le génie politique qui lui fut donné en partage lui permettra de dénouer ou de trancher les nœuds des embrouilles qui se préparent... On ne fait la morale à personne, la passion de gagner a sa nécessité, peut avoir du style, mais la politique devient une caricature grinçante d'elle-même si à cette volonté de gagner ne se joint pas la volonté non moins passionnée de témoigner pour la part de vérité dont on est porteur et qui implique ouverture à la vérité d'autrui». Étienne Borne veut encore croire que cet idéal d'ouverture est possible.

Jean-Marie Domenach, moins optimiste, plaide pour un changement radical de la politique, car il ne croit plus à celle-ci dans sa forme d'expression habituelle.

«L'abus de l'équivoque telle que la cultive François Mitterrand pose un problème qu'on appellera moral, si l'on veut, et qui est simplement à mes yeux celui de la signification. Si rien n'a de sens, comme le proclame toute une part

de notre culture contemporaine, alors, en effet, on peut raconter n'importe quoi, mais on aboutira à la dépolitisation et au cynisme : la ruse est aussi une forme de la violence.»... «Il s'ensuit une grande confusion : à gauche, où l'échec idéologique laisse place à un réalisme opportuniste ; à droite, où l'on ne sait plus quelle attitude préconiser depuis que la position du réalisme gestionnaire est occupée par le mitterrandisme. Quant au centre d'inspiration chrétienne, il retrouve heureusement, dans sa tradition morale, la référence à une vérité qu'il importe de restaurer dans le discours politique.» Et J.-M. Domenach conclut son article par une profession de foi en faveur d'une autre politique. «Nos valeurs ne doivent pas servir de recharge à des pistolets préhistoriques à deux coups : gauche-droite, pauvres-riches, socialisme-capitalisme... Il s'ensuit que la politique deviendra moins passionnante certainement. Mais qui nous empêche d'explorer ses nouveaux territoires et d'y établir nos positions ? Déjà l'éducation est devenue l'un des thèmes majeurs ; elle constituera un jour, comme Nietzsche l'a prédit, la préoccupation centrale de la grande politique. Les âges de la vie, la bio-industrie, les manipulations génétiques deviennent aussi des questions politiques».

Ainsi, les échéances électorales essentielles de la décennie 80 sont l'occasion pour France-Forum de rappeler que le fil conducteur de cette pensée personnaliste est la liberté de l'homme. Liberté responsable, mais liberté pleine et entière. Numéro après numéro cette ligne se dégage comme un refrain de la page finale de la revue signée par Etienne Borne. Que ce soit en traitant de philosophes et de leurs pensées, d'hommes et de leurs engagements, celui-ci toujours prend la défense de l'Homme et de sa liberté de choix.

La décentralisation

S'il est un domaine politique où *France-Forum* affirme clairement son choix, c'est celui des institutions, en faveur notamment de la décentralisation qui rapproche les citoyens du pouvoir.

Bien avant la réforme de 1982-83, J.-L. Gramond, en novembre-décembre 1978, plaide pour le renforcement d'un mouvement dont il souligne l'ancienneté, la décentralisation des

pouvoirs existant selon lui, au moins pour les communes, depuis les lois de 1871 et 1884. Ce qui est le plus intéressant dans cette analyse est la réinsertion de la grande réforme de 1982-1983 dans un processus historique. L'année 1978 aurait pu être celle de l'avènement de la décentralisation, le Parlement ayant été saisi

Cette espérance forte en la région est contemporaine de l'élévation de cette collectivité au rang de collectivité locale de plein exercice avec son autonomie et ses compétences propres. Plus de dix ans de pratique ont montré que les régions ne remplaceront pas les départements et que la collectivité régionale reste encore aujour-

De g. à d. : J.-L. Prat, J.-P. Vincent, I. Xénakis, M. Guy, F. Nourissier, O. Debré

d'un projet de loi-cadre relatif au développement des collectivités locales. Le numéro d'août-septembre 1980 rend également compte d'un colloque ayant pour thème «Enjeu local». De la discussion générale il ressort que «la commune reste la cellule véritablement efficace».

Les changements apportés par les lois de décentralisation vont déplacer le débat vers la région. Ainsi, dans un article intitulé «quel changement pour la France» publié dans le numéro de février-mars 1983, Michel Crozier analyse les principaux handicaps de la France, notamment le problème de l'éducation, celui des élites, le problème de l'administration. Il se déclare résolument en faveur de la région, ne croyant plus au département. Dans un article d'Emile Arrighi de Casanova (numéro de février-mars 1982), la région est présentée comme la meilleure entité possible pour l'aménagement du territoire et l'industrialisation.

d'hui, de loin, la collectivité la plus éloignée du citoyen, ne serait-ce qu'en raison du mode de scrutin actuel des élections régionales.

LA CULTURE

C'est le domaine le plus abondamment traité par *France-Forum* sous des formes variées : notes de lecture, articles de réflexion, études historiques, chroniques diverses, et ces «Propos du Temps» d'Etienne Borne qui n'ont aucun équivalent dans la presse française.

Nous n'évoquerons que les réflexions à caractère général sur la culture. Et tout d'abord, le très passionnant colloque sur le thème «Culture et démocratie aujourd'hui», organisé en 1985 (numéros d'avril-juin et juillet-septembre 1985) auquel participèrent, outre les intervenants ci-dessous mentionnés, François Nourissier, Iannis

Xénakis, Olivier Debré, Jean Nouvel, Raymond Barre, René Rémond, Michel Guy, Marc Fumaroli, Jean-Louis Prat, Étienne Borne, François Bourricaud, Maurice Blin, entres autres.

Trois tables rondes furent constituées sur les thèmes «Beaux arts et nouvelles formes de culture», «La culture, l'Etat, la société», et «Perspectives de la décentralisation».

La qualité des débats est remarquable et permet de dégager les grandes questions que pose la culture à notre société moderne.

Ces interventions soulignent le fossé existant entre l'approche intellectuelle et philosophique et l'approche politique de la culture.

La première révèle une inquiétude : la culture au sens de l'humanisme traditionnel est gravement menacée par une culture médiatique de moindre qualité. Charles Delamare distingue ainsi d'une part la «culture cultivée», «construction», selon lui savante, élitiste, qui continue une longue et glorieuse tradition, d'autre part la «culture dominante, d'origine américaine : son envol est lié au développement des techniques de communication, mais en même temps elle prend en charge les douleurs et les joies de la vie quotidienne».

Face à cette inquiétude, le politique répond en ces années quatre-vingt par le pragmatisme, le désir d'agir. La liberté d'action issue des lois de décentralisation a été en matière culturelle exaltante et l'on ne peut lire les témoignages de Dominique Baudis, Jean Charbonnel, Jacques Barrot, Bernard Bosson, sans noter leur désir de s'impliquer profondément et personnellement dans ce secteur. Leur difficulté ne semble pas être de définir la culture, qui s'impose à eux sous de multiples formes, mais plutôt de choisir l'axe de leur politique. Je distinguerais pour ma part, dans leurs témoignages, d'un côté, la logique de la culture d'apprentissage qui prône avant tout la défense de la connaissance et justifie en particulier l'effort financier consenti pour les écoles et pour la défense du patrimoine, et d'autre part la logique d'animation qui consiste à privilégier la culture comme instrument d'insertion sociale et de vie collective.

Le pessimisme de la pensée

Au cours du même colloque, Jean-Marie Domenach note tout d'abord la diversité des définitions du mot culture (plus de 200). Il se réfère, quant à lui, à l'étymologie du mot. «Colere en latin, vient d'une racine indo-européenne qui signifie à la fois une activité sacrée, un culte, et une activité laborieuse, d'abord celle de l'agriculture. Je garderai de cette étymologie l'idée que la culture ne va pas sans sacré, et sans effort, qu'elle est un patrimoine hiérarchisé, porteur de valeurs esthétiques et morales».

Or la culture française, pour Jean-Marie Domenach, est en déroute par le fait même que cette notion de sacré et d'effort a été remise en cause par notre société contemporaine. Jean-Marie Domenach dénonce cette nouvelle forme de culture «consommée», éclatée, où tout le monde possède la culture - «nous sommes tous poètes» -, cette société où prime l'image sur la parole, ce «patchwork culturel». Il propose de «décréter l'état de péril» pour la culture française et que l'on cesse de se vanter de notre culture immortelle. «Le coq est un oiseau stupide», comme disait Bernanos.

La critique est si sévère que la deuxième partie de l'exposé esquissant un programme d'action culturelle pour les politiques fait un peu figure de programme de la dernière chance. Jean-Marie Domenach fait le pari que la culture consommée peut mener à la culture cultivée. Ceci exige que soient tenus quelques objectifs : premièrement, que le créateur ne soit pas exploité, «car la tendance du marché, évidemment, c'est d'aller à la production de masse, et ce système se retourne inévitablement contre le créateur» ; deuxièmement, faire en sorte que la loi du nombre n'écrase pas la production d'avant-garde ; troisièmement, lutter contre la pauvreté culturelle et en premier lieu l'analphabétisme ; quatrièmement, ne pas craindre de devenir nous-mêmes des créateurs de culture de masse. «Il y a dans Victor Hugo de quoi alimenter je ne sais combien de Dallas, si nous en avons vraiment le désir».

Jacques Thuillier émet un jugement tout aussi sévère sur la politique culturelle des quarante dernières années, dans laquelle il ne voit pas de ligne directrice. Il pose la question de savoir ce

que l'on cherche à travers la culture «Et que désigne ce mot de culture ? Ce qui est ou ce qui mérite d'être ? La bande dessinée ou Bonnard et Balthus ?» Il s'insurge contre le rapt de la culture par la gauche et ironise sur l'appropriation par la gauche de l'impressionnisme, prétendument fruit de la Commune, alors qu'il incarne l'idéal du rentier «louis-philippard».

Pour Jean-Claude Lamberti la démocratisation culturelle des dernières années a échoué. Dans les pratiques culturelles on retrouve pêle-mêle «le bricolage, la cuisine, les spectacles sportifs, la visite des musées, la musique et le théâtre amateur», et de poursuivre : «pour l'avenir, ce qui menace le plus l'action culturelle, c'est la crise de la culture générale. Le déclin de ce que l'on appelait autrefois les humanités laisse un vide qui, pour l'instant, n'est en général comblé que par des substituts idéologiques de qualité douteuse».

Une intervention de Jean-Louis Tournier, patron de la SACD, confirme cette analyse par des chiffres accablants. Certes la consommation de disques a cru, mais uniquement par la chanson et la musique «jeune» grand public. Un disque d'un chanteur vedette peut se vendre à des millions d'exemplaires, un disque de musique classique est un succès s'il se vend à 10.000 ou 15.000 exemplaires ; le public français pour un disque de musique contemporaine est limité à 1.500 personnes.

Si un espoir existe de nouvelle culture, c'est dans la science. Jacques Lesourne tient un propos plus optimiste, car il note les bouleversements profonds introduits par les nouvelles technologies comme autant de facteurs de bouleversement de la culture : «les nouveaux modes de communication permettent à des demandes de s'exprimer et de susciter l'apparition des formes culturelles auxquelles elles aspirent».

La responsabilité culturelle du politique

Une certaine unanimité se dégage pour reconnaître à l'Etat une responsabilité en matière culturelle. La logique de marché apparaît en effet incapable de protéger la création artistique. Jacques Thuillier prend l'exemple de l'urbanisme qui n'aboutit à de grandes réussites que dans

le cadre de réglementations sévères. Pour Jean-Louis Tournier, il est indispensable également que l'Etat impose aux radios et télévisions un cahier des charges culturel. Tous les intervenants s'accordent à reconnaître à l'Etat un rôle essentiel dans l'éducation culturelle, la conservation et la création, mais sans qu'il soit porté atteinte à la liberté créatrice.

Raymond Barre reprend en conclusion d'une des tables rondes les trois thèmes : «la politique culturelle globale me paraît devoir être une politique de conservation, de formation et d'incitation».

Enfin, en ce milieu des années quatre-vingt, la décentralisation culturelle revêt une grande importance. Pour les élus, la culture n'est plus seulement préservation des beaux-arts, mais également instrument social et économique. Chaque élu se considère comme porteur d'une responsabilité culturelle propre, spécifique à la collectivité qu'il dirige.

Si, pour de nombreuses raisons, il convient effectivement de s'inquiéter du devenir de notre culture, il est plus que rassurant de constater que l'homme placé en situation de responsabilité se bat encore et peut-être même plus que par le passé pour préserver et valoriser au mieux l'héritage dont il a la charge.

En définitive, ces années 80 se révèlent des années d'interrogation et de doute. Période où l'on est revenu de toutes les théories économiques, de toutes les philosophies politiques, au point de ne pouvoir même pressentir l'explosion du monde communiste qui se prépare et qui apportera à une partie du monde une nouvelle liberté, fût-elle encore précaire.

Face à cette inquiétude, *France-Forum* oppose la foi en la personne humaine. La pensée démocrate et personnaliste prend toute sa valeur, sa puissance dans ces années, car apportant dans l'angoisse la certitude d'un cap. Elle ouvre sur la recherche de sens et sur un retour de la morale dans le politique.

François de MAZIÈRES

1988-1997

Changements de décor et remises en question

par Valérie BROS

1 - Liberté, égalité, fraternité

La fin de la décennie 1980 est marquée, au sein de la revue, bicentenaire oblige, par une réflexion nourrie sur la Révolution française, sa signification et son héritage car, même si, comme le souligne François Furet, la Révolution ne jouera plus, comme auparavant dans l'histoire, le rôle de référent ultime, l'actualité de son message perdure.

Ce constat traverse et relie deux importantes séries d'articles publiés dans *France Forum* entre 1987 et 1989. La première, à l'occasion du centenaire du don par la France aux Etats-Unis de la statue de «*La liberté éclairant le monde*», relate le colloque franco-américain sur le concept de liberté. L'autre série d'articles, qui fera l'objet d'un tiré à part en 1990, nous invite sous la plume d'Etienne Borne, à chercher à «*Comprendre la Révolution*».

Le colloque franco-américain sur le concept de liberté a rassemblé, sur le sol américain et sur le sol français, de nombreux intervenants des deux nationalités.

George Kelly Armstrong, Georges Vedel, François Fejtö et Maurice Agulhon évoquent la «*tradition libérale et la tradition jacobine*», et «*leur rôle dans la naissance des Deuxième et Troisième République*». L'héritage jacobin est multiple, certains éléments ayant été réutilisés, tandis que d'autres (principalement l'exercice effectif du pouvoir par les jacobins - la Terreur) ont été rejetés. Parmi les éléments qui ont perduré figurent en particulier le lien entre la patrie et la République, qu'exaltera la III^e République, le centralisme français et le «*mythe*» de la Constitution de l'an I. Cette Constitution,

jamais appliquée, consacrait la séparation absolue de l'exécutif et du législatif - dispositif adopté de nouveau en 1848, et qui conduisit directement au coup d'Etat de 1852.

La tradition libérale, de son côté, affirme l'idée de liberté individuelle, laquelle permet de définir la finalité de l'Etat et la limite de ses pouvoirs. Dès lors, la forme du régime politique - monarchie ou république - importe moins que son aménagement, notamment celui de la séparation nécessaire des pouvoirs. Les principes libéraux de la Constitution de 1848 demeuraient théoriques et abstraits. Ils ne prennent de signification concrète que dans la Constitution de 1875 élaborée en réaction contre le jacobinisme rouge de la Commune. De son côté, François Bourricaud analyse «*les droits de l'individu et la volonté générale dans la pensée révolutionnaire*». Il montre notamment que deux principes essentiels issus de la Révolution restent d'une entière actualité : les droits affirmés dans la Déclaration de 1789 et le principe de représentation. Les droits de l'homme et du citoyen, bien qu'inscrits dès l'origine dans un contexte historique particulier, n'en fixent pas moins, encore aujourd'hui, «*les droits de l'homme en tant que citoyen*». Quant au principe de représentation, au-delà des louanges ou des critiques qui lui ont été adressées, il demeure constant dans le droit public français qui lie la défense des droits individuels à une volonté générale qui en garantit la réalisation. Au total donc, le principe de représentation permet de choisir entre des politiques et des équipes concurrentes mais, une fois élue, la représentation est tenue de veiller au respect des droits de l'homme. Enfin Maurice Agulhon et d'autres intervenants rappellent le contexte

politique dans lequel le projet de la célèbre statue de la Liberté prit forme (dans les années 1860-1880). Tandis que les Etats-Unis se métamorphosent sous l'effet de la guerre civile et de l'essor industriel, la «liberté américaine» fascine une grande partie de l'opinion française, en particulier l'opposition libérale à Napoléon III.

Etienne Borne en trois articles denses cherche à «*Comprendre la Révolution ?*», tâche peu aisée de l'aveu même de l'auteur : la Révolution, en effet pose des questions toujours d'actualité, et demeure elle-même un objet incertain. Comprendre la Révolution exige, non seulement d'en percevoir l'essence, la «*sorte de vérité sur l'histoire et sur l'homme dont elle est porteuse*» et la raison de sa force symbolique, mais aussi de déchiffrer le mouvement qui l'a portée dans son long cheminement de 1789 à 1799.

Dans un premier essai, «*La Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen : message et monument*», E. Borne montre qu'au-delà des circonstances, nécessairement particulières et locales, qui ont présidé à la rédaction du texte de la Déclaration, celle-ci a pris progressivement une universalité et une dimension qui transcendent l'époque historique. De ce point de vue, note l'auteur, elle contient presque à elle seule l'essence de la Révolution, en introduisant l'idée du «*Droit comme norme et inspiration dans la pensée et dans l'action politique*». Cette règle de droit, posée originellement motive le jugement - négatif - qu'appellent les dévoiements révolutionnaires ultérieurs. C'est en oubliant les principes de la Déclaration que les révolutionnaires ont commis leurs erreurs. En définitive, leur condamnation la plus sévère découle du texte même de la Déclaration.

Dans le deuxième essai, «*La religion et les religions révolutionnaires*», E. Borne rappelle comment la Révolution dut simultanément assumer l'héritage religieux français et chercher, à partir du moment où la monarchie elle-même fut renversée, à le renier pour laisser place à ce qu'il convient d'appeler une «*nouvelle religion*» civile, ce qui ne pouvait aboutir qu'à la «*sacralisation de la politique*».

Enfin, dans son dernier essai l'auteur s'interroge sur la période qui s'étend de 1792 au Dix-

Huit Brumaire, celle du «*Pouvoir sans Etat*», et se penche sur la contre-révolution «*indispensable à l'intelligence de la Révolution, dont elle est indissociable pour l'histoire et la philosophie de l'histoire*». Pour Etienne Borne, sans nul doute, 1792 fut l'année de «*la cassure fatale*». Le changement de régime qui se produisit alors, et qui n'était pas joué d'avance (car, récusant

Georges Vedel participant à un colloque France-Forum

tout déterminisme historique, il faut bien considérer que 1792 n'est pas sorti tout armé de 1789), amena au pouvoir en France un gouvernement qui, abandonnant les idées libérales et la Constitution, gouverna «*par circonstance*», sans parvenir à incarner l'idée d'un Etat : la Terreur accompagna ce gouvernement qui n'était pas républicain. La contre-révolution est née effectivement de la césure existant entre 1789 et 1793. En ce sens, la Révolution a elle-même produit sa réaction. Dès lors, constatation fondamentale, révolution et contre-révolution ne peuvent être considérées, ni hier ni aujourd'hui, indépendamment l'une de l'autre.

2 - L'Europe

La fin de la décennie 80 est pour l'Europe le moment de la prospérité économique, avec l'achèvement d'un espace économique unifié et élargi, tandis que commence à prendre forme le projet d'une «Europe politique» que concrétise-

ra l'adoption du Traité de Maastricht en 1992. Ce projet politique semble réalisable, l'Europe tenant désormais une place de plus en plus grande dans un contexte stratégique en lente évolution. C'est ainsi que les relations avec les pays de l'Est semblent entrer dans une phase de renouveau, comme l'observe la revue. Certes, il est, en 1987, bien difficile de prévoir la forme et l'aboutissement de ce mouvement, mais il apparaît déjà clairement qu'il modifiera le contexte européen du XXI^e siècle. Vont dans le même sens les conclusions du colloque sur «les deux Europe à l'horizon de l'an 2000», organisé en 1989 par le Cercle de réflexion et d'étude sur les problèmes internationaux (CRESPI) et dont *France-Forum* publie les actes en 1989. A ce colloque participent hommes politiques et experts français et étrangers. Avec beaucoup d'autres, Jean François-Poncet y prend une part active, en présentant lui-même un rapport et en présidant l'une des séances. Les enjeux des relations, notamment commerciales, entre l'Est et l'Ouest de l'Europe y apparaissent plus importants pour l'Est que pour l'Ouest qui a déjà bâti sa prospérité sur la C.E.E., tandis que, politiquement, l'Europe de l'Est focalise l'attention de l'Europe. Celle-ci se doit de définir une stratégie commune vis-à-vis des «démocraties populaires», ce qui exige naturellement qu'elle se dote d'une véritable politique extérieure commune.

De même, les relations de l'Europe avec les Etats-Unis évoluent, comme le montre *France-Forum*, en rendant compte du colloque organisé après l'élection du président George Bush. Tant dans le domaine économique que dans le domaine politique, l'Europe et les Etats-Unis demeurent des partenaires au destin lié. Pour autant, les discussions commerciales ont fait apparaître des possibilités de divergences entre les Etats-Unis et l'Europe, tandis que, d'un point de vue stratégique, l'Europe aspire à prendre davantage son destin en main, ce qui peut correspondre au souhait des Etats-Unis qui semblent, à terme plus ou moins éloigné, et dans un contexte Est-Ouest en amélioration vouloir diminuer l'intensité de leur effort politique et militaire à l'égard du continent européen.

Ces évolutions progressives vont rapidement faire place, avec la fin du communisme, à un

bouleversement radical du contexte politique et stratégique européen. La fin du communisme, tout en montrant combien est nécessaire l'affirmation de l'Europe comme entité politique sur la scène internationale, rend désormais plus difficile l'émergence d'une identité politique européenne.

La fin du communisme en Europe est évidemment la résultante des facteurs structurels à l'œuvre en URSS (décomposition économique, alcoolisme généralisé, épuisement des capacités militaires soviétiques dans la course aux armements) et de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev : sa nouvelle politique, fondée sur la «transparence» et la «restructuration» (*glasnost* et *perestroïka*), créera en fait un mouvement irréversible de délitement de l'empire soviétique. Le mouvement extraordinaire de déploiement de la démocratie à l'est du rideau de fer, au-delà de la joie qu'il cause, pose immédiatement plusieurs questions, et d'abord celles de la réunification de l'Allemagne, de ses éventuelles conséquences sur la construction européenne, et de la place de l'Allemagne en Europe. Très rapidement, par la voix de son chancelier (*France-Forum* rend compte d'un colloque auquel Helmut Kohl a participé en 1989 et au cours duquel il expose ses vues sur la question allemande et la responsabilité européenne), l'Allemagne réaffirme son engagement dans la construction de l'Europe, sachant que celle-ci se voit confrontée à de nouveaux défis : l'intégration des pays de l'Est délivrés du communisme et la construction d'une Europe politique.

Parmi les axes de construction de cette Europe politique figure nécessairement la défense. En débattent, dans *France-Forum*, Raoul Girardet et Thierry de Montbrial : au début des années 90, l'environnement a complètement changé, de nouvelles menaces émergent au Moyen-Orient mais aussi en Europe. Ces risques nouveaux rendent indispensable un réexamen complet de notre dispositif de défense, probablement inadapté dans certaines de ses composantes : frappe nucléaire par exemple, même si celle-ci doit rester un des piliers de notre architecture de défense, capacités de projection des forces, compatibilité avec le développement de la défense européenne et le cadre de l'OTAN.

Mais la défense, domaine régalién par excellence, pourra-t-elle se déployer aisément dans un cadre européen, alors même que de nombreuses incertitudes subsistent quant à l'avenir de l'Union après 1992 ? En janvier-mars 1993, Robert Toulemon et Jacques Rupnik s'interrogent ainsi sur «Et maintenant, quelle Europe ?». Robert Toulemon envisage trois risques majeurs pour la construction européenne : l'éloignement des citoyens de l'Europe (mais les gouvernements et les administrations nationales ne portent-ils pas la responsabilité première de cette situation ?), le report du projet d'union monétaire, lié à la crise du Système monétaire européen (SME), et les insuffisances du Traité de Maastricht en matière de sécurité intérieure et extérieure.

Jacques Rupnik, quant à lui, évoque la menace du «désenchantement et de la cassure entre les Europes, celle de l'Est et celle de l'Ouest». La disparition de la menace soviétique a remis en question la cohésion de la Communauté en faisant apparaître que «l'Europe, ce n'est pas la Communauté». Dans ce contexte s'installe un «climat de désenchantement réciproque». Pour le dissiper, l'Union doit relever le défi économique que posent les pays de l'Est désireux de créer une économie de marché et l'enjeu institutionnel, en parvenant à combiner élargissement et approfondissement. Comment répondre à ces défis ? Il est surtout nécessaire de «ne pas réduire l'attitude de la Communauté vis-à-vis des pays d'Europe centrale à sa dimension économique», mais d'œuvrer à la consolidation démocratique de ces pays, d'accroître leur sécurité, de traiter, enfin, le problème de la légitimité des frontières et des minorités nationales dont la crise yougoslave montre bien l'acuité.

*Finale*ment, à l'aube du XXI^e siècle, «À quoi sert l'Europe ?», demande Charles Delamare (*France-Forum*, janvier-mars 1996). Certes, l'utilité de la construction européenne est, à ce jour, amplement démontrée : paix, stabilité, prospérité économique. Mais qu'en sera-t-il à l'avenir ? Que peut aujourd'hui nous apporter l'Europe, si ce n'est l'aggravation de la récession économique, liée aux efforts des Etats pour satisfaire aux critères imposés pour pouvoir entrer en troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) ? Ces critères eux-

mêmes résultent d'ailleurs des exigences des marchés financiers, vis-à-vis desquels les Etats nationaux se révèlent désarmés. D'où, pour Charles Delamare, la nécessité de poursuivre la construction européenne en dotant les Etats membres d'une seule monnaie - seul moyen de «maintenir l'autonomie des Etats dans un cadre

Intervention de Jean Lecanuet à un colloque France-Forum

politique assez souple pour conserver une certaine souveraineté dans des domaines où celle-ci, par un effet de taille, n'est plus que trompeuse» à l'échelle nationale.

Poursuivre la construction européenne exige de trouver les voies d'une amélioration du fonctionnement institutionnel, ce qui est aujourd'hui malaisé. En janvier-mars 1995, Michel Albert analyse «des propositions allemandes d'un caractère exceptionnel» allant dans ce sens.

Mais l'Europe, pour se développer au plus près des citoyens, ne peut pas être seulement institutionnelle. Elle doit avoir une véritable dimension culturelle. En 1990, Roberto Papini plaide dans *France-Forum* en faveur d'un projet culturel pour l'Europe, afin de créer les conditions d'une société à taille humaine. Ce projet devrait prendre en compte la politique de l'information et la nécessité de favoriser l'émergence d'une citoyenneté européenne ; il devrait

tendre à l'équilibre entre l'identité européenne et les cultures nationales. La chute du communisme constitue une chance à saisir pour mener à bien ce projet culturel. Mais, s'interroge Robert Toulemon dans *France-Forum* d'octobre-décembre 1992, «comment favoriser l'émergence d'une identité européenne ?», alors qu'une telle identité commence à peine à prendre forme autour des valeurs du pluralisme politique et du respect des droits de l'homme. La culture a sans doute un rôle important à jouer dans ce processus d'affirmation d'une identité européenne. Ce projet culturel s'appuierait alors sur l'acceptation, voire l'exaltation de la diversité des cultures, pour en faire «un élément d'unité». L'Europe doit veiller à la préservation de son patrimoine, y compris par l'enseignement des sciences humaines, et protéger sa culture dans les négociations commerciales internationales. Par ailleurs, «si les cultures doivent demeurer diverses, la civilisation doit être commune» et se fonder sur des valeurs universelles qui doivent constituer le message de l'Europe, et ainsi faire réapparaître le lien entre ambition européenne et avenir du monde.

3 - L'évolution de la société française : cap sur l'an 2000

L'affirmation de l'individualisme dans une société libérale

La société se morcelle, constate Evelyne Sullerot dans «Quelle société pour l'an 2000 et plus ?» que publie *France Forum* à la fin de l'année 1991. L'individualisme croissant s'accompagne d'un double mouvement d'uniformisation de la masse et de repli sur des petits groupes d'appartenance...La famille tend à disparaître comme cellule de base de la société. Les individus, ainsi déconnectés les uns des autres (le tissu social se détend avant de se déchirer), ne forment pas une société capable d'intégrer autrui. La fraternité, si utile au déploiement de l'être humain dans des sociétés complexes, ne serait-elle alors, selon le terme de Jean Onimus (*France Forum*, janvier-mars 1992), «qu'un beau rêve» ? Il est pourtant nécessaire de reconstruire un «nouvel humanisme», comme le rappelle Jean-Marie Domenach dans *France Forum* de juillet-Septembre 1994.

L'individualisme augmentant, la décennie

1986-1997 se signale logiquement par la disparition de certaines «aventures collectives», soit qu'elles ne passionnent plus, soit qu'elles paraissent, de plus en plus, inadaptées au monde moderne. L'engagement politique ne séduit plus que peu de jeunes, comme le relèvent les participants au débat organisé en 1990 par le *club France-Forum du Doubs*, repris dans la revue. Ceci lance d'ailleurs un défi aux politiques qui doivent être capables de se rapprocher des préoccupations de ces jeunes citoyens car leur éloignement actuel ne saurait être profitable à la démocratie. Une autre aventure collective en passe de se terminer est celle de la paysannerie française, puisque les années 80-90 marqueraient, pour Marie-Thérèse Nouvellon, «la fin silencieuse des paysans». Il est certain en effet que les évolutions de l'agriculture, et, tout particulièrement, de l'agriculture européenne, sont à l'origine de la disparition de nombreuses exploitations petites et moyennes. Mais «si les paysans disparaissent, quelque chose va mourir» ; il est donc nécessaire de permettre aux agriculteurs de survivre et de favoriser l'installation des jeunes dans ce métier.

Les années 90 marquent également «la revanche de Smith sur Marx», selon les termes de Jean Boissonnat, et l'affirmation du libéralisme économique et de son corollaire, l'individualisme. Mais, si le marché devient la seule référence, s'il n'a ni frein, ni contrôle, ni assise morale, c'est l'humain qu'il peut menacer, car le fonctionnement du marché peut avoir des aspects dévastateurs. C'est la conclusion à laquelle arrivent, dans *France-Forum* de janvier-mars 1995, Emile Poulat, et Jean-Marie Domenach, abordant cette question du libéralisme et du marché sous des angles très différents («Catholicisme et libéralisme» d'Emile Poulat, «Le Marché et le Royaume», de Jean-Marie Domenach).

La remise en cause du rôle de l'État

Le libéralisme et l'individualisme ne font évidemment pas bon ménage avec l'Etat-Providence. La décennie 1988-1997 porte la marque de cette remise en cause de l'Etat, de sa place et de son fonctionnement. Ainsi Gino Necchi, dans deux articles sur «La justice... en sursis avec mise à l'épreuve» (janvier-mars 1992), souligne que la fragilisation du lien

social et l'individualisme s'accompagnent d'une demande croissante de sécurité. Les attentes à l'égard de la police se renforcent. La vision qu'ont les citoyens de la justice montre, de son côté, un certain affaiblissement de la relation de confiance. La multiplication des «affaires» qui, bien souvent, exposent les juges au regard des médias nourrit les interrogations des Français sur l'indépendance, l'efficacité de la justice et son adaptation aux besoins actuels.

L'administration est également visée par l'interrogation sur le rôle et la place de l'Etat dans la société. Dans *France-Forum* (janvier-mars 1992), Maurice Blin évoque la manière dont la fonction publique doit participer à la modernisation de l'Etat, en se réformant, en particulier par une plus grande souplesse dans la gestion des carrières et l'assouplissement des statuts. Mais ce changement ne peut se faire que si les fonctionnaires adhèrent au projet, et parviennent à trouver le soutien de l'opinion publique. Une administration, même modernisée, ne pourra pas apporter de remède à tous les maux de la société française. L'Etat, finalement, «ne peut pas tout».

Pour Dominique Antoine (*France-Forum* - janvier-mars 1993), l'administration d'Etat doit se moderniser, en développant le dialogue et la concertation, en maîtrisant ses budgets, en déconcentrant plus avant les compétences, et en apprenant à partager et à gérer l'information.

Le bilan de la politique culturelle d'Etat fait aussi l'objet d'interrogations critiques. Dans *France-Forum* du printemps 1991, Jacques Rigaud dresse un bilan «globalement positif» de la politique culturelle française, qui a fait éclore des œuvres et des talents, et créé un terrain favorable à l'apparition et à la diffusion de nombreuses formes de culture. Mais le passif de cette politique culturelle est lourd : caractère désastreux de la culture de masse, faiblesse de l'enseignement culturel à l'école, rapports de dépendance de plus en plus étroite entre la culture et l'économie, décalage entre les milieux culturels et la réalité de la France d'aujourd'hui. C'est pourquoi la politique culturelle doit se poursuivre (et d'ailleurs s'étendre) dans un cadre européen, mais aussi se transformer en partie : les préoccupations de gestion doivent être présentes et intégrées, sans pour autant ser-

vir de cadre et de référent unique à la politique culturelle française.

La remise en cause du rôle de l'Etat provient enfin de la difficulté croissante des Etats nationaux à faire valoir leurs intérêts face à la mondialisation des économies, des échanges et des marchés financiers. Dans un article intitulé «L'Uruguay Round : fiction et réalités» (*France-Forum* - octobre-décembre 1993) Dominique Baudis note que le blocage des négociations agricoles fragilise en pratique l'ensemble des négociations du cycle d'Uruguay, et montre surtout que les problèmes du commerce mondial proviennent de son insuffisante organisation et des fluctuations monétaires incontrôlées.

Celles-ci peuvent fragiliser une économie mais aussi, pourquoi pas, une politique (le choix de l'entrée en Union Economique et Monétaire par exemple). Charles Delamare s'interroge dans *France-Forum* d'octobre-décembre 1995 : ne faut-il pas conclure que les gnomes (ces personnages qui assurent les transactions et l'animation sur les marchés financiers) sont des êtres dangereux pour les régimes, et, en particulier, les démocraties ? Les marchés imposent de telles contraintes aux politiques, à partir du moment où ceux-ci dirigent des Etats ouverts sur le monde, et peuvent aller jusqu'à remettre en cause des choix politiques démocratiquement définis. Naturellement, il faut relativiser le «despotisme» de ces «gnomes» et du marché, car il résulte de l'agrégation d'une multitude de volontés individuelles et, en ce sens, n'est pas anti-démocratique, même si la question de fond, demeure : «des pouvoirs régulièrement élus au niveau national doivent-ils rester soumis à l'internationale des opérateurs financiers ?». Une des solutions, pour desserrer cette contrainte, est évidemment le renforcement de la construction économique et politique de l'Europe au travers de l'adoption de la monnaie unique.

L'emploi

Toute la période 86-97 fut marquée par la poursuite de la progression inexorable du chômage, dont les conséquences, profondes et durables, ont été notamment à l'origine des mouvements sociaux, parfois désespérés, qu'a connus la France dans cette période.

En 1988, alors même que, malgré l'augmentation structurelle du chômage (qui touche alors déjà 2 millions de Français), la France connaît encore une période de forte croissance économique, *France-Forum* réunit à Paris, sur le sujet des «problèmes de l'emploi», Gérard Adam, Edmond Alphandéry, Jacques Barrot et Marcel Pochard. Leurs constatations sont les suivantes : la population active continue de s'accroître fortement, alors qu'en parallèle, les créations d'emplois restent limitées. Qualitativement, la formation professionnelle française semble globalement incapable d'assurer une bonne adéquation aux emplois créés, sans doute encore moins aux emplois d'avenir. Enfin, le système social français est trop pesant, et ne favorise certainement pas le dynamisme en matière de création d'emplois. *A ces éléments s'ajoute le fait que le travail et l'idée même de travail sont probablement en train de se modifier profondément.* Première modification : alors que, longtemps, l'idée a prévalu que l'Etat devait permettre à chacun de travailler, il apparaît maintenant, et de plus en plus nettement, qu'il revient à chacun de se prendre en charge. Par ailleurs, le système hérité du passé (un emploi, à temps complet et à durée indéterminée, dans l'industrie ou dans l'administration) ne peut plus être aujourd'hui valable. S'y substitue la notion d'un travail éclaté, incertain, morcelé, et c'est à une redéfinition du travail qu'il faut donc s'attacher, afin de permettre à chacun de participer à la formation de la société. Les autres voies d'amélioration de la situation de l'emploi pourraient par ailleurs consister dans la rénovation du système éducatif, la mobilisation des ressources humaines en entreprises, la maîtrise nécessaire des charges sociales, le développement territorial ou encore l'amélioration du fonctionnement du marché de l'emploi. Enfin, il est nécessaire, pour accroître l'emploi, de développer la société vers davantage d'échanges, davantage de créativité et de partage entre la vie professionnelle et les autres occupations.

Lorsque le chômage se fait de plus en plus menaçant, les attentes de la société vis-à-vis de l'école s'accroissent. Mais le système éducatif français est-il même capable d'assumer la mission de transmission du savoir qui lui revient ? Plus généralement, l'enseignement n'a-t-il pas besoin d'une «vraie réforme ?». C'est ce dont

débattent à l'été 1989, Etienne Borne, Jean-Marie Domenach et François Bayrou. Si le premier insiste sur la nécessité, pour former des «têtes bien faites», de réhabiliter l'enseignement classique et l'apprentissage des humanités, Jean-Marie Domenach, tout en affirmant aussi l'importance d'un changement du corpus de l'enseignement, diffère d'Etienne Borne quant au choix des matières. Un retour à l'enseignement centré sur la connaissance des œuvres classiques est désormais impensable. Si l'apprentissage de la langue française, souvent mal maîtrisée, est effectivement nécessaire, l'enseignement doit également prendre en compte les changements intervenus dans la société. Enfin, François Bayrou met en garde contre la montée de l'illettrisme en France même, et propose, pour améliorer l'enseignement, que le critère de succès choisi soit celui de la transmission de connaissances. Critère du succès de l'enseignement lui-même, critère également pour former puis évaluer les enseignants. Enfin, dans ce domaine, l'approche expérimentale est bien préférable à la «grande» réforme initiée, depuis Paris par le ministère de l'Education Nationale. Au total, montée du chômage, crise et désengagement de l'Etat ont tous deux contribué à l'apparition, à la fin de l'année 1995, de ce que Jean-Marie Domenach appelle «un malaise existentiel» dans la société française.

Les médias

Les médias et, singulièrement, la télévision, marquent également de leur empreinte cette décennie, qui voit s'accomplir un vaste mouvement de libéralisation, mais aussi de «mercantilisation» des médias, alors même que ceux-ci prennent une place croissante dans la vie des Français, allant jusqu'à restructurer le débat, y compris le débat politique. Ces évolutions ne sont évidemment pas sans conséquence pour la société ; elles ne sont pas non plus neutres pour la démocratie. Dans ce contexte, en 1988, le club France-Forum de Paris organise, autour de René Pucheu, Jean-Marie Domenach, Jean-Claude Lamberti et Bernard Voyenne, une réflexion sur le thème des médias et de la démocratie. Il est noté que les médias, à l'heure actuelle, la télévision aidant, se plient à de

strictes contraintes - simplicité, rapidité, perception du temps de plus en plus impatiente et de l'espace de moins en moins profonde - et, enracinée et de plus en plus superficielle et «transnationale», prévalence des oppositions tranchées, sans souci de la nuance. Ce faisant, ils imposent à leurs lecteurs et auditeurs une structuration qu'il faut bien qualifier de mentale, en même temps qu'ils favorisent l'émergence de nouveaux pouvoirs - opinion publique ou microcosme médiatique -. Ces derniers font-ils pièce à ceux de notre tradition constitutionnelle : exécutif (qui s'est peut-être adapté le plus facilement à la nouvelle donne), mais surtout législatif et juridictionnel ? Cela se discute dans les *Quatre pouvoirs* d'Alain Leroux, dont *France-Forum* a publié les bonnes feuilles. Cet auteur, à qui notre revue a consacré plusieurs des notes de lecture a contesté l'appellation de «quatrième pouvoir» souvent attribuée aux médias.

De son côté, Jean-Marie Domenach, tout en soulignant combien l'équilibre est difficile à trouver dans des sociétés de plus en plus dominées par l'individualisme, mais où le nombre et la masse sont les grandes forces agissantes, met en lumière le rôle du «spectacle» dans les médias, qui irrigue désormais, non seulement le petit écran, mais aussi la presse écrite, qui s'inspire des méthodes télévisuelles. Les médias jouent un rôle «pacificateur» dans la société, car ils sont moins soucieux de former l'opinion et la réflexion que de distraire. Ils permettent en outre de réaliser l'égalité et d'accroître notre liberté au prix, il est vrai, de l'isolement du télé-spectateur. Au total, il faut moins s'attacher à vilipender les médias qu'encourager une formation du goût de chacun pour la réflexion et l'approfondissement, loin du spectacle superficiel qu'ils peuvent offrir.

Reste le lancinant et grave problème de la violence à la télévision : il est traité de manière approfondie par Jean Cluzel dans son article d'avril-juin 1993 «*Regards sur l'audiovisuel*».

En cette époque de mutations technologiques, il convenait également d'étudier les caractéristiques et les conséquences de la «révolution *Internet*». Tel a été l'objet de l'article d'Emmanuel Goldstein publié sous ce titre dans

le numéro de juillet-septembre 1996.

En définitive «*les médias contribuent-ils à la construction de la démocratie ?*» (François-Régis Hutin - *France-Forum* de juillet-septembre 1994). Certes, puisque la presse, notamment, permet aux opinions de s'exprimer. Mais dans la pratique, les médias pourraient bien plutôt, par la manipulation du réel qu'ils sont capables d'organiser, se révéler dangereux pour la démocratie. Ceci vise bien entendu au premier chef la télévision, qui cherche plus à distraire qu'à informer, et qui est copiée par une presse en mal de lecteurs. La vigilance s'impose donc, et il est nécessaire de favoriser chez les citoyens la prise de conscience de ce qu'ils sont, non des consommateurs passifs et assistés, mais «partie prenante» de la démocratie.

Les problèmes éthiques

Le droit, dit-on, avance souvent moins vite que la société, et l'éthique reste finalement le seul rempart contre les possibilités qu'ouvrent certains développements scientifiques. C'est ce qui ressort du colloque organisé peu après le vote de la loi de 1989 réglementant les essais sur l'homme de traitements médicaux nouveaux. Face aux possibilités immenses qu'ouvrent les avancées de la science et aux risques que leur utilisation dévoyée fait peser sur l'humanité, l'homme apparaît démuné. Dès lors, même si le recours à la foi est bien nécessaire pour pouvoir réglementer en partie le cadre d'utilisation des progrès scientifiques, c'est finalement à l'éthique que nous devons nous en remettre pour éviter les dérives. Mais le caractère très personnel de ce garde-fou ne peut que laisser sceptique. Comme par ailleurs, la «science est neutre» et n'a pas à porter de jugements éthiques sur sa propre activité (Claude Paoletti - *France-Forum* de juillet-septembre 1992) c'est à la société qu'il revient de prendre les nécessaires «décisions éthiques». Elles ne peuvent être confiées, ni aux seuls individus, ni à la science. En octobre-décembre 1993, Claude Huriet fait le point des avancées législatives à concrétiser concernant, par exemple, la procréation médicalement assistée, ou encore les dons d'organes. Pour légiférer dans ces deux domaines (lois bioéthiques), le Parlement peut

s'appuyer sur les travaux de nombreuses instances, qui ont d'ailleurs déjà dégagé, s'agissant du don d'organes, les principes fondamentaux du consentement, de l'anonymat, de la gratuité et de la sécurité.

Mutations de l'identité française

Enfin, après ces bouleversements, reste-t-il encore une «identité française», et comment celle-ci peut-elle évoluer ? Jean-Marie Domenach analyse en 1989, cette «crise de l'identité culturelle française», en soulignant tout d'abord que cette question est nouvelle et liée à l'émergence d'une société où «les mœurs et les mentalités sont façonnées par des techniques, des savoir-faire, et des structures, qui ne sont pas en harmonie avec les habitudes, les modes de vie, la «culture»... qui a été traditionnellement celle des Français». Comme par ailleurs, le «retour au fondamental» est une voie définitivement barrée depuis 1945, la solution pour résoudre cette crise passe probablement par la jonction avec une identité culturelle européenne, qu'il reste cependant, à construire, car, encore aujourd'hui et malgré le socle commun, la «culture européenne» n'a pas d'existence propre. Enfin, conclut Jean-Marie Domenach, *l'identité française a besoin de l'Europe pour survivre et se transformer ; quant à l'identité européenne, «c'est un projet à incarner»*. Dans un autre article «*Que reste-t-il de l'identité française ?*» Tristan Lecoq se pose la même question et montre comment l'identité nationale se concilie avec l'identité européenne, pourvu que celle-ci soit fondée sur le respect indispensable des cultures nationales.

4 - Le politique

Les institutions

France-Forum a souvent été un lieu de réflexion sur la continuité des institutions et la manière d'améliorer le fonctionnement des institutions. C'est ainsi qu'en 1990, Robert Lecourt, ancien membre du Conseil Constitutionnel, rappelle l'origine de l'article 49-3 de la Constitution (1).

Cet article a en fait repris de nombreuses initiatives institutionnelles précédentes, notamment celle du MRP sous la IV^e République,

visant à améliorer la stabilité gouvernementale en limitant les votes de confiance ou de défiance, à limiter l'abstention lors de tels votes (en ne comptant que les voix en faveur de la motion de censure), enfin, à permettre l'adoption ou le rejet du texte par le vote sur la motion de censure. C'est finalement dans la Constitution de 1958 que ce dispositif a été affirmé, favorisant ainsi la stabilité gouvernementale, même si, à certains égards, il a pu contribuer au déclin de la suprématie de la loi en France.

Par ailleurs, l'équilibre des institutions de la V^e République s'étant déplacé au profit de l'exécutif, Pierre Avril s'interroge : «*Faut-il reparablement réviser la Constitution ?*» - (*France-Forum*, juillet-septembre 1991), ou encore «*réviser la Constitution ?*» - débat organisé par le club *France-Forum de Paris* en mars 1992, avec Pierre Avril, Hugues Portelli et Benoît Jeanneau. Pour Pierre Avril, les voies d'une réforme constitutionnelle sont avant tout celles d'un rééquilibrage des pouvoirs visant à limiter «l'hypertrophie présidentielle», à modifier le fonctionnement du Parlement (notamment en rendant réelle et non de pure forme la responsabilité du gouvernement devant le Parlement) et du gouvernement.

Mais, en s'interrogeant sur le régime de Vichy, *France-Forum* revient, par un autre chemin, au problème de la continuité des institutions. Pour Jean Chélini, dans *France-Forum* d'octobre-décembre 1993, il est clair que Vichy «ne fut pas une République». Il n'y a pas, s'agissant de ce régime, de responsabilité collective à dégager ; seules demeurent celles de chacun pour ses choix et ses actes durant cette période. De même pour l'Eglise : Jean Chélini dans «L'Eglise et les catholiques sous Vichy» soutient que la diversité des attitudes, ici non plus, ne permet de conclure et conduit à prendre en compte les parcours personnels en cette période. Tel celui de Georges Bidault, auquel *France-Forum* rend hommage à l'occasion du cinquantième anniversaire du programme du Conseil National de la Résistance, pour avoir fait partie de ces hommes et de ces femmes qui

(1) Qui permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un texte de loi, celui-ci ne pouvant être rejeté que par le vote d'une motion de censure qui entraîne du même coup la démission du gouvernement.

eurent le courage et la lucidité de s'opposer à l'occupant nazi.

En 1992, dix ans après les premières lois de décentralisation, *France-Forum* publie une série de deux articles consacrés à l'*organisation des collectivités publiques en France*, et tire un premier bilan de la décentralisation. Les articles reprennent le contenu d'un débat entre Jacques Barrot et Jean Brenas. Le bilan de la décentralisation est évidemment mitigé, et il s'agit bien d'un «chantier inachevé». Les effets positifs en sont nombreux : les partenariats entre l'Etat et les collectivités locales se sont multipliés (développement social des quartiers, éducation, formation professionnelle), l'aide sociale est mieux gérée, les politiques financières sont moins lourdes à mettre en œuvre et mieux adaptées au terrain, de même que les actions culturelles. Parmi les points négatifs, la décentralisation a rendu l'organisation et la décision administrative trop complexes : la coordination entre collectivités publiques en est entravée, tandis que l'affaiblissement du contrôle administratif rend plus difficile de faire prévaloir les intérêts nationaux sur les intérêts particuliers locaux. Associé à la crise de la fonction préfectorale, c'est, parfois, à un véritable désengagement de l'Etat que l'on assiste. Par ailleurs, la décentralisation a rendu plus nette encore la superposition des niveaux de décision, les régions ayant du mal à s'affirmer, tandis que l'émiettement communal, particulier à la France, n'est pas résorbé. Financièrement, la décentralisation s'est traduite par un alourdissement des budgets locaux (dans certains cas pour pallier l'inaction de l'Etat) et un coût élevé. Enfin, les inégalités liées aux différences de richesse entre collectivités sont aggravées par la décentralisation. Il reste donc encore beaucoup à faire pour parachever le processus de décentralisation et pour le rationaliser, car la décentralisation «doit rester une grande dynamique pour la France». Ceci implique aussi, en parallèle, un effort important d'adaptation de la part de l'Etat.

Si la décentralisation française a probablement privilégié le département plutôt que les collectivités régionales, le développement de l'Europe pourrait bien aboutir au cheminement inverse, comme le rappelle Dominique Baudis dans un article «*L'Europe des régions*», que

France-Forum publie en avril-mai 1992. Bien évidemment, les régions en Europe sont très diverses, tant par leur statut et leur place institutionnelle que par leur taille. Cependant, dans le cadre européen, la coopération inter-régionale, qui rend l'Europe plus présente à chacun, et la présence des régions auprès des institutions européennes, montrent que la construction de l'Europe s'appuiera également sur ces collectivités, ce que traduit d'ailleurs le projet de création d'un Comité des régions, contenu dans le traité de Maastricht.

Le paysage politique français

Une «*République du centre*» a-t-elle un avenir ? et quelle serait-elle ?, s'interrogent, après la parution en 1988 de l'ouvrage de même nom (2), René Pucheu, Jean-Marie Domenach, Etienne Borne et Hugues Portelli. Au terme de leur analyse, la notion de centre politique est une question qui demeure. Le centre, ainsi que le souligne Etienne Borne, n'a pas vocation à être un «juste milieu de comédie», mais plutôt «une marche et une démarche d'équilibre et de hardiesse».

France-Forum analyse également le devenir de la démocratie chrétienne en Europe (Jacques Mallet, *France-Forum* d'avril-juin 1995, *L'Europe et la démocratie chrétienne*, à propos d'un livre de Jean-Dominique Durand). En France, la démocratie d'inspiration chrétienne n'est pas devenue, dans l'après-guerre, un mouvement politique d'une importance comparable à celle de la démocratie chrétienne allemande ou italienne. Par ailleurs, en Europe, les axes programmatiques des différents partis démocrates-chrétiens sont divers. Pour autant, dans tous les pays d'Europe confrontés aux mêmes difficultés (national-populisme, crise de l'Etat-providence, chômage, construction européenne problématique, risques de manipulation de l'humain), le message de la démocratie d'inspiration chrétienne reste d'actualité. En octobre-décembre 1994, *France-Forum* avait célébré par un numéro spécial «*le cinquantenaire du M.R.P.*». Dans ce numéro très riche, deux témoignages en particulier cherchent à cerner l'apport

(2) «La République du Centre» vue par François FURET, Jacques JULLIARD et Pierre ROSANVALLON - Ed. Calmann Lévy.

décisif du M.R.P. aux institutions et à la politique françaises. Pour Robert Lecourt, il s'agit du contrôle de constitutionnalité, de l'article 49-3 de la Constitution de 1958, et de la construction européenne, auxquels Maurice Schumann ajoute la liberté de l'enseignement, la politique familiale et la réconciliation avec l'Allemagne (base de la construction de l'Europe). Pierre Dhers et Robert Bichet rappellent les conditions de la création du MRP à la Libération, et Henri Bourbon, l'influence de Gilbert Dru. Les propos de Pierre Pflimlin et de Pierre-Henri Teitgen sont particulièrement représentatifs de l'action et de l'esprit du Mouvement Républicain Populaire. Parmi les documents à noter, l'appel à la Résistance lancé par André Colin dès l'armistice, et des textes de Gilbert Dru.

La vie politique de la période 1985-1996 porte évidemment la marque du président de la République, réélu pour un second mandat en 1988 sur la base d'un contrat personnel avec les Français. Au début de l'année 1992, Jean Boissonnat analyse «la fin du règne de Mitterrand». Il souligne qu'à l'actif du bilan de François Mitterrand, paradoxalement, figurent la démonstration «par l'absurde» que l'économie de marché est le seul système possible, l'action de modernisation de l'économie que les socialistes entreprirent à partir de 1983-1984, ou encore la construction européenne, dans laquelle le quatrième président de la Ve République s'est lancé, fort d'une réelle et tenace conviction.

A leur passif, en revanche, les socialistes doivent inscrire la montée des déséquilibres sociaux, que consacre l'augmentation du chômage, les insuffisances dans la conduite des politiques régaliennes de sécurité, de justice ou de défense, et le conservatisme que, finalement, les socialistes au pouvoir manifestèrent dans leur volonté de maintenir, contre les évolutions irréversibles qui apparaissaient, d'anciens équilibres, ceux notamment, du «capitalisme tempéré et de l'Etat-providence», au risque de rendre les adaptations plus difficiles.

A la mort de François Mitterrand, survenue peu après la fin de son très long «règne», Jean Aubry et Henri Bourbon décrivent la complexité du personnage, les ombres et les lumières de ce double septennat, en insistant sur les

quelques éléments de ce bilan - immobilisme renvoyant aux calendes grecques des réformes urgentes, pratique un peu trop systématique du non-dit, voire désinvolture lors de changements de cap politique ou d'évidentes contradictions entre proclamations vertueuses et comportements réels, qu'il s'agisse de l'exercice démocratique du pouvoir ou de la morale politique - qui ont contribué pour une large part au discrédit frappant aujourd'hui la classe politique... et la politique.

5 - France-Forum, revue culturelle

De 1988 à 1997, la rubrique Arts et Lettres - et notamment la chronique régulièrement tenue par Philippe Sénart, de «*La vie littéraire*» - est demeurée comme précédemment, une des composantes majeures de la revue. De surcroît les listes ci-annexées, décennie par décennie, des principaux colloques et forums sont révélatrices de la place continûment réservée aux thèmes culturels. (3)

On se bornera donc ici à rappeler que, sous l'impulsion d'Etienne Borne, de son vivant, et, depuis sa disparition, par fidélité à son objectif initial, *France-Forum* a toujours eu l'ambition de dépasser, autant que possible, pour chaque problème traité, l'analyse et la réflexion simplement «techniques» - quel que soit son souci de n'aborder l'une et l'autre ni superficiellement ni avec désinvolture - ; pour dégager ou au moins esquisser les implications pour l'homme des divers enjeux et solutions en cause.

D'où aussi la place donnée par la revue à l'histoire, qui met événements et débats en perspective et presque toujours, par quelque côté, aide à mieux comprendre le présent. A fortiori, celle réservée à l'histoire de la pensée et des doctrines : cf les études sur la Grèce antique (Jacqueline de Romilly), sur Machiavel, sur La Révolution (Etienne Borne), sur le «Sillon» lors du centenaire de sa création...

Les articles du professeur Jean-Claude Lamberti, collaborateur de la revue pendant plus de dix ans, hélas trop tôt disparu (en 1989), analysant en profondeur les régimes politiques modernes et l'œuvre de Tocqueville (thèmes de

(3) Joseph MACÉ-SCARON, dans le présent numéro, étudie la part prise par *France-Forum* dans l'histoire culturelle de 1957 à 1997. (N.D.L.R.)

plusieurs des ouvrages qui avaient assis sa notoriété) correspondaient tout à fait à cet idéal. Nul n'était plus qualifié que le professeur François Bourricaud, qui ne lui survécut pas longtemps, pour souligner dans *France-Forum*, en 1989, l'importance de son œuvre. Et comment ne pas mentionner, à cet endroit, le nom de l'écrivain Jacques Nantet, qui s'était lui aussi intéressé à la pensée de Tocqueville, et dont les nombreux articles, notes de lecture et interventions dans colloques et forums ont contribué à maintenir à un haut niveau la qualité de la revue ainsi que l'indique Henri Bourbon.

Tels étaient bien la visée des fondateurs de la revue et l'exemple qu'ils avaient donné. Il n'était malheureusement pas improbable que quelques-uns ne vivent pas aussi longtemps que la revue. Joseph Fontanet qui, en passant par la Résistance avait parcouru un itinéraire modèle - politique, intellectuel, spirituel,... - était mort, lui aussi prématurément, en 1980. La décennie 1988-1997 a vu disparaître Maurice-René Simonnet en 1988 et Jean Lecanuet en 1993. René Rémond et Henri Bourbon ont rappelé ce que furent la rectitude et les responsabilités du premier dans les mouvements d'action catholique, dans la Résistance, au MRP (dont il fut l'un des fondateurs, et, de 1955 à 1963, le secrétaire général), au Parlement, à l'Université, puis au Conseil constitutionnel. Dans le numéro spécial consacré à Jean Lecanuet, Etienne Borne et Franz-Olivier Giesbert ont souligné que ses engagements correspondaient à un attachement indéfectible aux valeurs chrétiennes et à celles de la République. Au travers de ceux-ci, et, d'abord, de son action politique, Jean Lecanuet, comme le précise Henri Bourbon, a «incarné, en

France, le courant de la démocratie sociale et du centrisme», cherchant à rassembler les partisans d'une démocratie libérale et sociale, respectueuse des valeurs éthiques, et satisfaisant à la double exigence de «moraliser l'économie qui ne saurait être livrée aux seules lois du marché, moraliser la politique qui ne saurait être réduite aux seuls rapports de forces».

Numéro après numéro, les «*Propos du temps*» d'Etienne Borne, sur les sujets les plus divers, ne se sont jamais départis de cette irremplaçable dimension «philosophique». Les quelques citations rassemblées dans le présent numéro témoignent de la richesse et du caractère stimulant de cette pensée comme l'avaient fait - déjà - les numéros spéciaux consacrés à ce «philosophe personnaliste et démocrate engagé» en 1987, pour ses 80 ans, et en 1993, année de sa mort. En outre les titres des témoignages publiés en ces occasions et la qualité de leurs signataires - René Rémond, Paul Poupard, Jean-Marie Lustiger, Jean-Marie Domenach, Robert Masson, André-A. Devaux, Claude Imbert, Jean Chélini et Henri Bourbon - sont très significatifs de ce que fut la stature de l'homme et du philosophe qui aura si profondément marqué de son empreinte, y compris dans sa 4^e décennie d'existence, la revue *France-Forum : la passion de la vérité ; l'honneur de la pensée ; la pensée authentiquement laïque d'un citoyen de l'Eglise ; un philosophe ardent ; le courage du philosophe ; un grand professeur ; reconnaissance de filiation ; un philosophe de l'événement et de l'action*.

Valérie BROS

Les livres de nos collaborateurs et amis

Jean CLUZEL

- «Presse et Démocratie»
- «Manifeste» Regards sur l'audiovisuel - Tome XI

Librairie générale de droit et de jurisprudence

Quarante années qui ont changé la France

Débat avec Maurice BLIN, Michel CROZIER, Jean-Marie DOMENACH, Michel DRANCOURT et René RÉMOND

Il est inutile de présenter à nos lecteurs les cinq acteurs de ce débat organisé par *France-Forum* le 11 juin 1997 à l'occasion de son 40^e anniversaire. Chacun s'accordera à reconnaître que leurs compétences, leur expérience, les responsabilités qu'ils ont eu à exercer sont, globalement et individuellement, suffisamment diverses et notoires pour leur avoir permis d'observer et de mesurer avec pertinence «la marche du siècle». En tout état de cause, la richesse du débat ci-après retranscrit, le démontre amplement.

Mais ce n'est pas sans une douloureuse émotion qu'on en prendra connaissance, et pour deux raisons.

Ses participants, comme on pourra le lire, ont naturellement relevé qu'au nombre des mutations les plus spectaculaires des quarante dernières années, il fallait compter celle de l'agriculture, et justement souligné le rôle joué par d'anciens militants et dirigeants de la Jeunesse Agricole Chrétienne pour la conduire et la faire accepter. Ils ne pouvaient naturellement savoir que, le jour même, disparaissait *Michel DEBATISSE* qui, précisément, avait été, à la J.A.C. et au C.N.J.A., l'un des principaux acteurs de cette «révolution silencieuse». *France-Forum* perd avec lui un de ses amis les plus chers qui, à plusieurs reprises, était intervenu dans nos colloques ou nos forums et avait signé des articles dans notre revue.

Et qui aurait pu prévoir que, moins d'un mois plus tard, ce serait au tour de *Jean-Marie DOMENACH* de nous quitter ? Nous ne nous habituerons jamais à ce que cette grande voix irremplaçable du monde des intellectuels qui, régulièrement, se faisait entendre dans *France-Forum*, soit retournée au silence. Et notre émotion redouble à la pensée que ses interventions dans ce débat du 11 juin 1997 auront été l'un de ses tout derniers messages. Nous reviendrons bien sûr dans un prochain numéro sur l'importance et l'originalité de son rôle et de son oeuvre.

Jean AUBRY - Au nom de Henri Bourbon, de *France-Forum* et à titre personnel, je tiens à vous dire combien nous sommes sensibles à l'effort que, malgré vos charges et obligations multiples, vous avez tous fait en répondant à notre invitation, manifestant ainsi une fois de plus l'intérêt que vous portez à notre revue.

Je rappelle le thème de la discussion, bien évidemment lié à l'âge atteint par *France-Forum*, qui vous a été proposé.

Après quarante années riches en péripéties, crises et mutations de toutes sortes, nos regards et nos grands débats sur la politique, la société,

l'économie, la culture,... doivent-ils fondamentalement changer ?

Avons-nous appris dans ces divers domaines quelque chose de nouveau et d'essentiel ? Quel a été, bénéfique ou décevant, le plus inattendu ?

Si la politique, la société, l'économie, la culture... ne peuvent plus être ce qu'elles étaient, quels devraient être aujourd'hui les pistes de réflexion et les terrains d'expérimentation prioritaires face aux énigmes et défis majeurs de cette fin de siècle ?

Le temps nous est strictement compté, aussi me bornerai-je à dire un mot sur le choix du

thème et, naturellement, à formuler une proposition pour l'organisation de notre débat.

Célébrer un anniversaire, c'est jeter un regard en arrière sur le passé, prendre conscience des changements intervenus, de la singularité de notre présent par rapport à ce qui l'a précédé et du potentiel de transformation qu'il recèle pour l'avenir. C'est, en définitive, pour un intellectuel responsable, apporter sa contribution à la définition et à la préparation des adaptations - et, s'il le fallait, des révolutions - nécessaires.

D'où la faveur du mot «regards», au contenu très riche. «*Regards sur le MRP*» fut le thème d'un colloque récent (décembre 1996) que Maurice Blin a ouvert et que René Rémond a conclu. «*Regarder la France*», c'est aussi le titre du dernier livre de Jean-Marie Domenach.

C'est donc un mot important et il avait sa place dans le débat d'aujourd'hui, qui devra être une réflexion à plusieurs voix sur les mutations - je serais presque tenté de dire les bouleversements - intervenus au cours des quarante années qui nous séparent de la naissance de *France-Forum*.

L'exhaustivité étant hors de question, je suis tenté de vous proposer de procéder à une sélection féroce, chacun dans son domaine devant faire l'effort qui est quelquefois demandé dans les émissions littéraires lorsqu'il faut répondre au questionnaire de Marcel Proust ou à l'inévitable interpellation : «*Dans une situation de détresse, quel livre voudriez-vous sauver à tout prix ?*»

Et parce que Jean-Marie Domenach a poussé très loin la réflexion sur un terrain qui englobe notre thème d'aujourd'hui, au point d'en faire un livre - dont *France-Forum* a publié récemment deux chapitres - (1) je lui demande d'intervenir lorsqu'il le jugera utile, pour relancer ou recadrer le débat et peut-être même, à son terme, d'en esquisser rapidement les conclusions.

Michel DRANCOURT - Pour ma part, j'interviendrai en privilégiant le domaine qui m'est le plus familier, celui de l'économie et, plus spécifiquement, des entreprises.

Plusieurs évolutions ont été décisives. Au risque de tomber dans la banalité, je voudrais les énumérer.

Au moment où *France-Forum* est né, nous étions, en France en tout cas, en train de découvrir le taylorisme. Le taylorisme, c'est un système d'organisation du travail qui permet le plein emploi parce que sa logique est d'employer des gens de faible formation qu'on affecte à des travaux bien définis à exécuter de façon systématique. Le taylorisme exige une organisation fortement hiérarchisée, normale dans une société où peu de gens sont formés, où le fonctionnement de l'industrie et de l'administration impose de faire appel à de très nombreux effectifs. Je note au passage que l'évolution profonde des modes de travail survenue depuis a rendu complètement obsolète l'idée qu'on se faisait - ou de l'idéal - du «plein emploi». Il faut donc aujourd'hui trouver autre chose.

Le deuxième élément qui me frappe, c'est la réussite, sur le terrain mondial, du capitalisme - c'est-à-dire de l'économie de marché, de la loi de l'offre et la demande, de la prise de risques. Tel est le modèle dominant, non pas unanimement mais majoritairement reconnu. Aussi les entreprises, et d'ailleurs la société dans son ensemble, parviennent-elles difficilement à ignorer ses exigences, et donc à refuser d'adopter le type de comportement «unique» qui s'est aujourd'hui banalisé - même si quelques possibilités d'originalité demeurent encore.

En tout cas, dans le domaine économique, j'ai le souvenir de la période de démarrage de *France-Forum* - qu'on n'appelait pas encore celles des «Trente glorieuses» - où les préoccupations dominantes étaient le développement de la France, le rattrapage du niveau américain, la volonté d'aller vers une société de consommation, et où tout le monde trouvait que c'était très bien...

Aujourd'hui, parler de l'économie française, c'est parler seulement d'un petit fragment de l'économie. Au niveau d'une entreprise (par exemple France Télécom), revendiquer le droit à l'exception française, c'est ridicule ! France-Télécom nationalisée au sein d'un marché qui, lui, ne l'est pas, c'est une contradiction forte qui ne peut pas durer. C'est dès lors tout le problème des politiques économiques souhaitables, des systèmes économiques dans lesquels on

(1) «Regarder la France», Ed. Perrin. *France-Forum* : n° 307-308 et 313-314 de Janvier-Mars 1996 et Octobre-Décembre 1996.

aspire à vivre et, évidemment, de leur «dimension sociale» qui est en question.

Une dernière remarque, elle aussi banale mais inévitable : le monde moderne a commencé avec l'imprimerie, un autre, celui de demain, se met en place, modelé par le développement de l'électronique dans la communication. Nous sommes déjà en plein dans cette évolution, mais peu de gens y sont pleinement et j'observe, là, un décalage avec la société américaine, qui vit déjà ce monde de l'informatique, du Web,... sur le plan économique, avec des modes de communication, des rapports entre les hommes, des modes de travail dont on a relativement peu idée ici, auxquels on s'adapte très mal en raison notamment de l'obstacle majeur que constitue la lourdeur et la rigidité des structures administratives françaises. Mais sur ce point, je laisserai la parole à Michel Crozier.

Michel CROZIER - Je suis d'accord. Dans le prolongement des propos de Michel Drancourt - tout en réintroduisant l'aspect sociologique, ce qui me conduira encore plus loin que lui - l'événement majeur, que personne ne veut le voir, c'est, selon moi, la révolution industrielle «au carré» qui est en train de se produire. On peut admettre que les Français de la base considèrent que ce n'est pas tout à fait leur problème, mais l'incapacité des Français du sommet à voir l'extraordinaire changement qui est en train de s'opérer est incompréhensible !

D'une certaine façon, nous vivons encore dans le temps de la Révolution Française et de ses principes, adaptés - plus ou moins bien, mais adaptés tout de même - à la révolution industrielle.

Maintenant, il se passe tout autre chose. De façon pratique, immédiate, l'expansion revient, et elle revient assez fort. Mais la France n'arrive pas à prendre le train de l'expansion parce que l'expansion qui revient est qualitative et nous ne raisonnons que dans le quantitatif.

Le paradoxe français, profond, consiste à passer son temps à critiquer le quantitatif qui est, plus que pour les autres, à la base de nos raisonnements et de nos comportements et à ne pas voir ce qui sera essentiel, dans le monde de demain, c'est cette capacité d'adaptation dont a parlé Michel Drancourt, qui est de type qualitatif.

Ce sont les relations humaines - domaine du sociologue, mais je ne vais pas développer - qui sont en question. Pour réussir dans le monde de demain, ce ne sont plus des numéros qu'il faut, ce sont des personnes, et des personnes capables d'interagir de façon efficace, bien sûr, mais aussi de se comprendre les uns les autres. Or, cela, on ne l'a pas appris du tout en France.

Deuxième observation, un peu plus sociologique, traditionnelle - car je ne suis pas le seul à le dire, mais on ne l'a pas intériorisé - : il est invraisemblable de voir à quel point on dit des choses et on ne fait rien, comme si cela n'avait pas d'importance ! Il y a une dissociation française très particulière entre le parler et le faire.

Naturellement, tout le monde est contre la hiérarchie. Qui peut dire «vive la hiérarchie» ? Plus personne. La hiérarchie, c'est vraiment fini, cela ne marche plus. Pourtant, on continue à l'utiliser, et les politiques plus que les autres, qui disent aux autres ce qu'il faut faire ! Les managers du privé sont moins fous que les politiques, mais, eux non plus, n'ont pas encore vraiment compris.

La stratification à laquelle nous sommes habitués, les salamalecs français, c'est fini, cela ne peut plus marcher. La grandeur des paillassons devant les bureaux des grands chefs, c'est ridicule. Certes, cela se faisait aussi aux Etats-Unis il y a quarante ans, mais plus aujourd'hui.

En revanche, l'autorité demeure nécessaire. Par autorité, j'entends la qualité émanant de personnes reconnues et acceptées qui vont permettre aux autres de mieux travailler. Rien à voir avec «le type qui commande». La solution, dans beaucoup de cas, sera de trouver la forme d'autorité qui corresponde à nos besoins. Or, à cet égard, notre formation est complètement inadéquate, parce que, du point de vue intellectuel, elle est fondée sur un système abstrait, déductif, qui implique fatalement - on ne peut pas faire autrement - le commandement, la stratification, la hiérarchie, la distinction entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Ce qui est totalement paralysant.

Troisième observation : quelles doivent donc être les orientations, les choses à apprendre par priorité ? Réponse : la seule chose importante,

c'est l'innovation. Vous innovez, vous vivez. Vous n'innovez pas, vous mourez. Là-dessus, je ne fais pas du tragique, je ne dis pas qu'on est au bord du précipice, ce n'est pas vrai : on peut perdre du temps pendant un moment, on rattrapera. Mais ce qu'il faut, telle ment cela va vite, c'est lancer d'urgence le mouvement. Ce qui m'a peut-être le plus frappé en Amérique, comme Michel Drancourt, puisque nous avons fait des voyages similaires, c'est le déclin des grandes sociétés, des grands groupes. Les Français ont peur d'une Amérique puissante, qui veut tout accaparer. Eh bien ! Ce n'est plus vrai. Ce qui fait la force de l'Amérique désormais, ce ne sont plus les grands groupes, ce sont les petites entreprises, ou plutôt les entreprises individuelles. Les Français ne sont pas particulièrement mal dotés à cet égard, mais la force n'est plus dans la petite entreprise qui se bat pour son « pré-carré », plus du tout.

Le deuxième point que l'on devrait apprendre, ou que l'on a commencé à apprendre (il y a des progrès), c'est que l'égalité à la française, cela ne peut plus marcher. Cela ne veut pas dire « à bas l'égalité ! », cela veut dire que l'égalité à la française, poussée dans le sens où elle est poussée, c'est l'impuissance et, finalement, l'injustice. Avec l'égalité, on arrive, comme chacun le sait - on le dit depuis longtemps, mais sans rien changer - à faire payer par l'ensemble du pays la formation des enfants de bourgeois qui vont en profiter pour maintenir leur position dans l'échelle sociale, ce qui est une injustice extraordinaire ! C'est cela que l'on combat tant qu'on peut, mais mal, et qui se maintient.

Et puis, autre point, il faudrait apprendre à développer une autorité d'un type nouveau. On en est resté à l'autorité « héroïque ». Celui qui commande, à la manière, par exemple, de M. Juppé, se sacrifie pour le bien du monde, le bien de la patrie, en prenant des décisions impopulaires, en hypothéquant son avenir pour son malheur : tout remonte jusqu'à lui, il décide de tout. C'est de la folie ! Ce n'est plus possible.

Mais il faut quand même de l'autorité, l'autorité qui sait faire parler tout le monde parce qu'elle écoute tout le monde. Écouter tout le monde ne veut pas dire donner satisfaction à

tout le monde - ce qui, bien sûr, est absurde - mais rendre possible petit à petit l'écoute mutuelle qui permet vraiment de délibérer et de faire émerger des solutions.

Dernier point dans la même ligne : pour l'avenir, ce qui devient essentiel, c'est qu'il n'y ait plus de réforme. La réforme n'a plus aucun sens, parce que la réforme consiste - étymologiquement - à former les gens, à les re-former. Or, les gens ne veulent plus qu'on les forme et il n'y a plus moyen de changer quoi que ce soit par le système de la réforme reposant sur des gens supposés compétents qui réfléchissent, qui disent aux autres ce qu'il faut faire, et ces autres doivent obéir : ainsi tout ira bien. Or ce n'est plus possible.

En revanche, ce qui est possible et ce qui est l'avenir, c'est d'investir pour le changement. Ce sont les gens qui se changent eux-mêmes. Et ils y sont prêts, ils en ont envie, ils ne sont pas conservateurs. Il faut que les gouvernants découvrent que les Français ne sont pas conservateurs en soi, mais qu'ils refusent qu'on leur dise ce qu'il faut faire.

Jean AUBRY - Je me souviens de forums ou d'articles, à *France-Forum* notamment, où, à plusieurs reprises, vous avez évoqué, bien avant la grande grève de fin 1995, vos expériences à la S.N.C.F., elles illustrent parfaitement votre thèse.

Michel CROZIER - Ce qui m'a frappé et désolé, c'est que ç'a été un grand succès pratique mais qu'on n'en a rien tiré pour la suite. D'où la catastrophe de 1995. Les Français veulent de grands plans, de grands projets. Je me rappelle que même à *France-Forum* j'avais choqué beaucoup de gens en critiquant la planification.

Maurice BLIN - A la lumière des analyses critiques que viennent de conduire nos amis Michel Drancourt et Michel Crozier, je constate que le dysfonctionnement d'origine culturelle décrit par Michel Crozier à partir de la tradition d'autorité, de « verticalité », qui caractérise l'économie française se retrouve, d'une manière presque caricaturale, dans le fonctionnement politique du pays.

Nous avons évoqué les changements interve-

nus en France au cours de près d'un demi-siècle. Or je suis frappé à la fois de la similitude et de la différence profonde entre les situations d'aujourd'hui et d'il y a près d'un demi-siècle. Le Mouvement Républicain Populaire, dans un contexte dominé par le prestige du communisme soviétique, s'est battu alors sur trois thèmes :

- pour la liberté contre le totalitarisme,
- pour une économie à vocation sociale,
- pour l'Europe.

Ces trois grands thèmes ont été longtemps très porteurs. Ils ont inspiré l'évolution de la France et de l'Europe depuis cette date aujourd'hui lointaine. Mais à la suite du soulèvement étudiant de 1968 - qui fut un échec politique mais un formidable séisme culturel dont nous parvenons aujourd'hui les dernières vagues - des faits nouveaux ont surgi qui ont bouleversé un paysage politique jusque-là à peu près serein.

Le redressement de la France au cours des dernières décennies est remis en cause par suite de l'étiollement de la cellule-base, matrice d'autorité et de solidarité, et donc politiquement très importante, qu'est la famille.

Ensuite, le rôle que le M.R.P. et bien d'autres avaient reconnu à l'époque à l'Etat, comme moteur, à travers les entreprises publiques, de l'économie, ce rôle-là, l'Etat n'est plus capable de l'assumer, d'abord parce qu'il manque d'argent et ensuite parce que le secteur public qu'il a entretenu pendant longtemps est en déficit abyssal ! Les entreprises qu'il contrôle ont accumulé aujourd'hui 200 milliards de déficits. De même, tenu autrefois pour le garant de la solidarité sociale, il manifeste désormais son impuissance puisqu'il a généré un système d'assistance plus que de solidarité qui a déresponsabilisé un nombre croissant de citoyens.

Enfin, la IV^e République puis le général de Gaulle avaient engagé la France dans l'Europe. De fait, elle trouva en elle un formidable levier pour son industrie ainsi qu'un vaste marché agricole.

Or, aujourd'hui, la situation est inversée. Cette Europe, qui a été notre chance, est devenue notre compagne d'infortune puisque désor-

mais les mondes asiatique, américain nord et sud, donnent le ton et constituent un défi d'une tout autre nature, celui d'un libéralisme qui ne nous est pas familier.

En outre, l'expérience que je viens de vivre sur le terrain pendant trois semaines aux côtés de députés me conduit à un triple constat :

La France avec ses symboles - Marianne, Jeanne d'Arc,... - a été longtemps l'objet d'un attachement affectif fort de la part du citoyen. Je ne suis plus sûr que ce soit vrai aujourd'hui. De plus, le fléchissement de ce sentiment qui habite sans doute encore la plupart des électeurs du Front national s'accompagne d'une ignorance abyssale de ce qu'est la France contemporaine.

Lorsque je tentais d'expliquer le lien entre d'une part le déficit de la Sécurité sociale, le poids croissant de l'Etat, et d'autre part, le coût abusif du travail en raison des charges qui s'ajoutent au salaire, coût qui freine la création d'emplois, je constatais que mon auditoire paraissait en ignorer tout. De même, au cours de cette campagne, on a très peu parlé de l'Europe ou de l'euro. Au moment où la France est engagée, comme jamais elle ne l'a été, dans un monde qui ne lui fera pas de cadeaux et dont elle vit, puisqu'elle exporte plus du quart de sa production, les Français manifestent ainsi une méconnaissance alarmante des données fondamentales de l'économie du pays.

Le second constat, c'est celui de deux France qui vivent, sinon divorcées, du moins séparées. Il y a la France active - et on l'a bien vu avec le résultat du référendum sur Maastricht - qui se sent à l'échelle du monde et qui est tentée de tourner le dos à un pays en proie à des réglementations ou une fiscalité abusives, quand ce n'est pas à l'insécurité. Pour elle, Londres est aujourd'hui plus attrayant que Paris. Et puis, il y a une autre France, que j'appellerai passive et qui n'a pas du tout décroché de la France de grand-papa. Elle attend de l'Etat qu'il lui fournisse travail, indemnités, toit, enseignement. Pour elle, il semble que rien n'ait changé. Et c'est, je le crains, cette France-là qui l'a emporté le 1er juin dernier. De plus, cette élection a été marquée par une cabale conduite par de nombreux médecins qui, pour la première fois, se sont engagés à visage découvert et pour la

défense d'intérêts catégoriels dans un scrutin de portée nationale.

Un dernier point - Michel Crozier l'a évoqué - témoigne d'une inquiétante régression dans l'humeur politique des Français. C'est l'étonnant retour à la pratique du bouc émissaire. Pour les agriculteurs, hier, lorsqu'étaient mises en place les jachères, c'était Bruxelles et ses technocrates. Ils feignaient d'ignorer qu'à Bruxelles la Commission propose, mais que ce sont les ministres qui disposent. En mai dernier, le bouc émissaire, c'était Alain Juppé. Il se peut que celui-ci n'ait pas toujours été adroit. Mais sa politique de réforme était-elle valable, oui ou non ? La question n'était même pas posée.

René RÉMOND - Je suis bien aise de ne pas être intervenu en premier, car le thème m'effrayait un peu par son ampleur. Les précédents intervenants ont commencé à défricher et baliser le terrain, ce qui me permet de me situer par rapport à eux et de profiter de leurs regards croisés et de sensibilités différentes.

Ce qui m'effrayait, c'est précisément l'ampleur des changements depuis 1957 : en quarante années, tout ou presque a changé. C'est probablement la plus ample mutation que notre pays ait jamais connue, la plus rapide aussi et la plus profonde.

C'est pourquoi je nuancerai certes le jugement pessimiste et sévère que portaient les deux Michel ; il est justifié, mais je pense qu'il appelle un complément en contrepoint, car ce pays a prouvé qu'il était capable d'évoluer et d'évoluer très vite. Sans faire l'inventaire de tout ce qui a changé, force est de constater qu'il a partiellement rattrapé le retard qui s'était accumulé du fait de la crise, de l'occupation et de la pénurie.

Son agriculture s'est transformée de façon prodigieuse. Elle est devenue l'une des plus performantes, alors qu'elle était, à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, très routinière en beaucoup de domaines.

La décentralisation, en définitive, c'est bien une révolution administrative : elle est entrée dans les mœurs. On peut penser qu'elle a développé des maladies infantiles mais, somme toute, le pays s'est adapté à cette profonde modification des rapports entre l'Etat central et

les collectivités territoriales.

Maurice Blin évoquait fort justement la politique extérieure. Voilà un pays qui a été capable de changer profondément l'orientation de sa politique extérieure et qui ne s'est jamais déjugué depuis le choix fait, en 1950, de la réconciliation avec l'ennemi d'hier et de la construction européenne : à travers tous les gouvernements, toutes les majorités, tous les régimes, il ne s'est jamais écarté des axes fondamentaux, et ceux-là mêmes qui s'étaient fait élire contre n'ont rien eu de plus pressé que de reprendre l'héritage !

Ajoutons la formation continue qui est entrée, elle aussi, dans les mœurs.

Ainsi, ce pays a beaucoup changé, démontrant qu'il n'est pas incapable d'évoluer, qu'il peut, si on lui explique, réaliser des réformes. En quarante ans, ce pays, qui était encore un pays principalement rural, est devenu un pays urbain. 20 millions de Français ont changé de mode de vie. Ils étaient des ruraux hier, ils sont devenus des citoyens. Finalement, la France a évolué plus vite, de ce point de vue, que jadis l'Allemagne ou l'Angleterre...

Michel DRANCOURT - Il y a un chiffre que je cite toujours : la France a rejoint, en 1967, le niveau d'urbanisation de l'Angleterre et de l'Allemagne de 1907.

René RÉMOND - Oui, mais en mettant les bouchées doubles. Les autres pays l'ont fait à pas comptés, si je puis dire, et nous, parce que nous avons pris du retard, à pas redoublés.

Pour une part, c'est une des causes de la pathologie sociale actuelle, du traumatisme en profondeur - le mal des banlieues, les zones de non-droit - et du trouble de l'opinion qui se demande : *«Tout a tellement changé... est-ce encore la France ?»* L'interrogation sur l'identité nationale trouble la conscience et c'est l'un des ressorts sur lesquels joue l'extrémisme de droite, qui explique en partie le succès du Front National dans certaines régions comme l'Alsace, probablement troublée de ne plus reconnaître «sa France». On est amené à se demander ce qui reste encore de la continuité quand tout le reste change.

Je laisse de côté pour l'instant - on y reviendra peut-être - ce qui a changé dans la relation

des Français à la politique et à la démocratie. Beaucoup de choses ont changé, assurément : on voit bien la caducité des distinctions traditionnelles.

Un autre changement auquel il a été fait allusion me paraît essentiel, celui des mœurs elles-mêmes. Maurice Blin évoquait à juste titre la commotion de 1968, mais je pense que 1968 est l'émergence d'un changement en profondeur qui s'opérait depuis quelques années.

J'ai été frappé par ce que dit Mendras, montrant l'évolution des courbes à partir de 1965 : courbe de la natalité, courbe des suicides d'enfants, courbe de la proportion des femmes qui travaillent,... La société changeait, elle ne s'en était pas rendu compte...

Michel DRANCOURT - Ajoutez la courbe de consommation, qui démarre, de la pilule...

René RÉMOND - 1968 le révèle et 1968, du même coup, confère à ce changement de l'importance et le rend irréversible.

Au principe de la société dite permissive il y a une revendication d'autonomie individuelle. Jean Boissonnat parle souvent de «la seconde révolution individualiste», la première étant celle de 1789 dont la suite s'était inscrite dans un cadre où il y avait référence à des valeurs communes, une marge de jeu relativement étroite pour l'émancipation des personnes, une persistante contrainte sociale sur les mœurs...

Michel CROZIER - ...et même religieuse.

Maurice BLIN - Ah oui !

René RÉMOND - ...l'Etat était le gardien. Ceux qui contrevenaient à la morale publique étaient sanctionnés : le Code civil et le Code pénal sanctionnaient les naissances hors mariage, l'adultère..., un peu comme aux Etats-Unis aujourd'hui, si l'on peut dire.

Or, tout cela a explosé.

On évoquait la crise de l'institution familiale : au principe, c'est une volonté de privatisation. L'Etat, la société, l'Eglise n'ont pas à intervenir dans des comportements personnels. Il y a revendication d'une autonomie qui n'accepte pas de règles extérieures. On refuse l'hétéronomie. L'individu juge que c'est à lui de décider ce

qui est bien pour lui, et il conteste en conséquence à la société le droit de s'ingérer.

C'est évidemment lié au bouleversement des rapports entre religion et société. Dans la société de 1957, la question religieuse divisait encore : elle était au cœur des débats. Aujourd'hui, elle est relativement marginalisée. On ne peut pas dire que la religion est devenue minoritaire - quand on interroge les gens, ils continuent, en majorité, à se situer dans une confession - mais elle est devenue une affaire personnelle. Chacun en prend et en laisse et, même par rapport à sa confession, il revendique son autonomie de jugement. C'est à chacun de décider...

Michel CROZIER - ...si l'on prend la pilule ou pas...

René RÉMOND - ...Exactement, et les femmes qui prennent la pilule s'estiment, en majorité, bonnes catholiques, même si le magistère dit le contraire. Les gens peuvent vagabonder, cela ne les empêche pas de revenir un jour à l'église et au temple. Autrefois, les choses étaient claires : on était dedans, ou dehors. Maintenant, tout le monde a un pied dedans et un pied dehors ! Il y a comme une privatisation du fait religieux - qui n'a pas perdu son importance... Dès lors, on peut se poser la question : une société peut-elle longtemps durer si, désormais, chacun est juge en définitive de ce qu'il accepte comme contraintes ?

Cela rejoint le problème de la démocratie. Elle n'est plus contestée dans son principe, mais quelles sont les occasions données aux individus de se comporter en démocrates ? Ils continuent certes de participer aux consultations électorales, mais la moitié d'entre eux sont exonérés d'impôts, et ne contribuent plus aux charges. Par conséquent, ils sont dans une position de consommateurs ou d'assistés.

A cet égard, même la suppression du service national contribue à la disparition de toutes les occasions de se sentir membre à part entière d'une communauté à l'égard de laquelle on a des obligations.

Jean-Marie DOMENACH - Je suis comblé puisqu'on a entendu ici expliquer les deux faces d'une même réalité et que cela nous prouve bien qu'il n'est plus possible de penser en blanc et

noir mais qu'il faut penser le blanc et le noir en même temps.

Je prendrai certaines de mes références peut-être un peu avant la date de 1957, qui est bien choisie d'ailleurs parce que l'avant-guerre a fini une quinzaine d'années après la guerre et j'aurai l'occasion d'en reparler.

Si je compare l'époque où j'ai eu 16 ou 17 ans à celle des adolescents d'aujourd'hui, ce qui me frappe le plus, ce sont deux points qui ont tous deux été évoqués par René Rémond et par certains d'entre vous. Le premier, c'est que l'on croit autrement, que l'on croit moins - il ne s'agit pas ici de «croissance» mais de «croyance» - et que le rattachement par le biais d'une croyance commune, d'abord religieuse mais aussi politique ou philosophique, cet instrument de cohésion a à peu près disparu. Nous touchons ici, à travers un mot qui a été prononcé par plusieurs d'entre vous et par René Rémond en particulier, à ce qui est, pour moi, l'une des principales difficultés de la société que j'ai eu l'honneur, je crois, d'appeler «de consommation» le premier - mais peu importe, il n'y a pas de brevet pour les mots ! -, à savoir l'autorité - non pas au sens de hiérarchie tel que le prenait Michel Crozier, mais au sens beaucoup plus large (où il l'a pris d'ailleurs un moment) d'adhésion à une vérité, ou à ce que l'on croit être une vérité, à travers un garant.

«Où sont les autorités ?» C'est la question que le général de Gaulle avait posée au Commissaire de la République de Lyon, lequel lui avait répondu : «*En prison, mon Général !*» C'était le 7 septembre 1944, à Lyon... «Où sont les autorités ?» Peut-être pas assez en prison de notre temps, mais la question se pose à tous les niveaux.

Elle se pose au niveau familial, où l'enfance est devenue le modèle privilégié. Naguère, c'était la vieillesse, considérée comme détentrice de la sagesse - en 40 ans, la durée de la vie s'est beaucoup allongée, on ne l'a pas encore dit, elle est aujourd'hui d'environ 76 ans - le vieillard avait au moins cette consolation d'être considéré comme celui qui sait, qui garantit un certain savoir (pas toujours d'ailleurs, car il y avait des révoltés).

Parlant généralement, on peut dire que la crise

de l'autorité est à la base de la plupart des déficits que nous connaissons. Je l'ai observé de très près à l'École Polytechnique en ceci que je n'arrivais pas à faire prendre des responsabilités par des élèves. Autrement dit, l'élève refusait de commander lui-même... et on ne lui avait d'ailleurs pas appris à commander ! «*Au nom de quoi est-ce que, moi, je serais une autorité ?*» Voilà la question qui est posée : je l'ai entendue, à la télévision, reprise par des gamins qui, de Polytechnique à l'école primaire en passant par le collège, demandaient qu'on les paye pour venir à l'école ! «*Vous, les profs, on vous paye bien pour venir à l'école ; nous, il faut nous payer aussi !*» Evidemment, je suis plus sensible à ce problème que d'autres parce que j'ai été élevé dans un climat religieux, lyonnais, où les autorités foisonnaient et où notre souci était toujours de rester dans le sillage d'une autorité. Notre drame a été précisément ce moment où nous avons refusé l'autorité d'une hiérarchie ecclésiastique.

Le poids que pesaient alors les autorités intellectuelles, institutionnelles, est quelque chose d'inimaginable aujourd'hui. Je ne vois pas comment on pourra rendre une autorité à des gens qui ne portent plus d'uniforme, qui n'ont plus cette *aura* du sacré sur eux. Je ne vois pas comment on peut s'accommoder d'une société où tout le monde se trouve à égalité de niveau, où plus aucune décision, au sens fort du mot, n'est prise, où plus aucun commandement n'est donné - j'entends, non pas un commandement institutionnel, mais un commandement traditionnel, c'est-à-dire ce qui manque tellement à la France, cette émergence d'une personnalité capable de grouper en commando, en *task group*, quelques individus qui ne sont pas forcément dans le même rapport à la hiérarchie.

Comment faire pour restaurer un minimum d'autorité qui permette de corriger cette autre contradiction, sur laquelle vous n'avez pas assez insisté à mon gré, qui est que - j'exagère, bien sûr -, individuellement, le Français, très souvent, est excellent ? Il se porte bien, malgré beaucoup de défauts, il a gardé cette audace - René Rémond l'a souligné - d'être autonome - comme disait Stendhal, le Français est quelqu'un qui dit «moi» - ou de vouloir être autonome dans une société de consommation où il pourrait être noyé par la multitude. On assiste à

des prouesses individuelles extraordinaires, il y a des gens qui vont à la rame en Amérique, depuis la Bretagne, ou qui grimpent sur l'Annapurna, ou qui réalisent des performances absolument insensées...

Michel DRANCOURT - De Kersauzon, par exemple...

Michel CROZIER - Si vous permettez une petite seconde, j'ai mieux ! Je me suis trouvé, il y a trois jours, avec la femme - et c'est une femme, elle ressemble à une femme française, elle est absolument comme tout le monde ! - qui a traversé le pôle sud à pied. C'est extraordinaire ! Elle est vraiment comme tout le monde, il n'y a pas d'autorité, pas d'*aura*, rien du tout. Elle a simplement réalisé son rêve, et c'est formidable.

Vous remarquerez - et c'est quelque chose d'important tout de même, dont on n'a pas parlé - que les femmes prennent une place beaucoup plus importante dans l'imaginaire collectif pour «faire des choses». C'est un des ressorts de la vitalité française.

Jean-Marie DOMENACH - Je suis très content que Michel Crozier signale ce par quoi je conclus mon livre - la femme française-, car je pense que la clef de voûte de ce qui reste de civilisation dans ce pays, c'est la femme française, et que, si elle est réduite à l'uniforme du travailleur, si elle devient ce que l'on appelait, dans les milieux anti-féministes des années 30 aux Etats-Unis, une amazone, alors quelque chose s'effondrera dans ce qui a fait le charme et la douceur de vivre dans ce pays.

Mais je reviens, avant de terminer, sur ce contraste entre la qualité exceptionnelle de beaucoup d'individus, ce pouvoir de penser, ou d'essayer de penser par soi-même, et la maladie sociale - est-elle imaginaire ? mais les maladies imaginaires sont les plus difficiles à guérir - qui affecte la France, maladie de langueur, sorte de malaise quasi-métaphysique auquel j'attribuerai une cause à laquelle je suis probablement plus sensible : la rupture entre la France telle qu'on la rêvait, telle qu'on l'idéalisait, et la France réelle, aujourd'hui appauvrie. Nous avons là une véritable tragédie, car c'est effectivement de la France qu'il s'agit, de sa personnalité, de sa

légende, de ce qui l'a faite elle-même (et j'emploie à dessein le mot *personnalité* plutôt que le mot *identité*).

En disant que la France était une *personne*, Jules Michelet avait désigné un modèle. Ce modèle est resté prégnant pendant deux siècles au moins, et l'on se rend compte aujourd'hui que l'instituteur et le curé défendaient, chacun avec la même ferveur, la même conception idéale de la relation que ce pays, central, devait avoir avec les autres pays. La croyance en une vocation particulière de la France était quelque chose qui n'était peut-être pas dans le commerce, mais qui subsistait au fond d'une grande partie de la jeunesse française et qui a été opératoire, parce que - c'est là où j'anticipe sur 1957 - il y a quand même une chose extraordinaire dans l'histoire de France, c'est que la France, réduite territorialement à zéro, s'est trouvée renaître à partir en quelque sorte de symboles, à partir de la légende, à partir d'un idéal, magnifié à l'excès - sans doute -, en partie mensonger - peu importe -, incarné par un homme qui n'hésitait pas à la prendre tout entière dans ses bras. «*Parce que la France, c'est la France*», a-t-il dit dans une de ses conférences de presse... et curieusement, Mitterrand a dit un jour exactement la même chose !

Maurice BLIN - La fonction fait l'homme.

Jean-Marie DOMENACH - Mais cette tau-tologie nous a parlé cependant et, comme le disait Maurice Blin, elle ne parle plus beaucoup... Bref, je crois que le malaise est politique avant d'être métaphysique, l'un et l'autre étant liés.

Politique en ce sens que nous ne formons plus corps avec nos idées. Il y a un déficit de croyance, les paradis sont perdus. L'illusion a un passé, a-t-elle encore un avenir ? Depuis 1956, en France, on y croit de moins en moins. La perte des paradis sur terre est-elle une bonne chose ? C'est une question que je pose et à laquelle je n'ai pas le temps de répondre. On a sacrifié des millions d'hommes pour le paradis sur terre... Mais nous avons cru qu'il y avait au moins, sinon un paradis, du moins une possibilité de société plus juste, de société plus heureuse et plus convaincue d'avoir à faire dans le monde quelque chose qui ait du sens.

Et c'est là - je terminerai là-dessus - où la métaphysique entre en scène, jusque dans ces défilés de carnaval qui remplacent les manifestations de ma jeunesse, c'est-à-dire qu'au fond les gens souffrent de ne plus pouvoir être ensemble. La victoire du privé sur le public caractérise au fond ces cinquante dernières années - disons ces quarante, si vous préférez - à travers la télévision, à travers l'automobile, qui sont des inventions admirables, mais toutes «privatives», comme on dit dans les H.L.M. de luxe !

Tout ceci converge en définitive vers une même analyse et une même question, me semble-t-il, - celle du doute fondamental sur la réalité de cette personne «France» et sur ce qu'elle est encore capable de faire dans le monde. Or les Français ne s'intéresseront vraiment à la France que si elle a un destin et une histoire. Autrement, en effet, il n'y a pas de raison d'être plus Français que Chinois ou Australien !

Mais ils doutent et ce doute est lié à la difficulté de croire dans notre société, qui s'est désacralisée, et où tous les dogmes, successivement, se sont effondrés. Je n'ai pas parlé, à dessein, de déchristianisation, car cela nous entraînerait dans une longue discussion sur sa réalité, mais ce que je sais, pour l'avoir expérimenté en tant qu'enseignant, c'est que le langage du sacré, à quelque niveau qu'il se porte, n'est même plus compris. Quand vous dites la «transfiguration», en l'adaptant à une situation qui n'est pas celle de l'Évangile, les élèves ne comprennent pas ! De la même manière, quand on dit «démocratie» - je l'ai vu, je l'ai éprouvé, parce que les élèves n'ont pas ce minimum de grec que l'on enseignait dans les collèges - il faut aller au tableau noir pour expliquer ce que c'est !

Là, je ne sais que dire, car cette façon de croire, que je partage aussi en partie - «*Atheistisch am Gott zu glauben*», «croire en Dieu de façon athéiste» - c'est une forme d'ambiguïté troublante. On peut dire la même chose d'un certain nombre de croyances qui sont là, dans un monde idéal, bien enfermées, closes, peut-être virtuelles d'ailleurs...

Cette décentration de la France est un phénomène extraordinaire pour les gens de mon âge qui, jusqu'à la débâcle de 1940 - j'avais alors 17 ans -, ont vécu la France comme une totalité. Les Etats-Unis n'existaient pas, l'Union Soviétique n'existait que pour quelques jeunes staliniens. Nous vivions dans cet univers : maintenant, nous sommes excentrés, nous avons notre petite place dans un gigantesque *patch-work* où nous sommes de moins en moins entendus.

Mais j'ai quand même un espoir - ou même deux, mais peut-être cela n'en fait-il qu'un - celui que l'histoire nous ramène à la conscience de notre rôle, qui est d'innover, certes, mais sans peut-être prendre pour référence unique les réussites des Etats-Unis.

Il y a aujourd'hui en France une pression fantastique de l'argent - «*Où est l'autorité ?*», disais-je..., elle est souvent là - et ce que l'on appelait le bonheur de vivre en France est quelque chose dont les Français craignent qu'il ne soit définitivement englouti. Le pêcheur à la ligne n'a pas toujours tort contre le T.G.V. Il y a là une justice à lui rendre, à condition de proposer aux gens, et surtout aux plus jeunes, un but qu'ils sentent à la mesure de leur ambition et de leur vouloir-vivre.

C'est peut-être une ambition exagérée, mais il me semble que nos gouvernements, de ce point de vue-là, ont failli pour n'avoir pas su, autrement qu'avec des mots abstraits, proposer quelques objectifs :

- celui de l'Europe, en expliquant ce qu'on veut faire,

- celui aussi du «rapatriement de la France». Il faut que les Français rapatrient la France, qu'ils reprennent ce pays et qu'ils sachent ce qu'ils veulent en faire.

A l'appui de ces considérations, peut-être un peu idéalistes, je voudrais relater une expérience. En 1938 j'ai adhéré aux Auberges de Jeunesse et j'ai vécu un peu avec des «Ajistes», qui n'étaient pas du tout des scouts mais plutôt des anars. Je les ai retrouvés en 1943 au Vercors - certains d'entre eux du moins -, et quand je leur ai demandé : «*Mais pourquoi êtes-vous*

là ?», ils m'ont répondu : «*Parce que ce serait indigne de nous d'être ailleurs*». Depuis, je garde un certain espoir : entre un peuple et son imaginaire existent beaucoup de canaux de communication. A vrai dire, ce qui me décourage parfois et m'inquiète, c'est l'épuisement de cet imaginaire, le fait que la France n'ait pas réussi ce que les Américains ont admirablement réalisé, c'est-à-dire le passage à la culture de masse. Chez nous, la création culturelle est en quelque sorte exilée, de plus en plus appauvrie, et laissée entre les mains d'un public d'initiés, dépourvu de l'autorité qu'il avait autrefois.

Michel DRANCOURT - Par rapport à cette ample approche, je reviens à la question qui nous a été posée : «*Quels devraient être aujourd'hui les pistes de réflexion et les terrains d'expérimentation prioritaires face aux énigmes et défis majeurs de cette fin de siècle ?*»

On vient d'examiner «les énigmes et les défis». Je pense qu'effectivement nous avons à maintenir une certaine personnalité, différenciée de la civilisation américaine, mais prêtons attention - comme j'ai voulu le faire dans un article de «Societal» (2) - à la manière dont les autres nous regardent. Les articles que j'y ai cités sont écrits en anglais, en allemand, en italien. Or, ils nous voient pratiquement tous comme un musée !

Michel CROZIER - C'est le bon côté.

René RÉMOND - Cela leur convient.

Michel DRANCOURT - Cela leur convient parce que c'est le jardin du curé dans lequel il est agréable d'aller cueillir des carottes !

Mais il faut maintenant, comme *France-Forum* nous le demande, définir des pistes de réflexion, autrement dit tenter de formuler la question majeure posée à la France d'aujourd'hui. «Pour ma part, je proposerais ceci : comment pouvoir perpétuer dans le monde de demain, sans en avoir les bases matérielles, ce que la France pouvait avoir d'original ? On dénonce souvent «la dictature de l'argent», telle qu'elle commencerait à s'instaurer en France. Or ce n'est pas «la dictature de l'argent» que nous subissons, mais celle des comptes. La France souffre d'une longue tradition de mauvais usage de l'argent - et cela ne date pas de la

République. Le bon peuple devait travailler pour satisfaire les plaisirs des rois. Les rois ont changé de nature mais la lourdeur des prélèvements obligatoires demeure.

Si l'on appelle «dictature de l'argent» le fait de se préoccuper des comptes, de se préoccuper de productivité, de faire qu'une entreprise doive toujours restituer plus de richesses qu'elle n'en consomme, moi, je suis pour cette dictature-là, parce que c'est la dictature du bon sens. Je suis en train d'écrire un ouvrage sur l'histoire des entreprises. Ce travail considérable m'amène à constater que, dans ce domaine des entreprises, l'approche française a toujours été déviante et que nous n'avons jamais voulu suivre tout à fait les règles communes. De ce fait nous avons perdu du terrain et en perdons encore.

Au moment où se développaient les entreprises anglaises de la haute époque, les entreprises françaises continuaient de chercher des subventions ! Il ne faut pas oublier que Saint-Gobain, qui ne s'appelait pas encore ainsi, a été subventionné pendant quarante ans sur l'escarcelle du roi et que ses comptes n'ont été remis en ordre qu'à partir du moment où des banquiers genevois s'en sont occupés. Tout au long du XIX^e siècle, certes, il y a eu beaucoup d'initiatives, mais avec toujours ce souci de tirer parti des concours que l'Etat pouvait apporter. Bref, et pour parler clair, rares ont été en France les périodes de capitalisme. Or, nous sommes aujourd'hui dans un régime mondial qui va dans le sens du capitalisme. Pouvons-nous inventer quelque chose de différent ? Ma réponse est non.

Le problème est donc, sur le plan économique, de savoir si nous nous adaptons (et comment ?) et de dégager suffisamment de moyens, de richesses et d'autorité économique pour garder notre «quant à soi» tout en pratiquant les règles normales de l'économie moderne.

L'autre élément que l'on n'a pas évoqué, mais qui joue, notamment dans le domaine culturel, c'est indéniablement le problème de la langue. Il ne faut pas oublier que, déjà, dans le Traité de Bretton Woods, il a fallu crier fortement pour que le français soit admis comme langue offi-

(2) «Comment les autres voient la France ? - Societal, n° 9 - Juin 1997/ Publication de la SEDEIS - p. p. 45-50

cielle et que le texte de reddition de 1945 n'a été rédigé en français qu'a posteriori.

On parlait de l'audiovisuel et de son importance. A l'heure actuelle, si vous voulez faire une production qui ait des chances d'être rentable, vous avez intérêt à la faire en anglais puis à la traduire en français !

Nous sommes donc confrontés à ce problème d'identité, de personnalité, non seulement dans les conditions que J.-M. Domenach nous a exposées, mais aussi tous les jours à la télévision, qui est actuellement la forme de culture la plus répandue. Nous le sommes également en constatant que les intellectuels français ne sont en fait entendus et reconnus que s'ils enseignent aux Etats-Unis, ou que s'ils écrivent en anglais plutôt qu'en français. Dans les domaines qui me sont familiers - Michel Crozier ne me démentira sans doute pas - je constate que, pour tout ce qui relève de l'entreprise, de l'économie,... c'est la littérature de langue américaine qu'il faut consulter en priorité.

Imaginons que nous soyons Allemands ou Anglais : comment traiterions-nous ce sujet ? Je pense que l'on est habitué à être Allemand sans avoir une Nation. Par conséquent, on a là plus de chances de durer et, jusqu'à maintenant en tout cas, plus de certitudes économiques.

René RÉMOND - Mais l'Allemagne est un pays qui vieillit.

Maurice BLIN - Le Japon aussi.

Michel DRANCOURT - Quant à l'Angleterre, son cas est intéressant : l'Angleterre s'est trouvée à la fin du règne travailliste, et au moment où il a fallu remettre de l'ordre dans la maison, dans une période de désespérance à la française. Aujourd'hui, elle semble aller un peu mieux.

René RÉMOND - Elle a été plus divisée aussi.

Michel DRANCOURT - Oui, mais en tant que collectivité elle est plus à l'aise dans la tradition libérale.

Maurice BLIN - Elle a une tradition sous-jacente forte.

Michel DRANCOURT - Beaucoup de pays

se posent visiblement ce type de question : puisque les Etats-Unis sont les patrons du monde - je ne sais pas combien de temps cela va durer -, les autres deviennent-ils peu ou prou des satellites essayant de s'accommoder de cette réalité, sans se l'avouer vraiment ?

Michel CROZIER - Je voudrais marquer des accords et des désaccords.

Je suis, bien sûr, en gros d'accord avec Michel Drancourt, sauf lorsqu'il affirme que les Américains sont les patrons du monde. Ce qui est fondamental aujourd'hui, c'est que les choses montent et descendent et qu'il n'y a plus de patron. Mais je ne vais pas en discuter maintenant.

Je vais prendre les autres points. Tous les pays sont forcés de regarder en face le drame «civilisationnel» que constitue l'effondrement du monde industriel, la fin d'un système qualifié tout à l'heure de «taylorien», parfois d'«industriel», en tout cas hiérarchique. Aux Etats-Unis comme ailleurs ; en dépit d'apparences plus flatteuses.

Ce monde-là s'effondre. On le voit avec l'effondrement des WASP aux Etats-Unis, depuis Nixon. La déférence, l'acceptation des autorités, c'est fini. L'évolution des mœurs n'est pas le plus important. En fait, tout éclate et personne ne peut plus se cacher.

Roosevelt avait ses maîtresses...

Maurice BLIN - Et Kennedy !

Michel CROZIER - ...Kennedy était quelqu'un de pire que Clinton...

Maurice BLIN - On l'a su après.

Michel CROZIER - ...et la presse le protégeait, parce qu'un Président n'était jamais attaqué sur ses mœurs.

Tout a éclaté. Donc, le monde entier est confronté à cette ouverture et à cet individualisme poussé de plus en plus loin.

Je suis tout à fait d'accord avec René Rémond : le pays a évolué très vite, les mœurs ont changé. J'ai prétendu - ce n'est pas idiot, d'ailleurs - que la France s'était mieux tirée de l'épreuve de 1968 que les autres pays européens et s'était rétablie tant bien que mal - l'Eglise

peut-être pas, mais elle a quand même fait de gros progrès. Mais j'ai l'impression, aujourd'hui, que ce que nous pensions a moins d'importance que je ne le croyais.

Je suis par contre en désaccord avec lui sur la décentralisation qui, pour moi, est un échec.

Je note par ailleurs, s'agissant de l'économie, que l'Europe a rattrapé l'Amérique d'il y a vingt ans, d'il y a trente ans, mais que l'Amérique est repartie. Nous nous sommes battus de façon forcenée pour rattraper l'Amérique, nous l'avons effectivement rattrapée - l'Amérique piétinait, elle a piétiné pendant au moins vingt ans, le niveau de vie américain n'augmentait pas. Et tout à coup (depuis dix ans, mais avec une accélération depuis quatre ou cinq ans), l'Amérique est repartie. Or, on ne sait plus la suivre et l'on ne comprend pas - les Français en tout cas - pourquoi elle est repartie.

Cela me semble tout à fait fondamental et pose un autre problème. Jusqu'à présent la société industrielle avait beaucoup évolué en France, et n'était plus taylorienne. Elle présentait par rapport aux Etats-Unis des spécificités positives, des innovations. Aujourd'hui, en présence du stupéfiant redémarrage de l'Amérique, on est complètement «sidéré», on ne comprend plus, on ne sait plus quoi faire. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée que nous sommes en présence d'une seconde révolution individualiste, qui va beaucoup plus loin.

Cela dit, je m'en effraie moins que J.-M. Domenach. Je crois que l'on est capable de la faire. Il y a beaucoup de difficultés, on va patauger, mais je rappellerai que l'Amérique a pataugé pendant vingt ans avant de trouver la solution - sans que l'Etat s'en mêle, ce qui est absolument extraordinaire. Or, rappelez-vous les débuts de Clinton, avec des conseillers qui lui disaient : «*Il faut faire une politique industrielle à la française*». Tu te rappelles, Michel ?

Michel DRANCOURT - On avait même fait venir l'expert américain qui avait présenté un rapport...

Michel CROZIER - Il y avait Robert Reich et les autres...

Michel DRANCOURT - Il y a juste une nuance. L'Etat n'est pas intervenu. Carter avait

provoqué la dérégulation d'un certain nombre de domaines et il faut lui rendre cette justice, c'est lui qui a allumé la mèche.

Maurice BLIN - Et Reagan a amplifié le mouvement.

Michel CROZIER - Mais alors, il faut aussi bien voir - et c'est important de le dire - que la dérégulation, ce n'est pas l'action de l'Etat disant ce qu'il faut faire : c'est l'Etat qui se retire, ou plutôt qui force les organismes, détachés de l'Etat mais de type étatique, à se retirer.

Michel DRANCOURT - Déréguler, en réalité, c'est rétablir la concurrence.

Michel CROZIER - Pas entièrement... ce n'est pas facile...

Je voudrais donc dire que je me retrouve avec Jean-Marie Domenach, mais alors comment s'y prendre pour disposer d'une autorité, ou d'autorités ? Comment, de façon pratique, mettre en œuvre le concept d'autorité ? C'est cela que tous les pays doivent faire.

Nous avons une vision de l'autorité qui est de se mettre d'accord et ensuite de commander. Elle est absolument périmée, mais, d'une part, ce n'est pas nécessairement la bonne et, d'autre part, nous n'en sommes pas prisonniers.

L'autorité a changé. D'ailleurs, dans l'autorité charismatique, dans celle par exemple du général de Gaulle, il y avait autre chose que le commandement. A un moment donné, tout le monde demande que quelqu'un tranche et, à ce stade, une personne peut trancher et doit le faire. Mais auparavant, beaucoup de choses doivent être faites. Le général de Gaulle n'était pas quelqu'un d'autoritaire, c'était quelqu'un qui écoutait. Il prenait bien soin de ne pas décider sur tout, de prendre du recul pour attendre et pour faciliter les choses. C'est d'une autorité semblable dont on a besoin, mais plus adaptée à notre temps.

On a besoin d'autorité, on n'a plus besoin d'autoritarisme, et non seulement on n'en a plus besoin, mais il faut absolument l'éliminer, car ce n'est plus toléré.

Jean AUBRY - Qu'en pense le politique ?

Maurice BLIN - Je voudrais revenir rapide-

ment sur ce qu'ont dit René Rémond, Jean-Marie Domenach et Michel Crozier, car j'hésite à partager l'optimisme qu'ils affichent.

René Rémond a parfaitement raison de dire que la France a connu, en quarante ans, une révolution sans précédent dans son histoire, c'est-à-dire une mutation en profondeur non seulement de ses institutions mais de ses mœurs. Elle a donné un témoignage de vitalité exceptionnelle et ce sera sans doute le mérite de notre génération que d'avoir changé la France. Nous n'avons ni «changé d'avenir», ni «changé la vie», nous avons, nous, avant que les socialistes ne récupèrent le slogan, changé la France !

Mais - car il y a un grand «mais» - nous l'avons fait vite, je serais tenté de dire que nous l'avons fait presque trop vite, si bien que le capital sur lequel on s'est appuyé pour soutenir cette mutation est en voie d'épuisement.

Je n'en donne qu'un exemple : la révolution agricole. Elle a été due à deux facteurs : l'Europe, qui l'a permise, et la remarquable préparation au changement que lui a assurée la J.A.C. .

Michel DRANCOURT - Notons au passage ce bon exemple de management moderne.

René RÉMOND - ...qui a été dû à l'initiative de la base et non à une décision bureaucratique.

Maurice BLIN - Autre exemple de vitalité : l'explosion démographique. En 1939, la France comptait 39 millions d'habitants. Elle en a aujourd'hui près de 60. Nous portons au flanc les stigmates, les vergetures si j'ose dire, d'une croissance qui a été très - sans doute trop - rapide, comme le montre le bouleversement subi par la population sur l'ensemble du territoire. Je ne parviens pas à me réjouir que la France ait, comme l'a rappelé Michel Drancourt, retrouvé en moins de deux générations le profil de l'Allemagne ou de l'Angleterre avec 20 % de la population en milieu rural et 80 % dans les villes. En réalité, les villes ont peu changé, elles sont restées qualitativement agréables, si l'on excepte leurs centres que les commerces ont tendance à désertier. Mais les suburbs - c'est-à-dire tout ce qui entoure la ville et qui n'est ni la ville, ni la campagne - sont un monde sans visage. Quel nom donner à une banlieue où 50.000

personnes vivent dans des tours ? Cet univers artificiel échappe à nos prises.

Un dernier exemple encore. Vous vous souvenez sûrement qu'au temps où la croissance à 6 ou 7 % par an nous emportait, nous manquions de bras...

Michel DRANCOURT - Et comment !

Maurice BLIN - ...et nous importions des Maghrébins par charters entiers, trains ou bateaux...

Jean AUBRY - Il y a même eu, à un moment, des directives gouvernementales pour accélérer le mouvement... au besoin en dérégulant.

Maurice BLIN - Le déséquilibre était éclatant entre nos ambitions, notre élan, et les moyens que nous mettions à leur disposition. Nous payons aujourd'hui les effets de deux générations de travailleurs étrangers qui, le chômage arrivant, posent aujourd'hui les problèmes que l'on sait.

Michel DRANCOURT - Rappelons-le incidemment, le besoin de main-d'œuvre bon marché n'était alors aussi fortement ressenti qu'en raison du retard pris par les entreprises françaises qui n'imaginaient pas d'autres solutions pour améliorer leur compétitivité.

Maurice BLIN - Vous avez tout à fait raison. Alors que les Suédois pariaient sur la machine, nous avons parié sur une main-d'œuvre à bas pris.

Deux considérations pour finir, d'ordre un peu plus philosophique.

La première concerne le problème de l'individu-roi. C'est vrai, Luc Ferry l'a dit, nous sommes entrés dans une ère où chaque individu revendique face aux autorités le droit absolu soit de les accepter, soit de les contester. Cette revendication à mes yeux est mortelle, comme le montre l'histoire : il n'y a pas de «moi» qui dure - le «moi» de Stendhal que Pascal tenait, lui, pour «haïssable» - s'il n'y a pas une loi qui lui confère permanence et solidité. Si l'individualisme anglo-saxon est si fort - il explique le réveil anglais et l'extraordinaire dynamisme américain - c'est parce qu'il repose sur l'éthique protestante de la loi. Fût-ce pour la combattre, il faut une loi pour qu'un individu s'affirme. Le

jour où s'éteint le respect qu'il lui porte, il s'affaïsse. En réalité, le mythe de la souveraineté de l'individu resurgit chaque fois qu'une société se met à douter d'elle-même.

Ma seconde observation concernera l'avenir de la femme. Jean-Marie Domenach a eu raison de l'évoquer. On disait, au XVIII^e, «*les femmes font et défont les maisons*». On pourrait dire aujourd'hui que les femmes font et défont les nations. La Française est, en effet, de toutes les femmes européennes, celle qui s'est le plus tôt et le plus largement engagée dans la vie productive. Notre pays a le taux de travail féminin le plus élevé. Cela ne peut pas ne pas laisser de traces et pose le problème de la qualité de la société. La nôtre a dû beaucoup à la femme. D'où une interrogation : le jour où la femme joue à l'homme, l'équilibre du corps social peut-il ne pas en être affecté ?

Deux remarques enfin pour terminer. Nous avons vécu en mai et juin derniers un tournant politique majeur et nous n'avons pas fini d'en mesurer les conséquences. Pour la première fois de son histoire - et cela aussi est sans précédent - la France a tenté de se réformer «à froid» au lieu de se payer le luxe d'une révolution «à chaud». En effet, celle-ci est désormais au-dessus de ses moyens en raison des contraintes que le monde extérieur fait peser sur elle. Or, apparemment, elle a échoué.

Enfin, Jean-Marie Domenach a parlé de culture de masse.

Le mot en lui-même a, pour une oreille française, quelque chose de provocant et même d'un peu scandaleux. J'observe pourtant que l'Amérique génère une forme nouvelle de culture de masse qui gagne la planète.

Un simple exemple. J'ai beaucoup aimé le film «*Out of Africa*». Tiré d'un roman de la danoise Karen Blixen, avec musique autrichienne (Mozart), il se déroule en Afrique anglophone ; mais il est né d'un scénario, joué par des acteurs américains, financé par de l'argent américain. Voilà donc un produit de la culture européenne auquel l'Amérique a su donner, elle, une audience populaire et mondiale. L'Europe et la France en particulier manifestent ainsi un retard dans la maîtrise de l'image qui est, qu'on le veuille ou non, devenu un vecteur culturel éminent.

C'est pourquoi, je m'interroge : peut-il y avoir une culture de masse ? Il y a dix ans, j'aurais répondu non. Je n'en suis plus si sûr. Anouilh avait modernisé Antigone et Giraudoux, Electre. Les Anglais s'efforcent d'actualiser Shakespeare. Mais peut-on rendre accessible, à des jeunes qui désertent la culture classique et française, Corneille ou Racine ? J'hésite à répondre.

Michel DRANCOURT - Si, on le peut.

Michel CROZIER - On peut les vendre.

Maurice BLIN - En êtes-vous sûrs ? Enfin, je n'ouvre pas le débat...

Michel DRANCOURT - On peut les vendre, pas sous la forme où ils sont mais en les adaptant, comme Walt Disney l'a fait des contes allemands.

Maurice BLIN - Bon. Enfin, c'est une vraie question.

René RÉMOND - N'attendez pas de moi que je conclue ni que j'arbitre entre les optimistes et les pessimistes.

Plusieurs des phénomènes que vous avez évoqués sont ambivalents. Un seul exemple : un des faits sociaux les plus importants de la seconde moitié du XX^e siècle a été l'émancipation féminine, l'accession des femmes à une relative égalité, leur intervention dans la société. On voit bien tout ce que cela représente de positif, d'énergie libérée, de contribution spécifique apportée à la vie en commun, mais cela peut aussi bien désintégrer la société si les femmes cessent de jouer leur rôle de toujours d'assurer la continuité, la transmission des valeurs. Pour une bonne part la dislocation de la famille est aujourd'hui la conséquence du travail professionnel de la femme...

Maurice BLIN - Largement.

René RÉMOND - ...qui fait qu'une proportion croissante d'enfants sont à la rue.

Michel DRANCOURT - Si vous me permettez, c'est un sujet qu'il faut aussi discuter avec les femmes.

René RÉMOND - Ah ! Tout à fait.

Michel DRANCOURT - J'ajoute, en ce qui me concerne, par expérience personnelle, que si j'avais vécu avec une femme qui ne travaille

pas, j'aurais sûrement divorcé deux fois !

Maurice BLIN - On peut dire aussi que celui qui vit avec une femme qui travaille a des chances de divorcer deux fois !

René RÉMOND - Il faut prendre acte de cette évolution. De toute façon, elle est irréversible.

Si maintenant je m'interroge sur les éléments qui peuvent inspirer une certaine confiance, Jean-Marie Domenach a évoqué à juste titre la qualité individuelle et les prouesses de beaucoup de Français. Cela n'intéresse peut-être que les sportifs, mais il est étonnant de voir à quel point les Français ont tenu leur place dans la conquête du monde. Regardez le développement de la navigation à voile ! Et aujourd'hui, qui sont les premiers navigateurs ?...

Michel CROZIER - En solitaire, car en groupe, ce ne sont jamais les Français !

René RÉMOND - Ce sont des performances extraordinaires. La conquête de l'espace, de la montagne...

La démographie est aussi un phénomène important et Maurice Blin avait raison d'évoquer le grand changement qui a fait passer de moins de 40 millions d'habitants à près de 60. Il faut toujours se situer par rapport aux autres : la France est le pays de l'Union Européenne qui a pour l'instant la meilleure situation démographique. Je suis plus inquiet pour l'avenir de l'Allemagne, et je ne parle pas de l'effondrement démographique des pays méditerranéens. Voyez l'Italie, l'Espagne...

Michel DRANCOURT - A l'exception peut-être de la Suède...

René RÉMOND - La Suède se réveille, mais c'est un petit pays.

En France, les évolutions sont plus lentes, et en fait on a l'impression que c'est un vieux peuple... Cela se paye quelquefois par l'inertie, la lenteur des réactions, mais par ailleurs on donne aussi moins dans les excès. Par exemple, nous nous sommes peut-être moins mal tirés que d'autres de la crise de 1968... Il y a une espèce de bon sens, de sagesse, de relative modération...

Michel CROZIER - Pour ce qui est des mœurs et de quelques autres domaines. Mais pas pour la politique.

René RÉMOND - Et encore : même en politique il y a apaisement des conflits, réduction des écarts et des embardées.

Pour les mœurs, tout compte fait, nous sommes touchés comme les autres par la violence et par la drogue, mais peut-être un peu moins.

Michel DRANCOURT - Si vous permettez une petite intrusion dans la politique, qui n'est pas mon domaine habituel, j'avancerais que, parmi les faiblesses françaises, il y a le fait que la «pensée unique» en France est social-démocrate : les hommes politiques français n'ont jamais su intégrer le fait libéral.

René RÉMOND - Sûrement.

Michel DRANCOURT - Or, comme le monde est plutôt libéral; c'est une des difficultés françaises.

Maurice BLIN - C'est le porte-à-faux complet.

René RÉMOND - C'est sûrement vrai. Ce qui me préoccupe le plus, dans l'ordre du politique, c'est qu'il n'y ait aucun lieu d'apprentissage de l'appartenance à la démocratie, d'exercice de la responsabilité. On a évoqué ce qu'a représenté la J.A.C. pour le monde agricole. Il n'en existe plus d'équivalent actuellement, il n'y a plus de lieux où l'individu puisse apprendre ce que c'est qu'une communauté. C'est particulièrement vrai pour la politique : les Français continuent de s'y intéresser mais ils ne savent pas ce qu'elle est. Ils sont à cet égard des analphabètes, des illettrés !

Maurice BLIN - Exact et effrayant.

René RÉMOND - Leurs jugements sont simplistes, mais où apprendraient-ils ? Il n'y a plus de lieux... Les partis ne sont pas en mesure de le faire...

Maurice BLIN - Si vous permettez une observation, je rappellerai que la gauche, plus précisément le monde enseignant à forte sensibilité de gauche, domine largement l'Education nationale...

René RÉMOND - Mais ils sont illettrés en matière politique.

Maurice BLIN - ...Oui, et c'est le grand grief que je fais à cette gauche qui, par le biais de l'Education nationale, domine la nation - et la culture -. Je constate autour de moi, chez la plupart des jeunes, une ignorance redoutable des institutions républicaines et de ce qu'est la pratique de la démocratie. On ne les a pas formés !

René RÉMOND - Ils ne savent pas ce qu'est l'exercice de la démocratie. Il n'y a pas d'institutions qui l'apprennent.

Michel CROZIER - Et les droites ?

Maurice BLIN - Ce n'est pas mieux, mais pour elles, c'est à la tradition, à la famille d'y pouvoir alors que la gauche se veut républicaine. Or, quand on ignore les devoirs qu'implique l'usage de la démocratie, peut-on se satisfaire de se proclamer simplement républicain ?

René RÉMOND - Il n'y a pas d'autres lieux pour rencontrer la politique que les médias, qui ne peuvent en proposer qu'une image déformée...

Maurice BLIN - Une caricature.

René RÉMOND - Il n'y a donc pas d'éducation de la citoyenneté. C'est cela qui me paraît actuellement faire problème, alors qu'autrefois, la famille, les mouvements confessionnels, toutes sortes d'institutions remplissaient ce rôle...

Michel DRANCOURT - Dont, quand même, l'école laïque et obligatoire !

René RÉMOND - L'école laïque, bien sûr... Tout cela a disparu, ou presque. Cette carence fait que nous vivons dans une société où grandissent des millions d'adolescents qui, en réalité, en ignorent tout. Par conséquent...

Maurice BLIN - ...ils deviennent des barbares.

René RÉMOND - ...ce sont des illettrés ou des analphabètes.

Michel DRANCOURT - Oui, ou ils acquièrent leurs connaissances autrement...

René RÉMOND - Autrefois, il y avait encore les idéologies qui leur apportaient finalement

une vision globale, mais maintenant, il n'y a même plus cela, qui mettait en perspective...

Jean AUBRY - Aux Etats-Unis les Universités notamment sont le siège d'une intense vie associative, terrain privilégié d'apprentissage pour l'exercice futur de responsabilités en politique et en tous autres domaines.

René RÉMOND - En France, il y a aussi de nombreuses associations, mais leurs objectifs sont le plus souvent ponctuels, et non pas généraux.

*
**

Jean AUBRY - Le moment est venu, malheureusement, de clore ce débat. Provisoirement du moins. Il me semble en effet ne pas trahir le sentiment général des participants en constatant que l'ampleur - jugée «effrayante» par certains d'entre vous - et l'importance du sujet traité, en même temps que l'intérêt et la vivacité du débat, appellent compléments, prolongements et approfondissement.

La meilleure formule serait, semble-t-il, en isolant, chaque fois, tel ou tel des points aujourd'hui abordés, de mener plus loin la réflexion. Concrètement, par exemple, *France-Forum* pourrait à l'avenir organiser d'autres discussions sur le modèle de celle qui vient de s'achever, avec le concours des personnalités les plus aptes à «creuser» le thème retenu : changement du statut et du rôle de la femme dans la société, et ses conséquences, comment remédier au dangereux affaiblissement de la culture civique et politique ?, mutations en cours dans les modes de relation au sein de la famille, de l'entreprise, de la cité,... et avec le reste du monde, et leçons politiques à en tirer,...

La liste pourrait aisément être complétée - et les participants au débat d'aujourd'hui auront certainement des suggestions à formuler à cet égard. Du moins, les quelques indications précédentes me paraissent-elles assez bien correspondre aux principales interrogations et aux principaux défis mis en lumière aujourd'hui, après les regards croisés que vous venez de porter sur les mutations et bouleversements intervenus au cours des quarante dernières années.

Témoignages

Pierre PFLIMLIN

Lorsqu'on évoque l'année 1957, de nombreux souvenirs surgissent de ma mémoire. L'atmosphère était sombre. La guerre d'Algérie sévissait sans que l'on pût en prévoir la fin. La IV^e République montrait d'inquiétants signes de faiblesse. Elle pouvait certes se prévaloir dans le domaine économique d'un bilan positif : dès 1955, dix ans après la fin de la guerre, la reconstruction étant achevée, la production industrielle avait retrouvé son plus haut niveau d'avant-guerre, celui de 1929, avant le déclenchement de la crise économique mondiale. Dans le domaine social des progrès incontestables avaient été réalisés, notamment sous l'impulsion du Mouvement Républicain Populaire. Mais l'instabilité gouvernementale - la durée moyenne des gouvernements était de six mois - avait gravement affaibli l'autorité de l'Etat qui paraissait incapable d'affronter la crise politique et morale déclenchée par la décolonisation.

Le M.R.P., dont j'avais assumé la présidence l'année précédente, en 1956, en était bien conscient. Il décida qu'il ne participerait plus à aucun gouvernement qui n'inscrirait pas la réforme de l'Etat, c'est-à-dire la révision de la Constitution, en tête de son programme. A l'Assemblée Nationale notre groupe déposa une proposition dans ce sens. Robert Lecourt, ministre de la Justice dans le gouvernement Félix Gaillard, saisit le Parlement de textes précis qui furent en partie votés.

Les institutions étaient - j'en étais convaincu - un aspect essentiel de la crise à laquelle le pays était confronté, mais elles n'étaient pas le seul. Notre famille politique en particulier se devait d'approfondir sa doctrine pour éclairer la signification des événements que nous vivions et dégager des perspectives d'avenir. Il fallait aussi disposer d'un moyen de communication avec les élites et avec un plus large public. C'est à cette préoccupation que répondait la création de *France Forum*, qui est à mes yeux un des rares événements lumineux de la sombre année 1957.

Quarante ans après, je rends grâce aux fondateurs et à ceux qui pendant quatre décennies ont dirigé et animé la revue. Leur œuvre est placée sous le double signe de la fidélité et de l'ouverture : fidélité à nos valeurs, ouverture, notamment sous forme de colloques, à d'autres courants de pensée. Je veux évoquer avec une profonde reconnaissance le souvenir d'Etienne Borne qui fut longtemps notre guide spirituel. Merci à Henri Bourbon et à Jean Aubry qui continuent de tenir fermement la barre !

Mais la mission de *France-Forum* est loin d'être achevée. Je compte que la revue, qui vient de changer de visage, aidera, dans l'esprit de ses fondateurs, les responsables d'aujourd'hui à préparer le monde de demain.

Raymond BARRE

Tous ceux qui, depuis de nombreuses années, lisent avec attention *France-Forum* ont toujours été sensibles à son attachement aux valeurs fondamentales de notre société, à son refus du sectarisme idéologique et l'esprit partisan, à son souci de repérer et d'analyser l'évolution de la France, de l'Europe et du monde, les tendances de nos sociétés, les aspirations des hommes et des femmes aux prises avec les difficultés de l'existence.

Ainsi *France-Forum* a-t-il contribué à l'intelligence des problèmes de notre temps.

A l'orée du XXI^e siècle, je souhaite qu'il conserve sa curiosité à l'égard de ces problèmes en même temps que sa volonté de les traiter selon la tradition de l'humanisme qu'il a toujours défendue. Au moment où la France doit s'adapter aux changements rapides et souvent douloureux que lui impose la compétition mondiale, au moment où la construction de l'Union Européenne marque des progrès significatifs vers la réalisation d'une grande espérance, au moment où le monde est à la recherche d'un nouvel équilibre qui contienne les forces poli-

tiques, économiques et financières qui s'y déploient, nous avons besoin de la lucidité, de l'objectivité, de la compréhension de *France-Forum*.

Je remercie Henri Bourbon pour tout ce qu'il a fait et tout ce qu'il fera demain.

René MONORY

Cela fait quarante ans que *France-Forum* nous apporte, chaque trimestre, son lot de témoignages, de références, de réflexions. Cette contribution permanente à l'approfondissement de notre engagement, nous la devons d'abord à ceux qui ont fait vivre une telle revue, avec les difficultés que nous pouvons imaginer.

Hommage doit être rendu à Etienne Borne, dont la voix nous manque, à Henri Bourbon, âme infatigable de ce qui est avant tout une démarche envers le politique. Ils ont donné à notre famille de pensée un outil irremplaçable. Nous devons continuer à l'enrichir, à le faire prospérer, à l'embellir.

La nouvelle formule de *France-Forum* témoigne de cette ambition. Au-delà, ses fondateurs ont voulu que se créent autour de la revue, des clubs, des conférences, des rencontres. Plus que jamais, nous avons besoin de ces espaces de dialogue et de recherche.

La vie politique s'inscrit trop souvent dans l'instant. A se figer dans le présent, elle se tourne de fait plus souvent vers le passé que vers l'avenir. Pourtant, notre mission est d'abord d'explorer le futur. Il n'y a pas de solutions aux problèmes politiques actuels qui n'anticipent les évolutions futures. Notre époque connaît trop de bouleversements, nos technologies évoluent bien trop vite, pour que nous puissions continuer à réfléchir sans nous projeter vers demain.

France-Forum, avec le recul et la hauteur de vues que ses concepteurs ont toujours su lui garantir, est pour cela un formidable atout. A nous de l'utiliser, à nous de l'y aider.

Maurice SCHUMANN

Les démocrates d'inspiration chrétienne sont, par nature et par nécessité, enfermés dans une alternative. Ou bien ils constituent une force politique jalouse de son autonomie, ce qui

risque d'entraîner une confusion entre le temporel et le spirituel ; ou bien, selon la formule de Marc Sangnier lui même, ils se répartissent entre diverses formations et s'appliquent à être «le levain qui fait lever toute la pâte». Nous avons tenté la première expérience, non sans quelque mérite et quelques résultats qui seront un jour pleinement reconnus ; c'est aujourd'hui à la seconde branche de l'alternative que nous avons confié notre espérance et notre fidélité. Dans les deux cas, et plus encore peut-être depuis que le M.R.P. a disparu, nous avons besoin d'un lieu de rencontre et d'un commun dénominateur. Telle est la vocation de *France Forum*. Je ne me contente pas de lui souhaiter longue vie. Je lui rappelle son devoir qui est tout simplement d'exister et de persévérer.

François BAYROU

J'ai une immense gratitude à *France-Forum*, et à ceux qui l'ont fait vivre, d'avoir été, depuis quarante ans, infatigablement, le «carrefour de l'humanisme démocratique». Pour notre famille d'esprit, la revue aura été le plus précieux des apports, le plus fidèle et le plus stimulant des rappels lorsque la politique se faisait plus difficile à comprendre, les convictions plus difficiles à défendre. Beaucoup d'esprits, beaucoup de consciences se sont retrouvés dans le sillon de *France-Forum*, même quand ils s'affrontaient ailleurs.

Pour moi, *France-Forum*, ces vingt ou trente dernières années, cela aura été aussi des visages. Les déjeuners hebdomadaires de la revue, pour le jeune militant que j'étais, permettaient des rencontres libres, talentueuses, sans hiérarchie. Etienne Borne, timide et rayonnant, y donnait le plus précieux : une vision claire du monde, nourrie d'une immense science et d'une conscience sans défaut. Jean Lecanuet s'y ébrouait dans le monde de la réflexion, ainsi retrouvée avec jubilation, dans le monde de l'amitié, comme un havre. Henri Bourbon portait le quotidien, au service d'un projet dont il savait l'ampleur et l'importance, avec ses jardins secrets, les jardins des formes, la peinture d'abord, et le goût des rencontres. C'était un lieu de transmission, un lieu où l'on pouvait se passer le témoin, sans emphase et même sans phrase. Et cela n'a pas de prix.

Maintenant, la gratitude exprimée, il est temps de parler de *France-Forum* au futur.

Cardinal Paul POUPARD

Quarante ans de *France-Forum* : quel chemin parcouru depuis 1957 ! La France, l'Europe et le monde ont beaucoup changé. L'Empire soviétique s'est disloqué. Le Plan Marshall a réussi. La recomposition de l'Europe peine à s'effectuer d'Ouest en Est. Le Tiers-Monde s'est décolonisé. L'Afrique s'est embrasée. Le Moyen-Orient oscille de l'espoir à la crainte. L'immense Asie s'est ébranlée. L'Amérique Latine s'affirme et va pour la première fois à l'invitation du Pape Jean-Paul II se réunir avec l'Amérique du Nord en un Synode d'Evêques de tout le continent. Car, depuis le Concile œcuménique Vatican II réuni par le Pape Jean XXIII, son successeur, le Pape Paul VI, a créé les Synodes d'Evêques, nouveauté absolue dans l'Eglise latine, qui se réunissent à intervalles réguliers, les uns pour l'Eglise toute entière, les autres à l'échelle d'un continent.

Une mutation culturelle sans précédent ébranle la famille et sociétés. La condition féminine s'est renouvelée, les moyens modernes de communication, de la télévision à internet, modifient considérablement les traditionnelles médiations démocratiques. L'implosion du marxisme-léniniste totalitaire et athée a ouvert la voie à un libéralisme effréné dont les victimes se détournent d'Est en Ouest, en quête d'un nouveau socialisme à visage humain. A l'évidence, l'affirmation de la liberté conjointe à la requête de solidarité est l'enjeu fondamental où se joue l'avenir d'une culture chrétienne en Europe. En cette fin de siècle où pointe déjà le nouveau millénaire, le mythe d'une liberté sans Dieu et en révolte contre lui a reçu l'un des démentis les plus cinglants de l'histoire, mais renaît sous d'autres formes dans les intelligences et dans les cœurs. L'idéal d'une société désancrée des valeurs transcendantes s'affirme, de la modernité à la post-modernité, dans la culture dominante, d'Est en Ouest. Ce défi épocal appelle nos contemporains à une réflexion renouvelée pour retrouver le sens de la totalité et penser la nouveauté.

France-Forum, au cours des quatre décennies

écoulées, n'a cessé de proposer à ses lecteurs des clés de lecture pour ces événements historiques et les débats de société qu'ils ne cessent de susciter. Sous l'impulsion du regretté philosophe Etienne Borne et d'Henri Bourbon, les forums et les colloques, les articles et les débats ont projeté une vive lumière sur les enjeux et les défis de cette fin de siècle. Le Conseil Pontifical de la Culture se réjouit de pouvoir régulièrement trouver dans *France-Forum* des points de repère, des points d'ancrage et des points d'appui. Plus que jamais son rôle est irremplaçable pour identifier les enjeux, relever les défis, et transformer le choc des cultures en dialogue créateur, avec le discernement rigoureux et l'engagement généreux qui l'inspirent depuis sa fondation..

Evelyne SULLEROT

Quarante ans, et pas un reniement ! Tant de bouleversements sociaux et politiques, en quarante ans, ont eu raison de tant de revues qui avaient voulu en épouser les péripéties et en justifier les épisodiques triomphes ! *France-Forum* ne s'est jamais raidi contre la nouveauté, mais a toujours cherché à analyser les changements en profondeur, selon des critères humanistes qui n'ont pas vieilli - et que certains même relancent comme s'ils les découvraient et les faisaient découvrir aux plus jeunes : une analyse des thèmes chers à Tony Blair durant sa campagne en Grande-Bretagne suffirait à démontrer la pérennité et la « nouveauté » de ces valeurs, et avec quel succès !

Je voudrais porter témoignage pour un domaine fondamental que je connais bien : la société privée, c'est-à-dire la situation respective des femmes et des hommes, l'égalité des chances entre eux, la formation et le devenir des couples, la venue et l'éducation des enfants, les relations entre les générations - en un mot, le tissu social, lequel est formé par des personnes qui ne sont pas des atomes juxtaposés. *France-Forum* a su en son temps résister à la formidable offensive des collectivistes pour lesquels « les masses » ne pouvaient laisser les liens personnels et la famille concurrencer leur cohésion. Puis *France-Forum* a su résister à l'invasion-division de l'individualisme qui lui a succédé. Les individua-

listes ont cru, après 1968, que la seule libération sexuelle permettrait à chacun une totale autonomie et par conséquent une vie privée faite seulement de choix successifs. Ils ont oublié que les enfants surtout, mais aussi les malades, les handicapés, les vieillards ont bien davantage besoin

d'amour et de protection que d'autonomie. Merci à *France-Forum* qui a toujours su considérer la personne plutôt que l'individu, la personne unique, mais inéluctablement liée à autrui par des responsabilités, dans un maillage librement accepté.

Dialogue entre responsables politiques à France-Forum.
De g. à d. : E. Guldner, H. Fréville, G. Defferre, A. Colin, H. Bourbon

Pierre AVRIL

Je n'ai pas à Paris la collection de la revue qui me permettrait de dater avec précision ma rencontre avec *France-Forum* et le début d'une collaboration que les obligations professionnelles ont rendue de plus en plus épisodique, mais je peux dire que nous sommes «des amis de trente ans».

Venu du radicalisme, le collaborateur de Pierre Mendès France que j'étais au début des années soixante s'est trouvé associé à l'équipe de *France-Forum*, alors que son parcours politique ne le prédisposait pas a priori à participer aux activités d'une revue proche du MRP : un contentieux remontant au gouvernement de 1954 rendait en effet un tel rapprochement improbable... Il eut lieu cependant, et devint intime sans que l'impression d'une contradiction nous effleurât, parce que nous éprouvions plutôt le sentiment d'un malentendu que ces premières années de la V^e République nous incitaient à dépasser. Responsable moi-même d'une

revue qui était l'organe du mendésisme, *Les Cahiers de la République*, j'étais sensible à la convergence de nos préoccupations.

Mais le facteur déterminant fut la personnalité d'Henri Bourbon, dont la rencontre dans une librairie mendésiste marqua le début d'une amitié qui n'a depuis cessé. Tout de suite, j'ai été séduit par la convivialité qu'il faisait régner au sein de l'équipe, par un art que je comparerais volontiers à celui d'une maîtresse de maison qui révèle à ses invités l'agrément de se retrouver ensemble. Et ce n'est pas par hasard que cette comparaison que l'on aurait tort de juger futile se fait à l'esprit, car la rédaction de la revue se faisait au cours de nos déjeuners hebdomadaires autour d'Etienne Borne, mentor malicieux et profond. Je ne peux citer tous les convives habituels, au premier rang desquels figuraient régulièrement Jean Aubry et René Pucheu, Jean Teitgen, Jacques Mallet et Jean-Claude Lamberti, mais je revois aussi les «jeunes» d'alors, Dominique Baudis, Pierre et François Bordry, Gérard Adam avec qui nous

nous retrouvions, Henri Bourbon et moi-même au club «Citoyens 60» animé par Jacques Delors. *France-Forum* méritait pleinement son nom sous ce rapport, car c'était un lieu de rencontre entre des gens et des équipes qu'inspirait le souci de mettre un peu d'esprit dans la politique : telle me paraît la vocation de la revue et des groupes qu'elle réunit. J'ajouterai que ce souci n'a jamais été aussi nécessaire à une époque marquée par ce qu'on pourrait désigner, en paraphrasant Max Weber, comme le *désenchantement* de la politique.

Michel ALBERT

Ce que j'ai reçu de *France-Forum* dans le passé ? Essentiellement le renouvellement d'une référence à la pensée démocrate d'inspiration chrétienne et personnaliste, à laquelle je suis profondément attaché.

Ce que j'en attends pour l'avenir ? Ce que vous avez vous-même précisé dans votre dernier éditorial : «Mettre en lumière quelques traits et lignes de force essentiels, démarche indispensable pour rendre ce monde un peu plus intelligible, un peu plus prévisible, un peu plus maîtrisable». A cet égard, des contributions telles que celles de Michel Camdessus, Jean Boissonnat et Charles Delamare sont l'exemple même de ce qu'il faut continuer à faire.

Pierre BAUCHET

Ces quelques lignes marquent plus ma reconnaissance au courant de pensée que représente *France-Forum*, inspiré de la philosophie chrétienne, que ma prétention à vous suggérer quelques innovations valables.

Le «nouveau» *France Forum* me paraît déjà marquer un tournant. C'est d'abord un certain renouvellement des rédacteurs. C'est aussi un effort sur le point faible des numéros anciens, l'analyse du développement du monde en général ou de Pays en voie de développement bien déterminés.

Sans doute de nombreuses publications abordent aujourd'hui le développement international. Mais il me semble que le développement actuel des P.V.D. donne rarement lieu à de vrais

débats. L'Afrique par exemple est aujourd'hui, au-delà de drames sanglants, à la croisée de deux voies de développement. La première est celle d'un mondialisme libéral pur, inspiré par l'Amérique, l'Asie et certaines organisations internationales, jamais vraiment remise en cause, vers laquelle se tournent les jeunes élites africaines et qui pourrait donner lieu à une nouvelle exploitation de l'Afrique. La seconde serait celle tracée par des perspectives plus conformes à la tradition de pensée de l'Europe.

Nous manquons aussi d'observations concrètes sur ce qui se passe dans ces pays et notamment en Afrique.

Jean BOISSONNAT

France-Forum n'a jamais été, pour moi, une démocratie chrétienne de remplacement, ni un avatar du Mouvement Républicain Populaire - parti auquel je n'ai jamais appartenu. C'est un lieu de rencontre entre chrétiens et non chrétiens, engagés dans toutes formes de la vie publique et qui ne désespèrent pas d'imprégner celle-ci de quelques valeurs fondamentales que, faute de mieux, on appelle «humanistes». Lesquelles ? D'abord, le primat de la personne que l'on n'a jamais le droit de sacrifier dans son identité au profit d'une collectivité. Un homme peut être amené - même sans y consentir - à sacrifier sa vie pour son pays ; sa vie, mais pas son identité, c'est-à-dire ce qui le fait unique au sein de l'espèce humaine. Ensuite, le concours à la définition de l'intérêt général, lequel naît de la délibération générale comme le dit Karl Popper, plus que de la volonté générale, notion équivoque qui peut conduire au totalitarisme, comme l'Histoire du XX^e siècle nous l'a montré. Troisième valeur, la solidarité en faveur des plus démunis, ce qui ne se mesure pas seulement en termes matériels. Quatrième valeur, la relativité des groupements spécifiques (comme la nation par exemple) par rapport à l'unité de l'espèce humaine ; la construction européenne est un moyen de dépasser l'Etat national pour avancer - lentement, sans brûler les étapes - vers un Etat universel, garant de la paix et des libertés. C'est parce que ces thèmes sont toujours sous-jacents à ce qui s'écrit dans *France-Forum*, que je me sens chez moi dans cette revue.

Jean CLUZEL

En cette fin de siècle nous nous trouvons citoyens du monde et solidaires de ce qui se passe n'importe où. Qui ne voit alors que l'information est devenue la plus évidente des nécessités ? Et, tout particulièrement, au sein des pays démocratiques, où chaque citoyen, pour exprimer son vote, doit exercer son jugement. Nos systèmes politiques l'y invitent, dès l'instant qu'ils laissent une pleine liberté de discussion. Mais deux attitudes sont indispensables ; la première est la recherche de l'information, la seconde est la liberté à l'égard des supports d'information. Elles sont indissociables.

En effet, pour le citoyen d'aujourd'hui, le problème essentiel est d'échapper à l'emprise de la puissance médiatique, afin de conserver sa liberté de jugement et de découvrir la réalité des choses derrière la mise en scène. On nous avait appris que la liberté des citoyens était garantie et la bonne marche des institutions assurée par la stricte séparation des trois pouvoirs : le pouvoir législatif qui fait les lois et contrôle le gouvernement ; le pouvoir exécutif qui fait appliquer les lois et prend les mesures nécessaires à la vie de la collectivité ; le pouvoir judiciaire enfin, qui tranche les différends et administre les sanctions.

Or, un quatrième pouvoir s'est ajouté à cette construction classique, avec la presse à la fin du XVIII^e siècle, puis avec l'audiovisuel il y a quelques décennies.

La forme moderne de séparation des pouvoirs, aujourd'hui, plus que jamais nécessaire pour garantir la liberté individuelle, est donc celle qui s'instaure entre les instances politiques, d'une part, et, d'autre part, les divers organes par lesquels se forment, s'expriment et s'exercent les opinions des groupes sociaux ; c'est-à-dire la presse et l'audiovisuel.

Chaque époque, chaque évolution importante modifie les repères de jugement. Mais rien ne change quant à la responsabilité du citoyen pas plus qu'à celle des organes de presse. Chacun doit donc s'efforcer de comprendre son époque et, pour cela, d'en décrypter les messages. C'est

pourquoi, sans jamais se lasser, *France-Forum* s'est confrontée à tous les problèmes du siècle. Puisse cette ardente et vaillante revue poursuivre son œuvre avec la même lucidité, la même indépendance et le même souci du bien commun.

Jean-Marie DOMENACH

Entre *France-Forum* et moi, ça n'allait pas tout seul au commencement. J'étais de ceux qui, adolescents, avaient vécu la démission de Munich, puis l'effondrement de ce qu'on croyait être «la grande nation». Recommencer la Troisième République, surtout pas ! En 1943, je l'avais dit à mon ami Gilbert Dru (1) : le «travaillisme chrétien» que tu veux fonder se brisera sur la sociologie électorale. La masse des catholiques, faute de voter pour une droite discréditée, votera pour le Centre (c'est-à-dire ce qu'est devenu le M.R.P.). Sur ce point, j'avais raison. Mais, croyant toujours dans la Révolution, j'avais tort... D'où la dispute. L'essentiel est que les liens noués pendant la Résistance aient survécu à nos dissentiments, et je rends grâce à *France-Forum*, Etienne Borne et Henri Bourbon, de m'avoir accueilli et publié. L'Histoire allait se charger de nous réunir solidement...

Ce que nous célébrons aujourd'hui est beaucoup plus qu'un anniversaire, c'est - du moins je le souhaite - une refondation. Le temps a passé mais il n'a pas épuisé notre conviction. Nos idées sont là, prêtes à servir, et si nous ne sommes plus jeunes, nos idées le sont redevenues. Elles sont à la mesure des formidables défis qui nous assaillent. C'est ce qu'il appartient à *France-Forum* de montrer, sans timidité, sans complexe.

Que les partis s'affaiblissent, que les militants se raréfient, c'est une triste évidence, mais c'est aussi une chance et un appel pour ceux qui n'ont pas renoncé. Les problèmes essentiels aujourd'hui se posent hors du domaine classique de la politique ; ils relèvent de l'éthique, ils exigent

(1) Gilbert Dru, militant de la Résistance, responsable des «Jeunes Chrétiens Combattants» après avoir été rédacteur des *Cahiers de notre Jeunesse*, a été abattu à Lyon par les Allemands, en juillet 1944. *France-Forum* a maintes fois évoqué son action, en particulier dans un n° spécial de 1964. Un livre sur lui doit être publié dans quelques mois.

une anthropologie. Or, ceux qui «font de la politique», et d'abord ceux qui essaient de gouverner, n'ont pas pris le temps de réfléchir sur la situation et les options fondamentales, telles que la fabrication de la vie (génétique, clonage,...), la justice, la prison, les mariages homosexuels, et d'abord l'éducation, s'il est vrai que la République est d'abord un système qui fabrique des Républicains - sans parler de l'immigration, sans parler de l'Europe... Mais enfin, que veut-on, que doit-on faire du pouvoir, et au nom de quoi ? Qu'appelle-t-on progrès, équité ? Quel type d'homme convient à notre temps ?

C'est à ce niveau qu'il faut hausser la réflexion et l'action politique, sinon le dépérissement des partis et des procédures démocratiques, la corruption, la désagrégation de notre société après quatorze années de pourrissement mitterrandien, mèneront notre démocratie à la catastrophe. Il n'est pas besoin du Front National pour cela.

Le rapport du Français à la France est menacé plus gravement qu'en 1940, car alors nous avions un ennemi. Les ressources spirituelles de notre nation ont assuré la résurrection de son corps martyrisé. C'est à une opération analogue que nous sommes conviés ; ne la sous-estimons pas. On aura, pour cette tâche, besoin d'hommes qui n'aient pas peur. Le courage civil, disait Péguy, est plus difficile que le courage militaire.

Cessons d'imiter, de répéter, soyons politiquement incorrects.

Les deux grandes idéologies qui ont dévasté notre siècle sont à terre : le communisme (et le socialisme dans la mesure où il s'obstine dans le mythe collectiviste et étatiste) ; le libéralisme, cette vieille lune qui a déjà précipité le monde dans la Seconde Guerre mondiale, car ses apôtres oublient le fameux jeudi noir de 1929. L'économie, élevée en fatalité irrésistible, mène à l'abîme lorsqu'elle s'émancipe de la politique. Et la politique n'a pas les moyens de maîtriser l'économie lorsqu'elle se coupe de la métaphysique. C'est ce que les penseurs des années 30 avaient compris. C'est ce qu'Emmanuel Mounier avait résumé dans cette formule : «Le spirituel commande le politique et l'économique. Il doit garder l'initiative et la maîtrise de ses buts, qui vont à l'homme par-dessus l'homme, et non pas au bien-être».

La tâche à laquelle *France-Forum* n'a pas failli et ne faillira pas est de remettre le spirituel à la racine de nos engagements : exactement là d'où est partie notre Résistance, là d'où est partie la construction européenne, là où reposent encore les réserves de l'espérance. Elles sont beaucoup plus riches et vigoureuses que ne le croient ceux qui sont aujourd'hui en mesure de parler au peuple français, et n'osent pas encore le faire.

Jean-Dominique DURAND

Dans une lettre adressée à Henri Bourbon et à Etienne Borne en juillet 1966, Jean Lecanuet confirmait à *France-Forum* la tâche de «sauvegarder la libre expression des diversités authentiques et de permettre confrontations loyales, affrontements sans sectarismes» c'est-à-dire la terre privilégiée d'un dialogue qui puisse aider à «déceler les possibilités de convergence et leurs limites».

Un tel état d'esprit ne pouvait que séduire le jeune universitaire que j'étais à la fin des années 1979/début des années 1980, catholique, nourri de Jacques Maritain mais aussi de Paul Ricœur et d'Albert Camus. Historien en devenir, apprenant à scruter et à comprendre le passé, mais préoccupé par la compréhension de son temps et tenté par le présent, c'est-à-dire par l'action politique tout en refusant de s'y immerger pour préserver l'indépendance de l'esprit, j'ai eu la chance de pouvoir découvrir la richesse de la démarche proposée par le fondateur du Centre Démocrate à *France-Forum*, bien avant de connaître le contenu de sa lettre.

Par la suite, de la fréquentation assidue de la revue, de la lecture attentive d'Etienne Borne, des longues discussions avec Henri Bourbon, j'ai tiré la conviction que c'est bien cette démarche-là, faite de fermeté dans ses propres idées, d'ouverture aux autres et d'aptitude au dialogue, qui peut seule réguler la vie sociale et le gouvernement des hommes à quelque niveau qu'on se trouve.

Telle est la grande leçon de *France-Forum* et de ses responsables. Il faut souligner la profonde originalité d'une revue voulue par un parti politique mais bénéficiant d'une complète autonomie. La politique divise dit-on trop souvent. Elle peut être aussi lieu et moyen de la rencontre et du dialogue ; *France-Forum* en administre une preuve magistrale.

Jacques FAUVET

Aussi longtemps que j'ai pu suivre professionnellement, puis personnellement, la vie politique française, *France-Forum* a été pour moi une manière de maître à penser au-dessus des mêlées et dé mêlés politiques.

Au carrefour de la démocratie d'inspiration chrétienne et de l'union européenne, elle a servi fidèlement ces deux idéaux, avec à la fois hauteur et réalisme. Je n'ai qu'un regret, que mes nouvelles fonctions, depuis treize ans, de Président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés m'en aient éloigné.

François FEJTÖ

J'ai plaisir d'abord à vous adresser mes amicales félicitations pour le 40^e anniversaire de *France-Forum*. Je profite de cette circonstance pour vous dire combien je suis heureux et fier d'être l'un de vos plus vieux et plus fidèles collaborateurs, depuis les années soixante. Mes liens avec la revue se sont en effet noués lorsque j'ai fait connaissance d'Henri Bourbon aux réunions d'*Arguments*, revue qu'animaient mes amis Pierre Fougeyrollas, Edgar Morin, Colette Audry, Jean Duvignaud, Kosta Axelos. Le numéro spécial que vous allez publier illustrera bien, j'en suis certain, tout ce qui m'attache à votre revue dont je partage les principales préoccupations : un libéralisme et un pluralisme authentiques associés au souci d'une action démocratique inspirée par un humanisme personneliste qui est fondé sur la primauté des valeurs éthiques.

J'ai particulièrement apprécié votre combat pour une Europe élargie en tant que citoyen français d'origine centre-européenne, et aussi, en tant qu'historien des «démocraties populaires» de l'Europe de l'Est à l'époque où celles-ci étaient des satellites de l'U.R.S.S.

Je souhaite à *France-Forum* longue vie au-delà de la frontière de l'an 2000.

Jean-Marie MAYEUR

France-Forum a su témoigner au long des années de la présence, dans le paysage intellectuel et politique français, d'une tradition de pensée qui est bien plus et autre chose qu'une famille politique, la démocratie d'inspiration chrétienne. *France-Forum* a su affirmer cette présence, sans entrer dans les péripéties de la politique partisane, dans un esprit de liberté qu'atteste la diversité de ses collaborateurs. *France-Forum* a

su être une revue de réflexion politique, et une revue attentive aux diverses expressions culturelles, dans un même projet de civilisation.

Jean ONIMUS

Il nous manque actuellement de grandes revues générales telle qu'était jadis la *Revue de Paris*. Je suggère que, tout en conservant les analyses politiques et économiques (hélas par nature un peu austères), *France-Forum* accueille de bons articles sur des sujets littéraires, artistiques, philosophiques... de caractère plus divertissant, mais de haute valeur culturelle. Cela compenserait le caractère technique d'une foule de publications spécialisées, ou bien la vacuité intellectuelle des magazines à succès, uniquement anecdotiques. Il devrait y avoir place en France pour une vraie revue de culture générale.

Dans *France-Forum* j'ai toujours apprécié *La Vie littéraire* de Philippe Sénart, intéressante et suggestive. Je lis avec plaisir les *Notes de lecture*. Il n'y en a jamais assez. J'aime les articles et études concernant un penseur, un artiste, ou un sujet contemporain. Par exemple les études sur François Perroux en 1995.

Bon courage à Henri Bourbon et Jean Aubry.

Jean-Marie PELT

Les 40 ans de France-Forum nous fournissent à tous l'heureuse occasion de manifester notre fidélité à la revue ainsi que notre sincère amitié à son rédacteur en chef, Henri Bourbon, qui a toujours manifesté un vif intérêt pour l'écologie, la qualité de la vie et les grands problèmes environnementaux.

Certes, le monde a beaucoup évolué depuis la fin des années 50 sans que pour autant, l'interrogation qui nous habitait déjà à cette époque ait trouvé une réponse. Cette interrogation pourrait s'exprimer ainsi : doit-on continuer à développer une économie dont le seul but est l'argent et qui, chaque jour davantage dans le monde entier, met l'homme à son service - ce qu'on appelle la mondialisation, et que j'appellerais plutôt le capitalisme sauvage - ? Ou réussira-t-on au contraire à inverser les tendances et à

remettre l'économie à sa place, c'est-à-dire au service de l'homme, tel que nous l'enseigne par exemple la doctrine sociale constante de l'Eglise ; sans omettre naturellement notre ambition toujours vive de créer une Europe qui soit un véritable foyer de civilisation ouvert sur le monde, et non pas seulement une entité économique «dissoute» dans le processus de mondialisation ?

Tels sont aujourd'hui les enjeux qui se présentent avec une acuité accrue. Nouveaux défis particulièrement urgents qui se posent à nous tous, et à notre famille d'esprit en particulier. En nos cœurs continue cependant à vivre l'espérance que la convergence des humanismes, qui sont en quelque sorte la base des valeurs communes de notre République, parvienne à triompher des périls que ne manquerait pas d'engendrer une fuite en avant éperdue de l'économie de marché, des technologies et des pratiques douteuses susceptibles de mettre l'homme et la planète elle-même en péril.

De ce point de vue, on le sait, tout reste à faire. Gageons que nous contribuerons à gagner ces paris qui, malgré le pessimisme ambiant, restent à la portée de l'homme !

Emile POULAT

Comment parler du quarantième anniversaire de *France-Forum* sans penser à Etienne Borne ? C'est en grande partie grâce à lui, jusqu'à sa mort, que la revue aura tenu contre vents et marées.

Et comment ne pas rapprocher, dans un commun souvenir, Etienne Borne et Jean Lacroix, chacun d'eux avec sa tonalité propre ? Deux chrétiens philosophes, deux intellectuels catholiques qui tranchaient dans le paysage de leur époque. Peut-être parce qu'ils voyaient un peu le monde sur le modèle d'une immense khâgne : un lieu de commerce intellectuel et de libre parole où chacun peut rencontrer l'autre et s'exprimer sur l'essentiel. Autre chose que le modèle du C.C.I.F. (Centre catholique des intellectuels français), tribune offerte aux grands intellectuels par un auditoire avide de les voir et de les entendre. Il y a sans doute quelque chose de spécifique dans la position du professeur de

«classes supérieures» : on l'observe, du côté laïque, chez les hommes comme Alain ou Jean Grenier.

Vertus du dialogue, vertus du pluralisme, c'est sans doute une découverte récente d'un catholicisme français qui a longtemps fait vertu de son intransigeance dans le plus pur esprit «ultramontain» face aux «erreurs modernes» véhiculées depuis les Lumières et la Révolution par le libéralisme, puis le socialisme sous toutes leurs formes. Le dégel a commencé avec «l'esprit nouveau» et ses divers «ralliements». Il a été amplifié par Vatican II qui a inauguré un renouvellement en profondeur de l'esprit chrétien lui-même. Entre ces deux dégels, il n'existe, me paraît-il, aucune harmonie préétablie, et leur rencontre peut même être source de difficultés imprévues, manifestant l'urgence d'une réflexion largement ouverte.

Je n'oserai dire que le catholicisme français souffre d'un excès de pluralisme, même si, au temps des grands mouvements et des grands rassemblements, a succédé celui de l'éclatement, voire de l'émiettement. Qui se risquerait aujourd'hui à établir un organigramme de ses entreprises et une topographie de ses courants ? Mais il est sûr - du moins pour moi - qu'il souffre chroniquement d'un déficit de dialogue. Si chacun reconnaît aux autres le droit de penser ce qu'il veut et d'agir à sa guise, où trouve-t-on le désir d'en débattre sur le fond et de faire avancer ensemble la réflexion nécessaire ?

Avec ses moyens, *France-Forum* aura été ce lieu, qui a su durer. Pour ma part, je sais bien ce qui, comme intellectuel, me rapprochait et me séparait d'Etienne Borne : nous n'avons jamais cessé de parler, sans que j'aie été son élève, et il a toujours accueilli nos divergences. Le dialogue, c'est d'abord cela : une rencontre spirituelle d'hommes qui, dans l'estime et le respect mutuel, s'ouvrent et s'éveillent ensemble dans un investissement commun pour n'éluider aucun des grands problèmes posés à l'humanité par son fantastique développement sur la voie où elle s'est engagée.

Ce n'est pas l'heure pour *France-Forum* de se reposer sur la satisfaction justifiée de son passé, alors que la situation présente nous incite à un effort sans précédent.

René PUCHEU

C'est à Vichy que j'ai été embarqué (1)... dans *France-Forum* !

Que voulez-vous que je fisse ?

Henri Bourbon, le directeur «actif», était d'une cordialité très méridionale ! Certes, étant Béarnais, je venais de l'autre midi ! Quand même ! je lui trouvais des airs de famille ! En plus, il parlait de sa revue avec une dévotion surprenante ! Tant et si bien que l'on négligeait d'observer qu'il avait, mine de rien, une stratégie rédactionnelle très précise !

C'était le temps du *Principat*, selon le joli mot de Bertrand de Jouvenel. Toutefois le *Principat* n'en avait plus que pour vingt mois ! Jusqu'en novembre-décembre 1965.

C'étaient les *sixties* ! Si différentes des années 50. Finies les angoisses indochinoise, marocaine, suézoise, budapestienne, algérienne et les autres !

Le *Jeune Cadre* montait, montait... Hebdomadairement, *L'Express* le célébrait. Il tendait à escamoter le *Militant* ! Françaises et Français, nous découvriions, avec une sorte de volupté, les mille et une merveilles de la société de consommation.

Le marxisme était *en question*. La révolution venait de l'*Est* (*Fourastié* dixit). La politique faisait la pause. Les jeunes bourgeois *nouvelle vague*, qui rêvaient de pouvoir depuis l'expérience *mendésiste*, balançaient.

Les uns reprochaient au gaullisme de *dépolitiser* la France. Ils piaffaient parce que le combat politique tardait à revenir. Les autres, au contraire s'agaçaient de la survie de la politique en *de Gaulle*. Autrement dit, *Saint-Simon* (le comte) essayait de décrocher de Marx.

C'était, donc, la saison de ces sociétés un tantinet étranges qui s'étaient nommées *les clubs*. A exactement écrire, eux aussi, comme le *Principat*, n'en avaient plus pour longtemps. A ces *Assises de la démocratie*, tenues à Vichy, les 25-26 avril 1964, il était clair qu'ils étaient «à la croisée des chemins» ainsi qu'Etienne Borne allait le remarquer dans *France-Forum*.

(1) A Vichy ? Mais un jour du printemps 1964 !

Une certaine «reconversion» me tentait. Pendant des années j'avais ardemment, à *La Vie Nouvelle*, harangué et prêché pour l'entrée en politique et pour l'engagement de toutes et de tous à gauche. Je continuais, avec des tonalités plus rationnelles - forcément -, avec Jacques Delors, dans le cadre de *Citoyens 60*, ce club né de l'équipe politique de *La Vie Nouvelle*.

Je croyais, encore et toujours, qu'il était utile et nécessaire de former des «citoyens éclairés».

Cependant, j'avais compris !

D'une part, je savais désormais d'expérience qu'il est vain de croire que toutes et tous les citoyens deviennent militants. Voire «citoyens actifs». Voire qu'elles et ils «fassent de la politique».

D'autre part, à l'école de Raymond Aron, François Bourricaud et Julien Freund, j'avais dû admettre qu'il n'existerait jamais de société sans pouvoir. Que le pouvoir serait toujours le pouvoir, c'est-à-dire domination. Que, s'il fallait affirmer haut et fort l'utopie nommée «démocratie», il fallait être lucide. N'importe où et n'importe quand, la réalité existentielle ne pourrait être que polyarchique. Qu'il y aurait, *ad aeternum*, des gouvernants et des gouvernés.

De plus, une *nouvelle culture* émergeait. J'en avais mesuré l'ampleur et la profondeur en passant des mois au kiosque à journaux pour préparer un livre sur la presse. J'en avais été bouleversé ! Car, au fil de ce travail, j'avais découvert que nos sociétés relevaient pour une bonne part de la «mentalité archaïque» et que l'incantation y avait la part belle !

Du coup, je privilégiais l'action culturelle. «Mon» urgence était de sensibiliser aux voies et moyens et aux significations de la *culture de masse*. Afin que toutes, tous et chacun soient à même de vivre leur vie quotidienne en êtres libres !

Le chemin de cette liberté passant moins par la dénonciation que par la compréhension des subtilités manipulantes, mais aussi de la richesse symbolique des médias, de la pub... Voire par l'apprentissage de l'inversion de leurs messages !

A *Esprit*, *Affrontement*, *Press-Actualité*, ce

souci sous-tendait, désormais, mes contributions. Bientôt, il sous-tendrait mes chroniques de *La Croix*.

France-Forum m'intéressait dans cette perspective. La forme en était plaisante et, d'une certaine manière, récréative. La variété des écritures permettait ce style impressionniste auquel je tiens, parce que le sérieux me fait horreur. La part donnée à la littérature, au cinéma, à l'art,... faisait de cette revue un support adéquat pour des radioscopies des faits et gestes et des mythes de l'univers quotidien, écrites sans considérations sociologiques lourdaudes et prétentieuses.

Et tant pis si je n'avais pas la tripe démocrate-chrétienne ! si, sur le reste - les questions dites politiques -, je n'étais d'accord qu'un peu ou même pas du tout ! Sur de Gaulle, par exemple ! Et surtout sur l'Europe, le grand tabou !

Bien sûr, parfois, je suscitais cris ou chuchotements ! D'aucuns me supportaient, plus qu'ils ne me goûtaient ! La réciprocité était vraie. Henri Bourbon eut l'art de «surfer» sur ces remous et turbulences.

Ayant été embarqué, je finis par m'«attacher» - au sens affectif du mot - à *France-Forum*.

Oui mais... «il y a le moment pour tout, et un temps pour tout faire sous le ciel... un temps pour parler et un temps pour se taire...» dit l'Ecclésiaste. En tout cas un temps pour plutôt participer et un temps pour plutôt faire retraite !

Donc, au bout d'une «fidélité» - zut ! voici que je parle comme un démocrate-chrétien ! - plus que trentenaire, quatre mots, seulement et simplement :

- *Pardon*, par delà les cieux, à Etienne Borne ! On ne fut jamais d'accord sur Machiavel, sur l'individualisme. Rarement sur de Gaulle et Mitterrand ! Et, en plus, un certain jour, au cours du déjeuner hebdomadaire, j'ai agressé Platon. Pitié et miséricorde pour ce sacrilège, cher Etienne Borne !

- *Bravo* à Henri Bourbon qui sut faire de cette revue ce qu'il rêvait qu'elle soit, un *forum*.

- *Merci* à Jean Aubry qui prolongera si amicalement ma collaboration.

- *Vive France-Forum !* Longue vie ! Et bon vent !

René RÉMOND

D'autres dans ce numéro disent ce que *France-Forum* a représenté dans le paysage des périodiques français depuis quarante ans. Quarante années ! A elle seule cette durée suffirait à inscrire une publication en fort bonne place dans le palmarès des revues qui ont contribué au débat intellectuel : elles ne sont pas si nombreuses en effet celles qui ont ainsi résisté victorieusement à l'usure du temps, à la succession des générations comme au renouvellement des questions. Mon propos sera un peu différent et pourtant il corroborera le témoignage rendu à la pérennité de *France-Forum*. Il le fortifiera même car il suggère que ce chiffre de quatre décennies ne rend pas tout à fait hommage à cette capacité de durer et de se renouveler.

En effet, *France-Forum* n'est pas né de rien : c'est d'une certaine façon le prolongement et la résurgence, encore que transformée, d'une publication antérieure avec laquelle sont évidents les signes de parenté : la revue *Terre humaine* qui a paru un peu plus de deux années, entre 1951 et 1953, et que je me trouve avoir relativement bien connue.

Entre *Terre humaine* et *France-Forum* un homme a été le trait d'union : Etienne Borne, qui en fut le maître d'œuvre autant que l'inspirateur en assurant pleinement et personnellement la responsabilité éditoriale. Lui-même avait déjà une riche expérience de la collaboration à des revues : il avait participé de près avant la guerre à la *Vie intellectuelle*, rédigeant quelques-uns des éditoriaux anonymes paraissant sous la signature de *Civis*. Mais je ne pense pas qu'il avait eu auparavant une revue à lui et qui fût son œuvre. Il a alors constitué auprès de lui une petite équipe de rédaction dont j'ai fait partie. Nous nous réunissions régulièrement, à intervalles rapprochés, dans un appartement mis à notre disposition, au rez-de-chaussée d'un immeuble sis près de la place de l'Europe, si j'ai bonne mémoire. Au cours de ces réunions était dessinée la composition des numéros, répartis les articles, choisis d'un commun accord les noms des auteurs à solliciter.

Le projet était ambitieux et le titre à lui seul un programme. Il ne s'agissait pas seulement de rendre compte de l'actualité du mois, ni même de promouvoir le dialogue et d'assurer la confrontation de points de vue différents, mais de définir les conditions d'une société plus humaine et de rendre la terre plus fraternelle et plus habitable à tous. La revue abordait sans timidité les problèmes les plus brûlants de l'heure : depuis la querelle scolaire qui venait de se rallumer au lendemain des élections du 17 juin 1951 et qui avait eu pour conséquence immédiate de disloquer la majorité qui avait gouverné les quatre années précédentes, jusqu'aux questions coloniales. Je me souviens d'éditoriaux consacrés à l'un et à l'autre de ces problèmes. Je me souviens aussi des prises de position de la revue contre la politique de répression pratiquée en Tunisie : la revue plaidait pour une politique de réformes intelligentes donnant satisfaction à l'aspiration des Tunisiens à l'autonomie. Je me rappelle aussi avoir été témoin de la joie d'Etienne Borne recevant un article de François Mauriac au lendemain de l'incident créé par le discours de réception du Maréchal Juin à l'Académie française et qui s'intitulait, je crois, *Un coup de bâton étoilé*.

Ayant sous les yeux la table des matières de la première année, de janvier à décembre 1951, je constate que les noms qui reviennent le plus souvent sont, avec celui d'Etienne Borne, ceux de Pierre-Henri Simon, Jacques Madaule, Jacques Fauvet, Georges Hourdin. André Alter assurait une chronique théâtrale, Henri Agel rendait compte de la production cinématographique. Chaque numéro ou presque se fermait sur un portrait tracé par Etienne Borne d'une personnalité. La liste va de Maurice Thorez à Winston Churchill en passant par Malraux, Gide, Mauriac ou Alain.

Terre humaine n'a vécu qu'un peu plus de deux années. La revue a disparu, victime de l'indifférence des uns, de l'agacement des autres, victime aussi de ses choix courageux et peut-être plus encore de la difficulté des temps. Elle a partagé le sort ingrat d'un régime qui s'est trouvé affronté à une multiplicité de problèmes mal posés ou difficilement solubles, et d'une époque où ce n'était pas comme aujourd'hui l'indifférence, mais plutôt les passions idéolo-

giques qui entravaient le fonctionnement régulier des institutions et la convergence des réflexions. Quatre ans plus tard, *France-Forum* relevait le drapeau et réaffirmait la présence continuée d'une tradition d'ouverture et de dialogue : c'est donc bien de près d'un demi siècle que nous célébrons aujourd'hui l'histoire. J'ai pensé qu'il convenait de ne pas oublier, en dépit de sa brièveté, ce chapitre de l'action et cet aspect de l'œuvre d'Etienne Borne. S'il a confié à des périodiques une part considérable de sa

réflexion, sa mémoire ne doit pas souffrir du caractère nécessairement circonstanciel d'une partie importante de ses écrits : l'événement n'était pour lui que l'occasion d'exercer son jugement. Dans cette œuvre dispersée on trouve l'expression de sa grande culture philosophique, historique et littéraire, une rigueur de raisonnement, un don de persuasion, une verve de polémiste, un talent d'écriture qui ne mériteraient pas moins de passer à la postérité que le *Bloc-notes* de François Mauriac.

Interrogations sur la politique internationale et la paix
De g. à d. : J. Ferniot, A. Fontaine, M. Schumann, H. Bourbon

Philippe SAINT MARC

Il sera beaucoup «pardonné» à Henri Bourbon parce qu'il a milité depuis un demi-siècle avec autant de constante énergie que d'inaltérable soif d'idéal et d'ouverture d'esprit, si lucidement tournée vers l'avenir.

Et ce n'est pas un hasard si, grâce à lui, *France-Forum* pendant toute cette seconde moitié du XX^e siècle a été, en permanence, un de ces hauts lieux où souffle l'esprit et si cette revue a toujours été à la pointe des recherches en humanisme, notamment sur l'environnement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire, la crise de l'homme, les dangers de l'ultra-libéralisme et de son «Economie Barbare».

Et c'est la qualité de ces travaux et le haut niveau intellectuel de *France-Forum* qui doivent faire «pardonner» à Bourbon - mais aussi à nous tous qui y avons cru - l'espoir (l'illusion ?) que *France-Forum* serait l'inspirateur politique des Forces démocrates-chrétiennes en France et peut-être même en Europe. Mais, pour cela, il aurait fallu que la démocratie chrétienne continue à s'imposer le difficile et exigeant cheminement que lui traçait l'encyclique *Rerum Novarum* : le double refus simultané du marxisme et du règne de l'argent.

Alors que la tentation depuis une vingtaine d'années a été pour le «centrisme» chrétien de se rallier à la pensée de l'ultra-libéralisme, flam-

boyante par le prestige de ses économistes et l'encensement des médias.

Mais peut-être est-ce trop d'impatience de ma part et faut-il attendre ce début du XXI^e siècle pour que lève enfin en une moisson d'humanisme tout ce qu'inlassablement depuis un demi-siècle *France-Forum* a semé à tous vents.

Robert TOULEMON

J'apprécie particulièrement *France-Forum*, revue à laquelle je suis heureux de collaborer.

Oui, les intérêts prééminents demeurent l'Europe, y compris dans ses déchirements de la première moitié du siècle, et l'environnement ; mais aussi tout ce qui tourne autour de la recherche difficile d'un ordre mondial moins anachronique, droits de l'homme, ingérence, bien commun international, lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté dans le Sud mais aussi dans le Nord.

Georges VEDEL

Pour saisir l'excellente occasion qui est aujourd'hui offerte aux collaborateurs et aux amis de *France-Forum* j'aurais voulu apporter un témoignage et une contribution intellectuelle qui auraient été à la hauteur de cette occasion et qui auraient exprimé mes sentiments de recon-

naissance et d'attachement.

C'est dire combien je regrette que des circonstances diverses m'empêchent de réaliser un pareil projet en temps utile.

Qu'il me soit pourtant permis de dire toute la gratitude que l'on doit à *France-Forum*, à Henri Bourbon et à toute son équipe pour avoir installé au cœur de la vie politique, mieux encore de la vie civique, un instrument de communication reliant maintes sensibilités et maints idéaux sans aucune exclusion autre que celle des fanatismes et des barbaries.

A *France-Forum* la parole est libre. On ne demande jamais à ceux qui la prennent de souscrire par avance à des dogmes. La qualité de l'écoute n'est pas moindre : non seulement on n'y tient pas des dialogues de sourds mais au contraire en général les oreilles sont fines.

Tout cela ne se passe pas dans le registre froid et compassé des intellectuels purs et durs. L'expérience de *France-Forum* prouve au contraire que l'on peut être à la fois chaleureux et intelligent.

A ces remerciements et à ce témoignage il existe un accompagnement nécessaire : les vœux pour l'avenir et l'aide efficace pour que cette belle entreprise dure pour tout le temps où elle sera nécessaire, ce qui suppose une belle longévité.

Lors de l'attribution du Prix Nobel à Camus, Etienne Borne consacra dans *France-Forum* à l'auteur de «l'Étranger», du «Mythe de Sisyphe», de «L'homme révolté», de «la Peste», un article intitulé «Albert Camus ou la rectitude». Henri Bourbon, qui connaissait personnellement Camus, lui adressa ce texte ; il reçut en réponse les quelques lignes suivantes dont la publication dans le numéro anniversaire de la revue nous paraît justifiée.

8 janvier 1968,

Merci beaucoup de ce numéro de France-Forum. L'article d'Étienne Borne m'a touché par sa générosité. On n'écrit plus à Paris qu'avec l'encre de la méchanceté et du dénigrement. Mais il y a quelques hommes, des voix de vérité...

Ils sont l'espoir...

A vous fidèlement.

Albert Camus

Présence d'Etienne Borne

A chacune des étapes de la confection du présent numéro s'est imposé le souvenir d'Etienne Borne. Sans lui *France-Forum* n'aurait pas été créé et les tout premiers colloques et forums organisés par la revue n'auraient pu rassembler autant de personnalités représentatives - au sens fort du terme - d'une aussi grande diversité de disciplines, de centres de décision, de familles politiques, de courants de pensée. Cependant que la force de ses convictions, la profondeur et la richesse d'une culture qui ne se limitait pas aux domaines philosophique et historique, la qualité de son style reconnaissable entre tous, maintenaient fermement - à travers cet incessant dialogue et s'en nourrissant - la ligne qui a donné à la revue son originalité et sa notoriété.

Comment, en ce 40^e anniversaire ne pas relire, glanées un peu au hasard entre mille autres, quelques-unes des pages prodiguées, numéro après numéro, aux lecteurs de *France-Forum* et qui ont, en tant de domaines, stimulé leur ferveur.

MARCEL PROUST PERDU ET RETROUVÉ

Nous avons perdu Marcel Proust. Né il y a juste cent ans, mort il y aura bientôt un demi-siècle, l'auteur de «A la recherche du temps perdu» a tout ce qu'il faut dans son personnage comme dans son œuvre pour être aujourd'hui démodé, dépassé, irrémédiablement anachronique. Oisif et désœuvré, snob et dilettante, mondain jusqu'à la moëlle des os, peintre d'une société artificielle et égoïste (définitivement engloutie et justement rayée de l'histoire) mais aussi tyrannisé, jusqu'à en devenir à moitié fou et en mourir, par deux obsessions, le souci de la qualité dans l'art et la nécessité de l'œuvre monumentale à achever coûte que coûte, achetant la connaissance au prix qui convient, c'est-à-dire la rupture avec le monde, la solitude, l'ascétisme d'un labeur démesuré, la ruine de la santé du corps et de l'esprit, Proust représente un personnage et un style de vie devenus, au penchant de ce siècle, proprement inimaginables à nos contemporains - encore que ce doublement déraisonnable mélange de futilité et de passion soit assez révélateur des possibilités extrêmes de la nature humaine. Mais, plus encore que le personnage, l'œuvre non seulement se situe aux antipodes du nouveau roman, mais elle illustre jusqu'à la provocation tout ce que la littérature ou l'antilittérature dite d'avant-garde fait profession de déprécier jusqu'à l'absolu du

mépris. Le jeune Sartre était bon prophète lorsque, à l'aurore de sa carrière, il faisait honneur à la phénoménologie allemande - dont ses professeurs de Sorbonne lui avaient surnoiseusement caché l'existence - de nous avoir, comme il écrivait, «délivrés de Proust. Délivrés en même temps de la vie intérieure». En ce peu de mots péremptoirs se trouvait annoncé un nouvel âge de la pensée et de la littérature, dans lequel l'homme apprendrait qu'il n'a pas de dedans, qu'il existe tout entier hors de lui-même, chose parmi les choses, que l'âme ou l'intériorité ne sont que mythologie. Cette intériorité qui était en effet l'univers pathologiquement exclusif de Marcel Proust.

Qu'est-ce en effet que «la Recherche...» sinon de bout en bout le chuchotement d'une longue et interminable confidence tissée d'aveux désavoués aussitôt que lâchés et dissimulés dans le somptueux travesti d'une phrase artiste ? Pas de page de ce roman - où le romanesque n'a pas de place - dans laquelle ne s'étale ce que les auteurs graves, frottés de freudisme, nommeraient une subjectivité narcissique. Comment les fanatiques des structures, de l'objectivité, d'un langage qui ne signifie que lui-même, ne jugeraient-ils pas dérisoire et aberrante l'entreprise de ce narrateur qui prétend nous introduire à l'intérieur de son moi, c'est-à-dire nous faire passer de l'autre côté - imaginaire - du miroir dans lequel il se contemple lui-même ? Le temps perdu, le temps retrouvé... Le progressis-

me contemporain, épris de rationalité technique, ne saurait comprendre qu'on tente de vivre à rebours et qu'on demande à de suspectes magies spiritualistes une résurrection du passé scandaleusement miraculeuse. Enfin les interrogations proustiennes fondamentales et qui portent sur l'amour, la mort, le temps sont de celles dont une récente vague de penseurs explique la vraisemblablement courte survivance en un âge de scientificité par quelque anxiété morbide (par exemple un beau complexe d'Œdipe mal liquidé, comme celui qui jeta Marcel Proust dans l'homosexualité et la métaphysique) et pour la guérison de laquelle nous possédons de très sûres recettes de désintoxication.

Marcel Proust, une ombre sur le plus lointain horizon ? Non, car il suffit de lire une phrase proustienne, cette phrase composée et articulée, qui respire et vibre comme un être vivant, phrase si intelligente dans ses tours, détours et retours, ses surprises soigneusement préparées et qui éclatent inattendues, phrase habitée par un prodigieux pouvoir d'évocation du plus secret de l'existence, pour que s'impose, invincible aux vicissitudes des modes, invulnérable aux fluctuations du goût, mettant en déroute les contestations malveillantes, la vive évidence d'un grand art plus actuel que jamais et en comparaison duquel bien de vraies ou fausses audaces contemporaines vieillissent d'un coup, en s'avouant fades et fanées. Car le plus vrai et le plus profond de l'art d'écrire ne se manifeste pas dans le mot, si heureux soit-il, trait d'esprit ou cri du cœur, vivacité ou saillie que beaucoup sont capables d'improviser dans le feu de la parole parlée, mais qui restent en deçà de l'art comme le prouve leur retombée à la platitude s'ils sont littéralement transcrits dans l'écriture. Aussi ce qui fait la grande prose et lui permet de rivaliser avec la plus sublime poésie, au moins chez les trois grands de la prose française, je veux dire Saint-Simon, Chateaubriand et Proust, c'est l'art de la phrase surtout lorsque celle-ci comme chez Proust est à la fois architecturale et musicale et rappelle ces «monuments qui chantent» dont parlait Paul Valéry.

Une écriture souveraine ne saurait être sans pensée. Toute l'œuvre de Proust est une quête de vérité qui, récusant comme superficielles, captives de l'utilité immédiate et asservies aux

apparences des choses les facultés de percevoir, de raisonner, de vouloir, cherche dans des rencontres d'ordre poétique un pressentiment révélé et non pas conquis de l'inaccessible et imposable essence des choses - un peu à la manière dont Swann a besoin d'une phrase musicale de la Sonate de Vinteuil ou d'une figure de Botticelli pour se signifier à lui-même le vrai de son amour pour Odette et tenter ainsi de la sauver des hasards du quotidien et des fatalités psychologiques. Vérité poétique d'une ambiguïté dramatique qui congédie les moyens et ne reconnaît que les extrêmes, comme si la poésie, aveugle aux possibilités et aux sécurités rationnelles, était vouée à tituber entre les contraires absolus d'un nihilisme et d'un mysticisme. Ainsi Proust, parce qu'il a pensé poétiquement la condition et les relations humaines, tantôt et à la fois saisi d'un vertige sceptique et platonicien visité par l'éternel. Tension qui donne à son propos quelque chose de pascalien et jusqu'à la littéralité lorsque Proust, refusant toute positivité au bonheur amoureux, en fait une cessation d'inquiétude, tandis que le temps retrouvé est vécu en quelques moments de grâce comme une éternité sensible au cœur. Le roman proustien est à la fois un instrument de torture qui met l'homme en miettes, désarticule la personnalité, arrache à l'amour, ce besoin de l'impossible, l'aveu de son absurdité - et une lente et inlassable invocation à la mystérieuse épiphanie, capable de racheter les apparences brisées du temps et du monde. Roman dans lequel la terre n'est plus la terre, mais l'enfer d'un désert sans sources où parmi des mirages qui attisent la soif brillent d'incroyables lueurs de paradis. Roman de la vie intérieure - étant bien entendu que la véritable intériorité n'est pas psychologique mais poétique et métaphysique. Et, de Proust comme de la vie intérieure, il faut dire qu'on ne les retrouve que parce qu'on ne les avait jamais perdus.

SEXE, VIOLENCE, MORT

Vague d'érotisme. Vague de violences. Dont on peut se demander si par les correspondances qu'elles entretiennent, par la manière dont elles s'enflent symétriquement sur un rythme accéléré, par la sorte d'anxiété trouble que l'une et l'autre suscitent, érotisme et violence ne font

pas une seule et même marée noire qui déferle, pour en corrompre tous les rivages, sur une civilisation qui ne sait plus à quelles valeurs se vouer, ni même s'il y a des valeurs.

Il n'est pas facile de bien savoir ce que sont l'essence et les finalités de l'érotisme, et par quoi l'érotisme se distingue de la pornographie, dont on a pu dire qu'elle était l'érotisme des autres, à la manière dont l'idéologie est immanquablement la philosophie de l'adversaire. Nous avons fait des progrès depuis que Sainte-Beuve, donnant au mot un sens péjoratif, aurait voulu que Flaubert purgeât «Salammbô» d'un érotisme qu'il traitait de «combinaison maligne». La pornographie qui, déshonorant le cinéma contemporain, fait spectacle et commerce des aberrations les plus avilissantes de l'instinct ne peut se confondre avec des exercices de provocation parfois peu tolérables, comme l'«Histoire d'O», mais qui, parce qu'ils ne sont pas sans style ni peut-être sans pensée, pourraient échapper à la vulgarité racoleuse de la pornographie. Là où les pratiques de la sexualité, même représentées de la manière la moins allusive, ne se montreraient que transfigurées par un souci de beauté, la pornographie toujours menaçante serait, par la grâce de l'art, changée en érotisme.

Il n'est pas sans signification que ce siècle ait donné tant de chances et sans cesse renouvelées à la fois à la torture et à l'érotisme. Dans un cas comme dans l'autre, un être humain, identifié à son corps ou plutôt à sa chair, est livré comme un pur objet à l'interrogation sadique d'autrui qui lui fait éprouver sa dépendance absolue et entreprend, en lui arrachant ses secrets, de le vider de son être. Aussi les explorateurs des terres maudites n'ont-ils pas tout à fait tort de parler, à propos de la torture, d'une relation érotique entre le bourreau et la victime. Un film comme «Portier de nuit» exploitait dans une sorte de lumière sulfureuse une situation de cette sorte ; et ce sont les portes de la même nuit qui s'ouvrent avec l'«Histoire d'O», si on voit plus loin que la quincailleterie de carcans, de chaînes et de fouets pour comprendre ce que peut signifier la monotonie glacialement répétitive des épisodes sans surprise ; alors l'enfer, festival du vide, y apparaît comme le monde où l'on s'ennuie, mais d'un ennui total, métaphysique, irrémédiable. Car dans le martyre d'O se

trouve condensée l'essence nocturne de l'érotisme. Une nuit qui est le symbole du néant.

Manipulable, fouettable, prostituable à merci selon le bon plaisir de son maître, et trouvant un accomplissement dans l'immolation de son libre-arbitre, O donne de la femme une idée qui sera difficilement récupérable par l'opinion libérale et progressiste, tant cette conception de la féminité est profondément réactionnaire. Ce sont les mêmes qui dans leur virilité fascinante pensent que les femmes ont besoin du fouet et les peuples du knout. Mais il ne faut pas en rester ici à une version au demeurant plus sinistre que gaillarde du moliéresque - «Et s'il me plaît à moi d'être battue» - pour avancer d'un pas de plus dans le tragique. L'histoire d'O est de bout en bout l'œuvre d'O qui, maîtresse de son maître, le séduit au point de lui faire accomplir, comme s'ils étaient les siens, les fantasmes de sa partenaire. L'amant, si l'on peut dire, est lui aussi traité en moyen, et ce que cherche O dans cette ténébreuse aventure c'est l'occasion de se détruire et de consentir à sa propre destruction. Se perdre, et on ne se perd bien que par et dans la mort.

Interprétation sollicitée ? Non pas. L'auteur même de l'histoire d'O, et qui doit bien connaître son héroïne puisqu'elle en fait sa jumelle imaginaire, a confié à «l'Express» l'ultime secret de la patiente passion d'O : «Ce que veut O ? En l'occurrence la mort». L'érotisme en effet est violence, et il n'est pas de violence qui ne joue le jeu de la mort. Le truand qui opère à main armée et le terroriste poseur de bombes, qui à eux deux mobilisent la chronique jour après jour, sont des familiers d'une violence qui est réputée sordide dans un cas et s'auréole de noblesse révolutionnaire dans l'autre ; pourtant, mettant en jeu leur propre vie et faisant bon marché de celle d'autrui, tout se passe comme si, quelles que soient leurs motivations particulières, leur destin commun les vouait à ébranler par l'évocation de la mort la société dont ils sont chacun à sa manière les contestataires. Que la violence, quand elle n'est pas contenue et maîtrisée, mais va jusqu'au bout de sa logique, joue avec la mort sur un fond de désespoir nihiliste, rien ne le montre mieux que ces prises d'otage dont usent les violents de ce siècle, criminels relevant du droit commun ou fanatiques poli-

tiques. Menacer de mort un innocent, poussé malgré lui dans une ronde sinistre à laquelle il n'avait point de part, l'abominable chantage est aussi un moyen de forcer les pouvoirs et l'opinion à confesser la souveraineté d'un «maître absolu», nom que donnait à la mort un des rares philosophes qui aient compris la violence.

Notre société, qu'on dit de consommation et qui dans la part consciente des mentalités collectives ne se réfère qu'à des idéologies de bonheur, au point que la notion même d'austérité se trouve frappée d'ostracisme même par des révolutionnaires qui devraient savoir ce que coûterait de labeur et de vertu une révolution authentique, s'est fabriqué des mécanismes pour refouler les représentations et les problèmes qui seraient capables, telles la pensée et la question de la mort, de mettre en péril des idéologies aussi fragiles que complaisantes. Dès lors devient inévitable, et sous des formes d'autant plus troublantes qu'elles sont déguisées et énigmatiques, le retour du refoulé ; et c'est ainsi que violence et érotisme font signe à la mort qu'elles masquent de leur frénésie. Face à cette double vague la restauration des disciplines et le recours aux sanctions, si utiles soient-ils, ne sauraient guérir le mal d'une civilisation où toutes choses conspirent à empêcher les hommes de rencontrer leur propre vérité.

L'AMÉRIQUE, MYTHE ET MODÈLE

A nouveau monde, homme nouveau. Non pas seulement pieuse et poétique mythologie inscrite d'avance dans le ciel, puisque depuis les origines de l'indépendance américaine, les institutions américaines, le mode de vie américain, l'homme américain ont été exemple et modèle pour l'opinion libérale européenne, et admirés avec d'autant plus de conviction que cette opinion se voulait politiquement et socialement plus avancée. Pendant plus d'un siècle, le parti américain, ce n'est pas seulement une aristocratie éclairée qui se souvient de La Fayette, c'est aussi et surtout la gauche et l'extrême-gauche. Deux témoins suffiront, curieusement convergents : Chateaubriand et Marx.

Arrivant à Philadelphie en 1791, l'auteur des «Mémoires d'Outre-Tombe» raconte qu'il y trouva la ville peuplée non pas encore d'immi-

grants mais d'émigrés français, la tête pleine de nostalgie d'ancien régime, et Chateaubriand commente, entrant de plain-pied dans le rêve américain : «Une terre de liberté offrait un asile à ceux qui fuyaient la liberté : rien ne prouve mieux le haut prix des institutions généreuses que cet exil volontaire des partisans du pouvoir absolu dans une pure démocratie». Institutions généreuses, vient-on de lire, et soixante et dix ans plus tard, Marx ne contredit pas Chateaubriand découvrant en Amérique l'avant-garde de l'humanité, lorsqu'il écrit qu'«étant donné le niveau avancé de leur organisation politique et sociale», les Etats-Unis d'Amérique ont atteint «la forme la plus haute d'auto-gouvernement du peuple existant à ce jour». On est alors au plus fort de la guerre de Sécession ; les Etats-Unis ont beau être un pays capitaliste, l'Union mène un combat de dimension historique contre une rébellion esclavagiste. Et Marx mobilise en faveur de l'Union les sympathies des ouvriers européens et il s'enthousiasme pour, comme il dit, «la bonne cause» qui est tout simplement la cause de la liberté.

Qui cherche alors un chef de peuple humainement avouable ne le trouvera pas dans les têtes couronnées et les dictateurs qui, revêtus de faux prestiges, encomrent l'Europe du XIX^e siècle, mais a des chances de le rencontrer dans l'honnête et démocratique simplicité du président des Etats-Unis. Ainsi Chateaubriand fera le panégyrique de Washington et Marx l'apologie de Lincoln dans des termes curieusement semblables : «L'un des rares humains qui ait réussi à devenir grand sans cesser d'être bon». Le trait pourrait être de Chateaubriand et valoir pour Washington, et il est de la main de Marx dans cette oraison funèbre de Lincoln que la Première Internationale envoya sous forme d'«adresse» au successeur du président assassiné. Et Chateaubriand n'avait pas dit autre chose de Washington : «il n'appartient pas à cette race qui dépasse la stature humaine». Au surplus Chateaubriand et Marx font même usage du modèle américain qui leur permet de juger et de condamner les dirigeants abusifs de la vieille Europe. Le Washington de Chateaubriand est l'anti-Bonaparte. Et la figure de Lincoln qui n'a nul besoin de se donner des airs de héros pour accomplir une tâche historique est un bon moyen pour Marx d'accabler ce héros de comé-

die qu'est le deuxième Bonaparte, son adversaire de prédilection, Napoléon III.

Les temps ont bien changé. Un autre modèle rival du modèle américain a fasciné, ces dernières décennies en Europe, une grande partie de l'intelligentsia et une bonne part du monde ouvrier. Sans toutefois que les multitudes humaines se précipitent par des chemins de terre vers l'Orient rouge comme elles s'étaient jetées par des chemins de mer vers l'Extrême-Occident libéral et capitaliste. Dès lors le modèle américain virait à droite. Le marxisme servait à réfuter les illusions que les hommes de la gauche classique, et Marx tout le premier, avaient nourries sur les institutions et l'homme américains. Et de même qu'il fallut prêter un serment de haine à la royauté pour mériter un certificat de civisme au moment le plus chaud de notre révolution, jurer la haine de l'Amérique et expliquer tous les malheurs qui surviennent aux honnêtes gens par les mille et un complots de la C.I.A. est le plus sûr moyen de se faire aujourd'hui une utile réputation d'homme de gauche.

Il y a une mythique de l'anti-américanisme : Babbit, sa vulgarité de parvenu, son insensibilité typiquement yankee au charme des vieilles cultures dont le «Sud profond», saccagé au terme de la guerre de Sécession, était outre-Atlantique le dernier, précieux et fragile témoin, la civilisation de la machine et du profit qui mécanise et avilit l'existence, le masque du puritanisme qui camoufle un matérialisme pratique, ces thèmes, et j'en passe, peuvent proliférer indéfiniment, leur troupe usagée, qui a si bien servi les préjugés réactionnaires, a rengagé, sans même qu'on rapetasse les uniformes, du côté de la gauche. D'où il est prouvé que l'on peut toujours tout dire pour et contre l'Amérique.

Sans doute est-ce l'idée même de modèle qu'il faudrait discuter et congédier. Une nation est faite de trop de particularités et de partialités historiques pour se projeter telle quelle dans l'universel et s'ériger en modèle. Les modèles vivent et se survivent comme mythes avant de disparaître. Le modèle soviétique est maintenant désintégré et il aura eu la vie moins longue que le modèle américain. S'il n'y a pas de modèle américain, il y a une histoire américaine

- et l'Amérique comme les autres nations a été baptisée, à deux reprises, dans le sang et la violence, elle a eu sa large part d'erreurs et de tragédies, et elle est affrontée en première ligne à tous les grands défis de ce siècle. Son avenir dont dépend en grande partie le nôtre est en suspens. Sa seule constante historique est que, depuis qu'elle est une nation, de 1776 à 1976, pendant deux cents ans, même aux pires heures, elle ne s'est jamais livrée à un César et n'a pas cessé d'être une démocratie. Combien de nations européennes peuvent en dire autant ?

Toute démocratie et la démocratie américaine comme les autres recèle des contradictions que, plus critique que Marx, Tocqueville dénonçait au siècle dernier. Serait-il impossible par exemple de joindre ensemble la puissance et ce scrupule d'honnêteté que des juges aussi exigeants que Jacques Maritain et Saint-John Perse trouvaient si vivants dans cette Amérique où ils ont longuement vécu ? Si la contradiction est insurmontable, notre civilisation est condamnée. Un candidat à la présidence des Etats-Unis vient de faire sourire nos esprits forts en disant publiquement : «si je suis élu, je ne mentirai jamais». Pari stupide et naïveté simplicissime ? Peut-être. Il reste que ce monde titube parce qu'il est ravagé de mensonges et que, pour le remettre droit, on a besoin d'hommes d'Etats vrais comme l'étaient, au dire de Chateaubriand et de Marx, Washington et Lincoln.

LA TRAGÉDIE DE LA PURETÉ

L'intelligence valéryenne aura suscité bien des commentaires fades et convenus, faute d'être saisie dans sa vertu originelle qui était certes de rigueur, à condition d'ajouter à ce mot ce qu'il peut requérir d'agressivité proprement destructrice contre ces choses vagues et impures auxquelles Paul Valéry avait déclaré une guerre inexpiable, et par exemple les grands sentiments et le pathétique, les métaphysiques et les religions. Cet anti-Pascal, qui aurait pourtant pu être de connivence avec ce qu'il y a de corrosif dans le procès qu'intente à l'homme l'auteur des «Pensées», n'a que sarcasme pour les angoisses de l'esprit confronté au silence de la nature, car les troubles de l'esprit, impuretés majeures, abîment l'esprit et le rendent vulnérable aux mythologies fascinantes et conso-

lantes qui voudraient se faire passer frauduleusement pour des spiritualités. Le spirituel, pour un Valéry, n'est rien d'autre que la pureté de l'intellectuel. Telle a été, dans ses poèmes comme dans ses proses, l'inébranlable maxime de ce méditerranéen, ennemi comme un autre méditerranéen, Charles Maurras (et la provençale Martigues est parente de Sète, l'occitaniennne), des mysticismes orientaux et nordiques, du vertige de l'infini, dont, à en croire ces amoureux de la limite et des transparences intelligibles, pourrait nous délivrer un «long regard sur le calme des dieux», les îles et les rocs ensoleillés de la mer la plus lointainement civilisée de l'histoire humaine. Car, contre les obscurs mystères de l'âme («l'âme, l'âme aux yeux noirs touche aux ténèbres mêmes»), contre les délires du cœur, la ressource est dans la lumière du monde, image visible de cette intelligence en dehors de laquelle il ne saurait y avoir d'autre salut que de magie et de sorcellerie.

Paul Valéry appartient presque tout entier à l'hellénisme et il réveille et vivifie la grande tradition du scepticisme grec, lequel est une possibilité toujours prochaine de la philosophie. Car, bien qu'il assaille les philosophes en leur reprochant cruellement de ne jamais vouloir reconnaître qu'une philosophie n'est rien d'autre qu'un poème d'idées, gratuit et vain, Valéry professe et renouvelle une philosophie depuis longtemps reconnue, qui a un nom classique et honorable puisqu'elle s'appelle le scepticisme, et qui se jure de montrer inlassablement que la certitude dégrade l'esprit, introduisant en lui la double laideur de l'intolérance et de la sottise, cependant que le doute, ébranlant les convictions, apprend l'esprit à l'esprit et le maintient dans une vigilance éveillée, aiguë, impossible à surprendre. Comme si l'acte d'adhérer avait quelque chose d'impur. Peut-être y a-t-il aussi, plus profondément, en Valéry une pureté de type cathare, héritage de la plus subtile et plus raffinée culture occitanienne. La vie d'un côté, l'intelligence de l'autre. L'impureté serait dans le mélange des deux ordres, l'esprit troublant la vie et rendant la sensualité inquiète, la vie échauffant l'esprit de chaleureuses confusions qui lui ôtent la nette sécheresse à quoi se reconnaît l'ardeur intellectuelle. Régime de séparation qui est la sagesse valéryenne même : «Tantôt je pense, et tantôt je suis». Et, pour

découvrir l'immense importance de Valéry, il suffirait d'apercevoir que de ce divorce entre la pensée et l'existence tel qu'il l'a radicalisé devaient sortir, au moment où il quittait la scène, l'existentialisme sartrien, et plus tard les diverses formes de structuralisme, dont Valéry a donné d'avance d'étonnantes formulations. «L'ébauche d'un serpent», «la pensée défaut dans le grand diamant de l'être» contiennent l'essentiel de l'«Être et le Néant». Et le langage comme origine des mythes ou le formalisme linguistique comme vérité de tout discours et même des exercices poétiques, ces nouveautés du jour d'aujourd'hui, Valéry les avait déjà énoncées et fait étinceler par rencontre et en se jouant.

Jeux de l'intelligence, jeux tragiques dans la mesure où ils supposent une certaine sorte de rupture, comme désespérée, avec la vie. Alain, après le fameux «*déjeuner chez Lapérouse*», a su lire sur le masque de Valéry «*une puissance d'expression tragique incomparable*». Tragique fait, ajoute-t-il, «d'une absence ou d'une distraction effrayantes». Peut-on en effet exister dans l'atmosphère raréfiée de la pureté intellectuelle, et par cette seule passion de comprendre qui annonce et réalise la mort de toutes les passions ? Intelligence littéralement sans religion, c'est-à-dire déliée de toutes les sortes de relations de complicité et de complaisance avec les êtres et les choses. Paul Valéry à la fin de sa vie a rencontré, avec les horreurs de la guerre, un autre tragique, le tragique même de l'existence, dont il s'est à la fin rendu compte qu'il ne suffit pas de le mépriser et de l'expliquer par la sottise des hommes. Peu de semaines avant sa mort, il découvrait qu'il est, à l'œuvre dans le monde, un mal plus profond que la Bêtise. Dans les dernières lignes qu'il ait écrites, on lit : «*Toutes les chances d'erreur. Pire encore, toutes les chances de mauvais goût, de facilité vulgaire, sont avec celui qui hait*». Démenti ultime de Valéry à Valéry. Car le contraire de la haine n'est pas l'intelligence.

LA POLITIQUE DU BONHEUR

Le bonheur est un problème philosophique majeur, plus encore métaphysique que psychologique, et, si la politique aujourd'hui promet si

volontiers le bonheur, c'est bien la preuve qu'elle veut être plus que la politique et qu'elle est en quête de métaphysique. Plus précisément, le bonheur, comme revendication et objectif politiques, est un thème de la gauche traditionnelle, délibérément optimiste sur l'homme et les significations de l'histoire, cependant que poètes et mystiques sont plutôt enclins à penser que le bonheur, s'il existe, appartient à l'ordre de la vie intérieure ou de l'existence privée et devient mirage et utopie dès lors qu'il est proposé comme finalité ultime à un peuple ou à l'humanité. Et si la gauche a pendant si longtemps accusé la religion d'être complice de la conservation politique et sociale c'est parce que entretenir l'espérance d'un bonheur hors de ce monde paraissait être une manière rusée de disqualifier le bonheur dans ce monde qu'une humanité, libérée des aliénations qui pèsent sur son provisoire destin, serait capable de se donner à elle-même. Soupçon que les chrétiens d'aujourd'hui s'appliquent, comme on sait, à réfuter, en prônant eux aussi une politique du bonheur. Mais les politiques vers quelque bord qu'elles s'orientent, ne voient pas assez tout ce qu'il entre d'interrogation dramatique dans cette préoccupation du bonheur, qui est, paradoxalement, le tourment de l'homme et de l'humanité.

Ainsi le bonheur est toujours au-delà du bonheur, et il n'est pas de possession, si légitimement heureuse qu'elle soit, qui n'apparaisse comme une invitation à approfondir ce manque fondamental, essentiel, dont tous les philosophes, de Platon à Freud, ont dit, chacun en son langage, qu'il était constitutif de la conscience humaine. Aussi, croire que tel bonheur, délimité, fini est le bonheur, c'est méconnaître sa dignité d'homme, qui est ouverture sur le tout et l'infini. Les poètes ici confirment les philosophes. Le Faust de Goethe sera justement la proie du diable le jour où, abdiquant l'insatiable désir, il dirait à l'instant qui passe : *«Arrête-toi, tu es si beau»* ; et le chien perdu qui, à lui seul, empêche la sauvagerie d'Anouilh d'être heureuse suffit en effet à susciter le soupçon d'une errance insensée du monde qui interdirait au cœur humain de s'établir dans une paisible adhésion à l'ordre universel.

Aussi comprend-on ce qu'a de mystificateur le thème d'une politique du bonheur. Car la

politique la plus savante et la plus habile, en se proposant d'organiser le bonheur des hommes, ne saurait proposer qu'un bonheur représentable, déterminé, fini, que le plus profond désir humain mettra nécessairement en question dès lors qu'il se présenterait comme la solution décisive au vrai problème de bonheur en son fond métaphysique. Il convient ici de contredire notre proposition initiale. Les plus authentiques valeurs de la gauche - celles qu'entendait sauver et promouvoir un Marc Sangnier - s'appellent non pas bonheur, mais dignité et responsabilité. Lorsque Maurras lançait au prédicateur de révolte cette supplication, qu'il croyait miséricordieuse pour l'esclave - *«Oh ! ne l'éveillez pas»* -, ce doctrinaire de droite se référerait à une politique du bonheur - mais bonheur qui n'était possible que dans l'inconscience de ce qui fait l'inaliénable grandeur de l'homme. Et lorsque les monarques absolus du passé ou les dictateurs modernes se flattent d'être les pères de leurs peuples ou des peuples, ils insinuent par là que leur système de gouvernement dispense un bonheur familial, patriarcal, que la vaste patrie par la grâce ou le génie du chef qui est un père et du père qui est un chef est devenue, aussi intime qu'un foyer, et que par conséquent le contestataire qui romprait l'accord et le bonheur n'est que l'ingrat profanateur d'une piété filiale. Certes les révolutionnaires, lorsqu'ils entreprennent une refonte radicale de la société, annoncent volontiers le bonheur, *«cette idée neuve en Europe»* comme disait Saint-Just ; mais outre que le contexte de la fameuse formule ne décrit qu'un bonheur bucolique, où se reconnaissent les fades fadaises du XVIII^e siècle déclinant, et qu'en l'occurrence la destruction de l'ancien régime et l'avènement d'un droit nouveau ont dû être payés par la terreur, la guerre, le césarisme, qui ne sont pas d'évidentes figures du bonheur public, une révolution établie qui se prétend détentrice et distributrice de bonheur aboutit inévitablement, le raisonnement le prouve, l'expérience le montre, à un système totalitaire, car il faut être fou ou pervers, et relever du camp de rééducation ou de l'asile psychiatrique, pour refuser le bonheur. Ainsi un Soljenitsyne, patriote russe tenu en exil sur sa propre terre, parce qu'il est le témoin d'une spiritualité qui situe le bonheur au-delà de la politique.

Car le bonheur ne saurait être atteint que par

l'absolution du mal et le salut universel, comme le savait le jeune Péguy qui excluait de sa cité harmonieuse la mémoire de la douloureuse histoire antérieure. Quand une politique inscrit le bonheur à son programme, elle annexe à son profit, en les dénaturant, le métaphysique et le religieux. Une politique qui ne triche pas avec sa propre vérité poursuit certes une lutte inlas-

sable contre toutes les formes de la misère et de l'oppression - parce que les unes et les autres sont autant d'attentats à la dignité de l'homme et l'empêchent d'assumer ses responsabilités et d'accéder à cette difficulté d'être, à cette angoisse de l'existence, qui valent mieux que tous les bonheurs, mais pourraient être attendue et pressentiment du seul bonheur qui vaille.

Raymond Barre et Etienne Borne

UNE AMITIÉ HISTORIQUE

Les amitiés publiques, déployées au grand jour de l'histoire, paraissent moins énigmatiques que, mêlés aux travaux et aux jours, les passions et les sentiments privés. Il y a pourtant de l'énigmatique dans les rapports privilégiés que pendant un bon quart de siècle ont entretenus André Malraux et Charles de Gaulle. Pour être en pleine lumière, un mystère reste un mystère.

On aperçoit bien certes que, si les deux «*sublimes*», comme parlait Saint-Simon, se sont «*amalgamés*», c'est surtout par analogie de style entre les deux sublimités, obstinées l'une et l'autre à se hausser et à se maintenir au-dessus du vulgaire. Que Malraux et de Gaulle se soient rencontrés, qu'ils aient avec une souveraine autorité rendu parallèles leurs deux itinè-

raires, et que chacun face à son destin ait tiré de ce parallélisme un parti exceptionnel, c'est une évidence inscrite visiblement dans la littérature, la politique et l'histoire de ce siècle.

Mais il n'est pas assuré que l'écrivain et l'homme d'Etat aient fait, d'une rencontre poursuivie jusqu'à la fin, une de ces communications par lesquelles la personne s'ouvre à la personne et l'homme dialogue avec l'homme. Un sommet a reconnu un autre sommet. Mais, lorsque la cime attend de l'autre cime d'être confirmée dans sa vérité de cime, un lien est-il véritablement noué ? La loi vaut pour toutes les destinées, grandes ou moyennes : l'ami confondu avec l'idée éclatante que je me fais de lui n'est que belle représentation au-dedans de mon univers, sans qu'il y ait eu échange d'âme à âme. L'autrui de ma préférence n'est pas autrui, mais le miroir faussement extérieur de ma plus haute

possibilité.

Faut-il comprendre alors que de Gaulle et Malraux n'auront été l'un pour l'autre qu'un moyen utilisé par chacun pour bien s'affirmer dans son être et pour mieux poursuivre les fins qui lui étaient propres ? Les deux hommes, dans la première saison de leur vie, n'étaient pas faits pour s'entendre. L'un avait fait entrer dans une œuvre et une vie également romanesques les aventures et les tumultes d'une époque qui tournait à la tragédie. L'autre pouvait porter avec impatience «*le harnais*», comme il disait, de l'institution militaire, mais, respectueux de l'ordre et ami de l'autorité, il attendait que l'ordre et l'autorité s'écroulent et soient remplacés par des faux semblants pour se donner la mission moins de les rétablir que de les instaurer une bonne fois dans leur authentique vérité. Aussi, si l'homme d'un ordre qui soit un ordre et le révolutionnaire en quête d'une révolution qui soit une révolution se sont rencontrés pour puissamment contribuer à faire ensemble ce qu'on appelle le gaullisme, n'est-ce pas que chacun a été «une carte dans le jeu de l'autre», pour se souvenir d'un mot par lequel Mauriac, ne visant que son confrère en littérature, voulait signifier ce qu'il pouvait y avoir chez Malraux d'orgueilleuse démesure ?

Le trait mauriacien vaut cependant dans les deux sens. Le Général a toujours cherché à appeler à lui pour les apprivoiser ou les atteler, comme il lui arrivait de dire, les illustres des lettres et des arts. De surcroît Malraux, ancien combattant des Brigades internationales, et qui ne renia jamais son antifascisme et son anticolonialisme, était bien fait pour apporter au Rassemblement d'abord, et ensuite aux gouvernements de la V^e République, cette tonalité de gauche toujours indispensable à la doctrine ou à la mythologie gaullistes. Malraux de son côté attendait de De Gaulle et du gaullisme l'occasion de mettre dans une même vie, comme le Garin des *Conquérants*, les recherches de la pensée ou de l'art et l'efficacité de l'action politique. En faisant de Malraux son ministre de la Culture, et en confiant la politique aux hommes politiques le général de Gaulle montrait qu'il n'était pas favorable à la confusion des genres, que son plus profond génie était celui de l'ordre et que pour lui les hommes de lettres, s'ils ne

dérogent pas en se faisant les imagiers des grands règnes, ne sauraient s'employer ailleurs que dans leur ordre qui est et reste la culture. Belle leçon de classicisme donnée au démon romantique de Malraux, si impatient toujours de toutes les limites.

Ainsi André Malraux et Charles de Gaulle ont-ils été nécessaires l'un pour l'autre et étrangers l'un à l'autre comme le sont les astres dans les constellations d'un ciel. On n'en conclura pas que cette amitié historique n'ait été que littéraire et politique. Puisque les êtres ne sont pas transparents les uns aux autres, l'amitié la plus rare et la mieux inspirée ne peut que mêler le malentendu à l'entente et à la complicité, et ajouter l'illusion ou le rêve au pressentiment du vrai. Dans une confusion qui est mystère, l'important est que le malentendu soit inquiétude vivante et que l'illusion reste haute et belle. Et même si l'amitié n'était que songe, il faudrait garder à ce mot le sens que lui donne Malraux lorsqu'il écrit que de Gaulle «*sur le terrible sommeil de ce pays en maintint l'honneur comme un invincible songe*». Car le songe d'une amitié n'est pas mensonge et peut s'inscrire dans l'histoire de l'honneur humain.

AFFRONTEMENT DE MOUNIER AVEC NIETZSCHE

Mounier n'a pas mené avec Nietzsche un dialogue aussi assidu que celui qu'il a pratiqué avec Marx. Les textes sur Nietzsche sont dans son œuvre plus rares, plus dispersés, plus cursifs que les écrits concernant Marx, et cependant, il a bien compris qu'une pensée comme la sienne ne pouvait éluder, pas plus que la rencontre avec Marx, l'interpellation peut-être encore plus pressante et plus dangereuse de Nietzsche. De Nietzsche lui-même et non pas des petits nietzschéens dont la race a pullulé depuis et qui sont bien tels que les récusait Mounier, *plus turbulents que lutteurs, plus avides qu'exigeants, qui font les tréteaux à l'abri de son nom*, et qui prennent pour un nihiliste débraillé et un joyeux barbare portant, à l'applaudissement de la plèbe, le fer et le feu parmi tous les héritages et à travers toutes les civilisations, cet aristocrate qui n'a jamais vu dans le peuple que vile populace, qui n'a poussé la pensée humaine à une extré-

mité de démesure capable peut-être de faire éclater suicidairement ses limites que par le vertige d'un excès de culture, qui détestait la vie dans sa sauvagerie et ne l'aimait de passion que transfigurée par le dire poétique et qui n'était si délibérément athée que parce qu'il ne voyait dans la croyance en Dieu qu'un déguisement du nihilisme, l'Être Absolu n'ayant d'autre réalité que sa fonction qui est de justifier mensongèrement par un Ailleurs vide une monstrueuse négation de la Terre. Tel est le Nietzsche que Mounier entend *regarder face à face* et dont la présence authentique se retrouve en d'autres - tels Malraux ou Camus - que Mounier savait aussi interroger et comprendre philosophiquement, à la différence de ces intégristes de la philosophie qui s'entêtent à croire le style incompatible avec la pensée. Alors que Nietzsche à lui seul est la preuve du contraire.

Emmanuel Mounier, pour qui il n'est de pensée que dure, déclarant la guerre aux molleses, aux incertitudes, aux justes milieux, a toujours mis Nietzsche très haut, et il aurait voulu que la pensée personaliste trouvât, sans copier un style, ce ton par lui-même ennemi des compromis et des complaisances. L'homme le fascine ; dans son existence et dans sa parole, il voit *de la sainteté emportée dans un courant d'enfer*. Il lui arrive d'emprunter la voix même de Zarathoustra et de recopier le poème «De l'enfant et du mariage» - où se trouve l'admirable définition de l'amour tel qu'il devrait et pourrait être comme *pitié* mutuelle entre *des dieux souffrants et voilés* -, de l'offrir comme épithalame à un couple d'amis incroyants, et de le présenter comme un *grand texte laïc chrétien*. Ce dernier mot emprunté à une lettre privée n'est pas sans précipitation ni sans humour et il veut sans doute signifier que Nietzsche est loin d'être le court et fanatique désacralisateur que l'on dit, puisqu'il y a pour lui une sorte rare de mariage qui est sainte et sacrée, *heilig*. C'est donc premièrement le christianisme qu'interpelle Nietzsche et le chrétien Mounier retrouvera Zarathoustra. Mais c'est la philosophie d'abord qui ne peut écarter à peu de frais le risque de subversion que représente pour elle la pensée nietzschéenne.

Sur certains points, Nietzsche n'a fait que redonner une neuve vigueur à une entreprise

classique de démythification, reprise de Pascal ou de La Rochefoucauld, lorsqu'il montre que l'homme est ingénieux à se tromper lui-même, et qu'il propose le tableau et la théorie de ces falsifications. Mais une activité qui est capable de prendre l'initiative d'une dialectique hypocrite et de se cacher à elle-même sa propre vérité ne peut être que le fait d'un sujet irréductible à toute forme objective de l'être. Bien plus, ce même sujet ne peut se livrer sur lui-même à une besogne de faussaire que s'il y a une authenticité au moins possible de la personne. Les thèses d'une philosophie personaliste s'en trouvent confirmées et illustrées. Mais Nietzsche, Mounier n'a pas manqué de le remarquer, regarde aussi du côté de Freud - lequel selon une expression du *Traité du Caractère* a mis en forme scientifique certains de ses aphorismes. La doctrine du refoulement et des déguisements de l'instinct, constatera également Mounier, se trouve chez Nietzsche avec un demi-siècle d'avance sur Freud. Un spiritualisme académique ou un moralisme de convention peuvent se trouver ébranlés par ce flot de vérités désobligeantes, mais non pas un personalisme qui a mis l'accent sur les difficultés dramatiques de la conquête de l'homme par lui-même, sans compter que ces sortes de découvertes seraient intelligibles si l'homme n'était que la conscience de son corps dans le présent du monde et l'instanantéité de la matière, et qu'elles n'ont de sens que par la supposition d'une autonomie et d'une spécificité du psychisme en tant que tel, signes elles-mêmes en l'homme d'une profondeur véritablement spirituelle.

Mounier n'entend pas pour autant intégrer Nietzsche à une philosophie personaliste. L'affrontement est inévitable sur le thème même de la personne. Une étude, qui reste à écrire, sur les notions d'individu et de personne dans la pensée nietzschéenne apporterait sur celle-ci une lumière décisive et ruinerait bien des interprétations affadissantes que multiplie l'actuel succès de Nietzsche. Mounier n'a pu laisser sur ce point que quelques indications éparpillées. Nietzsche tend à faire de l'individu un pur et simple résultat, un conflit de forces antagonistes dont l'unité et la substantialité sont imaginaires, une sorte d'erreur ou d'illusion de la nature ; et si l'individu n'est rien, la personne pourra-t-elle jamais être quelque chose ? Sinon en quelques-

uns qui sont l'exception et ont vocation de sur-humanité. L'universalité humaine est alors brisée : un étroit cortège de héros, une morne et innombrable jonchée de déchets. A partir d'un «personnalisme» de cette sorte, il est bien difficile de justifier l'exigence démocratique et l'espérance socialiste. Aussi est-ce une assez affligeante imposture que, comme il arrive aujourd'hui, de chercher du côté de Nietzsche les lettres de noblesse de quelque gauchisme que ce soit. Et Mounier n'eût pas manqué de considérer la polémique contre Nietzsche comme un devoir majeur d'une pensée personaliste.

Une polémique qui, à la manière dont il a donné le modèle, serait aussi un dialogue. Nietzsche en effet est bouleversant parce qu'il ne supporte pas le confort bourgeois, parce *qu'il souffle les chandelles* de la raison, la raison de ce rationalisme qui évacue le mystère et le drame, parce que, et c'est ici surtout, pour reprendre l'image nietzschéenne, qu'il faut ramasser le javelot et le lancer plus loin, ce même Nietzsche a compris que ce que les hommes appellent le bonheur doit être sacrifié à quelque chose de plus haut et de plus grand qui pourrait être la liberté. En dévoilant cette sorte d'antinomie, Nietzsche apparaît à Mounier comme le plus fraternel de ses adversaires. La liberté au prix du bonheur. Il peut y avoir là une définition du tragique ; et c'est bien un sens tragique de l'existence que ne cesse de célébrer Nietzsche. Mais un tragique qu'il faut délier du nihilisme et dont Mounier, dans les pages qui sont certainement le sommet de son œuvre, a écrit qu'il est l'antithèse et l'antidote du désespoir. Parce que, expliquera Mounier, le fond, et le meilleur d'eux-mêmes, est nietzschéen, Malraux ou Camus sont de faux désespérés et il pourra parler de leur pensée ou de leur message sous le titre : *l'espoir des désespérés*. Mais ici le dialogue entre Nietzsche et Mounier, plus décisif encore que le dialogue entre Marx et Mounier, intéresse le tout de l'homme et sa destinée globale, et il vient de passer les frontières de la philosophie. Mounier pour le soutenir devra faire appel à toutes les ressources de son christianisme...

EN PROVENCE AVEC MISTRAL

Les poètes sont médiateurs. Comment voir, sentir, comprendre pays et paysages, hommes et

humanités, sinon à travers quelque grande poésie qui les révèle dans leur vérité ? Frédéric Mistral ne s'est voulu que le serviteur de cette Provence dont il a réveillé la langue, ressuscité le passé, célébré une originalité menacée par le déclin des coutumes et les nivellement des mœurs, et désormais, au moins autant que durera entre nature et culture un certain mariage qui fait les civilisations vivantes et incarnées, les terres qui s'étendent entre Durance et Rhône parleront à quelques-uns un langage mistralien.

Les hautes haies de cyprès qui font face à l'ouragan descendu du Nord, les nobles allées de platanes dans les bourgs et les bourgades, les rocs ensoleillés propices aux essences odorantes, les feuillages des oliviers, dont l'immobilité argentée a, même dans l'air le plus calme, quelque chose de frémissant, si nous savons qu'ils sont autre chose qu'une végétation méditerranéenne, si nous percevons les correspondances qu'ils entretiennent afin de composer une unité évidente et secrète, et si nous sommes affranchis des imageries méridionales de pacotille par la révélation de leur sévère beauté, nous le devons aux peintres et aux poètes de la Provence. Et d'abord à Mistral.

La dilection première de Mistral pour la Provence, nuancée à la fin d'un mélancolique sens de l'éphémère, ne l'a jamais empêché de participer, et de quel cœur libéral, à l'aventure de la France une et multiple, et qui ne rejoindra jamais mieux l'universel qu'en reconnaissant l'heureuse et difficile diversité de ses composantes.

Mistral et la Provence font ensemble une certaine sorte de sagesse déliée, transparente et qui ne se cache que dans la lumière. En dépit des platitudes établies, ni bavardage, ni étalage ici dans les paroles et les paysages, mais une lenteur appliquée, un art de dire toujours plus qu'il ne semble, et une profondeur d'austérité et d'anxiété méconnue du passant, et qui se révélera à qui aime du long amour taciturne qui convient au pays du roc et de l'olivier la netteté des ombres dépouillées des faux mystères ; mais aussi également implacables, la clarté du jour et la limpidité des nuits ; et enfin la poésie mistralienne qui, brisant les artifices, nous introduit douloureusement, glorieusement, dans la saveur et l'essence des grandes choses élémentaires.

LA RÉSISTANCE : UNE IRONIE DE L'HISTOIRE

La Résistance a été un succès total. La Résistance a été un échec intégral. Nous avons vu s'accomplir tout ce que nous attendions, prophétisations, préparations, la libération du territoire, l'écroulement du nazisme, la présence de la France à la victoire : nous avons été frustrés de tout ce que nous voulions d'une aussi ardente volonté, c'est-à-dire la rénovation révolutionnaire des mœurs et des lois.

L'inversion de l'espérance peut cependant s'expliquer. Les résistants venaient de tous les horizons politiques et spirituels. La résistance était le rendez-vous du communiste et du chouan, de l'aristocrate et du militant ouvrier,

Dialogue sur la Résistance à France-Forum
A. Philip et H. Frenay

du curé et de l'instituteur, de l'adolescent en colère et du père bourgeoisement tranquille : d'où le sentiment, et c'était une évidence du cœur, que tous les antagonismes de génération, de classe, d'idéologie, se trouvaient merveilleusement surmontés et que la révolution était faite. Profonde vérité et désormais ineffaçable d'un moment de grâce. Mais aussi illusion, car si les résistants étaient soulevés au-dessus d'eux-mêmes par l'exaltation du combat, ils restaient les hommes qu'ils étaient, l'identité de chacun à soi étant une loi fondamentale de l'existence, et, de plus, s'étaient jetés dans le brasier, le feu appelant le feu, non les mous et les malléables,

mais les plus durs, ceux qu'animaient au-dedans de fortes convictions, mais diverses, mais extrêmes, mais inconciliables dans l'ordinaire des travaux et des jours.

Tous étaient révolutionnaires, parce que chacun avait la passion de l'absolu, mais pas du même absolu. Lorsque se sont posés les problèmes, anciens ou nouveaux, des alliances et de l'Europe, des réformes de structure et de la laïcité, des survivances impériales et de la décolonisation, un nationaliste, un socialiste, un démocrate-chrétien, un communiste ne pouvaient pas ne pas se souvenir de ce qu'ils étaient. Chacun inventait sa propre réponse, parfois douloureuse et boiteuse, au défi de la conjoncture dans une honorable fidélité à soi. Et les inévitables affrontements donnaient rétrospectivement à la résistance commune d'hier une amère saveur d'ambiguïté et de malentendu.

D'où aussi, à distance et par compensation, une certaine idéalisation de la Résistance, qui était aussi une politique, fut traversée de courants violemment contrastés, ne rassembla jamais, mis à part l'avalanche des ouvriers de la onzième heure, convaincus par l'évidence matérielle de l'événement, qu'une poignée de téméraires, laissa en dehors d'elle bien des vertus égarées, paralysées, inemployées, fut gâtée, au moment de la victoire par des intolérances épuratrices. Mais il reste, et ce fut le bonheur de la résistance, soulignée davantage encore par les infortunes ultérieures, que la mystique et la politique s'y rejoignaient dans un de ces instants uniques, qui trouvent, immobilisent, illuminent le temps, et dont la lente durée qui s'écoule quotidiennement n'offrira plus que de douteuses et incertaines réminiscences. Il en va pareillement dans les amours humaines qui connaissent aussi cette opposition de l'instant - inoubliable, passé, mystérieusement présent, qu'aucune magie ne peut ressusciter - et de la durée - laborieuse, décevante et cependant féconde. Et il n'y a pas de démon qui se joue ironiquement de notre cœur, mais c'est la vie elle-même ou un Dieu caché qui font l'éducation de cet éternel apprenti qu'est l'homme. L'homme politique peut demander à la résistance une leçon de cette sorte. Lorsque la politique se met au ton de la mystique, lorsqu'elle élit parmi nos plus

proches camarades les héros et les martyrs, nous savons, sans jamais pleinement le comprendre, qu'elle touche à quelque chose de sacré. Et nous sommes dès lors protégés, invulnérables à l'absolu du défaitisme. Surtout si, lorsque vient le temps des patiences, des approximations, des compromis qui est le temps de tous les jours et de tous les hommes... Car jamais la grâce d'hier ne dispense du travail d'aujourd'hui.

RÉFÉRENDUM DE 1969 : DU DÉFI AU DÉSAVEU

Charles de Gaulle ne pouvait pas ne pas se conformer, en sollicitant imprudemment le destin, à une certaine image héroïque de lui-même que le propre du héros est de ne se point résoudre à habiter, conservateur de son propre monument, le personnage du glorieux ancien combattant, bref de chercher un nouvel exploit encore plus éclatant et de défier le destin pour le faire se prononcer sans équivoque possible. Parler avec la sagesse des nations d'une démesure qui finit par appeler le malheur, c'est utiliser une grille commode, mais qu'il faut beaucoup compliquer pour l'ajuster à l'événement, car, encore une fois, le destin consulté et défié était plus intérieur qu'extérieur, et l'exploit cherché ne relevait pas seulement d'une rivalité oedipienne entre le père dépassé par le fils et qui voulait prouver et se prouver qu'il peut obtenir seul de la France plus et mieux que l'autre, il y a onze mois ; cet exploit manqué entendait vaincre avec les ennemis du dehors un doute intime, intolérable à un homme qui a pu, pour arriver à ses fins politiques user et abuser des détours dialectiques, mais qui, en dernière analyse, est resté jusqu'au bout l'homme d'un absolu : impossible d'occuper l'Etat, même légalement, sans, libre d'équivoque, l'adhésion d'un peuple rassemblé dans un acte global, visible, de confiance. Ou plutôt de connivence profonde. Car cette confiance, il semblait qu'elle allât s'altérant et s'effritant, et il fallait la ranimer à sa source. Les forces adverses restaient puissantes, sur les intellectuels par les hebdomadaires, sur les travailleurs par les syndicats ; l'usure d'un trop long commerce entre le peuple et le chef change en habitudes paisiblement tolérantes les vives découvertes d'un temps aboli par le temps ; la désaffection est fatale des jeunes générations qui tendent à rejeter dans un

passé mythique un légendaire héroïque dont il est évidemment peu croyable qu'il ait pu coïncider avec l'histoire : autant de raisons de craindre que le pire soit désormais le plus certain. Mais alors, s'ils ne veulent plus de De Gaulle, qu'ils le disent clairement une bonne fois. Le Général a perdu parce qu'il a voulu savoir le fond des choses. Passion de la connaissance plus encore que passion du jeu. Jusqu'au bout le Général aura été l'artisan de son destin politique, et sa liberté seule est ce destin, car il avait tellement besoin de sacré qu'il lui fallait bien s'exposer, encore une fois pour savoir, à une possible, probable, peut-être nécessaire désacralisation.

Cette relation entre la France et lui, il la pensait et la vivait sur le mode d'un lien nuptial, et peut aussi bien éclairer le sens de cette page tournée l'analogie d'un couple, envoûté par un amour qui se veut total et qui est bien capable de se défaire et de se détruire par ce besoin d'absolu. Il faut ôter tous les doutes, explorer tous les recoins du passé et tous les replis du sentiment, vider le fond de toutes les poches, mettre à jour toutes les doublures, et bien comparer envers et endroit afin qu'il n'y ait plus de dessous de jeu. Grande et totale explication qui seule est à la mesure de l'absolu de l'amour. D'où un jour une fatalité de rupture. C'est après une explication de cette sorte que le 28 avril 1969, un peu après minuit, le général de Gaulle a rompu ses liens avec les Français d'aujourd'hui, sans autre explicite qu'un sec constat juridique, préférant la séparation et le silence à la perpétuation d'un laborieux et équivoque dialogue.

Le défi appelant le désaveu, telle est la morale de l'événement qui apparaît dans une lumière de destin comme la mise à jour des contradictions qui, nouées ensemble, composaient le destin du général de Gaulle. On a insisté sur l'une d'entre elles, il est vrai fondamentale : jamais une question de confiance ne pouvait équivaloir à cet aveu de reconnaissance réciproque qui aurait fait se rejoindre dans le chef de l'Etat la fonction et la vocation. Appelât-elle longtemps une réponse assidûment positive, rien n'était jamais réglé, car confiance et aveu, l'une relative, l'autre ne tolérant que l'absolu du oui ou du non, appartiennent à deux ordres aussi différents que le raisonnable et l'irrationnel, la politique et

la mystique ; aussi fallait-il poser et reposer sans cesse cette question de confiance qui était hantée par l'idée de l'aveu impossible à exprimer dans l'objectivité et la rationalité démocratiques. Et si la confiance donnée ne coïncide jamais avec l'aveu demandé, la confiance refusée ruine définitivement toute possibilité d'aveu. On n'a envisagé ici qu'un certain rapport entre le général de Gaulle et l'événement du 27 avril. La personnalité du Général, l'évé-

nement dont les suites restent en suspens, le phénomène gaulliste dans son ampleur historique appelleront des analyses plus étudiées et des commentaires plus amples. Il a suffi de montrer, en attendant, et au ras de l'événement, que celui-ci avait valeur d'un désaveu - dans un sens qui porte au-delà de la politique. Ce qui pourrait mettre en question l'idée d'un après-gaullisme qui serait encore le gaullisme.

Comprendre la Révolution Française ?

A l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, Etienne Borne à son tour a voulu penser cet «énorme événement» qui, écrivait-il, «s'il est de mieux en mieux étudié en ses péripéties, demeure énigmatique en sa profondeur» : d'où les trois essais «La Déclaration des droits de l'homme, message et monument», «La religion et les religions révolutionnaires», «Un pouvoir sans Etat», publiés dans trois numéros successifs de France-Forum et rassemblés dans un numéro spécial (n° 260 - avril 1990) sous le titre général de «Comprendre la Révolution ?».

Les trois textes ci-après (titrés par la rédaction) en sont extraits - deux du premier essai, un du deuxième - : ils apportent, nous semble-il, des éléments essentiels de réponse à quelques grandes questions toujours actuelles.

La Déclaration et sa prétention à l'universel

Ce sont les droits de l'homme, dans la pleine universalité d'une idée que proclame la *Déclaration* et non les droits du Français, de l'Allemand ou même de l'homme occidental. Dès lors, ou la *Déclaration* ne vaut rien ou elle vaut pour tous les peuples présents ou à venir et même pour tous les peuples possibles, ici ou ailleurs et même sans considération de planète !

Ambition nullement abusive cependant d'une *Déclaration*, à la fois française et universelle. Une analogie s'impose à l'esprit. Le Décalogue biblique n'est pas seulement un code de lois donné par Yahvé à son peuple. Il est destiné, rachetant la malédiction de Babel, à tous les peuples de la terre. Y a-t-il dans cette allégation d'universalité la paranoïa collective d'une nation qui prétend s'arracher à l'histoire pour commander à l'histoire et s'instituer nation-

phare pour toutes les nations ? Ou au contraire, en ce qui concerne la *Déclaration*, celle-ci vaudrait de l'avant dans l'assurance de principes qui ne vaudraient pas pour tout l'univers s'ils n'étaient une fois et pour toujours universels ? Pour trancher ou dénouer cette difficulté majeure, qui est le nœud gordien de la *Déclaration*, il convient, selon notre méthode, de ne faire appel qu'à la *Déclaration*.

«Les hommes naissent et demeurent libres et égaux» (art. I). «Le principe de toute souveraineté réside dans la nation» (art. III). La contradiction est levée à une seule condition nécessaire et suffisante : que les lois que doit respecter l'homme libre soient non seulement conformes à l'intérêt national et non pas l'expression d'intérêts particuliers, mais encore que ces lois contiennent en elles-mêmes une telle charge de raison, d'humanité, d'universalité qu'elles ne

puissent être récusées par aucun homme libre qui alors demeurera (le verbe n'est pas insignifiant) libre en lui obéissant. La majesté de la loi n'est pas une révélation de sacré extérieure à la conscience elle-même. C'est l'idée même de droit, immanente à la conscience, qui donnera à la loi sa pleine et entière majesté.

Il faut comprendre ici à quel point la *Déclaration* est normative de bout en bout. Loin de nous dire que les lois sont bonnes parce qu'elles sont des lois, et acceptables dès qu'elles sont acceptées, elle opère un retournement radical de pensée en refusant l'autorité du fait et en nous invitant à juger le fait par rapport au droit. Ou, plus rigoureusement, la *Déclaration* propose des valeurs, c'est-à-dire des normes souverainement exigeantes et parfaitement idéales qui permettent d'évaluer la justice et l'injustice, mêlées ensemble, de toute loi positive. Ainsi, par exemple, des lois édictées et imposées par une puissance étrangère, donc attentatoires à la souveraineté nationale, ne peuvent lier la conscience des citoyens. Et pour ce qui touche aux lois qui émanent bien de cette souveraineté nationale, c'est dans la mesure où la nation est une nation ouverte, fraternelle et pacifique, j'allais dire conforme à l'idée de nation, que ses lois seront tout à fait dignes du nom de loi. Limite idéale dont on peut se rapprocher indéfiniment sans jamais l'atteindre. Une idée est l'âme de la *Déclaration*, elle qui se veut inaugurale d'un combat pour le Droit, une lutte sans fin. L'erreur de la plupart des révolutionnaires aura été de croire qu'ils étaient désignés par l'histoire pour mener et gagner une lutte finale. On ne peut se méprendre plus dramatiquement sur la *Déclaration* qui avait éveillé leurs esprits et animé leur action, et dont déjà leurs opinions et passions défiguraient la vérité.

La déclaration est-elle contradictoire ?

Marcel Gauchet («Dictionnaire critique de la Révolution» p. 694) a cru déceler dans la *Déclaration* une contradiction qui l'aurait rendue inapplicable et impraticable dans la suite de l'histoire de la Révolution, car on ne peut, dit notre auteur, accorder l'*indépendance* de l'indi-

vidu avec la nécessité d'*intégration* de ce même individu dans une société qui, même «régénérée», reste une société. En réalité Marcel Gauchet ne critique pas la *Déclaration*, il définit avec bonheur la problématique qui est, comme nous l'avons souvent dit avec Emmanuel Mounier, celle de la personne qui doit garder son autonomie en s'engageant loyalement dans une communauté. La *Déclaration* veut l'un et l'autre, et a raison de le vouloir, elle est personaliste et communautaire. Mais mettre ensemble indépendance et insertion qui sont sans cesse en tension est une tâche toujours ouverte et non pas une donnée de fait. L'évidence est dans l'exigence, dont tout modèle figuré ou figurable ne serait que le symbole. Rien de tout fait, tout est à faire.

Erreur et Vérité de la Révolution

La Révolution française est en son fond et en son élan originel une formidable prise de conscience de cette vocation à la liberté qui est inscrite dans la conscience des hommes et qui seule donne un sens aux destins personnels et collectifs en changeant ces destins en destinées. A l'inévitable question - pourquoi le temps ? pourquoi l'histoire ? - la philosophie ne peut donner qu'une réponse virtuelle, en pointillé, sans figure déterminée. La vraie réponse est théologique et elle a été apportée par les religions du salut. Le temps historique, enseignementelles, est un et a un sens s'il a été donné à l'homme pour que, à travers obscurités et servitudes, l'humanité marche vers sa libération. Cet appel à la libération qui est l'éclair lumineux de 1789 et qui venait de haut et de loin, les révolutionnaires l'ont entendu comme une invitation à une émancipation immédiate, totale, politique, tout en conservant à cet appel permanent, souvent travesti, et qui vaut sur la terre comme au ciel, ce qu'il a en son fond de sacré dans le sens religieux du mot. D'où les religions et la religion révolutionnaires qui, par une sacralisation de plus en plus accentuée de la politique, firent que la Révolution, contredisant les patiences jumelles de Dieu et de l'histoire, a été à la fois et non en des moments divers une vaste avancée et une prodigieuse régression.

Débats et Colloques de 1957 à 1997

1957

Y a-t-il une crise du patriotisme ?

Débat avec Edmond Michelet, René Rémond et Marc Schefer

Anti ou ultra européens ?

Débat entre Etienne Borne et Jacques Nantet

Réformer, se réformer... ou périr

Débat entre Raymond Aron, André Philip et Jean Lecanuet

Témoignage Chrétien - M.R.P. : «cartes sur table»

Entretien avec Georges Montaron, Georges Suffert, Robert de Montvallon, Etienne Borne, Henri Bourbon et Joseph Fontanet

L'Algérie à l'heure des lois-cadre

Entretien entre Michel Massenet, Georges Le Brun-Kéris, Jean-Marie Daillet et Joseph Fontanet

Ce que veulent les Africains

Dialogue entre Pierre-Henri Teitgen et Léopold Sedar Senghor

1958

La pensée politique du Père Teilhard de Chardin

Débat entre Mme Barthélémy-Madaule, Jacques Madaule et Etienne Borne

Un régime à deux partis est-il souhaitable en France ?

Entretien avec Valéry Giscard d'Estaing, Georges Aguesse, Pascal Arrighi, Pierre Dhers et André Railliet.

Pouvons-nous pratiquer la politique économique de nos besoins ?

Entretien avec Alain Barrère, Théo Braun, P.-B. Cousté et Pierre Maestracci

La démocratie chrétienne en question

Débat entre Etienne Borne, Félix Lacambre, Henry Théry, Marc Scherer, Louis Terrenoire

La V^e République sera-t-elle républicaine ?

Débat entre Gérard Jaquet et Pierre-Henri Teitgen

1959

Quel avenir est réservé à l'économie française ?

Débat entre Maurice Byé et Daniel Villey

Nationalisme et démocratie

Débat entre Raoul Girardet, Jean-Marie Domenach et Etienne Borne

Vers quelle coexistence ?

Débat entre Raymond Aron, André Philip et Maurice Schumann

Occidentaux et Soviétiques en compétition : l'aide aux pays sous-développés

Avec Raymond Aron, André Philip et Maurice Schumann

Succès ou faillite de l'Europe ?

Avec Théo Braun, Pierre-Bernard Cousté, André Fontaine et Paul Reuter

Qui est Konrad Adenauer ?

Avec Alain Clément et Henri Frenay

Mort ou apothéose du marxisme ?

Avec Pierre Fougeyrollas, Pierre Bonnel, Jean Conilh et Etienne Borne

La planification en France : ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être

Avec Pierre Bauchet, Georges Levard, Michel Debatisse et Dominique Boyer

1960

Regards sur la IV^e République

Avec Jacques Fauvet, Pierre-Henri Teitgen et René Rémond

Recherche d'une politique de solidarité sociale

Avec Maurice Neuville, Carlos Dolez, Théo Braun et Marcel Deneux

Armée, démocratie, nation

Avec Henri Frenay, Thierry Maulnier, André Philip

et Etienne Borne

La détente... Comment ? Quand ?

Avec Arthur Conte, Jacques Madaule, Jean Lecanuet

Nouveau visage de la Communauté

Avec Gabriel Lisette, Gabriel d'Arboussier, Jacques Rabemananjara, Maurice-René Simonnet

USA, 1960

Avec Claude Alphandéry, Jean-Marie Domenach, Georges Suffert, Maurice Schumann

Interrogations sur l'Algérie

Avec Alain de Lacoste-Lareymondie, Jean Amrouche et Etienne Borne

Démocratie et technocratie

Avec Pierre Pflimlin, André Philip, Louis Armand, François Bloch-Lainé et Michel Drancourt

1961

Après le référendum du 8 janvier

Avec Jules Clauwert, Jacques Fauvet, Pierre Limagne et J.-R. Tournoux

L'Europe politique, ses problèmes, ses perspectives

Avec Maurice Blin, André Chandernagor, Maurice Faure, Christian de la Malène, Alain Poher

L'aménagement du territoire et l'expansion régionale

Avec Gaston Defferre, André Colin, Henri Fréville, Erwin Guldner

Parti communiste et démocratie française

Avec Jean-Marie Domenach, Jacques Fauvet, Pierre Fougeyrollas, André Jeanson et Etienne Borne

Le capitalisme a-t-il encore un avenir ?

Avec Jacques Delors, Robert Fossaert et Michel Drancourt

Les relations internationales et la paix

Avec Jean Ferniot, André Fontaine, Maurice Schumann

Impressions d'URSS

Avec Michel Drancourt, Jacques Fauvet, Roger Priouret, RP Antoine Wenger

Les Français vivent-ils en démocratie ?

Avec André Chandernagor, Jacques Marette, Maurice-René Simonnet

1962

Information et démocratie

Avec Gilbert Cesbron, Jean Grandmougin, Georges Hourdin et Pierre Viansson-Ponté

«La démocratie à refaire» - Colloque de Saint-Germain en Laye

Rapports de Georges Vedel, René Rémond, Jacques Fauvet, Etienne Borne. Participants :

Jean Aubry, Maurice Blin, Jacques de Bourbon Busset, Henri Bourbon, Maurice Byé, André Chandernagor, Paul Coste-Floret, Michel Debatisse, Eugène Descamps, Jean-Marie Domenach, Lucien Douroux, Michel Drancourt, Léon Dubois, Maurice Duverger, Pierre Fougeyrollas, Albert Génin, Jacques Delors, André Jeanson, Jean Lecanuet, Joël Le Theule, Francis Leenhardt, Jacques Mallet, Georges Montaron, Pierre Pflimlin, André Philip, Jean Saint-Geours, Maurice-René Simonnet, Pierre-Henri Teitgen, Henri Théry, Pierre Uri, Gabriel Ventejol.

Valeur et portée du IV^e Plan

Avec Jean Aubry, Louis Blanc, André Darricau, Lucien Douroux, André Granouillac et Jean Ripert

Les intellectuels et la politique

Avec Maurice Blin, Yvon Brés, Jean-Marie Domenach et Raoul Girardet

Lignes d'orientation pour une démocratie moderne

Avec Jean Chélini, Georges Lavau, Michel Philibert et Jean-Louis Quermonne

Teilhard contesté

Avec Maurice de Gandillac, Claude Cuenot, Etienne Borne

Faut-il réhabiliter Napoléon III ?

Avec Maurice Duverger, René Rémond et Henri Bourbon

1963

Quelle vie politique, demain ?

Avec Albin Chalandon, Michel Debatisse, Jacques Fauvet, Jacques Delors, André Jeanson, Jean Lecanuet, Georges Suffert, Claude Terrien, René Rémond

Confrontation sur l'Algérie.

De g. à d. : E. Borne, A. de Lacoste-Lareymondie, J. Amrouche, H. Bourbon

Les jeunes devant la société politique

Avec Aline Coutrot, Jacques Blot, Joseph Bourgeois, Jean Mastias, Jacques Moreau

Points de vue sur l'arme atomique française

Avec Joël Le Theule et Lionel de Tinguy

Les problèmes du monde arabe

Avec Jean Lacouture, Edouard Sablier et Maurice Schumann

Comment gouverner l'entreprise ?

Avec José Bidegain, François Bloch-Lainé, Jean Boissonnat, Michel Drancourt et Georges Levard

Que pourrait être une magistrature économique et sociale ?

Avec François Bloch-Lainé, Michel Drancourt, Robert Glaenger, Georges Levard

Faut-il réviser la Constitution ?

Avec Alfred Grosser et Benoît Jeanneau

Hommage à Robert Schuman

Numéro spécial, avec la participation de nombreuses personnalités françaises et étrangères, parmi lesquelles le chancelier Konrad Adenauer

1964

Colloque : Une économie à construire

Rapports de Raymond Barre, Théo Braun, Hubert Brochier, Georges Lavau, Alain Barrère.
Participants :

Etienne Borne, Georges Levard, André Philip, Jean-Pierre Lévy, Jean Ripert, Robert Goetz-Girey, Sylvain Wickham, Pierre Pflimlin, Jean Marczewski, Jean Saint-Geours, Maurice Byé, Michel Drancourt, Roger Reynaud, François Bloch-Lainé, Pierre Bauchet, Jacques Duhamel, Pierre Abelin, Joseph Fontanet, Jacques Delors, Lionel de Tinguy, Jean Cluzel, Jean Boissonnat, Lucien Douroux, André Jeanson, Maurice-René Simonnet.

La force des choses : inventaire d'une existence

Avec Colette Audry, Etienne Borne et Jean-Marie Domenach

L'école, souci premier

Avec M^{me} Moumaneix, André de Peretti, Pierre Bletton, Charles Brunold, Henri de Margerie et Charles Viatte

L'Action Française, qu'était-elle ? Qu'en reste-t-il ?

Avec Raoul Girardet, Philippe Ariès, René Rémond et Etienne Borne

La Résistance : un rendez-vous

Numéro spécial avec la participation d'Etienne Borne, Henri Bourbon, Jean-Marie Domenach, Maurice Guérin, Maurice-René Simonnet, Jean-Pierre Lévy et des textes de Gilbert Dru, Louis Aragon, Georges Bernanos, Albert Camus.

1965

Le Parlement et l'élaboration du Plan

Avec Jacques Duhamel, Joseph Fontanet, Louis Vallon et Jacques Delors

Quels seront les courants politiques dans la France de demain ?

Avec Georges Lavau, Serge Mallet et Joseph Fontanet

Les générations montantes devant l'avenir français

Avec Pierre Avril, Jacques Pomonti, Jérôme Rocquemont, Jean-Michel Royer

Evolution des relations internationales

Colloque avec J.-B. Duroselle, Léo Hamon, André Lebreton, Pierre Uri, Serge Mallet, Pierre Pflimlin, Jacques Delors, Joseph Fontanet, André Philip, Jacques Nantet, François Fejtő, Michel Courcier, Jean Teitgen, Henri Bourbon, Lucien Douroux, Jacques Mallet et Etienne Borne

Dynamique de la construction européenne

Colloque avec Raymond Legrand-Lane, André Marchal, Pierre-Henri Teitgen, Roger Reynaud, André Lebreton, Louis Zilliox, Jean Flory, R.P. Weydert, Alain Poher, Pierre Pflimlin, René Pucheu, Jacques Mallet, Paul Bacon

Le syndicalisme dans la société française

Avec André Barjonet, Albert Detraz, Pierre Felce et Gérard Adam

L'autre Amérique

Colloque avec la participation du Président Eduardo Frei, Paulo de Tarso, Benjamin Miguel, Victor Gimenez Landiniez, Emilio Maspero, Franco Montoro, Roberto Savio, Jean Camp, Marcel Dany

1966

**Après la campagne présidentielle :
Permanences et mutations**

Avec Jacques Fauvet, Maurice Flory, Henri Frenay, François Goguel, Paul Bouju, Benoît Jeanneau, Frédéric Mauro, Marcel Merle, André Philip, Marcel Prelot, Jean-Louis Quermonne, René Rémond, Pierre-Henri Teitgen, Jean Touchard, Georges Vedel

Nationalisme et idée communautaire

Avec Etienne Borne, André Philip, Léo Hamon, Jean-Marie Domenach, André Marchal, Jacques Houssiaux, Louis Zilliox, André Monteil, Pierre-Henri Teitgen, Philippe de Saint-Robert, Jacques Nantet, François Fontaine et Henri Bourbon

Les Clubs ont-ils encore un avenir ?

Avec Georges Suffert, René Pucheu et Henri Bourbon

Le phénomène James Bond

Avec Violette Morin, Cécile Delanghe et Henri Bourbon

La chanson aujourd'hui

Avec Claude Sarraute, Christian Hermelin, Lucien Rioux et Henri Bourbon

1967

Education nationale et société industrielle

Avec Jean Capelle, André Grandpierre, Marcel Roncayolo et Charles Delamare

Colloque d'Action sociale et familiale

Avec Robert Prigent, Bernard Lory, Francis Moutes, Charles Delamare et Joseph Fontanet

M. Wilson et les trade unions : un dialogue difficile

Avec Leonard Hagestadt, Jean-Daniel Reynaud, Gabriel Ventejol, Paul Vignaux et Gérard Adam

La France va-t-elle au bipartisme ?

Avec Jean-Luc Parodi, Pierre Avril, Jérôme Rocquemont, Paul Coste-Floret, Charles Henu, Joseph Fontanet, Paul Guilbert

Démocratie, socialisme : complémentaires ou contradictoires ?

Avec Roger Quilliot et Etienne Borne

1950-1980 : Construction européenne, bilan et perspectives

Colloque avec Bernard Clappier, Pierre Drouin, Louis Major, André Marchal, Pierre Millet et Michel Albert

Les chrétiens ont-ils le sens de la politique ?

Avec René Pucheu, Etienne Borne et Henri Bourbon

1968

Mai 1968

Numéro spécial avec Henri Bourbon, René Pascal, Etienne Borne, Jacques Rigaud, Pierre Avril, René Rémond, Gérard Adam, Madeleine Grawitz, Pierre-Henri Teitgen, André Lebreton, Lucien Rioux, René Backmann, Robert de Montvalon, Bernard Porte et André Colin

La région : une nostalgie ou une perspective ?

Avec André Colin, Pierre Avril, Henri Bourbon et Jean-Claude Siebauer

1969

Pour ou contre le Sénat

Avec Gérard Adam, Pierre Avril, Jean Charlot, Lucien Duroux

Le départ du général de Gaulle

Avec Etienne Borne, Henri Bourbon, Georges Le Brun Kéris, René Pucheu, Jean Maurice, Pierre Avril, Georges Suffert, Jean Daniel, Jean Boissonnat, Thierry Maulnier, André Ribaud, André Dumas

L'élection présidentielle de 1969 et l'évolution de la V^e République

Avec André Chandernagor, Claude Estier, Jean Lecanuet, Robert Poujade, Jean-Pierre Soisson, André Colin

Crise de l'église, crise de civilisation

Avec André Mandouze, Luc Baresta, Robert de Montvalon, René Pucheu et Etienne Borne

1970

Les revendications des jeunes et leur mode d'expression

Avec Dominique Baudis, Monique Heuline, Pierre Brosson, André Lottin, Daniel Mitrani

: L'aménagement de la région parisienne peut-il être un projet collectif ?

Avec Maurice Doublet, Etienne de Véricourt, Jean-Marie Poirier, Paul-Henry Chombart de Lauwe et René Pucheu

Robert Schuman et la construction européenne

Avec André Colin, Léo Tindemans et Josef Muller

Europe 1950, Europe 1970, Europe 1980

Avec Etienne Borne, Jean Chélini, Sylvain Wickham, Jean-Marie Daillet, Pierre Cormorèche, Eugène Descamps, Robert Maldague, Pierre Fauchon, Robert Lecourt

1971

La planification - Pourquoi ? Comment ? Vers quoi ?

Avec René Bonéty, Jean-Jacques Bonnaud, Maurice Blin, Charles Delamare, René Pucheu, Etienne Borne, Roberto Papini, Gaston Geens

1972

Morale militaire, torture, violence

Avec le Général Jacques de la Bollardière, Raoul Girardet et Henri Bourbon

Colloque européen de Venise : industrie et société

Avec Jean Flory, Altiero Spinelli, Robert Toulemon, Jean Boissonnat, Michel Albert, Pierre Moussa, et de nombreuses personnalités étrangères

1974

Réformer l'entreprise

Débat avec R.-J. de Vogüé, Gérard Adam, Loïc Bouvard, Jacques Tessier, Maurice Blin et Jean-Marie Daillet

France-Forum et les présidentielles

Avec Henri Bourbon, Etienne Borne et René Pucheu

1975

«Au-delà de la crise...»

Colloque avec Thierry de Montbrial, Michel Albert, Jean Boissonnat

Intervenants : Raymond Barre, Alfred Grosser, René Foch, Robert Toulemon, Joseph Fontanet, Alfred Fabre-Luce, Pierre Abelin, Adrien Zeller, Jean Laloy, André Colin, Jacques Mallet, Roger Louet, Georges Mesmin, Loïc Bouvard, Robert Tromelin, Maurice Blin, Jean-Marie Vanlerenberghe, Henri

Colloque France-Forum au Sénat. Au 1^{er} rang : M^{me} A. Lesur, A. Colin, B. Stasi, M. Albert
On reconnaît au 2^e rang, de g. à d. : C. Delamare, R. Foch ;
Au 3^e rang : le cardinal Paul Poupard et, à l'extrême d., M. -R. Simonnet

Catherin, Alain Barrère, Jacques Rigaud, François Guérard, Jean Flory, Jean-Claude Casanova, Pierre Bauchet, Bernard Stasi

Pourquoi parler de Machiavel ?

Numéro spécial avec la participation d'Henri Bourbon, Julien Freund, Emilio Gentile, Maurice Cranston, Bernard Guillemain, René Pucheu, Etienne Borne, André Chastel

1976

Le juge et la loi

Avec Pierre-Henri Teitgen, Robert Badinter, Albert Petit et Pierre Lyon-Caen

La théorie des systèmes

Numéro spécial avec la participation de Joseph Fontanet, Jacques Lesourne, J.-L. Le Moigne, Bruno Lussato, Jacques Mélése, Marcel Bourgeois, Jean-Eric Forge, André Danzin, Christine de Chalendar

1977

A propos du plan Barre : péripéties conjoncturelles et déséquilibres structurels de l'économie française

Avec Maurice Blin, Yves Laulan et Pierre Uri

Se soumettre, se démettre, ou quoi ?

Dossier spécial avec Jean-Luc Parodi, Marie-France Toinet, Michel Troper, Richard Moulin, Alfred Grosser, René Rémond, Pierre Avril

L'euro-communisme : apparences et réalités

Débat entre Annie Kriegel, François Fejtő, William E. Griffith, Pierre Hassner et Enzo Bettiza

1979

Colloque «Crise économique et consensus social»

Avec Gérard Adam, Michel Drancourt, Henri Lepage, Pierre Rosanvallon, Jean-Pierre Abelin, Christian Pierret, Charles Delamare, René Foch, Eugène Claudius-Petit, Claude Goasguen, Joseph Fontanet, Jean-Pierre Prévost, Jean Gruat, André Heurtebise, René Pucheu, Yvon Chotard, Alain Poher, Jean Lecanuet, Jean-Paul Fisch, Jean-Paul Angevin, Michel Drancourt, Pierre Bellon, Jean-Daniel Reynaud

1980

Colloque : L'avenir de la Communauté européenne

Avec Georges Vedel, Robert Toulemon, Pierre-Henri Teitgen, Jean-Paul Jacqué, Alfred Grosser, Jean-Pierre Fourcade, Gabriel Ventejol, Jacques Moreau, Vincent Ansquer, Jean Lecanuet, Simone Veil, Jacques Delors, René Foch, Alfred Fabre-Luce, Daniel Morenne, Dominique Magnant, André Heurtebise, Jacques Mallet, Paul Marchelli, Jacques Tessier, Charles-Ferdinand Nothomb, François Luchaire, Maurice-René Simonnet, Pierre Bordeaux-Groult, Erwin Guldner

1981

Joseph Fontanet : un itinéraire politique, intellectuel, spirituel

Numéro spécial : témoignages d'Henri Bourbon, Etienne Borne, Jacques Rigaud, Antoine Veil, Pierre Massé, Bernard Schwartz, Roger Burnel, Jean Blanc, Théo Braun, Christian Chabanis, Claude Beaufort

1983

Les rapports Est-Ouest

Colloque avec la participation de Pierre Lellouche, François de Rose, Jacques Baumel, François de Laboulaye, M. Puaux, Eugène Claudius-Petit, René Foch, Jean-Marie Daillet, Paul Delahousse, Pierre Hassner, Michel Tatu, Pierre Bernard-Reymond, Jacques Mallet, Alain Poher

1984

Quelle défense pour l'Europe ?

Avec Michel Tatu et l'ambassadeur François de Rose

1985

Colloque : Culture et démocratie aujourd'hui

Avec Jacques Thuillier, Jean-Claude Lamberti, René Rémond, Jean-Marie Domenach, Pierre Vaisse, Jacques Lesourne, Jean-Loup Tournier, François Bourricaud, Maurice Ulrich, Dominique Baudis, Jean Charbonnel, Jean-Pierre Bady, Charles Delamare, Bernard Stasi, Michel Guy, Joseph Macé-Scaron, Henri Bourbon, Maurice Blin, Marc Fumaroli, Etienne Borne, Raymond Barre, Henri Mercillon, René Foch, Jacques Mallet, François Bayrou, André

Danzin, Jacques Barrot, Bernard Bosson, Jean Bousquet, Jean-Pierre Camoin, Jacques Douffiagues, Jean-Paul Fuchs, François Gorce, Jean Salvanes, François Nourissier, Iannis Xénakis, Jean-Pierre Vincent, Olivier Debré, Jean-Louis Prat, Jean Nouvel, Paul Vecchiali, André Le Gall,...

Explosion technologique et évolutions sociales

Avec Christian Beullac, Gérard Adam, Jean Bornard et Albert Ducrocq

Le Pacifique : quels enjeux ?

Débat avec Yves Berthelot, Général Pierre Gallois et Georges Ordonnaud

1986

Demain, l'entreprise en France et en Europe

Débat avec Jacques Lesourne

Eclatement de la famille ? Individualisme ?

Débat avec Evelyne Sullerot

1987

L'Etat modeste, la meilleure voie de la modernisation

Débat avec Michel Crozier

La V^e République change-t-elle ?

Avec Pierre Avril et Jean-Marie Mayeur

La France et l'Europe face aux défis de la fin du siècle

Débat avec Jean François-Poncet

Etienne Borne, philosophe personnaliste et démocrate engagé

Numéro spécial, témoignages d'Henri Bourbon, André A. Devaux et Jean-Marie Domenach ; textes de réflexion et d'engagement par Etienne Borne

1988

Médias et démocratie

Avec Jean-Marie Domenach, Jean-Claude Lamberti, Bernard Voyenne et René Pucheu

Face aux défis économiques d'aujourd'hui, quelle politique ?

Débat avec Maurice Blin

1989

Problèmes de l'emploi

Avec Jacques Barrot, Gérard Adam, Edmond Alphandéry, Marcel Pochard

Problèmes éthiques et législatifs posés par les avancées récentes de la biologie et de la médecine

Avec France Quéré, Claude Huriet et Jean-Marie Domenach

Pour une vraie réforme de l'enseignement

Avec Etienne Borne, Jean-Marie Domenach et François Bayrou

Allemagne(s) et Europe demain

Avec Joseph Rovon et Ulrich Wickert

Europe-Etats-Unis

Colloque avec Jean François-Poncet, Jacques Mallet, Willy de Clercq, Pierre Méhaignerie, Thierry de Montbrial et de nombreuses personnalités des pays membres de la Communauté européenne et des Etats-Unis

1990

Europe et URSS demain

Avec Yves Hamant, Dominique Moisi, Jacques Mallet

Le Japon ou les paradoxes de la puissance

Avec Michel Drancourt et Jean-Marie Domenach

Les jeunes et la politique

Avec Colette Ysmal; François Bayrou, Joseph Pinard, Michel Jacquemin et Marcel Pochard

Comprendre la Révolution Française ?

Numéro spécial par Etienne Borne

1991

Politique de défense : nouveaux défis, nouveaux choix

Avec Raoul Girardet et Thierry de Montbrial

L'aube du Moyen-Age : naissance de la chrétienté occidentale

Débat avec Jean Chélini

Libre culture

Débat avec Jacques Rigaud

La décentralisation : un chantier inachevé

Débat avec Jean Brenas et Jacques Barrot

1992

Réviser la Constitution ?

Avec Pierre Avril, Hugues Portelli et Benoît Jeanneau

Problèmes de l'Europe après Maastricht

Avec Robert Toulemon, Jean-Marie Domenach et Jean Boissonnat

1993

Présence de Jean Lecanuet

Numéro spécial, témoignages d'Etienne Borne, Franz-Olivier Giesbert et Henri Bourbon - textes de Jean Lecanuet

Mémoire d'Etienne Borne

Numéro spécial - Témoignages de René Rémond, Cardinal Paul Poupard, Cardinal Jean-Marie Lustiger, Jean-Marie Domenach, Robert Masson, André A. Devaux, Claude Imbert, Jean Chélini, Henri Bourbon - textes d'Etienne Borne

Et maintenant, quelle Europe ?

Avec Robert Toulemon et Jacques Rupnik

Questions éthiques et juridiques posées par les transplantations d'organes

Avec Christian Byk et Claude Huriet

Où va l'économie française ?

Débat avec Jacques Méraud

1994

Quels rapports la politique, l'Etat, peuvent-ils (ou doivent-ils) entretenir aujourd'hui avec l'entreprise ?

Avec Michel Drancourt et Bernard Esambert

Pour un Etat moderne

Avec Yves Cannac, Michel Crozier, et Michel Drancourt

Les relations franco-allemandes à la lumière de l'histoire

Débat avec Joseph Rovan

Cinquantenaire du M.R.P.

Témoignages de Pierre Dhers, Pierre-Henri Teitgen, Pierre Pflimlin, Robert Bichet, Louis Bour, Paul Bacon, Robert Prigent, Robert Lecourt, André Monteil, Maurice Schumann. Documents et réflexions d'André Colin, Jean-Dominique Durand, Etienne Borne, Henri Bourbon et Maurice Blin - Hommage à Gilbert Dru par Henri Bourbon

1995

Histoire de l'Eglise : archaïsme ou nécessité actuelle ?

Avec Jean Chélini et Blandine Pont-Chélini

1996

Regards sur le Mouvement Républicain Populaire

Colloque avec la participation de Maurice Blin, Jean-Dominique Durand, François Bazin, Pierre Avril, Jean-Marie Mayeur, Benoît Jeanneau, Jacques Mallet, Frédéric Turpin Bruno Béthouart, René Rémond, François Bayrou, Charles Gautier, Xavier Corval, Jean-Marie Domenach, Jean-Marie Daillet, André Diligent, Dominique Magnant, Pierre Kerlévéo, Jacques Prévotat, Pierre Dhers, Jean-Pierre Prévost, Germaine Touquet, Léon Lapra, Maurice Schumann, Pierre Pflimlin, Jean-Marc Guislain, Pierre Ferréol, Jacques Dubois, Franco Nobili, Louis-Edmond Pettiti, André Cayeux, André Monteil, Jacques Augarde, André Denis, Jacques Parini, Henri Catherin. Témoignages de Jacques Barrot et Bernard Bosson.

1997

Compétition mondiale : les nouvelles donnes

Avec Claude Chancel et Michel Drancourt

La Vie Littéraire

par Philippe SÉNART

Marc Fumaroli : Le Poète et le Roi - La lanterne magique de **Marcel Schneider**. - Les Journaux de **Raymond Queneau**. - **André Malraux** et le «royaume farfelu». - **Gabriel Matzneff** : De la rupture. - **Jean-Marie Rouart** : L'invention de l'amour. - **Robert Sabatier** : Le lit de la merveille. - **Jean d'Ormesson** : Casimir mène la grande vie.

M. Pierre Goubert a porté contre Louis XIV au nom de «vingt millions de Français» une sévère condamnation. Il avait mis au placard le majestueux portrait de Rigaud et peint le Grand siècle avec les couleurs de Le Nain. Dans son dernier ouvrage, *Le Siècle de Louis XIV*, il est revenu de cette condamnation. Il confesse avoir pris trop au sérieux les larmoiements de quelques écrivains sur la misère de la fin du règne et le déficit financier. Impérialiste, agresseur de populations paisibles, faisant régner en Europe une terreur pré-hitlérienne, Louis XIV n'a voulu en fait que donner à la France la figure que nous lui connaissons aujourd'hui. Propriétaire terrien, il n'a voulu que clôturer son «pré carré», être maître chez soi. M. Pierre Goubert reconnaît en lui un instinct héréditaire de prudence capétienne. Mais, si Louis XIV a cessé ainsi d'être attaqué sur sa gauche, c'est à une vive et brillante opération menée sur sa droite qu'il doit maintenant faire front.

M. Marc Fumaroli reproche à Louis XIV d'avoir instauré, dans une rupture complète avec la tradition monarchique libérale de la France, «un Etat culturel soumis à une police de la pensée». «Toute l'ancienne France avec les richesses de son extrême diversité, avec son attachement à la liberté grave ou gaie, philosophique ou religieuse, s'opposait, dit-il, jusqu'au cœur de la cour du Grand roi à cette monumentale abstraction de l'Etat». C'est dans *Le Poète et le Roi* (1), ne faudrait-il pas dire «le poète contre le roi», qu'au nom et sous le couvert de Jean de La Fontaine, M. Fumaroli conduit son opération. C'est la guerre du Parnasse contre l'Olympe. Contre l'Etat absolu, et que M. Fumaroli veut despotique, de 1661, année de l'arrestation de Fouquet, et du «cataclysme» politique que constitue la prise du pouvoir par Louis XIV, se dresse, dans l'exercice de sa fonction de censure, une République littéraire

«à la fois mondaine et savante, carrefour encyclopédique, creuset de tolérance réciproque, forum de conversation universelle», où se rencontrent les différents courants issus de la Renaissance, baroque, précieux, libertin, dont la sympathie pour la Fronde est le commun dénominateur. C'est autour du fastueux Fouquet, dans ce milieu aristocratique et lettré, que s'est forgée cette opposition libérale au pouvoir personnel de Louis XIV. Pénétrée d'influences hispano-dévotes, avec une ouverture sur un protestantisme de haute culture bien pourvu de subsides financiers (il y a d'intéressantes pages de M. Fumaroli sur la H.S.P. du règne de Louis XIII), elle est l'amorce du contre-pouvoir spirituel qui se manifesterà à la fin du siècle avec Fénelon et son «petit troupeau».

M. Fumaroli ne compromet-il pas La Fontaine dans cette conspiration contre Louis XIV et le mouvement national qu'il incarne ? «La Fontaine reste fidèle, écrit-il, à la conception libérale du royaume que les princes et le Parlement ont opposée à Richelieu et qui a inspiré les diverses Frondes... Il reste fidèle par devers lui aux espoirs qu'avaient suscités la magnificence, l'intelligence et le charme de Fouquet.» M. Fumaroli dessine le portrait d'un La Fontaine gentiment réactionnaire et snob, et il montre par quelles opérations d'alchimie il a su extraire de son terroir de province champenoise l'essence d'esprit parisien qui lui a assuré la faveur de tout ce qu'il y avait de plus raffiné dans l'aristocratie, y compris Madame de Montespan, née Mortemart. Seul le Roi restait sur la réserve, pressentant avec un sûr instinct politique le caractère subversif des innocentes fables que La Fontaine dédia successivement aux héritiers de la Couronne, le Grand dauphin et le duc de Bourgogne.

Point d'amnistie pour le Baroque, allié de

(1) de Fallois

l'Espagne et grand responsable du temps des troubles. Louis XIV ne désarma jamais contre le pire ennemi de son Etat qui obtint, au moment où il paraissait vaincu, le renfort du parti dévot, par tradition, depuis la Ligue, parti de l'Etranger. Avec le duc de Beauvilliers et le duc de Chevreuse, gendres de Colbert, il investissait le conseil du Roi ; avec Madame de Maintenon, précieuse de la belle époque, il se glissait dans son lit. En Fénelon, il avait trouvé un oracle et le futur premier ministre du duc de Bourgogne dont le duc de Saint-Simon serait le connétable. De son coup d'œil d'aigle, Bossuet a tout vu, tout compris. «Monsieur de Cambrai veut gouverner l'Etat». Fénelon tirait sa politique du romanesque héroïque et galant du temps de Louis XIII. Il avait été élevé dans son château de Salignac par un vieil oncle nostalgique de croisades, l'un des fondateurs de la confrérie de la Passion, filiale de cette compagnie du Saint-Sacrement dont Fouquet fut le bienfaiteur et qui menait de front apostolat et conspiration. Madame Guyon, son inspiratrice, et qui mettait dans ce pieux complot sa note de picaresque spirituel, était elle-même la veuve d'un financier ami de Fouquet et la belle-mère du fils aîné de celui-ci ; la liaison était ainsi établie avec le monde distingué et le passé turbulent où Louis XIV était venu mettre de l'ordre. De Fouquet à Fénelon, c'est sur le même chemin où souffle un air de Fronde, dans le même mouvement de retour en arrière que M. Marc Fumaroli a suivi le bon La Fontaine. Mais si les vagabondages du charmant Polyphile l'entraînent à l'écart du grand itinéraire royal, ni rebelle, ni vraiment opposant, ne serait-ce point, fidèle seulement à son image, que par *distraction* ?

*
**

M. Marcel Schneider a tracé dans ses Mémoires, sous le titre de *L'Eternité fragile*, son «chemin de perfection» à travers une forêt de Brocéliande imaginaire depuis le Marais natal jusqu'à la symbolique montagne d'Orient où il a conduit, en quête de l'Absolu, ses caravanes spirituelles. Il nous ramène aujourd'hui à une Lutèce idéale, un Paris immémorial où sont toutes ses attaches, pour nous convier dans *Paris lanterne magique* (2) à un spectacle d'ombres et de lumières dans un mystérieux jardin qui est son paradis terrestre et dont il possède une clef qui lui permet de s'y promener à travers les

siècles des siècles. «Je suis, écrit-il, de tous les temps». Il vit dans le présent comme dans le passé, en se projetant dans une Jérusalem céleste aux couleurs de sa chère Lutèce idéale. *Paris lanterne magique* n'est pas un divertissement, c'est, saisie dans un certain état d'esprit, dit M. Schneider - mais il vaudrait mieux dire un état d'âme -, une présence poétique, la vision mystique d'une réalité perçue en songe. M. Schneider s'est enfoncé dans des romans comme *Les Colonnes du Temple* ou *Les deux miroirs* à la recherche de cette réalité, le long de couloirs souterrains dans la profondeur de Paris, où nous a guidés jadis aussi un Claude Seignolle. C'était vouloir, dans une fièvre pré-cathare, se mettre à l'abri du soleil maléfique, mais la «nuit obscure» ouvre sur la pleine lumière intemporelle, et c'est cette lumière qui éclaire le jardin de M. Schneider. L'ombre n'y tient que la fonction de repoussoir.

M. Schneider nous entraîne dans ce jardin par des chemins qui croisent ceux de l'Histoire, mais d'une Histoire dont il reste peu de traces et qu'il faut «revisiter» avec des yeux ouverts sur l'invisible. Ainsi nous conduit-il d'une démarche sinueuse et légère, comme en dansant ce qu'il écrit, à travers des paysages qui sont ceux-là mêmes d'un Paris miraculeusement survivant par l'effet d'opérations dont cet enchanteur a le secret. C'est une promenade féérique. M. Schneider nous introduit d'abord dans la chambre bleue d'Arthénice. C'est, plus que le salon de réception de la marquise de Rambouillet, un «théâtre d'illusions», une «grotte irréaliste», c'est le sanctuaire où l'Amour est «sacralisé». L'hôtel de Rambouillet n'existe plus, il ne subsiste de la chambre bleue ni dessin ni plan. M. Schneider, metteur en scène prodigieux, la rêve, la recrée, en fait un palais des mirages. Il n'est jamais plus à son aise que dans les lieux où il doit inventer. 19, rue Visconti, se dressait l'hôtel de Rannes dont il ne reste que des murs au milieu desquels erre encore l'âme de Racine qui l'habita. 14, rue de l'Ancienne Comédie, c'est l'ancien théâtre de Molière. Que sait-on de ces vies ? M. Schneider ressuscite Racine et Molière dans leurs corps glorieux. 18, rue Saint-Claude, dans le quartier même où il demeure, c'est le siège de toutes les fantasmagories, mais inquiétantes. On entre dans

(2) Grasset

l'ombre. Là où Cagliostro a installé ses laboratoires, le rêve se fait cauchemar. Dans cette fin du XVIII^e siècle qui ressemble tant à la nôtre, les sectes prolifèrent, les loges maçonniques tissent leur réseau, l'Eglise catholique romaine est mise en accusation. Cagliostro annonce la Révolution. De livides lueurs éclairent l'emplacement du café de la Petite Chaise au coin du boulevard Beaumarchais et de la rue du Pont aux Choux où la princesse de Lamballe a été massacrée. Les instituteurs de la III^e République enseignaient que la Révolution française était le commencement du genre humain. Tirée de l'enfer où M. Schneider a voulu descendre, pour en remonter le troisième jour, cette scène hideuse en montre le visage. Toujours sur cette face d'ombre, M. Schneider s'égaré dans quelques-uns des passages parisiens, passage de l'Opéra, passage des Panoramas... dont Aragon, dans *Le Paysan de Paris*, a inventorié les sortilèges, et où le Mal embourgeoisé, qui ne veut plus faire peur, présente ses farces et attrapes à l'étalage d'un Satan devenu boutiquier. C'est alors qu'après cette embarquée satanique, M. Schneider revient à son point de départ. De l'hôtel de Rambouillet, temple baroque de la préciosité où la littérature française a reçu ses lettres de noblesse, à l'hôtel du Doyenné où Gérard de Nerval l'a couronnée de nouveaux prestiges, dans la partie aujourd'hui rasée de la place du Carrousel, entre le Louvre et les Tuileries, il n'y a qu'un pas, mais M. Schneider ne le franchit qu'après avoir fait le tour de Paris. Dans cet espace désert et que défigurent des objets hétéroclites déposés comme par dérision, la statue de Gambetta, une statuette de Louis XIV, une pyramide, on sent que bat le plus intensément le cœur solitaire de M. Schneider. Il y a un rendez-vous d'amour avec des fantômes particulièrement choisis.

C'est dans cet étroit périmètre sacré, véritable cimetière de civilisation où ont été perpétrés les plus graves attentats contre une tradition de beauté et de grandeur, que le spectacle-promenade auquel nous a invités M. Schneider prend tout son sens. Il a, sous le charme d'une opération de magie, un caractère expiatoire, mais aussi de rachat par le rêve. Il tire d'une retombee dans le néant le Merveilleux, chance de salut pour un monde qui ne la mérite pas. *Paris lanterne magique* ne saurait avoir, dans l'œuvre de M. Schneider, que l'apparence d'un divertis-

sement, c'est une manifestation de foi.

*

* *

Les *Journaux* de Raymond Queneau (3) sont publiés par Mme Anne Isabelle Queneau. Il vaudrait mieux dire les *Papiers* que les *Journaux*. C'est un pêle-mêle de notes et notules, d'opinions, de réflexions, de calembours, de citations, jetés dans des cahiers d'écolier retrouvés après son décès. Il y raconte ses rêves, sans doute pour en tirer les matériaux d'une psychanalyse. Il y donne libre cours à sa passion pour les mathématiques en inventant des problèmes. Par endroits, il veut mettre un peu d'ordre dans ce fatras. «Ça va être à la fois journal et mémoires. Je vais revenir en arrière et continuer au présent.» Mais il ne trouve pas la bonne formule. «Peu satisfait... Ce n'est pas cela que j'ai voulu faire. Je voulais faire des portraits piquants, raconter des anecdotes marquantes, et merde, ça tourne toujours au journal intime.» Il a déchiré, paraît-il, beaucoup de pages de ces cahiers. «Je flâne ma vie» écrit-il. Ces journaux ont l'allure d'une flânerie. Queneau est un infatigable marcheur. Il parcourt au hasard de ses pas des kilomètres d'est en ouest de Paris. Pour en rapporter quelles provisions ?

La partie la plus intéressante des *Journaux* de Queneau, est son *Journal de la drôle de guerre* déjà publié, un peu augmenté. C'est un véritable journal. On peut le comparer à un autre «journal de la drôle de guerre», le journal de Sartre. Ils posent la même question. Est-ce que la vie de l'esprit est conciliable avec l'état de guerre ? Mais le Journal de Queneau est (volontairement) placé à un niveau plus bas, celui d'une «individualité médiocre et changeante». Il y a dans ce Journal une volonté d'humilier la nature humaine qui revêt une sorte de caractère mystique. Queneau, soldat, se soumet à toutes les corvées. Il assiste à la messe, lui qui, petit enfant de chœur au Havre, avait déclaré à ses parents qu'il était «athée», mais il s'indigne qu'un prêtre traduise l'Evangile en français. Il préfère le lire tout seul dans un coin en latin. Seul, «que peut-on devenir, sinon protestant ?». La déroute de juin 40 le laisse indifférent. «La France est heureuse d'être vaincue». Il note : «Il fait beau, je dors bien, mange bien, bois bien. Je lis Hugo,

(3) Gallimard

Montaigne, Goethe. Je me fous de pas mal de choses.». Ce journal exprime un profond pessimisme, mais tranquille.

Autre partie intéressante des *Journaux* de Queneau, l'enfance et l'adolescence au Havre. C'est aussi un véritable journal. On est en pleine guerre de 1914. «L'attente fiévreuse d'une victoire me barbe». Le jeune Queneau n'attend la fin de la guerre que «pour acheter les éditions allemandes des auteurs grecs». Il dévore Léon Bloy, que ses parents lui confisquent, «sous prétexte d'ordures et de grossièretés».

La vie de Raymond Queneau se déroule (sans histoires) autour de la maison Gallimard où il est un bon employé. On en apprend de belles sur la célèbre maison, centre et phare de la vie littéraire française. Claude Gallimard dresse des statistiques commerciales. «Quels sont les critiques qui font vendre ?... De combien de livres, tel critique a parlé ?»... Préposés eux aussi à la vente ; voilà de quoi mettre leur caquet à sa juste place.

Ces *Journaux* s'étendent sur 1236 pages de 1914 à 1965. Queneau nous dit : «Lorsqu'on lit des pages et des pages du journal d'un monsieur, on finit par s'y attacher... Ma tristesse quand Johnson meurt, lorsque j'ai lu Boswell». A la mille deux cent trente sixième page des *Journaux* de Raymond Queneau, est-ce qu'on s'est attaché à lui ?

*

**

La panthéonisation d'André Malraux a inspiré à M. Jean Ferré sur Radio-Courtoisie un propos qui peut sembler insolent : «Je voudrais vivre assez vieux pour pouvoir assister à l'entrée de Jean-Edern Hallier au Panthéon». Ce propos ne fait que renvoyer à l'excellent livre de M. Pierre de Boisdeffre dont le fort n'est pas l'insolence, *André Malraux, la mort et l'histoire* (4). Malraux a dit un jour à M. de Boisdeffre : «Vous êtes un des rares à ne pas vous intéresser à mes écrits farfelus» (*Lunes en papier, Ecrits pour une idole à trompe...*). M. de Boisdeffre n'en montre pas moins dans l'un des chapitres de son livre comment «l'écrivain a introduit au cœur de l'action révolutionnaire, dans le mélange détonnant de rêve et d'action de ses quatre premiers romans, ses propres fantasmes, ses rêves de jeune homme en quête de royaumes

farfelus». Le Panthéon n'est-il pas ce «royaume farfelu» auquel a aspiré le jeune Malraux ? *Royaume farfelu* prend place dans ses œuvres complètes entre *Les Conquérants* et *La Voie royale*. M. Pierre de Boisdeffre a prétendu que *La Voie royale* où l'on voit Malraux se lancer dans une aventure indochinoise à vingt-deux ans, pour ramener de la jungle cambodgienne des statues khmères qu'il aurait monnayées aux antiquaires américains, était «un rameau mort dans son œuvre». Il rectifie aujourd'hui : «un rameau qui ne s'est pas développé». Mais qu'est-ce que *La Voie royale*, transposition romanesque de l'expédition de l'aventurier David de Mayrena, à la fin du XIX^e siècle, sur les hauts plateaux moïs de la chaîne annamitique où il avait voulu se tailler une principauté ? Marie I^{re}, roi des Sedangs !... «La légende de Mayrena, a dit Malraux, encore très présente dans l'Indochine de 1920 est à l'origine de ma *Voie royale*». *La Voie royale*, c'est, au commencement de l'œuvre d'André Malraux, la voie qu'il s'ouvre au «royaume farfelu». Elle n'a jamais été coupée.

Malraux a voulu tirer de la légende de Mayrena un autre roman, *Le Règne du Malin*, auquel il travaillait encore en 1939 et que M. Marius-François Guyard a réuni dans le tome III des Œuvres complètes de la Pléiade (5) avec *Le Miroir des limbes*, titre définitif sous lequel on peut lire désormais les *Anti-Mémoires, Hôtes de passage, Les chênes qu'on abat, La tête d'obsidienne, Lazare*. Malraux a abandonné en 1940 ce roman qui le ramenait à sa jeunesse. C'est qu'en 1939, la guerre a éclaté, l'Union soviétique a conclu une alliance avec l'Allemagne hitlérienne, ce dont Malraux s'est déclaré «stupéfié» (il ne l'aurait pas été s'il avait trouvé, au milieu de toutes ses agitations, le temps de lire un petit livre de 120 pages, *Les conséquences politiques de la paix* de Jacques Bainville), il a été fait prisonnier comme des centaines de milliers de soldats français, il s'est évadé (événement sans doute important puisqu'il sera mentionné à la première ligne de la première page des *Anti-Mémoires*). Malraux veut alors donner une suite à *L'Espoir*, mais une suite française «avec un caractère métaphysique plus accentué et politique beaucoup plus faible», et il reste de

(4) Ed. du Rocher

(5) Gallimard - coll. de la Pléiade

ce livre qui devait s'appeler *La Lutte avec l'ange*, *Les Noyers de l'Altenburg*. Dans la retraite corrézienne où il s'est installé, dit son ami Drieu qui lui rend visite, dans «une neutralité gaullisante», Malraux a abandonné *La Lutte avec l'ange* dont la Gestapo lui aurait volé le manuscrit, et il est occupé maintenant par une biographie de Lawrence, ce sera *Le Démon de l'absolu*. Il laissera encore ce livre inachevé, craignant qu'après la guerre l'on ne confondît son Lawrence avec de Gaulle qui commençait d'investir son imaginaire toujours ouvert à de nouveaux rêves. Pourquoi, en réalité, Malraux a-t-il laissé tomber ce «Lawrence»? N'est-ce point parce que Vincent Berger, comme Lawrence constructeur d'empires, est revenu dans *Les Noyers de l'Altenburg* d'une aventure touranienne qu'il a conclu par ces mots : «Le Touran n'existe pas»? Du Mayrena du *Règne du Malin* et du Perken de *La Voie royale* au Vincent Berger des *Noyers de l'Altenburg* et au Lawrence du *Démon de l'absolu*, on suivra Malraux dans la vaine quête de son «royaume farfelu».

Mais aurait-il pu prendre une autre direction? On peut se poser la question. André Malraux n'a pas seulement rêvé dans sa première jeunesse à des empires imaginaires. C'est le temps raconté par Clara Goldschmidt devenue Clara Malraux dans *Nos vingt ans*, livre de souvenirs réédité aux Cahiers rouges (6). Les deux jeunes gens saisis d'un rêve de beauté partent pour Florence dans le sleeping de Valery Larbaud, et que lisent-ils dans le voyage? Le chapitre d'*Anthinéa* de Maurras sur Florence : «Salut belle guerrière». Clara Goldschmidt écrit dans *Nos vingt ans* : «Maurras, que sais-je de lui, sinon qu'il est anti-sémite? Regardons tout de même! Ces phrases affirment le goût du beau. Salut belle guerrière! On ne saurait mieux s'adresser à ma ville... Maurras, son cas doit être plus compliqué. L'homme qui a trouvé «salut belle guerrière» ne saurait être mon ennemi que par erreur». Clara Goldschmidt nous dit que la souffrance humaine suscite en elle un malaise profond, mais elle approuve André Malraux lorsqu'il donne une préface à la réédition de *Mademoiselle Monk* de Maurras. Il y écrit qu'il faut admirer un ordre qui représente de la beauté et de la force. Malraux tourne longuement avec Montherlant sur le parvis de Saint-Germain-l'Auxerrois autour du catafalque

de Marius Plateau, le chef des camelots du roi, qui vient d'être assassiné par Germaine Berton. A quoi rêve-t-il? Que pense-t-il? On lui a demandé : «Qu'étiez-vous politiquement à l'époque?». «Rien, un libéral... Le marxisme à mes yeux appartenait à la philosophie et, malgré Lénine, dans un domaine un peu utopique». Malraux n'est entré dans l'action révolutionnaire qu'à son retour d'Indochine, où, après sa condamnation pour le vol des sculptures khmères, il avait soutenu le Jeune-Annam et fait reparaître *L'Indochine enchaînée* avec des caractères d'imprimerie achetés aux pères jésuites de Hong-Kong. Clara Goldschmidt lui apprendra dès lors à penser la Révolution, «en d'autres termes, écrit-elle, que maurrassiens». M. de Boisdeffre ne saurait dire après cela que «l'idéologie de l'A.F. a toujours été étrangère à Malraux».

Vincent Berger revenu, dans *Les Noyers de l'Altenburg*, de son aventure touranienne a retrouvé dans les ruines d'empires imaginaires, par un chemin qui recoupe celui de Maurras où nous avons vu le jeune Malraux marcher pensivement, l'idée de patrie, de maison, de terre, une idée fondamentale contraire à tout *farfelu*. Mais en 1944 Malraux est présenté à de Gaulle, et ce qui le séduit chez celui-ci, c'est, notamment, son goût pour le *farfelu*. M. M.-F. Guyard n'a pas manqué de le relever dans son introduction très remarquable au tome III des Œuvres complètes. De Gaulle, ébloui dans sa jeunesse par Edmond Rostand, fut de même ébloui par André Malraux. François Mitterrand, meilleur connaisseur en littérature que le Général, s'est demandé dans *La Paille et le Grain* si Malraux n'appartenait pas à «cette lignée d'écrivains dont le génie s'exprime tout entier dans la conversation et se dissipe dans l'écriture». Queneau rapporte dans ses *Journaux* l'opinion de Prévert : «Malraux est de loin le plus mauvais écrivain contemporain». Cette opinion n'a pas plus d'importance que le personnage qui l'a émise, mais elle n'en a pas moins retenu l'attention de Queneau. De Gaulle a assis à sa droite au Conseil des ministres Malraux, celui-là même qui faisait dire à Perken dans *La Voie royale* : «Les hommes comme nous doivent toujours jouer d'un Etat». L'Etat entre dès lors dans le jeu de Malraux qui a retrouvé sur cette voie

(6) Grasset

royale le chemin de sa jeunesse.

David de Mayrena, où il l'avait accompagné à la suite de Perken, était, écrivait Malraux, «un homme avide de jouer de sa biographie comme un acteur joue un rôle». Le temps est-il venu pour Malraux de se composer une biographie ? En 1965, atteint d'une dépression nerveuse, le gouvernement le charge d'une «mission» en Extrême-Orient. «M. Malraux est un ministre qui coûte cher» a dit Georges Pompidou qui avait de ces réflexes d'auvergnat. Embarqué sur le paquebot *Le Cambodge*, à Marseille, il vogue vers cette Indochine, «le pays que j'ai le plus aimé». C'est un voyage de noces. Malraux écrit dans ses *Anti-Mémoires* dont il commence la composition au large du Caire : «Quand je suis venu en Indochine pour la première fois, je n'avais pas vingt-cinq ans. Devant moi, il y avait l'Asie et mon destin. Qu'en attendais-je ? Mon destin est derrière moi... Une fois encore, je constate à quel point je regrette mon passé, à quel point je m'échappe hors de cette vie». Mais ce destin «subi» est transformé en destin «dominé», et, à Singapour, il retrouve le Clappique farfelu de *La Condition humaine* en train de tirer un film de l'aventure de David de Mayrena, mettant ainsi une fin au *Règne du Malin*. «Ce n'est plus Mayrena qui me passionne, c'est Clappique qui m'amuse». Demandez, dit Clappique à ce ministre que les aventures n'intéressent plus, ce qui l'intéresse, «pas les politiciens, je suppose». Malraux répond : «Les hommes de l'Histoire, Mao, Nehru, de Gaulle...». Mais qui parle dans les *Anti-Mémoires*, les hommes de l'Histoire ou Malraux ? *Les chênes qu'on abat*, un entretien avec de Gaulle à Colombey, face à l'immense forêt barbare, n'est qu'un long discours de Malraux sur Malraux dont le Général rythme la musique de sa canne de grand tambour-major des armées de l'An II. C'est le discours qui aurait pu être prononcé au Panthéon.

«La politique, fait dire Malraux à de Gaulle, est l'art de mettre les chimères à leur place. On ne fait rien de sérieux si l'on se soumet aux chimères. Mais que faire de grand sans elles ?» Sa vie ? Plus facile de faire sa mort ? Plus important en tout cas, disait Perken dans *La Voie royale*. Malraux nous a prévenus qu'il mentait, mais que de ses mensonges il faisait des vérités, créant ainsi une légende. M. de Boisdeffre cite une phrase du critique Pol Vandromme moins

irrévérencieuse qu'il ne semble : «Le drame de Malraux, c'est qu'avec une intelligence farfelue, il a voulu faire une littérature mirobolante». Drame ? Psychodrame ? Malraux aura eu, entre les hommes de l'Histoire, une grande carrière de mime. Il restera de lui, longuement répercuté, sur un amoncellement métaphysique de ruines où, Dieu mort, l'homme n'est plus tellement nécessaire, *l'écho sonore* d'une époque - ce qu'a voulu être Hugo, autre gloire panthéonesque.

*

* *

M. Gabriel Matzneff, écrivant *De la rupture* (7), nous dit que cet essai est son testament spirituel. Il s'adresse à son filleul, mais ce filleul représente tous ses jeunes lecteurs, et c'est à eux qu'il s'adresse sans doute. M. Matzneff a atteint l'âge où l'on peut faire profiter la jeunesse de son expérience et lui donner des conseils. *De la rupture* est un traité de morale pratique.

M. Matzneff s'est toujours intéressé de très près à une science militaire, la stratégie, mais sur le terrain de l'amour. Il y a une stratégie de retraites et de ruptures nécessaires, c'est ce qu'on appelle, quand on veut cacher un revers, le recul stratégique. M. Matzneff explique comment rompre. Lorsque la rupture est imposée par la maîtresse à l'amant, il faut savoir «encaisser». «Pleurer, dit M. Matzneff, fait du bien.» Pourtant, c'est dans ce cas que l'on peut pratiquer le recul stratégique, il faut adopter une défense élastique pour retarder le plus longtemps possible la séparation définitive, multiplier les opérations de harcèlement sur le point faible de l'adversaire qui n'est plus un «partenaire», sinon pour reprendre l'avantage, la partie étant perdue, du moins pour profiter au maximum des toujours délicieux revenez-y. Lorsque c'est l'amant qui rompt, ce ne doit jamais être sur un coup de tête. «Avant de rompre, mettez en balance les joies que vous procure l'amante et les tourments qu'elle vous inflige.» Addition, soustraction, c'est de cette arithmétique compensatoire que procède le sage aménagement de la rupture. Mais ne jamais oublier la règle d'or : «se préférer à tout». M. Matzneff se veut, mais sans cynisme, un «professeur d'égoïsme». Il entre plus avant dans le détail. Mieux vaut rompre par lettre que par téléphone. M. Matzneff propose dans un supplément à son traité quelques spécimens de lettres probable-

ment tirées de ses archives, mais répondant à des circonstances trop particulières pour être exploitées par le commun. Ces lettres nous ramènent aussi bien par des détours romanesques à M. Matzneff en personne. C'est dans son œuvre, en effet, les romans comme les journaux où, dit-il, il apprend ce qu'il ne faut pas faire, qu'il convient d'aller chercher à travers une expérience vécue, en se passant du discours pédagogique, un modèle (ou un repoussoir ?).

Rompre n'est qu'une péripétie dans la stratégie amoureuse. L'important, c'est le bon usage de la rupture. Or, la rupture, dit M. Matzneff, est une aventure. C'est la liberté retrouvée. Pour un homme qui vient de faire son testament, il me semble que, dans l'intervalle où il se place entre la vie et la mort, M. Matzneff n'a pas donné congé tout à fait à ses sirènes. «Une voie à suivre, écrit-il, celle du monachisme.» La tentation (au moins esthétique) de s'y engager l'a toujours hanté. Elle l'effleure encore ici, dans ce traité. Il se rêve, montant sous «le grand et angélique habit» à l'autel du Dieu qui a réjoui sa jeunesse. Mais M. Matzneff entend-il se soustraire à l'emprise des passions ? Il déclarait dans un livre récent, *Maîtres et complices*, qu'il aimait ses passions et qu'il n'était pas prêt d'y renoncer. Il y aura encore des codicilles à son testament. Son cher Lucrèce félicitait Epicure d'avoir su mettre une borne à ses désirs. M. Matzneff l'écouterait-il ? Quelle voie suivre ? «la voie de la chasteté, la voie de la volupté» ? M. Matzneff laisse son filleul libre de son choix. «On est perpétuellement au carrefour de tous les possibles». A vous d'inventer votre vie ? C'est ce que Sartre, après Gide, prêchait il y a cinquante ans. Existentialisme ringard ! On attendait de M. Matzneff des conseils, on cherchait un modèle, il se donne certes en exemple, mais en prenant soin d'ajouter aussitôt qu'«il n'existe pas de modèle».

Il faut comprendre que M. Matzneff ne s'adresse pas ici à n'importe quels jeunes gens. Il ne peut s'empêcher de les choisir et il s'adresse à de futurs écrivains. Ce traité de morale pratique est peut-être un manuel d'initiation à la littérature. Le héros de l'un des derniers romans de M. Matzneff, *Les Lèvres menteuses*, Hippolyte, un garçon de dix-huit ans engagé dans une folle passion, ne perdait pas son temps à souffrir pour rien. Il prenait des notes dans un de ces petits carnets noirs chers à M. Matzneff

sur la passion dont il était à la fois le héros et la victime, il écrivait à la lumière de sa jeune expérience un mémoire de maîtrise sur la jalousie chez Properce. M. Matzneff ne donne qu'un conseil à son filleul, futur et sans doute grand écrivain : «Prenez des notes». Tirez de vos épreuves, quelles qu'elles soient, un livre, et vous trouverez la paix en faisant revivre votre passion, mais d'une vie éternelle, dans la joie de l'écriture.

Il y a une page, entre autres brillantes, à retenir dans ce traité *De la rupture*, c'est la dernière (à apprendre par cœur) : «Le miracle de la création littéraire est qu'elle vous permet de vaincre le néant. Les pétales s'envolent mais vous les épinglez avec votre stylo comme l'entomologiste qui fixe sur une planche ses bien-aimés papillons. Les ailes de ceux-ci conservent alors leur lumière diaprée, et les joues de vos jeunes amantes leur teint frais et rose. Un jour, hideusement décrépites, ces créatures chanceleront au bord de la fosse, mais leur adolescence et leurs premières amours brilleront d'un éclat toujours printanier grâce aux héroïnes de roman, aux poèmes, aux pages de journal intime qu'elles vous auront inspirées. Qu'elles meurent, ces ex-jeunes personnes ! Elles sont désormais immortelles.»

*
**

«On peut parler de l'amour d'une manière sérieuse» déclare l'un des personnages de *L'Invention de l'amour*, le dernier roman de M. Jean-Marie Rouart (8). Hommes et femmes y sont réunis par le hasard d'une tempête de neige en pleine montagne dans une ancienne abbaye où ils ont trouvé refuge : trois professeurs, un homme et deux femmes, un diplomate italien et sa maîtresse, un romancier. (Il y a toujours un romancier dans les romans de M. Rouart et il s'appelle toujours Julien). Il ne ressemble pas forcément à M. Rouart, mais il est sans doute son représentant. Sur l'abbaye règne une énigmatique comtesse entourée de sa fille, une nymphe, et de ses deux sigisbées, un faux baron allemand et un jeune homosexuel italien. Les trois professeurs allaient à Davos participer à un colloque sur l'amour. Le colloque se tiendra ici.

(7) Payot

(8) Grasset

On va parler de l'amour *sérieusement*, mais en le faisant, de surcroît. La nymphe s'ennuyait et elle disait qu'il ne se passe jamais rien. Il va s'en passer, des choses !

C'est une étrange nuit pleine d'allées et venues clandestines. Ces personnages cachent tous un secret, ils sont tous hantés par des fantômes, ils veulent les exorciser. Alentour, dans la montagne, rôde un renard maléfique pourchassé par le faux baron. «Tout le monde se sent mal». On a l'impression d'être en vacances, on a perdu les repères de la vie quotidienne, mais la mort fait planer une menace. On a le sentiment qu'une obscure fatalité, une «main invisible» a organisé ces rencontres. Elle conduit ces hommes et ces femmes par des chemins mystérieux dans un monde nocturne, occulte, pour y faire apparaître quelle lumière ? Il y a souvent à la fin des romans de M. Rouart l'apparition d'une lueur, d'un «petit nuage rose» dans une aurore ambiguë. Ici l'on attendra en vain. Le roman de M. Rouart se termine (s'il se termine) sur deux coups de fusil à la fin de la nuit. Qui a tiré ? Et sur quoi ? Sur le renard ? Seul, le romancier tire son épingle de ce jeu dramatique (par nécessité professionnelle, afin d'écrire d'autres romans ?). Il repart vers «un monde de robustes évidences» pour essayer d'y vivre «sans se poser trop de questions».

Le colloque (avec mise en pratique) a tourné à la cure psychanalytique. Comment échapper à soi ? Par l'amour, a proposé M. Rouart. Mais qu'est-ce que l'amour ? L'amour a été le thème de ce colloque. Il n'existe pas. Chacun l'invente dans un rêve. «C'est la plus belle invention de la vie pour nous obliger à croire en elle, pour nous donner l'illusion qu'elle a un sens». Malraux a réuni des intellectuels dans son colloque des *Noyers de l'Altenburg* pour discuter de la question du sens de la vie. *L'invention de la vie* n'a conduit, par un colloque sur l'amour, qu'à se poser cette question. Ce roman serait-il dans l'œuvre de M. Rouart ses *Noyers de l'Altenburg* ?

*
**

C'est un très beau roman, peut-être son meilleur, qu'a écrit, avec *Le lit de la merveille* (9), M. Robert Sabatier. Il a raconté dans le roman d'Olivier, des *Allumettes suédoises* aux *Fillettes chantantes*, l'histoire du petit orphelin

pauvre de la rue Labat à Montmartre. Le héros du *Lit de la merveille* a été aussi un petit orphelin pauvre, mais M. Sabatier efface son enfance qui s'est déroulée en Lorraine. Jeune homme, une blessure d'amour sur laquelle on se tait l'entraîne à rompre avec son passé. Il change même de nom : Julien Noir (le Julien du *Rouge*). Il vient à Paris. Il vend sa bicyclette au marché aux puces de Saint-Ouen pour se constituer le capital d'un départ dans la vie. Le voilà employé de librairie au Quartier Latin. Le baume de cette vie blessée, c'est la lecture. Julien acquiert une merveilleuse culture d'auto-didacte. Elle ne peut que se développer dans le milieu de libraires, de bouquinistes, de bibliophiles où il vit. M. Sabatier nous introduit dans ce milieu qu'il connaît bien. Il le décrit avec exactitude et amour. «Ces libraires (il cite des noms) forment une tribu chaleureuse». On y a la religion du livre.

Mais ce roman qu'on pourrait dire «socio-professionnel», où M. Sabatier recueille ce qui reste de l'héritage naturaliste (en y entretenant une ferveur de mysticisme à la Huysmans), se double d'un autre roman, et c'est le roman de la famille de bohème riche, cultivée, un peu cosmopolite où Julien entrera par la chance d'une camaraderie de Quartier latin. Cette famille, la mère, Eléonor, américaine, élégante, encore belle, le fils, Roland, sportif, à la fois cynique et généreux, la fille, Olivia, artiste, secrète, attirante, un vieil érudit d'Europe centrale, amateur de livres précieux, de manuscrits médiévaux, de poèmes rares qu'on appelle l'Oncle, c'est un modèle de civilisation raffinée. «Je me sens bien au sein de cette famille», dit Julien. On se sent bien dans ce roman de M. Sabatier où il n'y a que des gens distingués et sympathiques.

Il s'est tissé entre Julien et Eleanor, qui pourrait être sa mère, un réseau de sentiments tendres. M. Sabatier les traite avec une grande finesse de touche. Il entretient sur leur nature qui ne se découvrira que peu à peu une incertitude où le lecteur se complaît, où je crois qu'il aurait peut-être aimé demeurer. Eleanor et Julien, les enfants partis pour l'Amérique, sont livrés à eux-mêmes dans le Paris léger et nocturne des cinémas, des restaurants, des théâtres, des concerts où ils mêlent leur pas. M. Sabatier dessine le moment (imprévu, attendu) où ce sont

(9) Albin Michel

leurs corps qui se mêleront, dans une page merveilleuse de retenue, de discrétion, de pudeur. «Elle s'abandonna. Les mots inutiles se cachaient. Je ne veux rien dire, rien évoquer de plus. Pour ne pas profaner l'union.» Un drame éclatera et les amants se sépareront. «Cela ne pouvait pas finir autrement» dit Eléonor. Si... c'est le propre des grands romans, si jamais ils concluent. On peut rêver. Julien et Eléonor devenue arrière grand-mère se retrouveront trente ans après, un soir, au Théâtre français. Ils se font seulement un signe. Une image du temps passé, avec le regret qui s'y attache, clôt *L'Education sentimentale. Le lit de la merveille* rouvre l'avenir, même si le terme en est proche.

*
**

M. Jean d'Ormesson aime tant le monde et il en est tellement aimé qu'il est devenu une vedette médiatique. C'est à ce titre que, dans les grandes circonstances, il lui est demandé d'être, dans le grand quotidien de la bourgeoisie éclairée, le porte-parole de la Conscience universelle toujours inquiète des atteintes portées au monde civilisé par une barbarie qui n'a pas désarmé. Héritier d'une dynastie de magistrats d'Ancien régime, d'une tradition libérale et humaniste, tout désigné pour jouer ce rôle, est-il le même que le gauchisme-réactionnaire qui vient de publier *Casimir mène la grande vie* (10) ?

Casimir, un bon jeune homme dont l'ambition dans la vie, c'est «ne rien faire», a écrit ce livre sous la dictée de son grand-père, celui qu'il appelle «le vieillard irascible», beau type de réactionnaire pour qui le monde va toujours de mal en pis, aristocrate intransigeant qui semble sortir du Plessis-Vaudreuil dont M. d'Ormesson nous conta naguère la chronique dans *Au Plaisir de Dieu* et qui est un petit cousin des «célibataires» de Montherlant, M. de Coëtquidan et M. de Coantré, plus Coëtquidan que Coantré. Au demeurant, ce n'est pas un imbécile, Au Plessis-Vaudreuil, il lisait Maistre, Bonald et Maurras ; rue de Fleurus où le malheur des temps fait qu'il n'occupe plus qu'un deux-pièces-cuisine, il lit en cachette Proust et Saint-Simon. Casimir a présenté à son grand-père un jeune trotskiste de ses amis. L'aristo et l'anarcho, ces deux contempteurs du monde moderne et de ses «valeurs» (un mot à la mode) étaient faits pour s'entendre, l'un au nom du passé, l'autre, de

l'avenir, sur le dos de la bourgeoisie profiteuse du temps présent sous l'invocation de la Conscience universelle. Un troisième larron intervient, membre de l'Institut, historien du christianisme primitif, des conciles et du «filioque», qui nourrit une haine viscérale (encore un mot à la mode) contre la critique littéraire coupable de n'avoir pas reconnu les mérites d'un roman pornographique dont il est l'auteur et qui rend le monde entier responsable de cet abject comportement. A eux trois, plus quelques comparses, ils forment le «Groupe», association secrète de bienfaisance, d'inspiration balzacienne, dont l'objet social est la répartition des richesses de ce monde corrompu entre les pauvres et les faibles. Les Frères de la Consolation de *l'Envers de l'histoire contemporaine* luttent comme eux contre le Mal et pour le Bien, mais par d'autres moyens. Le Groupe met le terrorisme au service de la justice, il pratique des opérations de commando contre les établissements du Tout-Paris pourri, enrôle des truands et des mercenaires, étend ses ramifications comme une vulgaire Trilatérale sur tous les continents. *Casimir mène la grande vie* déroule une bande dessinée dans le style des *Pieds Nickelés*, aux chants conjugués du *Salve Regina* et de *La jeune garde* sous la double enseigne du drapeau blanc et du drapeau noir, dans une opposition intransigeante au monde moderne.

Lorsqu'il s'est assis, il y a quelques vingt-cinq ans, dans le fauteuil directorial de Pierre Brisson, au *Figaro*, M. d'Ormesson, contemplant de son bureau du Rond-Point, l'Arc de Triomphe dans la perspective des Champs Elysées, s'était écrié : «le monde me convient». Il ne convient pas à Ormesson-Casimir. Y a-t-il contradiction entre les deux points de vue ? Thierry Maulnier, recevant sous la Coupole M. d'Ormesson, salua en lui un «mystificateur». Entre archi-cubes (11) on se comprend. La mystification, rue d'Ulm, dans le temple du canular, où est sanctifié l'esprit de farce, c'est le voile sacré, c'est l'iconostase derrière laquelle l'officiant, disons mieux, le magicien, sinon le prestidigitateur, dissimule ses trucs et organise ses avatars. Où, en quel avatar, saisir M. d'Ormesson ? Où le prendre au sérieux ?

Philippe SÉNART

(10) Gallimard

(11) Anciens élèves de l'Ecole dans l'argot de la rue d'Ulm.

Tout pour la musique

Interview de François GAUTIER

par Françoise Colin-Bertin

La Cité de la Musique vient d'être achevée avec l'inauguration du musée de la Musique en janvier 1997, après l'installation du Conservatoire national supérieur de musique et de danse en 1990 et l'ouverture de la salle de concerts en 1995. Un vaste ensemble situé sur le parc de la Villette, à l'opposé de la Cité des Sciences, dans deux bâtiments asymétriques conçus par Christian de Portzamparc comme un lieu de travail, de rencontres, d'échanges, entre le public, les étudiants, les musiciens professeurs, créateurs ou chercheurs. Un lieu exceptionnel que nous découvrons avec François Gautier, président de la Cité de la Musique.

Françoise Colin-Bertin : La musique n'a jamais été plus présente, plus pratiquée, plus diffusée ; elle n'a jamais suscité autant de curiosité et d'intérêt, notamment chez les jeunes. Le succès de la Fête de la Musique depuis 15 ans en est la manifestation la plus éclatante. Son histoire est liée à celle des hommes, des idées, des arts et des civilisations. Aujourd'hui le monde moderne a fait sienne la musique de tous les temps et de tous les pays. François Gautier, quel sens donnez-vous au développement actuel de cette pratique culturelle qui attire un public de plus en plus large ?

François Gautier : Le projet de la Cité de la Musique est né de deux constatations : il existe effectivement un fort développement des pratiques musicales, et en même temps une stagnation de la fréquentation des salles de concert, due sans doute à différents freins, psychologiques, économiques et culturels. Il s'agissait donc de proposer une approche de la musique plus intégrée à la vie courante, une pratique plus habituelle et simplifiée : on irait à la Cité comme on va au jardin public. On pourrait alors écouter de la musique savante aussi bien que de

la musique de variétés, des chansons, des musiques amplifiées ou des musiques du monde.

C'est ainsi que le Festival de Jazz a eu lieu cet été à la Villette, accueillant plus de 50.000 visiteurs, et le Salon Musicora s'est tenu pour la première fois à la Cité en 1997.

Classique, expérimentale ou populaire, la musique a maintenant son lieu dans la ville. Elle s'adresse à un public diversifié, au public de proximité c'est-à-dire du quartier, à un public plus averti ou connaisseur, à des jeunes passionnés, ou à des familles qui font découvrir à leurs enfants un monde à part, et en même temps parfaitement intégré dans la vie quotidienne.

F.C-B. : Cette ouverture à un plus large public, qui se renouvelle, correspond sans doute aux missions de la Cité, que l'on pourrait appeler des missions de « démocratie culturelle », auxquelles vous vous êtes attaché depuis dix-huit mois ?

F.G. : Les missions de la Cité sont de trois ordres :

1) Une mission d'ordre patrimonial, c'est-à-dire la conservation d'œuvres et d'instruments anciens ou récents, qui revient essentiellement au musée. Dans ce musée 900 instruments sont présentés sur 3.000 m² d'exposition, regroupés par siècles et par familles. Un casque est remis à chaque visiteur qui, en s'arrêtant librement devant une vitrine, peut écouter l'histoire de l'instrument qu'il regarde ainsi qu'un morceau de musique lié à cet instrument. Comme le dit Brigitte Marger, directrice de la Cité, c'est une « approche de l'histoire de la musique par l'œil comme par l'oreille », ce qui fait l'originalité de ce musée. Des bornes interactives nous apprennent tout sur les artistes, les œuvres, les salles, la vie et les courants d'idées de chaque période.

de... De temps en temps un artiste peut jouer pour les visiteurs sur des clavecins du XVI^e siècle, et c'est ainsi que nos oreilles traversent des siècles tandis que nos yeux se remplissent de beautés inoubliables.

2) *Une mission d'ordre pédagogique*, qui regroupe la documentation, l'information (banques de données sur les écoles, les pratiques et les métiers de la danse et de la musique), l'enseignement et la formation des élèves au Conservatoire. Nous organisons d'autres manifestations destinées aux enfants des lycées et collèges, comme par exemple les «classes culturelles». Pendant une semaine les enfants d'une école d'une région de France vont visiter le musée, apprendre à jouer des instruments présentés, monter un spectacle musical, voir comment les luthiers travaillent. L'initiation à la musique tente de s'adresser au plus grand nombre grâce à des formules extrêmement diverses et attrayantes.

3) *Une mission de diffusion*, qui exige des programmations de grande qualité soit dans la salle de 900 places, soit dans l'amphithéâtre de 250 places. Des concerts, avec la participation de musiciens ou chefs d'orchestre du monde entier, de musique classique ou contemporaine. Des cycles par thèmes comme «L'Age classique» (1750-1810) où il était possible d'entendre des interprètes jouer sur des instruments anciens de notre collection. Le public peut aussi assister aux examens du Conservatoire : le public devient alors «expérimental» en écoutant des étudiants qui se trouvent ainsi placés en situation réelle.

Le tout répond à l'objectif global qui était de tirer parti du site de la Villette pour attirer un public nouveau et pour travailler en synergie avec tous les établissements présents sur le Parc : le Conservatoire, la Grande Halle, la salle du Zénith, le Théâtre Paris-Villette, la Cité des Sciences et de l'Industrie. Il s'agit donc de permettre une «consommation culturelle» pluridisciplinaire au sens large.

F.C.-B. : La diffusion implique aussi des actions décentralisées : quels sont vos liens avec les régions ?

F.G. : Il s'agit d'une de nos priorités : étendre la mission de la Cité à tout le territoire en appor-

tant notre soutien à des projets pédagogiques régionaux, ou à des coproductions avec des institutions ou des collectivités qui montent des spectacles musicaux. La Cité joue également le rôle de «tête de réseau» pour les musées d'instruments de musique, par exemple ceux de Montluçon, Tulle ou Mirecourt.

F.C.-B. : En ce qui concerne les musiques du monde et les variétés, vous proposez aussi des sortes de «mini-festivals» consacrés à telle ou telle expression musicale.

F.G. : Nous coordonnons certaines actions avec celles du musée des Arts Africains et Océaniens, du musée de l'Homme, plus tard avec le futur musée des Arts Premiers, avec des musées d'art et traditions populaires de province, ou encore avec l'Institut du Monde Arabe. Nous avons ainsi proposé des cycles sur la musique contemporaine américaine, sur la musique du Portugal, sur les musiques de l'Atlas,... avec des concerts, des films, des cours et des colloques ouverts au public. S'agissant de la création contemporaine, vous savez que l'Ensemble Intercontemporain fondé par Pierre Boulez est en résidence à la Cité. Il est aujourd'hui dirigé par David Robertson qui souhaite élargir le répertoire du XX^e siècle, et multiplier des expériences nouvelles avec le théâtre, le cinéma, la danse, pour attirer un nouveau public.

F.C.-B. : Une journée à la Cité est un temps d'émerveillement, de joie et de paix pour moi. On pourrait parler sans doute d'une mission «spirituelle» de la Cité : un lieu d'épanouissement de la personne humaine, en même temps qu'un lieu de dialogue entre les hommes d'une même culture ou de cultures différentes, un lieu de rassemblement et d'ouverture.

F.G. : Stendhal disait qu'il y avait deux conceptions de la musique : l'une, latine, qui était de réjouir les sens, l'autre, plus française et allemande, qui était d'activer les principales fonctions de l'esprit et de l'âme - le corps et l'esprit, l'œil, l'oreille et le cœur, la forme et le sens, la musique comme langage qui rassemble les hommes et qui incite à la connaissance et au plaisir de l'écoute de l'autre. La Cité de la Musique a en ce sens une mission humaniste et communautaire.

Disques

par Marc DARMON

Richard WAGNER : Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg

J. Van Dam, Ben Heppner, Karita Mattila, Orchestre Symphonique de Chicago, Dir. Sir Georg Solti

1 coffret de 4 CD DECCA 452-606-2

Sir Georg Solti est mort cette année, celle même qui marquait ses cinquante ans de collaboration, et de fidélité, au label DECCA. Débutée en 1947 par des enregistrements de piano, sa carrière discographique a suivi l'évolution personnelle du chef : abandon presque total du piano pour la direction d'orchestre dès le début des années 50, répertoire symphonique remplacé peu à peu par le répertoire lyrique en parallèle à sa nomination à la tête de l'Opéra de Covent Garden (années 60, suite au succès des enregistrements de la Tétralogie, vraie clé de voûte de la discographie de Solti), puis à nouveau glissement vers une majorité d'enregistrements symphoniques correspondant à une nomination à la tête du virtuosissime Orchestre de Chicago (années 70).

Par la richesse et l'étendue du répertoire, par la qualité des interprétations et la perfection des prises de son (les célèbres prises de son DECCA sont bien adaptées au «son Solti»), le monument discographique élevé par Solti restera, au même titre mais pour d'autres raisons que le «legs» discographique de Karajan, une référence au sens premier du terme.

La plupart de ses enregistrements de Verdi, Mozart et Strauss, et ses grands Wagner (la Tétralogie, Tannhäuser), sont souvent considérés comme des versions de premier plan. Quand on demandait à Solti quel était celui de ses enregistrements qu'il aimait le moins, il répondait : «Les Maîtres Chanteurs ! Les chanteurs, l'orchestre et le chef n'étaient pas bons». Si ce propos peut paraître sévère pour cet enregistrement de 1975 avec le Philharmonique de Vienne et un René Kollo, élève Maître Chanteur émouvant, il

faut reconnaître qu'il s'agissait probablement, avec Tristan et Isolde, de sa moins bonne réussite dans Wagner.

Le «remake» publié par Decca à l'occasion du cinquantième anniversaire de leur collaboration mettra tout le monde d'accord. Il s'agit du plus bel enregistrement que l'on puisse faire aujourd'hui, compte tenu des technologies d'enregistrement et des chanteurs actuels spécialistes de ce répertoire. Cet enregistrement en concert de 1995 réunit José Van Dam, dans le rôle de Sachs, Ben Heppner et Karita Mattila dans les rôles des amoureux, ce qui constitue bien la distribution idéale aujourd'hui. Comme il s'agit également du plus bel objet musical qui se puisse faire, le titre gravé en or sur le coffret en cuir rappelant les plus luxueux coffrets microsillons, l'on ne peut que recommander ce coffret comme un des plus beaux cadeaux possibles à faire ou à se faire.

Sir Georg nous a quittés alors qu'on attendait de ce chef prestigieux et infatigable les réenregistrements de *Don Giovanni* et de *Tristan et Isolde*.

Chœurs d'Opéras allemands : Lohengrin, Tannhäuser, Le Vaisseau Fantôme, Les Maîtres Chanteurs, Le Freischutz, La Flûte Enchantée, L'Enlèvement au Sérail.

Orchestre Symphonique de la Radio slovaque, Dir. Johannes Wildner

1 CD NAXOS 8.55

Une très belle anthologie dans un programme peu courant (contrairement aux programmes de chœurs d'opéras italiens qui sont très nombreux). A prix imbattables, c'est probablement le premier choix pour ce répertoire, et une bonne introduction à deux piliers du catalogue lyrique de Naxos, *La Flûte Enchantée* et *Le Vaisseau Fantôme*.

Niccolò PAGANINI : 4e Concerto pour violon, Sonate «Varsavia»

*Gidon Kremer, violon ; Orchestre Philharmonique de Vienne ; Dir. Riccardo Muti
1 CD Philips 446-71-2*

Ce disque regroupe deux œuvres de Paganini qui ont eu une histoire particulière. Bien moins connu que les deux premiers concertos, le quatrième concerto pour violon a été retrouvé il y a un demi-siècle alors qu'il a été considéré comme perdu pendant plus de cent ans.

Quant à la Sonate «Varsavia» pour violon et orchestre, écrite pour un concert à Varsovie en 1829, il n'en restait que la partition de soliste. Paganini avait en effet tendance à séparer souvent les partitions soliste et orchestrale, notamment pour garder secrète jusqu'au jour du concert la partie de soliste qu'il allait jouer. La partie orchestrale jouée sur ce disque a été habilement reconstituée par le musicologue Pietro Spada.

L'interprétation de Kremer et Muti est idéale dans ce répertoire. Pourtant le jeu de Kremer, cherchant à maintenir l'attention de l'auditeur par une succession permanente d'effets et de provocations, éventuellement aux dépens de la ligne de chant, peut parfois irriter, dans Mozart par exemple. Mais il est ici parfaitement à sa place, dans une musique où l'on n'en fait jamais trop. Le comble de ses provocations se trouve dans la cadence du premier mouvement où il mélange savamment des thèmes du concerto et des extraits de l'atonal *A Paganini* de Schnittke,

compositeur russe actuel que Kremer défend depuis longtemps.

Riccardo Muti mène un Wiener Philharmoniker festif, ne demeurant pas en reste, dans un disque remarquablement vivant et animé, bon complément à la sage et classique intégrale des concertos par Accardo et Dutoit (DG).

Modeste MOUSSORGSKI : Tableaux d'une exposition (+ RAVEL : Valses nobles et sentimentales)

*Ivo Pogorelich, piano
1 CD Deutsche Grammophon 437-667-2*

Le chef d'œuvre pour piano de Moussorgski, *Les Tableaux d'une exposition* est constitué de 10 paraphrases sur des esquisses de son ami Victor Hartmann. Ces miniatures ont connu de nombreuses interprétations marquantes en disque. La vision de Pogorelich est très imaginative et très suggestive. Les variations de climat, entre par exemple la morbidité des *Catacombes* et le pompiérisme de *La grande porte de Kiev*, sont rendues avec un grand contraste.

En complément, Pogorelich propose une version habitée des *Valses nobles et sentimentales* de Ravel. Au total, voilà un disque dont l'écoute maintient une attention constante et qui est du niveau des autres succès de ce pianiste dont chaque enregistrement est, avec raison, un événement (Bach, Chopin, Scarlatti, tous chez Deutsche Grammophon).

Notes de Lecture

Hector de Jacqueline de Romilly

Ces dernières années ont été marquées (et nul ne songerait à s'en plaindre) par un net regain d'intérêt du grand public pour tout ce qui touche à la Grèce antique et, plus largement, à la civilisation hellénistique. En témoignent les succès de librairie fort encourageants remportés par les derniers ouvrages de l'académicienne Jacqueline de Romilly. Un temps sacrifiée sur l'autel de la modernité, la culture grecque revient sur le devant de la scène. Une somme monumentale, publiée sous la direction de Jacques Brunschwig et Geoffrey Lloyd («Le savoir grec» - Dictionnaire critique préfacé par Michel Serres ; Paris, Flammarion, 1996) vient rappeler son apport irremplaçable à la civilisation occidentale. D'autre part, les succès éditoriaux réitérés de la maison «Les Belles Lettres», spécialisée dans les littératures grecque et latine, prouvent à l'évidence qu'il existe un public de lecteurs fidèles et avertis.

Avec son «Hector», l'éminente helléniste qu'est Jacqueline de Romilly a choisi de nous faire redécouvrir et revivre l'Iliade, à partir de la vie (et de la mort...) de son principal héros. C'est aussi pour elle l'occasion de rendre un hommage appuyé et mérité à ce merveilleux conteur que fut (et que reste) Homère. D'entrée de jeu, elle prévient son public, et la mise au point s'imposait : ce livre n'est pas une biographie. Nul ne pourrait écrire une biographie d'Hector, puisque celui-ci n'est qu'un personnage de légende, un héros littéraire magnifié par le talent d'Homère, contrairement à Alcibiade qui, lui, eut une existence bien réelle... pour le malheur d'Athènes ! «Hector», c'est une réflexion sur la pérennité d'une certaine culture,

reprise, transformée à travers les siècles (28 siècles au total) et les auteurs, sans toutefois jamais perdre complètement son âme. Voilà le grand miracle de l'Iliade, ce qui en fait la magie, une magie qui opère aujourd'hui encore. Au surplus, le récit d'Homère tient de la méditation sur la grandeur et la misère de la condition humaine. L'homme n'est pas maître de son destin : les dieux en sont l'arbitre. Or, il se trouve qu'Hector, avec son héroïsme, représente un condensé de la condition humaine, inévitablement ponctuée par la mort. Certes, il n'est qu'un homme, mais il incarne toute la grandeur de l'homme. Dans l'Iliade, il y a l'expression d'une forme de pitié, d'humanité savamment distillée au travers du personnage d'Hector qui en est le catalyseur idéal. C'est assurément ce qui contribue à nous le rendre émouvant et donc attachant. L'on serait même tenté d'ajouter que, si Hector n'est qu'un homme par la naissance, l'Iliade l'érige au rang de Dieu par l'exemplarité de l'existence et de la mort.

Avec les qualités de narratrice qui ont établi sa renommée, Jacqueline de Romilly met en relief la matrice mortuaire qui traverse l'Iliade, de part en part, et qui confère à ce texte les accents d'une tragédie admirablement agencée. De cette matrice-là Homère sait exploiter toute l'intensité dramatique. Qu'on en juge : Cebrión, le frère d'Hector, est mort, frappé d'une pierre à la tête, sous les sarcasmes de Patrocle - ce dernier va à son tour tomber sous les coups du valeureux Hector - ; quant à Hector, il va succomber, victime du bras vengeur d'Achille - ; enfin, Achille périra lui-même, le moment venu, d'une flèche empoisonnée tirée par

Pâris, le frère d'Hector. Avec beaucoup d'acuité, notre académicienne souligne (et rehausse) le tragique de ces morts successives en les inscrivant dans un mouvement irréversible prenant les traits de la fatalité. De surcroît, le caractère familial et presque intimiste de telles vengeances donne à l'ensemble le caractère d'un engrenage qui va broyer, un à un, ses héros. Hector est assurément le plus sympathique d'entre eux. D'ailleurs, Jacqueline de Romilly se plaît à revenir, en différents chapitres du livre, sur les qualités humaines unanimement reconnues à son héros. Hector personnifie et symbolise l'héroïque résistance des Troyens assiégés ; il est celui qui maintient la ville menacée. Entouré de l'affection des siens, celle de son père, le vieux Priam, ou celle de son épouse, Andromaque, Hector est l'âme des Troyens : il a mis sa vaillance au service de leur liberté. Au combat, sa bravoure, sa vaillance et sa fougue font merveille ; il est toujours à l'avant, entraînant les autres. Ses quelques faiblesses, ses imprudences, aussi, vont néanmoins précipiter sa triste fin, puisque les dieux en ont décidé ainsi.

La conscience de la mort est omniprésente chez les héros homériques. Avant que d'affronter le redoutable Achille, Hector exprime la conscience claire de sa fin prochaine dans une phrase aux accents pathétiques : «Hélas ! pas de doute : les dieux m'appellent à la mort» (page 138). De son côté, Achille sait lui aussi qu'il doit mourir, devant Troie. Sa mère, la déesse Thétis, le lui a dit. Il le savait déjà avant de tuer Hector. Il accepte donc, avec une superbe indifférence, la prophétie de sa victime. Tout ce qu'il voulait, c'était tuer Hector afin de venger son ami Patrocle. Tandis qu'Hector agonise, sous les yeux d'Achille impitoyable, celui-ci s'exclame : «Meurs ! La mort, moi je la recevrai le jour où Zeus et les autres dieux vou-

dront bien me la donner» (page 161). Ainsi ces morts sont-elles reliées entre elles par un phénomène d'imbrication qui en accentue la proximité, le caractère presque oppressant. Au fond, l'inévitabilité de ces morts pèse sur toutes les consciences : celle des héros comme celle des lecteurs. C'est là toute la maîtrise de l'art homérique : nul ne saurait prétendre se soustraire au jugement des dieux et la mort qui rôde, prête à frapper, tend au maximum les ressorts de la tragédie.

Comme il fallait, après la disparition d'Hector, que la morale soit sauve, le livre s'achève sur une note plus optimiste. C'est autour de la restitution du corps d'Hector par son vainqueur et de la sépulture due au défunt héros que va se sceller la réconciliation, grâce à la médiation des dieux. Ce surgissement de l'humanité, ce souci de tempérance, sont très représentatifs de l'esprit grec. Les dernières pages, l'auteur les consacre à la découverte et à la description d'une souffrance commune, celle du vieux Priam et celle d'Achille. La naissance de l'émotion, des sentiments, est annonciatrice de l'apaisement à venir. Les règles de la courtoisie grecque vont se trouver restaurées dans leur intégrité. La pitié, la compréhension, la tolérance, se fondent sur le sentiment des faiblesses communes à tous les hommes : c'est là une des grandes pensées de l'hellénisme. C'est, en définitive, le grand enseignement que Jacqueline de Romilly tire pour nous de cette lecture de l'Iliade, avec un talent qu'Homère lui-même n'aurait pas renié. A une époque marquée par une fâcheuse propension à renouer avec les guerres de Troie (ex-Yougoslavie, Tchetchénie, Albanie...), qu'elle en soit ici remerciée.

Christian SAVÈS

Ed. de Fallois

Mémoires. Le voleur dans la maison vide

de Jean-François Revel

Tous les livres de Jean-François Revel, de «Pourquoi les Philosophes» (1957) à «L'Absolutisme inefficace» (1993) que j'ai lus jusqu'à présent (il y en a plus d'une vingtaine) ont été des régals pour les «lecteurs éclairés» en France, en Italie et ailleurs. Le dernier en date -

dans lequel il annonce un autre livre pour cette année encore, sous le titre intrigant «Le Moine et le Philosophe», sur ses rapports avec son fils et le bouddhisme - est plus grand régali encore que les autres. D'abord à cause de son sujet, qui est Jean-François Revel «en tant que lui-même». Le titre

«Mémoires» est un peu trompeur, car son livre n'est point une autobiographie respectueuse de la chronologie, comme on pourrait le croire. Le titre est d'ailleurs corrigé par le sous-titre : «Le voleur dans la maison vide». Il l'a emprunté au bouddhisme, qui semble l'avoir fasciné, autant qu'Albert Camus en avait été fasciné avant sa mort accidentelle. Il suggère une comparaison entre la vie humaine éparpillée dans le monde de l'illusion, dépourvue de la sagesse menant au grand «Eveil», - et la convoitise stérile d'un voleur qui s'introduit, plein d'espoir d'un riche butin, dans une maison d'apparence cossue, - pour s'apercevoir, une fois entré, que la maison est entièrement vide.

Est-ce parce que, entrant dans le dépôt des souvenirs épars de sa «vita activa» - pour employer ce terme de Hannah Arendt -, Jean-François Revel se sentirait trompé, frustré, déçu ? Bien sûr que non, encore qu'on trouve dans son livre quelques fragments du pessimisme intellectuel qu'expriment plusieurs membres de sa génération. En écrivant par exemple du siècle, que nous sommes en train de quitter, que «l'humanité y est entrée et l'a traversé en l'imaginant rempli de nouvelles richesses matérielles, spirituelles, intellectuelles et morales, pour en ressortir sans rien en emporter de ce qu'elle espérait y trouver» (p. 639). Mais en fait, tout en constatant notre décadence - et notamment celle, assez exceptionnelle, de la France (voir à ce sujet la brillante interview qu'il vient de donner au *Figaro Magazine* du 22 mars) - Revel est loin de s'y résigner. Son livre le montre aussi irrécupérablement combatif comme il a été en disséquant le «Style du Général» ou «La Tentation totalitaire», et non moins optimiste que lorsque - démentant son propre livre sur l'impuissance de la démocratie écrit en 1983 - il a salué - à propos de l'écroulement du communisme, - «Le Regain démocratique».

La maison est peut-être vide pour le voleur de la légende bouddhiste, mais les «Mémoires» de Revel sont richement meublés par l'auteur journaliste-essayiste-philosophe-polémiste, qui ne tarit pas lorsqu'il raconte les épisodes du combat herculéen qu'il a mené dès son entrée dans la vie littéraire, contre les parisianismes à la mode, contre «la droite la plus bête du monde» (formule de Guy Mollet) et contre la gauche progressiste la plus abstraite (*lebensfremd*, terme allemand difficilement traduisible) en Europe, à l'exception de celle de l'Italie des années 1945-1970.

J'ignore l'arbre généalogique de Revel et je sais

peu par son livre de sa prime jeunesse, sauf qu'il ne fut pas en très bons termes avec le paternel et qu'il fut un élève de jésuites bornés mais généreux et qui, en tout cas, avaient de l'enseignement une conception plus pragmatique que beaucoup de pédagogues d'aujourd'hui, dont Revel dit «qu'ils se soucient plus de ce que les enfants soient initiés au traitement de texte que de leur apprendre à lire, à écrire sans fautes et à bien parler». Ce qui ressort clairement de ses Mémoires, c'est la nature prophétique de Revel, son intolérance à l'égard de l'intolérance et à l'égard de la désinformation.

Ainsi, quand à propos de son séjour studieux en Italie (1952-1953) dont il dit n'avoir conservé que des souvenirs heureux, «félicité absolue», il oppose tout ce qu'il a appris à Florence de «l'incisif Roberto Longhi - qui, à l'ingéniosité scrupuleuse de chercheur, à l'œil miraculeux du connaisseur, ajoutait le talent littéraire d'un maître de la prose italienne» -, loin de «la grandiloquence chevrotante et l'emphase creuse de rhéteurs prétentieux tels qu'Elie Faure et André Malraux, qui ne faisaient qu'encourager notre penchant naturel pour le verbiage historico-moderniste et pour la vulgarisation ampoulée».

Revel n'a pas froid aux yeux pour dire ses quatre vérités à ceux de ses compatriotes - hélas ! nombreux - qui ont tendance à confondre grandeur et mégalomanie. Mais, dans le domaine esthétique en particulier, il sait rendre justice à de vrais talents comme André Fermigier, André Chastel, Victor Tapié et il est moins sévère à l'égard de De Gaulle qu'à l'égard de Mitterrand.

Rappelons que son livre «Pour l'Italie» connut un succès d'autant plus surprenant en France que sa publication coïncidait avec «le coup d'Etat gaulliste» du 13 mai 1958. Il est vrai que ce livre suscitait des critiques acerbes de quelques nationalistes italiens, mais lui valait aussi la compréhension et l'amitié d'Indro Montanelli. Aussi, en 1974, lorsque, quittant «Corriere della Sera», ce grand vieil homme du journalisme italien a fondé «Il Giornale» et m'a demandé d'assumer provisoirement la direction de son bureau parisien, il m'a suggéré en tout premier lieu d'obtenir la collaboration de deux écrivains français : Eugène Ionesco et Jean-François Revel.

Celui-ci dit avoir voulu éviter que son livre - qu'il avait pensé d'abord sous-titré «Roman» dans le sens originel de ce terme, c'est-à-dire récit - «glisse dans la théorie et s'encombre de monotonies controverses idéologiques». Il tentera peut-

être - écrit-il - de répondre dans un autre livre à la «question mystérieuse» (aujourd'hui redevenue d'actualité sous le sceptre du président Jospin, soutenu par une nouvelle Union de la gauche) à savoir «comment il se fait qu'après la débacle du socialisme, à la fois comme utopie et comme réalité, les mêmes recours à la tricherie institutionnalisée, le même réflexe de sacrifier la vérité à la soi-disante Cause, réapparaissent ?». Tout en voulant modérer son ardeur de polémiste, Revel ne se retient cependant pas de «régler ses comptes», outre avec Mitterrand à l'égard de qui il manque de tout respect et d'indulgence, - avec quelques «stars» de la vie intellectuelle française du présent et qui lui ont paru «déborder le vase du tolérable». Le premier est le graphomane Régis Debray, ce talentueux disciple d'Althusser, dont le parcours - du révolutionnaire Che-Guevariste, par l'anti-chambre de Mitterrand au néo-gaullisme antilibéral et anti-européen du «socialiste» Chevènement, - a de quoi susciter l'admiration des admirateurs de la girouetterie intellectuelle. Dans son dernier (ou avant-dernier ?) livre «Les Empires contre l'Europe», dont la phraséologie s'approche curieusement de plus en plus du vocabulaire du Club de l'Horloge (état-major intellectuel de Le Pen) Debray pousse l'arrogance jusqu'à comparer Revel «collaborateur du néo-libéralisme», au sordide personnage que fut l'ex-néo-socialiste Marcel Déat qui, - dès avant la guerre, avait préconisé la collaboration à tout prix avec Hitler et, en 1939, écrit un éditorial devenu célèbre sous le titre «Mourir pour Danzig ?». «Pour Régis Debray, comme pour beaucoup de ses camarades d'idéologie, anti-communisme = anti-américanisme = extrême-droite = trahison = collaboration avec l'occupant» écrit Revel, dont on ne peut ignorer qu'il avait participé à la résistance anti-nazie, alors que Marcel Déat s'enfuit en 1944 en Allemagne avec le dernier carré des collaborateurs de la Gestapo. «Le cas de Régis Debray montre une fois de plus que l'immoralité est compatible avec le courage et le talent, sans quoi d'ailleurs aucun régime totalitaire n'aurait tenu bien longtemps».

Les autres victimes de la verve justement vengeresse de Revel sont deux universitaires, Serge Bernstein et Pierre Milza, qui, dans une «Histoire de la France au XX^e siècle de 1974 à nos jours» tome V (Ed. Complexe 1988), l'ont classé comme «ancien intellectuel venu de la gauche et s'apparentant à présent à la nouvelle droite d'Alain de Benoist. (Je rappelle que j'avais interviewé ce dernier pour *Il Giornale* en 1974). Ce théoricien de

l'extrême-droite évolue, en effet, à présent dans le sens d'une apparente réhabilitation des postulats libéraux. Mais Revel est absolument convaincant lorsqu'il se dit scandalisé par le fait que deux «sommités» intellectuelles, professeurs au prestigieux Institut d'Etudes politiques (Sciences po), donnent la preuve de leur ignorance (ou de leur propension à la diffamation à l'égard de tout esprit libéral indépendant) au point de ne pas savoir que la Nouvelle Droite en France, regroupée dans le cadre du GRECE (Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne) dont l'organe d'expression principal est la revue *Eléments*, «hait le libéralisme avec autant de dogmatisme qu'elle hait la gauche» écrit Revel. En effet, les textes formels du GRECE professent préférer le soviétisme à l'américanisme, car le premier, lit-on dans *Eléments* n° octobre-novembre 1982, «laisse intacte l'espérance (sic !) et le second, tue les âmes». Revel fait remarquer qu'Alain de Benoist rendit un hommage extatique au discours hystériquement anti-américain de Jack Lang au Mexique (1992), le qualifiant de «discours le plus important de l'histoire contemporaine, après celui du général de Gaulle à Pnomh Penh en 1966 contre les Etats-Unis.»

On pourrait dire que Revel, par rancune personnelle, grossit démesurément les défauts d'un ouvrage bâclé et obéissant probablement à des préoccupations plus alimentaires que scientifiques. Il répond d'avance à ce reproche en écrivant que «MM. Bernstein et Milza sont trop minuscules pour que je les honore de ma rancune. Ensuite, j'ai essuyé dans ma carrière des calomnies bien plus rudes que celles dont accouche péniblement leur double plume mollasse. Mais, à force de répéter que ces misérables canailleries n'ont aucune importance, on les laisse proliférer impunément et donner le ton à notre vie intellectuelle».

Les historiens de la deuxième moitié du XX^e siècle trouveront des matériaux formidables dans le récit, par Revel, de ses aventures journalistiques, en tant que collaborateur puis directeur du magazine *Express*, puis éditorialiste du *Point*. Ils y trouveront quantité d'axiomes qui mériteraient d'être cités comme «l'idéologie est sœur jumelle de la pathologie», - des portraits scintillants, comme ceux du grand politologue et politicien détestable que fut Bertrand de Jouvenel, le «Chéri» de Colette, ou d'Emmanuel Berl, esprit aussi brillant que faux, écrivain juif antisémite qui écrivait les discours tant de Léon Blum que de Pétain.

Il n'est que normal que Revel conclue ses «Mémoires» par un hommage aux dissidents de l'Est qui, dit-il, «furent d'autant plus héroïques que, non contents d'être en butte aux procédés d'extermination morale de leurs régimes, ils essayèrent aussi les calomnies, le mépris et les mesquineries de la gauche occidentale, prompt à

les rejeter vers la «nouvelle droite». «Traîtres» dans leurs pays, ils devinrent parias dans les nôtres.»

Revel a écrit un grand livre.

François FEJTÖ

Ed. Plon

Le tombeau de Machiavel (De la corruption intellectuelle de la politique)

de Nicolas Tenzer

La production intellectuelle de Nicolas Tenzer force le respect, tant par sa cadence que par ses qualités intrinsèques. Qu'on en juge : à seulement 36 ans, et avec «Le tombeau de Machiavel», il publie déjà son onzième ouvrage (excusez du peu !). Le président du C.E.R.A.P. (Centre d'Etude et de Réflexion pour l'Action Politique), au surplus Directeur de la revue *Le Banquet*, est en train de s'imposer sans coup férir comme le penseur politique le plus fécond de sa génération. J'ajouterai même qu'il me paraît marcher dignement sur les traces d'un Raymond Aron. Dès sa sortie en librairie, son livre a d'ailleurs rencontré un certain écho, suscitant immédiatement critiques positives et controverses... ce qui est assurément la marque des ouvrages ne laissant personne indifférent. Il est donc permis de penser que celui-ci fera date, non seulement dans sa bibliographie, mais aussi (et c'est le plus important) dans le grand débat intellectuel et politique. J'en veux pour preuve le texte que lui a consacré Olivier Mongin en personne, le directeur de la revue *Esprit*, dans son numéro du mois de mai 1997. En fait de note de lecture, c'est un véritable article (pp. 193 à 202) qu'il a rédigé sur le livre de Nicolas Tenzer, sous le titre : «Le haut fonctionnaire, la philosophie et la politique, ou l'art de séparer les ordres». La chose est assez rare pour mériter d'être signalée.

Cet essai vaut tant par son style, les qualités d'écriture propres à son auteur, que par le courage dont il fait preuve dans nombre de ses prises de position. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'hésite pas à penser à contre-courant, faisant un sort justifié à nombre d'idées reçues, s'attaquant «bille en tête» à des dogmes, des conformismes philosophiques qui ont fini par produire cette «pensée unique» tant vilipendée, aujourd'hui. Que

les choses soient dites ici clairement : à s'en prendre à des figures éminentes de *l'establishment* intellectuel, il ne va pas se faire que des amis dans le milieu. C'est ainsi que Luc Ferry et André Comte-Sponville ne sont guère épargnés. Ils en prennent pour leur grade, fort élevé dans la hiérarchie philosophique. Quant aux philosophes «déconstructionnistes» (Derrida, Deleuze, Guattari), ils ne sont pas mieux traités. Mais là, je suis plutôt tenté de surenchérir : ne tirez pas sur l'ambulance ! Ceci dit, les présentes remarques ne doivent pas donner à penser au lecteur potentiel que ce livre est essentiellement critique. Bien au contraire, Nicolas Tenzer sait très vite dépasser le niveau de la seule critique pour en venir au fond du problème, au nœud gordien formé par la politique... «en pensée, en paroles, par action et par omission» (selon l'admirable formule évangélique, certes appliquée au péché !). Alors, les ressources de son intelligence font merveille : son esprit d'analyse, sa capacité de diagnostic lui permettent d'explorer de nouvelles pistes de réflexion qu'il appartiendra au politique de traduire en solutions concrètes, le cas échéant.

La crise politique du moment trouve son origine dans un désordre intellectuel : la confusion des genres. Car c'est une habitude bien française de voir le monde politique, à la recherche de certitudes, se tourner vers les intellectuels. Un jeu particulièrement dangereux à l'ère où les philosophies à la mode condamnent l'action. Telle est la perversion que Nicolas Tenzer entend dénoncer, au moyen d'un sous-titre évocateur : «De la corruption intellectuelle de la politique». C'est que, dans l'esprit (et donc dans la démarche), la politique a visiblement perdu cette aptitude à penser son insertion dans le réel, sa volonté de l'investir pour

avoir toujours prise sur lui. Sans le dire, elle a intériorisé les valeurs du renoncement, voyant une échappatoire dans des idées et des spéculations oiseuses, d'autant plus abstraites et coupées des réalités qu'elles ne daignent pas s'en rapprocher, et pour cause. De la sorte, cette corruption intellectuelle de la politique s'auto-entretient, puisqu'elle refuse le face-à-face avec le réel, ayant trop peur d'être désavouée par lui, de voir le jugement des faits rendre un verdict trop sévère à son endroit. Dès l'introduction du livre, l'auteur enfonce le clou : «Or, le dévoiement de la production de l'esprit et l'incapacité politique à résoudre les maux essentiels dont souffrent les citoyens sont liés...» (p. 7). Tout à fait à la fin de sa conclusion, il n'hésite pas à rappeler le sens profond de son entreprise : «Sauver la politique d'un tel effondrement, non en idées mais dans la pratique, en l'obligeant à affronter directement les questions simples et brutales que tout le monde se pose, était ma seule préoccupation en écrivant ce livre» (p. 521). Ainsi, d'un bout à l'autre de l'essai, affirme-t-il et revendique-t-il distinctement la cohérence de son projet. Devant l'entreprise de brouillage des faits par des pseudo-sciences humaines, il estime le moment venu de rappeler que la politique, ce n'est pas la mort des idées mais le retour au réel. A ses yeux, il n'est pas d'intellectuel responsable qui laisse à d'autres le soin de proposer et de mesurer les effets du discours dans la réalité. Or, il se trouve qu'aujourd'hui comme hier, l'appréhension du réel et le souci de l'action au mépris de la réalité font que quelques-uns continuent à vouer un amour immodéré aux seules idées. Et l'auteur de renchérir : «Cette attitude de fuite n'est pas étrangère aux mouvements de protestation violente qui surgissent. Ainsi, la question n'est pas théorique mais pratique ; il s'agit de se demander quel type de discours politique est pertinent dans des circonstances données. Il n'est pas de réponse assurée ni vraie à cette question» (p. 142). Faire de la politique, c'est agir dans le réel pour transformer le monde. La conquête du pouvoir, et les procédés visant à ce que les dirigeants s'y maintiennent, n'ont pas d'autre objectif. Il s'agit de détenir le plus de puissance possible pour engager une action et la poursuivre dans la durée. Hélas ! la perception de l'action dans le réel tend à faire cruellement défaut, note-t-il (p. 211). Le handicap est considérable, au moment où le recul de l'historicisme nous oblige à faire de la politique au présent, une politique composée d'un ensemble d'actions jugées de manière immédiate. Prenant acte de la

multiplication des paradoxes de la politique et des exigences contradictoires qu'elle doit s'efforcer de concilier, vaille que vaille, le président du C.E.R.A.P. ne désespère pas pour autant : «La politique raisonnable doit répondre à quelques questions simples : Qu'est-ce qui ne va pas ? A quel résultat voulons-nous parvenir ? Disposons-nous des moyens pour corriger l'état des choses et quels sont-ils ?» (p. 291). Répondre à ces questions, c'est avoir l'esprit clair, autrement dit c'est l'avoir disponible pour l'action, pour la recherche de solutions immédiatement opératoires car réalistes et adaptées aux circonstances.

Rendre la politique moins indifférente au réel, c'est revendiquer un projet politique et s'ériger en zélé délateur d'une certaine forme d'allégresse circulaire dans laquelle se complait aujourd'hui le jeu intellectuel. Détruire les obstacles à l'action offre une belle satisfaction ; cependant, pareille satisfaction s'évanouirait d'elle-même en limitant son registre à une simple rhétorique de la déploration, au lieu de s'ériger en force de proposition politique. Dans cette perspective, l'analyse de Nicolas Tenzer s'applique ici à ce qu'il appelle les «(...) quatre fondamentaux de toute politique concrète et qui, sur des plans différents, forment le cadre de toute action : la conception de la société, la question des inégalités liées à l'institution d'un ordre social, le problème de la décision et l'organisation des clivages politiques» (p. 376). Parce que la politique est l'art de la décision, l'action suppose une rupture avec les schémas abstraits et formels de l'exercice de la décision. Une décision sera dite bonne ou mauvaise lorsque le citoyen la jugera telle, en fonction de ses attentes et de ses souhaits, non en raison des procédures qui l'entourent. Force est d'admettre que cela a rarement été le cas. Le moment est par conséquent venu d'appréhender enfin la nature de la décision comme une faculté de rupture. Elle suppose que puisse être conçu un nouvel ordre politique et œuvre à sa matérialisation au quotidien. Par là-même, elle est un espoir, un pari, et même plus, une promesse faite à l'avenir. Si celui qui consent l'effort de penser le politique est critique par nature, c'est-à-dire dénonciateur et sceptique, c'est bien que la société pêche par trop d'imperfections. Le président du C.E.R.A.P. s'efforce, à son niveau, d'en tirer toutes les conséquences, en aval : «La question politique centrale est désormais de présenter les perspectives de dépassement de cette imperfection (corruption, sentiment d'injustice, inefficacité dans de nombreux domaines de l'action publique) tout en

se donnant les moyens de conserver la liberté» (p. 501). Les descriptions partiales et les idées fausses ne font progresser ni l'intelligence, ni la connaissance, ni l'action. Aussi invite-t-il ses lecteurs, en conclusion, à repenser de manière radicale les rapports entre la théorie et l'action.

Maintenant, qu'il soit permis à l'auteur de ces lignes de formuler un vœu : que M. Tenzer soit lu et son message entendu par la classe politique, toutes tendances confondues, de telle manière

qu'elle opte pour un nouvel état d'esprit, préalable indispensable à cette révolution de la pensée qu'il appelle de ses vœux et sans laquelle la politique ne parviendra pas à sortir de l'ornière, c'est-à-dire à repenser son rapport au réel et ses modalités d'action concrète sur la matière que celui-ci offre à l'intelligence humaine...

Christian SAVÈS

Ed. Flammarion-Essais.

L'Europe en vers au Moyen âge

de Pierre Jonin

Le Professeur Pierre Jonin dégage les thèmes centraux et les personnages emblématiques de la poésie médiévale. J'ai eu le bonheur de travailler à ses côtés lorsqu'il dirigeait les services de Propédeutique à la Faculté de Lettres d'Aix-en-Provence et j'ai toujours admiré son érudition, son humanisme et son humanité. Aussi est-ce un grand plaisir de signaler aux lecteurs la très belle synthèse qu'il vient de publier *L'Europe en vers au Moyen âge. Essai de thématique*.

Pierre Jonin dans sa copieuse étude repère et étudie les soixante et onze thèmes autour desquels s'ordonnent les grands textes poétiques du Moyen âge européen. Le réel et l'imaginaire se mêlent sans cesse dans cette thématique poétique. L'abstrait devient concret. L'amour s'incarne par couple : Dante et Béatrice, Tristan et Iseult, Siegfried et Kriemhilde. L'amour affleure dans le premier baiser et s'épanouit dans les étreintes sensuelles évoquées par les poètes juifs et arabes. Autre plaisir, celui de la table avec les plats de l'époque qui font que «la bedaine se boudine». Nous renvoyons volontiers pour les précisions techniques à l'excellente étude de notre ami Louis Stoff, *La table provençale au Moyen âge* (1), qui vient de recevoir le Grand Prix Historique de Provence.

Le malheur devient bataille perdue, prison, exil. La vengeance s'écrit en rouge et le sang appelle le sang. Celui de Siegfried exige celui de Hagen. En rouge encore la cruauté. Celle des enfants de Carrion pâlit devant celle de l'arménien David de Sassoun qui renvoie son ennemi, lèvres coupées et dents disposées en diadème autour du front. Mais le triomphe du rouge, c'est évidemment la Guerre, ses sombres visions : chevaux cabrés aux hennis-

sements douloureux, morts et mourants avec des tronçons de lance dans les flancs, heaumes et hauberts rompus ruisselant du sang de chevaliers frappés.

Pourtant la guerre nous vaut de beaux portraits de guerriers. Chacun est fortement typé. L'anglo-saxon Beowulf ne ressemble pas au celtic Cuchulainn, tout comme le finlandais Lemminkäinen du *Kalevala* est différent du grec Vlahopoulo des chansons populaires ou encore de Vsevolod de l'épopée russe du Prince Igor.

L'imaginaire triomphe. Avec l'imaginaire, l'irréel entre en scène dans *L'Enfer*, Dante assiste au supplice d'un damné : un grand serpent l'enlace étroitement. On suit avec effroi la destruction progressive de l'homme qui se confond peu à peu avec la bête. Mais fantastique ne signifie pas nécessairement terrible ou horrible.

Ainsi dans le *Kalevala* finlandais le jeune Lemminkäinen s'est aventuré aux abords du fleuve de l'enfer. Là, emporté par le courant, il est réduit en miettes. Sa mère, avertie, arrive avec un grand râteau. Elle entre dans l'eau où elle entreprend de recueillir et d'ajuster, membre après membre, tous les morceaux du noyé, de joindre les artères aux artères, les veines aux veines et de reconstituer le corps inerte. Elle y parvient. Reste à lui insuffler la vie. Avec un onguent magique, apporté du ciel par un oiseau, elle frotte tout le corps de son fils en chantant une prière incantatoire et, lentement, Lemminkäinen retrouvé un à un tous ses sens. Le voilà qui parle. C'est le fantastique de la survie mis au service de l'amour maternel.

Tous ces poèmes illustrant soixante et onze thèmes forment un bouquet imposant. Il est fait de

fleurs connues et admirées depuis toujours, mais aussi de nouvelles, peu communes, venues de loin, Portugal, Russie, Caucase. Il dégage à la fois des parfums délicats et de fortes senteurs. Ce bouquet, encore jamais vu, trouble et attire. Il inquiète et il fascine. C'est le meilleur maître de la poésie médiévale qui l'a composé. Prenons-le pour parfumer nos bibliothèques d'odeurs désuètes et éternelles à la fois.

Jean CHÉLINI

Semaines Sociales de France - Paris - Issy-les-Moulineaux 1996 Entre mondialisation et nations quelle Europe ?

France-Forum a publié dans son numéro 315 de janvier-mars 1997, avec l'aimable autorisation de l'auteur, les «*Dix propositions pour l'Europe*» présentées par notre ami *Jean Boissonnat*, président des Semaines sociales de France, en conclusion de leur session 1996. Depuis lors, l'intégralité des actes de cette dernière a été éditée, et les comptes rendus des «carrefours» tenus dans l'intervalle et en marge des séances plénières ont été rassemblés. On ne saurait trop en recommander la lecture attentive. L'importance et l'actualité du thème abordé, ne sont certes plus à démontrer, et le moment était venu, après tant d'acribes polémiques, d'épouvantails brandis ou de flots déversés de rhétorique apaisante, d'actualiser, voire de réexaminer notre vision de l'Europe en cette période de mondialisation accélérée. Comment d'ailleurs retenir, trois jours durant, l'attention de près de 2.000 auditeurs venus de toute la France, quelques-uns de l'étranger - dont beaucoup, engagés dans des mouvements et associations divers - sans sortir des sentiers battus, sans renouveler le sujet et sans aller au fond des choses ?

Question de méthode d'abord. La qualité et la diversité des principaux intervenants dans les séances plénières et des animateurs des seize «carrefours» spécialisés - intellectuels, hommes politiques, journalistes, responsables d'entreprises, de l'administration, du syndicalisme, d'associations...-, leurs appartenances et leurs sensibilités plurielles, la composition du public rassemblé comportant visiblement plus de militants et de personnalités engagées que de simples curieux, garantissaient le sérieux de cette recherche et de cette

Pierre JONIN, *L'Europe en vers au Moyen âge, essai de thématique*, Introduction, étude, textes, notices et notes, 1, vol. relié, Honoré Champion, Paris, dernier trimestre 1996, 840 p., 625 Frs.

(1) Louis STOUFF, *La table provençale au Moyen âge*, Barthélémy Avignon, 236 p., 168 Frs.

réflexion collectives. Ainsi, tout au long des travaux, s'est manifestée la préoccupation, sur des problèmes complexes et controversés, de «tenir les deux bouts de la chaîne». L'ambition était non seulement de dégager faits et réalités essentiels, avec l'aide de spécialistes compétents, informés, ayant l'expérience du terrain, mais aussi de mettre ces faits et ces réalités en perspective pour mieux en percevoir la signification et la portée à la lumière de l'histoire, de la philosophie et, bien sûr - conformément à la vocation et à la tradition des Semaines Sociales -, de la vision et des exigences de la foi catholique. Il revenait en 1996 au *père Madelin*, directeur de la revue *Etudes*, de porter un regard spécifiquement chrétien sur ces phénomènes terrestres incommodes que sont la mondialisation, les nations, l'Europe.

Quelques exemples suffiront à donner une idée de la pertinence des analyses présentées au cours de cette session. L'inspecteur des Finances, *François Villeroy de Galhau* - qui devait, quelques mois plus tard, être appelé à la direction du Cabinet du ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn - a présenté un remarquable rapport introductif, très documenté, sur «*la mondialisation, une révolution pour tous*», faisant au passage justice de quelques idées approximatives, voire complètement fausses, et ouvrant quelques pistes intéressantes sur la manière de vivre avec elle et surtout de «la réussir» au bénéfice de tous.

Jacques Delors, qui avait à répondre à la question «*Avons nous trahi le projet économique et social de l'Europe ?*», a apporté quelques précisions bienvenues sur le contenu social des Traités,

les limites strictes qu'ils fixent aux compétences communautaires en ce domaine, et les quelques résultats concrets, à ses yeux non négligeables, effectivement obtenus, tout en insistant sur la nécessité pour l'Europe «sans se renier, d'adapter (son) modèle économique et social» pour «échapper au déclin, et notamment au déclin économique». Mais il a tenu à faire part une fois de plus de sa «conviction... qu'aujourd'hui comme hier, c'est avant tout au niveau national que pourra être efficacement menée la lutte contre le chômage et l'exclusion».

A noter aussi la richesse des informations échangées, et surtout l'originalité de beaucoup des points de vue exprimés et des suggestions formulées dans les carrefours sur la sécurité, sur l'école et l'université en Europe, les politiques industrielles,... et beaucoup d'autres.

Mais les Semaines Sociales se devaient de dépasser le factuel et les aspects techniques des problèmes, en examinant leurs dimensions politique, philosophique, voire métaphysique.

Il en fut ainsi du débat essentiel, que la mondialisation accélérée de l'économie mais aussi de la culture ne fait qu'aviver : que deviennent, que devraient devenir les nations ? Or, rarement, je crois, réflexions et débats sur cette interrogation et cet enjeu sont allés aussi loin.

Jacques Julliard dans une perspective historique longue note les mouvements inverses de la culture - qui, dès le Moyen Âge (la Chrétienté), et encore au siècle des Lumières (après laïcisation des valeurs chrétiennes (1)), unifiait l'Europe mais tendait ensuite à se fragmenter en se «nationalisant» - et de l'économie - en voie aujourd'hui, nolens volens, de mondialisation. Il note qu'une première cassure, pour la culture, est intervenue avec la Révolution française et «l'immense ambition, extravagante,... d'être à la fois le particulier et l'universel de l'humanité tout entière» - ce qui était, nos lecteurs s'en souviendront, l'une des questions abordées par Etienne Borne dans les trois études publiées en 1989 dans *France-Forum* sous le titre global de «Comprendre la Révolution ?». Napoléon qui «est en train, à l'apogée de son pouvoir, de faire une France européenne» a incarné cette contradiction. Enfin, alors même que le tissu culturel européen tendait à se reconstituer au début du XX^e siècle, se produit la catastrophe de la guerre de 1914, événement pour J. Julliard plus important que la Révolution de 1789, l'avènement du communisme ou la Seconde

guerre mondiale, puisque «ce qui explose avec elle, c'est l'idée que la culture peut être transnationale».

L'historien polonais *Krzysztof Pomian*, se référant, lui aussi, aux évolutions et vicissitudes observées en Europe depuis le Haut Moyen Âge, refuse le terme de «déficit démocratique» appliqué à l'Union européenne d'aujourd'hui car, pour lui, à ce niveau, «la démocratie n'existe pas». Ce qui ne le surprend pas : «il a fallu des siècles pour que la démocratie, née et pratiquée au départ dans de petites communautés, fût adaptée, étendue et appliquée à l'échelle des nations modernes».

Mais c'est avec *Paul Thibaud*, ancien directeur de la revue *Esprit*, que la défense et l'illustration de la nation sont menées avec le plus de vigueur. «Le point central est actuellement la crise de la volonté politique en Europe, à travers une crise de la nation. La nation est désœuvrée... Le problème n'est pas la disparition du nationalisme ou du patriotisme en Europe, mais le fait qu'il se vive humilié et rétracté. De même que les individus s'éduquent,... se dépassent en exerçant leur liberté, les nations s'éduquent en exerçant leur liberté collective, c'est-à-dire en définitive leur souveraineté... Dans l'action on sort de soi, on se dépasse : quand on est menacé, on se referme sur soi». Cet égoïsme, exacerbé par les crises et l'accroissement de la pression fiscale, se traduit notamment par le développement de mouvements sécessionnistes «de riches» («Lombardie, Catalogne, Ecosse, Flandre») refusant la solidarité avec les régions moins bien pourvues. P. Thibaud aurait pu aussi évoquer à cette occasion la persistance en République Fédérale de vives tensions entre ex-Allemagne de l'Ouest et ex-Allemagne de l'Est. Ce qui pour lui manque à l'Europe aujourd'hui, c'est «l'idée politique, l'identification du citoyen à l'ensemble, les procédures pour faire émerger l'intérêt général...». P. Thibaud n'est pas contre l'Europe, mais il réclame «la seule Europe qui ait un intérêt qui permettrait aux nations de se redécouvrir, qui serait une Europe de politiques communes et non pas simplement une Europe de contraintes réciproques».

On nous pardonnera ces longues citations, mais elles ont le mérite d'aller au fond du problème et d'ouvrir un vrai débat.

(1) «C'est le grand malentendu de la Révolution française : on se bat des deux côtés avec des valeurs exprimées différemment mais qui ne sont pas très différentes», note sur ce dernier point J. Julliard.

Cet appel au civisme, à la citoyenneté, n'est pas seulement affaire de morale politique. Il vient de plus loin. *Chantal Millon-Delsol* a mis l'accent sur quelques éléments de leur arrière-plan philosophique. «La liberté, ça n'est pas de répondre de rien, c'est être libre de savoir de quoi et de qui on va répondre». Occasion pour elle de préciser que «ce ne sont pas les droits (de l'homme) qui doivent être tenus pour sacrés, c'est le fondement des droits, à savoir la dignité humaine».

Et le christianisme dans tout cela ? La contribution du père *Madelin*, «*Christianisme et organisation de la Cité*», suffirait à démontrer que les dogmatismes d'antan n'ont plus cours, quitte à décevoir les paresseux, amateurs de confort. Le temps de la «politique tirée de l'Écriture sainte» n'est plus. A été rappelée la formule du père *Varillon* : «Dieu ne peut diviniser que ce que d'abord l'homme humanise», et souligné que «la réalité qu'il importe de déchiffrer coûteusement et de transformer pas à pas est la même pour tous, croyants ou non. Il est impossible de tirer de sa foi une quelconque dispense pour le travail d'analyse, de confrontation, et pour le courage en vue de l'action». En d'autres termes, «la foi chrétienne se doit désormais de respecter l'autonomie des réalités terrestres chère à *Gaudium et Spes*». Et pas question de rester sur le bord de la route ! «Chacun doit éviter d'être le spectateur de l'histoire». On mesurera le chemin parcouru depuis la condamnation

du *Sillon*, et les conceptions qui inspiraient ses attendus !

Pour autant, et même si «une façon de voir et de faire chrétienne suppose que nul ne pense être le détenteur privilégié d'une vérité unique», il existe des principes et des repères. Par exemple : «l'ultra libéralisme dit juste pour une partie seulement de la réalité humaine... Car l'homme ne se définit pas seulement par la recherche inlassable de son propre intérêt matériel... Une éthique purement individuelle est incapable de répondre aux exigences de ce temps».

De même «la nation est une référence essentielle pour le commun des hommes...». Mais «être un homme du XX^e siècle, c'est sentir la nécessité d'avoir des racines culturelles et nationales et revendiquer en même temps le droit de s'aventurer ailleurs et très au large à partir de ce socle primordial». Toujours «les deux bouts de la chaîne»...

On aura compris que, pour les débats à venir, cette publication des Semaines Sociales sera une référence obligée. Mais, infatigables et intrépides, elles se sont déjà attaquées à un autre sujet, non moins rugueux et difficile, celui de l'immigration, qui sera traité à la session de novembre 1997.

Jean AUBRY

Bayard Editions/Centurion

Les malfaçons, un mal français ? - Revue «d'A (D'Architectures)»

La revue *d'A*, éditée par l'ordre des architectes, s'est imposée après sept années d'existence comme la revue de référence de l'architecture contemporaine en France. Elle a consacré son numéro du printemps 1997 aux malfaçons, enquête sous-titrée de la question provocante : *un mal français ?*

Si la question dérange c'est quelle recèle un double fond. La mise en cause des multiples malfaçons dont souffrent les constructions contemporaines vise en fait les principes fondateurs de l'architecture moderne : légèreté, mise en scène, gestuelle. En d'autres termes, on ne saurait plus bâtir comme les peintres contemporains ne sauraient plus dessiner. «Et si les malfaçons servaient à liquider la modernité ?» s'interroge *d'A*.

Sur ce thème rageur, un hebdomadaire populaire pouvait titrer : «la modernité s'effondre déjà... Opéra-Bastille, Arche de la Défense, Front de Seine... à peine finis, déjà en ruine. Etat des lieux d'une architecture éphémère dont les maîtres mots sont coûts et délais». (*Marianne*, 23 mai 1997).

Ce discours qui tient du «média-bovarysme» n'entre pas dans le propos des rédacteurs de *d'A*. Leur souci n'est pas de nier ou de dénoncer la multiplication des sinistres qui affectent des bâtiments de plus en plus jeunes, mais d'en étudier les causes qui ne sont pas toutes de la responsabilité de l'architecte.

Le constat tout d'abord et qui est en effet plutôt accablant. Quiconque a parcouru des secteurs d'intervention récents a été frappé par la dégradation

rapide des façades. Parmi les «ratés» les plus célèbres on cite le siège de Canal Plus de Richard Meier dont les éléments de façade avaient été mal boulonnés, la Grande Arche dont on a fermé la jambe nord pour raisons de sécurité, l'hypermarché de Bercy de Renzo Piano dont les plaques d'inox tombent... D'où l'omniprésence des assureurs et des avocats. Un juridisme en inflation dont se plaignent à leur tour les architectes : «les ennuis touchent un chantier sur trois» selon Jean Nouvel.

Il convient toutefois de rappeler que l'histoire de l'architecture est aussi une histoire des malfaçons, comme le fait Jacques Moulin, architecte en chef des monuments historiques. «On voit moins celles du passé parce que les constructions qui en souffraient se sont effondrées. Il nous reste certains bâtiments défectueux dont le prestige national ou sacré est tel qu'on les maintient coûte que coûte, et ça coûte ! Le grandiose exemple en est Versailles, somptueux décor recélant un gros-œuvre de méchantes poutres de réemploi, des bois de mauvaises qualités.»

Ce rappel du passé ne doit pas conduire à sous-estimer la situation actuelle. Certaines causes sont déjà bien identifiées, même si les remèdes n'ont pas été administrés. La responsabilité du maître d'ouvrage est abondamment soulignée : «il définit mal son programme et livre l'architecte à l'improvisation. Il accule le constructeur à des paniques de calendrier, sans étude préalable. Il dilue sa responsabilité de délégation en délégation...» déclare Michel Ternier de l'Agence Qualité-Construction.

La pression des coûts et des délais ainsi que le système particulier de la responsabilité en France sont également mis en cause. «Il y a deux temps forts de la malfaçon : le chantier et l'échéance des dix ans, alpha et oméga de l'acte d'architecture français. La loi Spinetta (4 janvier 1978) les lie en une curieuse dramaturgie : le système de la Police Unique de Chantier réunit chez un seul assureur et pour tout intervenant d'un chantier, l'assurance dommages-ouvrage souscrite par le maître d'ouvrage et celle en responsabilité décennale (...) Le bâti doit être un produit parfait mais à l'inverse de l'automobile sans entretien. La garantie décennale devient le permis de ne rien faire pendant dix ans.»

Jean Nouvel rappelle qu'un bâtiment sans entretien n'existe pas : «En France, il n'y a pas cette idéologie. Cela revient certes à 1 % par an, soit le prix du bâtiment en un siècle, mais on en fait bien plus pour sa voiture !». Il y a là un élément-clé du débat qui touche à la nature de la construction

contemporaine et à la méprise entre architectes et promoteurs. Pour l'architecte Denis Valode (Agence Valode & Pistre) il existe un facteur culturel : «dans les pays latins, on a construit des édifices en pierre nécessitant peu de travaux, alors que, dans les pays nordiques, le bois met en tête une obligation d'entretien constant. Avec le métal et le verre, l'architecture moderne est plutôt nordique quant à l'entretien. Il est normal que les pays latins résistent.»

Le détour par l'Allemagne permet de saisir cette approche différente de la construction où l'architecte est à la fois plus responsabilisé et son travail plus encadré par l'abondance des contraintes réglementaires. «En Allemagne, on emploie plutôt le mot *Baukunst*, l'art de bâtir, que celui d'architecture», souligne Dieter Dreysse, architecte à Francfort, «les frais d'entretien d'un bâtiment ainsi que les charges entrent dans le coût d'investissement, et donc dans la conception. Ce sont des facteurs décisifs au moment du choix». Toutefois, cet aspect n'interdit pas toujours la survenance de malfaçons dues à la sous-qualification des ouvriers, à la pression du moins-disant financier : «on peut dire que nous savons faire les meilleurs bétons, mais que nous ne les faisons pas, ou plus». Jean Nouvel conserve ainsi un très mauvais souvenir du chantier des Galeries Lafayette à Berlin : «tout était lent, archaïque et mal fait par une main-d'œuvre sous-qualifiée. Il a fallu refaire jusqu'à quatre fois». Enfin, derrière les contraintes réglementaires, se dissimule souvent le protectionnisme commercial allemand comme l'a expérimenté Denis Valode.

La course à la nouveauté nous ramènerait-elle inévitablement au regret du passé comme semble le penser *Marianne* («L'honneur de bien faire, tel que le portaient les compagnons du tour de France ou les Compagnons du devoir, appartient au passé. On ne regarde même plus où est le soleil, où est la terre, comment l'eau s'écoule»).

Ce n'est pas certain. Tout d'abord, une restauration de l'architecture ancienne est illusoire y compris pour les restaurateurs. On fait des progrès «en faisant semblant de ne pas en faire. Le paradoxe de la restauration actuelle est d'être malfaçon en soi. Nous abordons un monument avec le regard et des techniques d'aujourd'hui. Lorsque nous remplaçons une pierre, nous ne partons plus du bloc grossier pour atteindre la régularité mais d'une pierre industriellement découpée qu'il faudra gauchir pour retrouver cet état imparfait reconnu à une

époque donnée comme étant la perfection» rappelle Jacques Moulin. Ensuite, l'architecture moderne «tient bon». Elle n'est pas cette pure abstraction que l'on entend souvent dénoncer mais une tension entre le jeu nécessaire de l'invention et le travail d'interprétation de la mémoire. C'est son utilisation, son entretien qui est en cause : l'engagement des propriétaires dans la pérennité de leur site, la valeur symbolique qu'une entreprise accorde à son siège social. En d'autres termes, les architectes accordent plus de prix à leurs ouvrages que les maîtres d'ouvrage ou les propriétaires ne sont disposés à consentir.

La solution passe sans doute par une responsabilité plus grande de l'architecte. Un aménagement du système de l'assurance obligatoire par un système de malus-bonus pourrait y contribuer. «L'irresponsable finit toujours par devenir le bouc émissaire, le responsable de tout (...), il faut mettre un terme à l'idée de l'architecte artiste, donc irresponsable» explique Denis Valode. Jean Nouvel

s'exprime dans le même sens : «Quelle que soit sa mission, l'architecte reste responsable pour le public. Je préfère avoir la responsabilité totale d'une construction, mais elle est très difficile à obtenir.»

Mais c'est aussi l'affaire des pouvoirs publics au travers de la réforme de l'assurance-construction et du code des marchés publics d'éliminer l'aventurisme industriel qui sévit dans le monde de la construction. Le ministère de l'Équipement, confronté à de fortes contraintes de sécurité pour la réalisation de ses ouvrages d'art, a ainsi ouvert une voie où la valeur jugée première devient la qualité.

François AZAR

D'A (D'Architectures) - n° 73 - mars-avril 1997.

ERRATUM

Dans le n° spécial «Regards sur le M.R.P.» du 2^e trimestre 1997 (n° 316), il faut :

- *sommaire de couverture* - **ajouter** à la liste des principaux auteurs de contributions et intervenants au colloque **René Rémond** qui a pris une grande part à sa préparation et en a présenté les conclusions :

- pp. 24 (1^{re} colonne) et 27 (1^{re} colonne) - au lieu de Léon Lafarge, **lire Léon Lapra**

- p. 69 (2^e colonne, fin de l'avant-dernier alinéa) - au lieu de «le député MRP du Cameroun, l'abbé Boganda», **lire «le député MRP de l'Oubangui-Chari, l'abbé Boganda» ;**

- p. 95 (2^e colonne, 1^{er} alinéa) - au lieu de «le ministre socialiste Lionel de Tinguy», **lire «le ministre MRP Lionel de Tinguy»**

France-forum s'excuse de ces fâcheuses erreurs auprès du professeur René Rémond, de Léon Lapra et de ses lecteurs.

France-Forum a été créé en 1957 par É. Borne, H. Bourbon, J. Fontanet, J. Lecanuet et M.-R. Simonnet. De 1957 à 1993 chaque numéro de France-Forum a comporté les «Propos du temps» d'Étienne Borne.

Directeur de la Publication : **René Plantade** - Secrétariat-Abonnements : **Thérèse Desplanques**

Commission Paritaire n° 60361 - Dépôt légal n° 2803

Composition et impression : **VIENNE IMPRIM'** - 23, quai Jean-Jaurès - 38200 VIENNE - Tél. 04 74 85 47 06 - Télécopie 04 74 31 65 64

Photos : M.-P. Guéna/CFD - Loïc Prat - Jean Maisonneuf - Michel Desjardins

« Si la démocratie est la vérité de la politique et s'il faut une philosophie à la démocratie, cette philosophie ne peut être qu'un humanisme intégral. Et l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste. »

Etienne Borne

« On ne décide pas de la vérité d'une pensée selon qu'elle est à droite ou à gauche, et encore moins selon ce que la droite ou la gauche décide d'en faire. »

Albert Camus